Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 15821 – 7 F | VENDREDI 8 DÉCEMBRE 1995 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Paris lance un ultimatum aux Serbes pour la libération de ses deux pilotes

LORS d'une conversation téléphonique, mercredi 6 décembre, avec le président serbe, Slobodan Milosevic, Jacques Chirac a exigé la libération des deux pilotes français disparus en Bosnie le 30 août, faute de quoi la France *« en tirerait toutes les conséquences »*.

Même si un ajournement de la conférence de Paris, prévue le 14 décembre, n'est pas à l'ordre du jour, l'*« ultimatum »* du chef de l'Etat – selon le qualificatif du ministre de la défense, Charles Millon – intervient au moment où une délégation de cinq députés français se trouve à Belgrade pour tenter d'obtenir cette libération.

Parallèlement, les services secrets français ont multiplié, selon l'hebdomadaire *VSD* daté 7-13 décembre, leurs opérations sur le terrain, et seraient parvenus à localiser les aviateurs. L'Elysée n'a *« ni démenti ni confirmé »* que le préfet Jean-Charles Marchiani, qui avait participé à la libération des otages au Liban, se soit rendu à plusieurs reprises en Bosnie ces dernières semaines.

Lire page 4

Le football nantais sous la neige



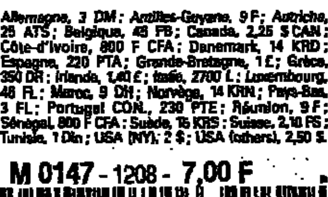
NICOLAS OUÉDEC

VIVEMENT le printemps. Plus encore que ses coéquipiers de Nantes, Nicolas Ouédec attend le quart de finale de la Ligue des champions contre Spartak Moscou, en mars prochain, comme la promesse d'un renouveau. *L'équipe* espère une résurgence du beau style nantais, fluide et joyeux, en même temps qu'un regain d'efficacité de son buteur. La méchante blessure qui avait longtemps éloigné Nicolas Ouédec des terrains est guérie, mais son jeu est convalescent. Malgré beaucoup d'efforts, mercredi 6 décembre, dans la neige de la Baujoire, l'avant-centre est resté impuissant à tromper la défense des Grecs du Panathinaïkos Athènes. Pour aider son club à honorer son rendez-vous européen de mars, Ouédec le consciencieux se prépare un hiver de dur labeur. Prochaine séance de travail au Parc des Princes, samedi 9 décembre, face au Paris SG.

Lire page 22

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 1208 - 7,00 F



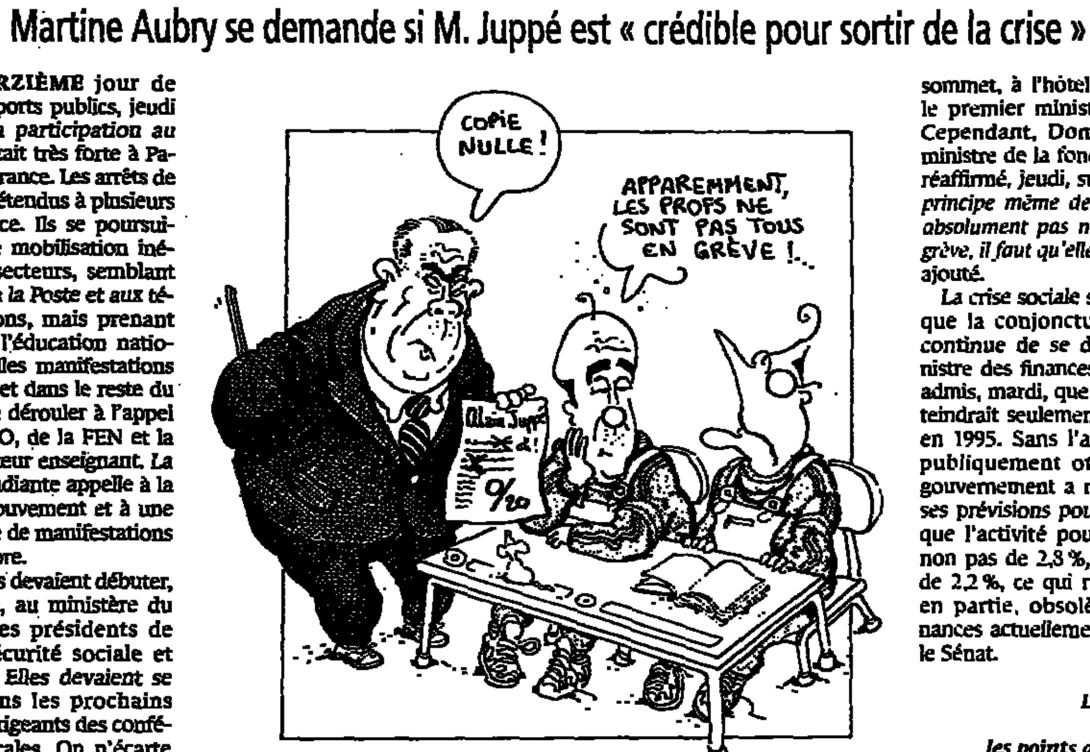
Le premier ministre serait prêt à une rencontre au sommet avec les dirigeants syndicaux

Martine Aubry se demande si M. Juppé est « crédible pour sortir de la crise »

AU QUATORZIÈME jour de grève des transports publics, jeudi 7 décembre, la participation au mouvement restait très forte à Paris et en Ile-de-France. Les arrêts de travail s'étaient étendus à plusieurs villes de province. Ils se poursuivaient avec une mobilisation inégale selon les secteurs, semblant marquer le pas à la Poste et aux télécommunications, mais prenant de l'ampleur à l'éducation nationale. De nouvelles manifestations dans la capitale et dans le reste du pays devaient se dérouler à l'appel de la CGT, de FO, de la FEN et la FSU pour le secteur enseignant. La coordination étudiante appelle à la poursuite du mouvement et à une nouvelle journée de manifestations mardi 12 décembre.

Des rencontres devaient débuter, dans la journée, au ministère du travail, entre les présidents de caisse de la Sécurité sociale et Jacques Barrot. Elles devaient se poursuivre, dans les prochains jours, avec les dirigeants des confédérations syndicales. On n'écarte pas l'hypothèse d'une réunion au sommet, à l'hôtel Matignon, avec le premier ministre Alain Juppé. Cependant, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, a réaffirmé, jeudi, sur RMC, que *« le principe même de la réforme n'est absolument pas négociable ». « La grève, il faut qu'elle s'achève »*, a-t-il ajouté.

La crise sociale se prolonge alors que la conjoncture économique continue de se dégrader. Le ministre des finances, Jean Arthuis a admis, mardi, que la croissance atteindrait seulement 2,5 % ou 2,7 % en 1995. Sans l'annoncer encore publiquement officiellement, le gouvernement a révisé à la baisse ses prévisions pour 1996, estimant que l'activité pourrait progresser non pas de 2,8 %, mais seulement de 2,2 %, ce qui risque de rendre, en partie, obsolète la loi de finances actuellement examinée par le Sénat.



Lire pages 6 à 10, et 23, 28, 30, les points de vue p. 14 et 15 et notre éditorial p. 16

Les casinos préservent leurs abattements fiscaux

L'HÉMICYCLE DU PALAIS-BOURBON est un formidable théâtre modulable. En matinée, mercredi 6 décembre, on y donnait, sur fond de crise sociale et de réforme de la Sécurité sociale, la pièce à grand spectacle des questions au gouvernement. En soirée, en revanche, on jouait à l'Assemblée nationale une scène plus intimiste : l'examen de la loi de finances rectificative pour 1995 qui permet, en fin d'année, d'ajuster dépenses et recettes de l'Etat à la situation économique.

L'Etat, précisément, a besoin de recettes fiscales, ne serait-ce que pour boucher le « trou de la Sécu ». Grâce à l'article 24 de ce projet de collectif budgétaire, il avait prévu de supprimer l'un des trois abattements fiscaux dont bénéficient les quelque cent trente casinos existant en France. Les établissements de jeu font en effet l'objet, depuis le décret-loi du 28 juillet 1934, d'un abattement préalable sur le produit brut des jeux, c'est-à-dire sur leurs bénéfices (plus de 5 milliards de francs en 1994), après redistribution des gains aux joueurs. Par ailleurs, l'article 72 de la loi de finances pour 1962 a instauré deux abattements supplémentaires : le premier, de 5 %, correspond au déficit résultant des *« manifestations artistiques de qualité »* organisées par les casinos et le second, de 5 % également, aux dépenses d'équipement et d'entretien à caractère immobilier que les casinos prennent en charge dans les établissements hôteliers ou thermaux situés dans leur département ou les départements limitrophes.

En supprimant ce dernier abattement, le gouvernement souhaitait non seulement tarir une source avérée d'évasion fiscale, mais aussi récupérer quelques dizaines de millions de francs de recettes fiscales : en 1994, le montant des abattements supplémentaires dus aux investissements immobiliers des casinos s'est élevé à environ 78 millions de francs. Le projet de supprimer ce privilège s'est heurté à une fronde bien organisée. Michel Jacquemin (UDF, Doubs) a certes reconnu qu'il est *« légitime de vouloir mettre fin à certaines utilisations spéculatives »* de ces dispositions fiscales, mais il a souligné le danger qui menacerait les villes thermales si les casinos perdaient cet avantage fiscal. Léonce Deprez (UDF, Pas-de-Calais) ne fut pas un avocat moins convaincu pour démontrer combien les casinos sont *« source de vie et de recettes pour l'économie touristique »*.

Finalement, le ministre du budget, Alain Lamassoure, a cédé. Il a accepté, au nom du gouvernement, un amendement d'Arthur Paecht (UDF-PR, Var), Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise) et Jean-Pierre Thomas (UDF-PR, Vosges), qui maintient l'abattement de 5 % sur les investissements immobiliers des casinos, tout en le plafonnant à 7 millions de francs par an. Pour que la morale soit sauve, cet amendement encadre désormais plus strictement les conditions dans lesquelles les opérations immobilières concernées pourront être réalisées.

Ce ne serait là qu'un épisode mineur de la discussion budgétaire si le gouvernement et sa majorité n'avaient fait de la réduction des déficits l'alpha et l'oméga de la vertu économique. M. Thomas, entre autres, fut un des plus virulents partisans d'économies supplémentaires. A l'heure où les fonctionnaires sont parfois présentés, à droite, comme des privilégiés et les syndicalistes comme des conservateurs, ce cadeau aux casinos tombe mal.

Gérard Courtois

France-OTAN, un nouveau départ

LE GESTE que vient de faire la France en direction de l'OTAN, en annonçant, mardi 5 décembre, sa décision de participer pleinement à certaines instances de l'organisation qu'elle avait désertées depuis 1966 n'est ni une révolution ni une trahison inattendue du gaullisme par ses fils, après que François Mitterrand se fut fait, pendant deux septennats, le vigilant gardien du dogme.

La France n'a pas vendu son âme : elle n'a pas rejoint le commandement *« intégré »* de l'OTAN et n'entend pas le faire ; à la différence des autres pays membres, elle n'a toujours pas de troupes placées en permanence sous commandement américain. Un nouveau chapitre s'est cependant ouvert dans l'histoire compliquée des relations de Paris avec l'Organisation atlantique.

Le monde a changé en trente ans et beaucoup des motifs qui avaient motivé la décision spectaculaire du général de Gaulle de se retirer des instances militaires de l'Alliance ont cessé d'exister.

C'était la guerre froide, et la guerre du Vietnam : on s'opposait aux Américains sur la doctrine de la dissuasion (riposte graduée ou pas), on craignait d'être entraîné sur des théâtres extérieurs par leur interventionnisme. Aujourd'hui, les querelles doctrinales sur le nucléaire se sont apaisées ; ce n'est plus l'interventionnisme des Etats-Unis que l'on redoute, mais au contraire leur *isolationnisme* ; la fin de la guerre froide a fait apparaître enfin l'inadaptation d'une organisation militaire conçue à l'origine pour faire face à une attaque massive des blindés de l'Armée rouge, et l'urgente nécessité pour elle de se mettre en mesure d'assumer des missions totalement nouvelles. L'ex-Yougoslavie a été le premier test de la capacité de l'OTAN à survivre à la disparition de sa raison d'être initiale.

La crise yougoslave a forcé dans les faits, depuis plusieurs années déjà, l'évolution qui vient d'être officiellement entérinée par les autorités françaises : sans le blocage qu'opposait François Mitterrand, la France siégerait sans doute déjà depuis 1992 au comité militaire qui réunit les chefs d'état-major des pays membres.

Claire Tréan

Lire la suite page 16

Les espoirs des communistes russes

A dix jours des législatives du 17 décembre en Russie, le Parti communiste espère toujours recueillir les voix de tous ceux qui souffrent ou contestent les reformes engagées depuis la desintégration de l'URSS, en 1991. p. 2

La douleur sous-estimée

Une majorite de généralistes et de cancerologues continuent a nourrir des idées fausses sur le traitement de la douleur. En dépit des recommandations et des incitations officielles, la prescription de morphine demeure, pour beaucoup, un geste tabou. p. 11

Les conglomérats coréens dans la tourmente

L'inculpation des sept principaux chefs d'entreprise de Corée du Sud ébranle la « Korea Inc. » faite de dirigisme, de concentration du pouvoir économique et de protections politiques p. 17

Les demi-solde d'Allemagne de l'Est



Six ans après la chute du mur de Berlin, les anciens cadres moyens du régime communiste – *enseignants, militaires*, diplomates – ont souvent le sentiment d'être les seuls à payer l'addition de la faillite. p. 13

L'énigme du neutrino

Deux réacteurs de la centrale nucleaire de Chooz (Ardennes) vont être utilisés pour déterminer si le neutrino a une masse. Dans l'affirmative, les chercheurs devraient revoir leurs théories sur la structure de la matiere. p. 21

Théâtre : « Gibiers du temps »

Le triptyque *Gibiers du temps* présente à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) les heros du théâtre grec comme on ne les avait jamais imaginés. En acteurs de peep-show avec ordinateurs, fusil à canon scié et Caméscopes. Une grande œuvre de Didier-Georges Gabily. p. 24

Un nouvel Olympia à Paris

Les travaux de reconstruction du prestigieux music-hall ont commencé. L'Olympia sera reconstruit à l'identique a quelques mètres de son emplacement actuel, dans le quartier de l'Opera, a Paris. p. 25

RUSSIE A dix jours des législatives du 17 décembre en Russie, le Parti communiste espère toujours recueillir les voix de ceux qui souffrent ou contestent les réformes engagées depuis la désintégration de l'URSS. ● LE DIRIGEANT COMMUNISTE Guennadi Ziouganov parcourt le pays en tenant un double discours : d'un côté, il tente de rassurer les Occidentaux en montrant que son parti a coupé les ponts avec ses racines soviétiques et, de l'autre, il joue sur la nostalgie et le nationalisme des électeurs. Un discours qui s'adresse surtout aux retraités, les vrais laissés-pour-compte de la transition. ● A NIJNI NOVGOROD, une région phare des réformes, à l'est de Moscou, l'enthousiasme initial a progressivement cédé le pas à l'inquiétude. Tout en continuant à soutenir leur jeune gouverneur libéral, les électeurs de la région pourraient aussi massivement voter communiste.

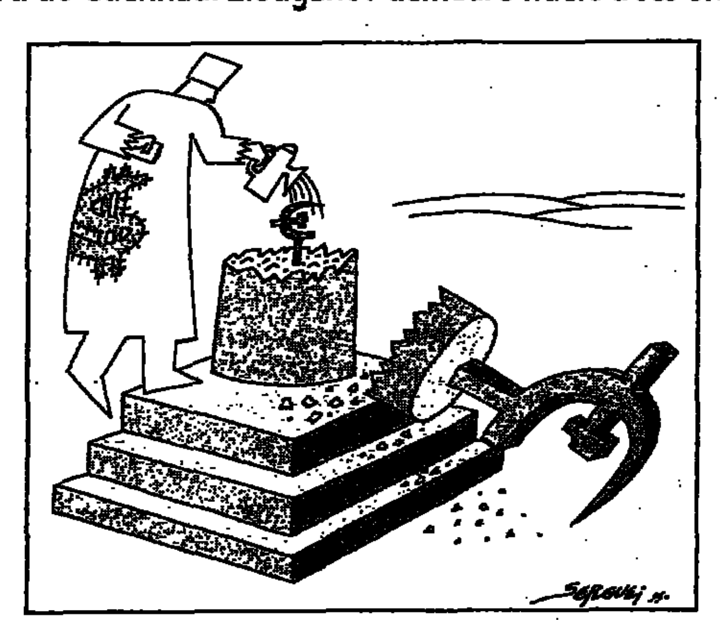
Favori des élections, le Parti communiste revendique l'héritage soviétique

Contrairement aux anciens communistes d'Europe de l'Est, engagés sur la voie de la social-démocratie, le parti de Guennadi Ziouganov demeure fidèle à ses origines

MOSCOU
de notre correspondante

Dix jours avant les élections législatives, le Parti communiste de la Fédération de Russie garde toujours un avantage confortable, ont indiqué, mercredi 6 décembre, plusieurs experts d'instituts de sondages à Moscou. Mais ils ont souligné que cet avantage ne résulte pas d'un soutien croissant à un retour au passé soviétique en Russie, mais de la faiblesse des autres partis, de leur nombre sans précédent (43) dans un scrutin post-communiste ainsi que d'autres particularités du sytème électoral russe. « *Un retour au passé est impossible* », a affirmé, mercredi, Anatoli Tchoubaïs, le « père de la privatisation » russe, commentant le passage en troisième lecture à la Douma (Chambre basse du Parlement) de son budget de rigueur pour 1996. Mais il a précisé qu'une « *victoire* » des communistes à la Douma le 17 décembre pourrait « *ralentir voire stopper pour un temps les réformes* ». Un député communiste – un des 71 élus ayant voté contre le budget, soutenu par 253 collègues – a semblé confirmer ce jugement en affirmant que « *la résistance du parti à l'application du budget dépendra du nombre de ses membres qui entreront à la nouvelle Douma et au gouvernement* ». « *Mais on ne le tolérera pas tel qu'il est* », a-t-il précisé.

Contrairement aux partis post-communistes d'Europe centrale, celui de Russie récuse en effet la « *social-démocratie* » et se proclame fièrement « *communiste* ». Car il n'a pas participé, comme eux, à une résistance nationale, bien qu'opportuniste et feutrée, au totalitarisme d'une grande puissance voisine. Au contraire, le PC russe a été créé, en 1990, par l'opposition la plus radicale et conservatrice au sein du PCUS de Mikhaïl Gorbatchev. Interdit en août 1991, il a été légalisé à nouveau en novembre 1992 et a regagné depuis lors une partie de l'héritage organisationnel du PCUS. Cela en fait de loin le parti le plus nombreux (500 000 membres revendiqués) et le plus organisé de Russie, avec 20 000 branches locales et 120 journaux et revues. Ce qui compense en partie la mainmise du pouvoir et des nouveaux clans « capitalistes » qui lui sont associés sur les télévisions. Sa faiblesse étant que, si, lors des dernières élections en décembre 1993, il a récolté près de 12,5 % des voix, il a recueilli moins de 1 % des suffrages des électeurs de moins de 30 ans.



La baisse du niveau de vie depuis deux ans, comme l'incapacité des « démocrates » à rendre attirant un régime où sévit le crime organisé et qui a déclenché la guerre en Tchétchénie, donnent toutes les raisons de penser que le PC améliorera cette année son score. L'abstention, maximum parmi les jeunes, devrait augmenter aussi lors de ce scrutin, pour atteindre près de la moitié de l'électorat. Enfin, même si le PC a plus de chances d'obtenir 12 à 20 % des voix plutôt que les 35 % prévus par son chef Guennadi Ziouganov, cela suffirait à lui donner, de loin, le plus grand nombre de sièges à la Douma. Car, avec un système proportionnel pour la moitié des 450 sièges, il lui suffit de faire mieux que les deux ou trois autres partis qui franchiront la barre réglementaire des 5 % pour bénéficier au maximum de la redistribution des voix recueillies par quelque 35 autres partis qui seront recalés, bien que représentant peut-être la moitié des suffrages exprimés. Le PC est aussi très fortement favorisé par le scrutin majoritaire à un tour prévu pour l'attribution de l'autre moitié des sièges.

Mais, paradoxalement, un tel « succès » disproportionné du PC russe à la Douma pourrait, tout en créant des remous durant le premier semestre 1996, fragiliser ses chances de remporter l'élection présidentielle prévue en juin 1996 et qui se déroulera, elle, à deux tours. Car le PC, restant le parti qui, avec celui de Vladimir Jirinovski, attire en Russie le plus grand nombre d'opinions négatives, a tous les risques d'être battu au second tour face à un candidat plus consensuel.

Sophie Shihab

Boris Eltsine signe la loi sur la composition du Sénat russe

Boris Eltsine a mis fin, mercredi 6 décembre, à huit mois d'incertitudes et de conflits sur le statut du Conseil de la Fédération, la Chambre haute du Parlement, qui doit aussi être renouvelée le 17 décembre. Le président a signé la dernière mouture d'une loi qui prévoit que les chefs des administrations et des assemblées locales qui forment une partie de l'actuel Conseil de la Fédération pourront continuer à y siéger. Mais les gouverneurs qui ont été nommés par Boris Eltsine, soit moins d'un tiers des « députés » appelés à constituer le nouveau Conseil, devront se présenter devant les électeurs avant le 12 décembre 1996. Toutefois, le Conseil sera une Chambre essentiellement destinée à enregistrer ou à bloquer des lois votées par la Douma, car ses membres seront pris, la plupart du temps, par leurs fonctions dans les régions. – *(Corresp.)*

Quand Guennadi Ziouganov fait l'éloge du « modèle chinois »

NIJNI NOVGOROD
de notre envoyé spécial

« *Les élections sont la dernière chance de sortir la Russie de la crise sans bain de sang.* » En campagne, devant ses partisans, Guennadi Ziouganov, le chef du « nouveau » Parti communiste russe, abandonne le discours modéré qu'il affiche pour séduire les hommes d'affaires, les médias et les responsables étrangers. Si M. Ziouganov se fait si menaçant, c'est sans doute que les élections législatives du 17 décembre sont en effet une « *dernière chance* », peut-être pas pour la Russie, mais pour son Parti communiste, de l'emporter dans les urnes. L'âge du public massé dans la salle de conférences de Nijni Novgorod, à près de 500 kilomètres de Moscou, où M. Ziouganov apparaît ce jour de campagne ordinaire, en témoigne.



PORTRAIT

C'est une marée de cheveux gris ou blancs, une réunion de retraités, une collection de vétérans avec leurs médailles gagnées pendant la seconde guerre mondiale. « *Ceux qui ont sauvé le pays en 1941 doivent de nouveau le sauver le 17 décembre* », dira Vassili Starodoubtsev, un des putschistes de 1991, numéro trois sur la liste du parti agrarien, allié aux communistes. Tout se passe « à l'ancienne ». Musique patriotique, vote rapide à main levée de quelques motions sans importance et salle acquise d'avance. « *C'est dur à dire, mais, aux prochaines élections, la plupart des gens qui sont là seront morts* », dit un jeune observateur.

Alors, Guennadi Ziouganov dramatise. Il parle d'un « *Hiroshima* » silencieux qui décimerait la Russie, du « *fascisme* » installé dans le pays, presque de l'apocalypse. Le pays, explique-t-il, est victime d'une guerre « *comparable à la seconde guerre mondiale* ». C'est une « *guerre psychologique* » lancée par les Etats-Unis en particulier, et l'Occident en général. « *Cette guerre a détruit le complexe militaro-industriel, pourtant supérieur à celui de l'Occident* », tonne-t-il. « *On paralyse tout, on casse les frontières, on ouvre les marchés.* » Les armes occidentales sont les médias, russes et étrangers. L'affaire remonte à Mikhaïl Gorbatchev. L'Ouest en a fait « *un génie de la nouvelle pensée* » pour détruire l'URSS. « *Et quand les Occidentaux ont vu que Gorbatchev avait fait son travail, ils ont fait de Boris Eltsine un grand héros démocratique* », ironise-t-il.

Les élections du 17 décembre sont donc « *un combat entre deux forces : ceux qui ont détruit le pays et ceux qui sont prêts à s'opposer aux destructeurs* ». La Russie n'a plus qu'à choisir entre « *trois chemins* », martèle le leader communiste : « *devenir une grande Tchétchénie ou un empire de criminels, une grande Colombie, ou bien aller voter le 17 décembre* » pour « *redonner le pouvoir au peuple contre l'Etat mafieux* » qui « *vend tout ce qui reste* ».

JÉSUS ET LE PARTI

Après le meeting, le leader communiste tient une conférence de presse. Il montre son second visage. Il est, dit-il, « *pacifiste* ». Il ne veut pas revenir au passé mais veut en « *tirer les leçons pour aller de l'avant* ». Il a « *lu la Bible et, deux fois, le Coran* » et a été « *frappé* » par la proximité des idées de Jésus et de celles du Parti. Il ne veut pas tout nationaliser. « *Aux scientifiques, dit-il, de déterminer quelles doivent être les proportions entre secteur d'Etat et secteur privé.* » Il juge que « *l'expérience de la Chine est ce qui nous est le plus proche* ». Il souligne que les investisseurs étrangers ne viennent pas en Russie mais « *n'ont pas peur du communisme en Chine* ». S'il n'est pas social-démocrate, c'est parce que la Russie doit avoir « *ce qui correspond à son histoire et à sa culture* ».

Et il s'en va, ses deux discours en poche, battre campagne dans une ville industrielle et sinistrée voisine. Une partie du public de retraités reste pour le concert gratuit. Ce n'est pas tous les jours qu'ils se retrouvent au chaud, ensemble, que l'on s'intéresse à eux, à leurs économies dévorées par l'inflation, à leurs maigres retraites, à leurs exploits passés. Qu'on leur dit qu'ils ont une « *dernière chance* » de sauver la Russie.

J.-B. N.

Nijni Novgorod ou l'étoile ternie de la Russie qui gagne

NIJNI NOVGOROD
de notre envoyé spécial

A 500 kilomètres à l'est de Moscou, au bord de la Volga, Nijni Novgorod, la pionnière, le laboratoire des réformes de la « nouvelle Russie » fait grise mine. Cette ville-carrefour de 1,5 million habitants, fermée à l'époque soviétique, quand elle s'appelait Gorki, s'est précipitée vers le changement, à cause, dit-on, de sa tradition commerciale remontant au XVIe siècle. Troisième ville du pays, vouée aux industries militaires, elle est alors devenue la destination préférée de tout ce que l'Occident compte de penseurs libéraux. La ville, qui avait « *hébergé* » Andreï Sakharov au temps de la dictature communiste, a alors reçu John Major, Margaret Thatcher, l'ambassadeur américain à Moscou, le directeur de la Banque mondiale...

Avec à sa tête le plus jeune gouverneur de Russie, Boris Nemtsov, trente-six ans, cette région de 3,7 millions d'habitants, grande comme la Belgique et les Pays-Bas réunis, s'était lancée la première dans les petites privatisations. Mais si le gratin politique occidental vient toujours prodiguer conseils et encouragements, les investisseurs étrangers sont restés chez eux. « *Les grands projets – le développement de la foire, la transformation de l'aéroport – ont été abandonnés* », soupire un responsable local. Et la lourde réalité de l'économie soviétique, avec ses énormes industries obsolètes, son immense complexe militaro-industriel installé dans des faubourgs aux immeubles lépreux, semble l'emporter sur l'enthousiasme des nouveaux entrepreneurs, exemptés d'impôts, dont les restaurants pimpants, les magasins flambant neufs, gorgés de produits d'importation, illuminent le vieux centre-ville.

Une fois le feu de paille de la petite privatisation éteint, la région s'est heurtée aux dures réalités de la Russie post-soviétique, aux mastodontes industriels, qui, ici, tentent de survivre et de se moderniser. Ce sont les géants comme le constructeur de voitures GAZ (140 000 employés) ; Sokol, le producteur des avions de combats Mig ou les chantiers de bateaux et sous-marins.

« *La situation économique et sociale est très difficile. Les entreprises ont trois à quatre mois de retard dans le paiement des salaires. Le système bancaire est malade* », explique Sergueï Makov, l'adjoint au maire. « *Il est difficile de mener une politique économique dans une seule région. Les tendances lourdes de l'économie russe dans l'industrie, l'agriculture et la banque ont touché la région comme le reste de la Russie* », ajoute-t-il.

En campagne dans la région, l'opposant libéral Grigori Iavlinski, candidat à la présidence, défend la région-phare comme il peut. « *Nijni Novgorod n'est pas une île sur la Lune mais une partie du pays* », dit-il. Chef du parti libéral et démocrate « Iabloko », il a été l'inspirateur de l'expérience. « *Quand nous avons commencé les réformes ici, 80 % de la population travaillait dans le complexe militaro-industriel. Aujourd'hui 60 % travaille dans le privé* », assure-t-il.

Nijni Novgorod ne se porte pas mieux que le reste du pays, mais elle est partie avec plus d'handicaps. Ici les industries les plus touchées par la crise, mécaniques et métallurgiques, représentaient près de 50 % de la production, alors que, en Russie, c'est la très rentable extraction et transformation de matières premières qui constitue, en moyenne, la moitié de l'activité. Faute de commande d'Etat, la production de MIG a été divisée par dix, celle de bateaux et de sous-marins est pratiquement à l'arrêt. Le complexe militaro-industriel ne représente plus que 5 à 10 % de la production contre plus de 30 % auparavant. Et rien ne l'a encore vraiment remplacé. Certes il y a quelques exemples de conversion réussie. « *Mais*, souligne à la mairie M. Makov, *ce sont des exceptions et ces nouvelles productions sont incomparables avec les précédentes.* » Selon le comité local de statistiques, la production industrielle a encore chuté, de plus de 3 %, en 1995 et le nombre d'entreprises déficitaires a doublé dans la région.

Celle-ci connaît une situation sociale au moins aussi catastrophique que le reste du pays. Le taux de mortalité (17 pour 1000) est le double de celui de la natalité. Le chômage officiel commence à frapper : plus 5 % en un an ; le chômage « caché », technique, fait des ravages. Les revenus ont baissé de 10 % en un an. 35 % de la population vit en dessous du seuil officiel de pauvreté. Signes de dégradation, la consommation de pommes de terre (+ 15 %) et de légumes (+ 40 %) est en forte hausse, celle de viande en baisse (– 15 %). « *J'ai 200 000 roubles* (environ 200 FF) *de retraite par mois. Tout part pour l'alimentation. Je ne peux pas acheter de vêtements. Je n'achète plus de saucisson, de la viande seulement une ou deux fois par mois. Je me nourris de lait et de pain* », dit Maria, soixante-quinze ans, ex-caissière.

Une bonne partie de la population semble prise de schizophrénie, penchant pour les communistes tout en soutenant leur gouverneur

Comme ailleurs, la situation sanitaire se dégrade. Il y a eu cette année quatre fois plus de dysenterie, deux fois plus de cas de syphilis, deux fois plus de diphtérie. Même la tuberculose, signe de grande pauvreté, est à la hausse : plus 11 % en 1995.

Malgré les difficultés, une bonne partie de la population n'a pas renoncé à construire le rêve capitaliste au bord de la Volga. « *Les réformes nous ont amené une seule chose : ici, les prix sont plus élevés qu'ailleurs* », ironise Ira Pialeva, ingénieur en technologie reconvertie, faute de mieux, dans la gestion d'un bar. « *J'espère*, ajoute-t-elle, *que les gens ne voteront pas contre les réformes. Ici, nous sommes encore prêts à souffrir pour qu'elles donnent un résultat. Nous comprenons qu'il faut du temps, qu'en Russie tout est lent.* »

Les communistes, les seuls vraiment organisés, battent la campagne, surfant sur le mécontentement. « *Il y a eu beaucoup de bruits mais peu de choses en profondeur* », estime Valeri Iefremenko, le responsable des communistes locaux, contremaître dans une usine du complexe militaro-industriel. « *Le gouvernement pro-occidental de Moscou étouffe l'usine MIG. Elle pourrait produire trois cents avions par an, mais les Américains ne le veulent pas* », commente Nikolaï Benediktov, un responsable local du parti, dans le minuscule local qui leur a été attribué. Après avoir fait 11 % des voix en 1993, les communistes de Nijni Novgorod espèrent atteindre 20 % le 17 décembre.

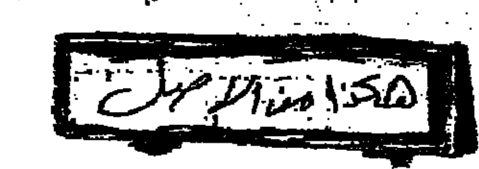
Dans ces conditions, les autorités locales abordent les élections du 17 décembre avec appréhension. D'autant plus que, ce jour-là, on élira le maire et le gouverneur. Les deux sortants, « réformistes » mais prudemment sans étiquette, se représentent, sans certitude d'être réélus. « *Les gens nous rendent responsable de la situation* », dit-on au Kremlin, la vieille forteresse qui abrite les responsables de la région. « *Même s'il a toujours de grandes chances de gagner grâce à ses qualités personnelles, chaque jour qui passe diminue les atouts du gouverneur* », estime un responsable local.

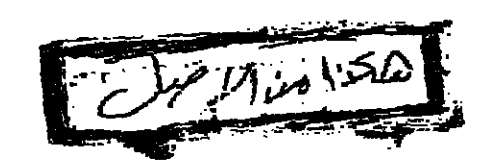
Candidat de l'opposition au poste de gouverneur, l'agrarien Viatcheslav Rasteriaïev, soutenu par les communistes, martèle que « *soutenir l'actuel gouverneur c'est soutenir des réformes qui n'ont amené qu'un capitalisme de kiosques* ». M. Rasteriaïev promet de « *soutenir les producteurs, d'apporter le gaz dans les villages, de défendre les pauvres, d'augmenter les salaires des professeurs et des médecins* ». Le candidat-patriote milite aussi pour « *la renaissance des traditions et de la spiritualité russes* » et promet de « *reconstruire des églises* ».

Mais sans chef charismatique, l'opposition « patriotique » a fort à faire avec le jeune et dynamique gouverneur, qui rejette la responsabilité des échecs sur Moscou et joue sur le patriotisme local. Une bonne partie de la population semble prise de schizophrénie, penchant, à la fois, pour les communistes (parce que « *c'est pire qu'avant* ») tout en soutenant leur gouverneur (parce qu'avec lui « *c'est mieux qu'avant* »). Ce qu'ils semblent vouloir, c'est une vraie personnalité, même réformatrice et un vrai parti, même communiste.

La contradiction porte, peut-être, un espoir. Que Nijni Novgorod reste un exemple et un laboratoire pour la Russie. Celui où les réformistes libéraux se convertiraient au social et les communistes au marché, où la Russie qui gagne n'oublierait pas celle qui perd.

Jean-Baptiste Naudet





Le sommet franco-allemand aborde les questions de monnaies et de sécurité

Création attendue de commissariats communs dans les régions frontalières

A l'occasion de sa rencontre avec le chancelier Kohl, le 7 décembre à Baden-Baden, le président Chirac va s'efforcer de convaincre son interlocuteur de la détermination de Paris à parachever l'œuvre d'intégration européenne en cours. En accentuant la relation privilégiée avec l'Allemagne, nouée il y a trente-trois ans.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT, Alain Juppé, et huit de ses ministres (éducation, défense, affaires étrangères, intérieur, finances, agriculture, coopération, affaires européennes) accompagnent le président Chirac pour le 66e sommet franco-allemand à Baden-Baden, où il était attendu en début d'après-midi, jeudi 7 décembre. Après l'inauguration d'une place Konrad-Adenauer, le chef de l'Etat devait avoir un entretien avec le chancelier Kohl, auquel Alain Juppé devait se joindre à mi-parcours.

Parallèlement est prévue une réunion du conseil franco-allemand de défense et de sécurité, puis une séance plénière entre les deux délégations au grand complet.

L'importance de la délégation française, malgré l'ampleur de la crise sociale en France, marque la détermination du chef de l'Etat à parachever, main dans la main avec l'Allemagne, l'oeuvre d'intégration européenne en cours, comme il s'y est engagé lors de son intervention télévisée du 26 octobre. On compte manifestement à Paris sur l'appui de Bonn pour traverser l'épreuve.

La porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna, a rappelé mercredi 6 décembre, que la relation franco-allemande était « sans équivalent ». Parmi les grands thèmes de discussions entre les deux dirigeants figurent en bonne place les questions monétaires, a-t-elle indiqué. Elle a précisé que Paris souhaitait parvenir, avant Madrid, à une position commune avec Bonn sur le nom de la future monnaie commune et sur la date à laquelle sera décidée la liste des pays remplissant les conditions prévues par le traité de Maastricht pour participer immédiatement à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (*Le Monde* du 7 décembre).

On insiste aussi à Paris sur les questions de défense et sécurité. Les discussions porteront sur l'architecture européenne de sécurité. « *La France a fait hier et officiellement un pas important dans le sens d'un rapprochement progressif avec l'Alliance* », a souligné Mme Colonna, en indiquant qu'il y avait une large convergence de vues avec l'Allemagne sur les objectifs : la rénovation de l'Alliance, et la constitution d'un pilier européen de défense.

Elle a estimé que l'accord qui devait être annoncé sur le satellite d'observation militaire était « *une décision exemplaire et essentielle comparable à la décision de constituer le corps franco-allemand* ». Le troisième thème important de discussion concerne les relations bilatérales, avec l'annonce attendue de l'accord sur la création de plusieurs commissariats communs dans les régions frontalières, sur la construction d'un nouveau pont sur le Rhin et la conclusion d'un accord facilitant la coopération des collectivités locales frontalières.

M. Dini fait la leçon à M. Chirac

Le président du conseil italien, Lamberto Dini, a invité, mercredi 6 décembre, les dirigeants français à ouvrir un dialogue pour trouver une issue à la crise sociale. « *Le temps où un gouvernement pouvait imposer des décisions qui ont de vastes implications pour l'ensemble des gens [est] passé* », a-t-il déclaré, rendant ainsi la monnaie de sa pièce à Jacques Chirac, qui avait annulé un sommet franco-italien, en raison de la position de Rome sur les essais nucléaires français.

De son côté, le commissaire européen au commerce extérieur, Leon Brittan, a décerné, mardi, un satisfecit à M. Juppé. « *Il a été très courageux en prenant ces mesures. Elles sont tout à fait nécessaires* », a-t-il estimé sur la BBC. « *Les déficits budgétaires handicapent l'économie française depuis un certain nombre d'années* », a-t-il expliqué.

Lamberto Dini et son homologue britannique John Major, à l'issue du sommet italo-britannique de Florence, le premier depuis cinq ans, ont appelé à un examen détaillé des conséquences pour l'Union européenne du passage à la monnaie unique d'un nombre restreint d'Etats-membres. « *Il faut étudier ce que cela signifie pour la politique agricole commune (PAC), les fonds structurels, les marchés des changes, et ce sont des questions qui n'ont jamais vraiment été examinées au niveau européen* », a souligné M. Major « *Il ne faut pas anticiper la décision sur le passage à la phase III prévue au printemps 1998* », a estimé M. Dini.

De nombreuses divergences constatées au sein du groupe de réflexion sur la réforme des institutions européennes

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

C'est un rapport peu encourageant, mais sans surprise, que le « groupe de réflexion » présidé par Carlos Westendorp, le secrétaire d'Etat espagnol aux affaires européennes, a rendu public le 5 décembre. Son mandat était d'identifier les questions à traiter par la conférence intergouvernementale (CIG) de 1996 et de proposer des solutions pour aménager le traité de Maastricht dans la perspective du futur élargissement de l'Union européenne (UE) aux pays d'Europe centrale et orientale (les PECO). Certaines orientations majoritaires se dégagent, mais il n'y a d'accord sur pratiquement aucun des points abordés, alors que la CIG ne pourra se prononcer qu'à l'unanimité.

« *Il n'y a pas de volonté politique pour faire de vraies réformes* », a déploré Elisabeth Guigou (PS-France), qui a participé aux travaux en tant que représentant du Parlement européen. L'isolement de la Grande-Bretagne saute aux yeux. « *Un Etat membre qui ne souhaite pas voir changer le cours des choses* », selon une déclaration commune de Mme Guigou et d'Elmar Brok, son collègue du Parlement européen (CDU-Allemagne). Même attendu, le fait saillant de l'exercice demeure bien en effet la crispation des Britanniques et, en particulier, leur refus d'envisager une extension du champ d'application du vote à la majorité qualifiée.

A l'heure actuelle, la tendance serait plutôt de limiter la durée de la conférence : elle débuterait en mars 1996 à Turin pour s'achever un an plus tard. La CIG, telle que le groupe de réflexion en a esquissé l'ordre du jour, concentrera son attention sur les aménagements institutionnels visant à rendre la décision plus facile dans une Communauté plus nombreuse.

ÉTENDRE LA « CO-DÉCISION »

Une majorité souhaite voir simplifier les procédures impliquant le Parlement européen et se montre favorable à l'extension de la « co-décision » où le Parlement se trouve sur un pied d'égalité avec le conseil des ministres pour adopter un règlement ou une directive. Il existe, on l'a dit, une forte tendance pour étendre le champ des décisions prises à la majorité qualifiée au sein du conseil, la France y mettant cependant comme condition une modification de la pondération des voix, de manière à mieux prendre en compte, aujourd'hui, le poids démographique relatif de chacun des Etats membres.

Mais cette ouverture ne concerne que les thèmes strictement communautaires, économiques donc, où déjà, depuis l'Acte unique (1987), l'usage de la majorité qualifiée est fréquent.

S'agissant de la Commission, le groupe s'est montré partagé. Certains, dont la France, souhaitent une Commission moins nombreuse, limitée à une quinzaine de membres. Les « petits » pays, déjà alarmés à l'idée d'une modification de la pondération des votes, s'inquiètent devant une telle perspective, craignant qu'elle se traduise par un affaiblissement de leur influence.

Comment donner vie à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) laissé dramatiquement en friche ? Ce sera le deuxième grand thème de la CIG. Il y accord pour mettre en place un centre commun de préparation de la décision, la majorité estimant que sa place devrait se trouver au sein du conseil.

Les divergences ici portent sur le rôle, plus ou moins important, à jouer par la Commission. Plusieurs Etats membres semblent favorables à une intégration progressive de l'UEO (l'Union de l'Europe occidentale, le « bras militaire » de la Communauté) à l'UE.

Par souci d'efficacité, plusieurs pays membres, dont la France, sont favorables à une certaine « communautarisation » de la coopération en matière policière et judiciaire : il s'agirait d'harmoniser les dispositions concernant la politique d'immigration, le droit d'asile, les contrôles aux frontières extérieures de l'Union. Quelques considérations mettant en relief l'importance attachée à l'emploi, ainsi qu'au rôle des entreprises de services publics sont là, comme un modeste signal, pour indiquer que les préoccupations des citoyens ne sont pas négligées...

Philippe Lemaître

■ **POLITIQUE EXTÉRIEURE : la Commission européenne n'est pas favorable à la nomination d'une personnalité chargée de représenter l'Union européenne dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité commune (PESC), a annoncé mercredi 6 décembre le commissaire européen Marcelino Oreja.** « *La Commission est opposée à un Monsieur, ou une Madame X pour la PESC. Cela impliquerait la création d'une nouvelle institution* », a précisé M. Oreja lors d'une conférence de presse. Il a ajouté qu'il faudrait également déterminer devant qui, du Parlement européen ou du conseil des ministres, cette personnalité serait responsable. M. Oreja était le représentant de la Commission européenne au sein du groupe de réflexion sur la réforme des institutions européennes.

Un plaidoyer pour le gel des parités

Un rapport du député UDF Maurice Ligot, au titre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, prône un « *gel immédiat des parités* » entre les monnaies des Etats qui doivent participer à l'Union monétaire (deutschemark, franc français, franc belge et luxembourgeois, florin, schilling et couronne danoise) en y associant la lire et la peseta, afin de « *contrer les dévaluations compétitives* » qui pourraient tenter certains Etats membres avant le début de la troisième phase de l'Union monétaire en 1999.

Il s'agirait d'« *anticiper sur la création de la Banque centrale européenne* » par des accords intergouvernementaux et une coopération entre les banques centrales. Ce gel serait précédé d'un réajustement de parités, à la hausse ou à la baisse. D'autre part, selon le rapport, le passage à la monnaie unique suppose d'« *appliquer rigoureusement les politiques de convergence* », mais sans les aggraver. – (AFP.)

Jacques Chirac exige la libération rapide des deux pilotes français disparus en Bosnie

Le chef de l'Etat a lancé à ce sujet un « ultimatum » à Slobodan Milosevic

La France a sommé la Serbie et les Serbes de Bosnie de libérer rapidement les deux pilotes, disparus le 30 août en Bosnie, faute de quoi elle en *« tirerait toutes les conséquences »*. Jacques Chirac l'a déclaré au président serbe Slobodan Milosevic, lors d'un entretien téléphonique mercredi 6 décembre, a annoncé l'Elysée, sans toutefois préciser la nature des représailles envisagées par le chef de l'Etat.

C'EST UN *« ULTIMATUM »* qui a été lancé au président serbe Slobodan Milosevic, a affirmé, mercredi à l'Assemblée nationale, le ministre français de la défense, Charles Millon. Il avait déclaré un peu plus tôt au Sénat que *« les autorités serbes auront à se repentir si les démarches n'aboutissent pas »*, précisant que les autorités françaises seraient alors *« amenées à prendre des dispositions relatives au déroulement du processus diplomatique »*.

Le porte-parole de la présidence, Catherine Colonna, a toutefois souligné que la France ne remettait pas en cause la signature des accords de paix le 14 décembre à Paris, même si l'accueil réservé au président Milosevic pourrait s'en ressentir, tout comme la future participation de la France aux efforts de reconstruction en Serbie et son comportement quant à la levée des sanctions économiques contre Belgrade.

Cette mise en garde a coïncidé avec l'arrivée à Belgrade, mercredi, d'une mission parlementaire française de cinq députés, conduite par le vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, François Guillaume. *« Je ne conçois pas que l'on puisse signer les accords de Paris sans donner toutes les informations necessaires et régler le problème des pilotes français »*, a indiqué le chef de la délégation, hôte du Parlement yougoslave.

Les épouses du capitaine Frédéric Chiffot et du lieutenant José Souvignet, dont le Mirage 2 000 a été abattu – il y a cent jours jeudi – dans la région de Pale, se sont pour leur part adressées à Jacques Chirac dans une lettre qui commence par une citation du *Déserteur* de Boris Vian : *« Monsieur le président, je vous fais une lettre, que vous lirez peut-être... »* Elles lui demandent de ne pas laisser signer l'accord de Dayton à Paris, tant que leurs maris n'auront pas été libérés. *« Quelle pourrait être la crédibilité internationale de la France,* écrivent-elles, *si notre pays n'est pas capable d'imposer à des "bandes armées incontrôlées" la restitution de deux prisonniers appréhendés alors qu'ils servaient leur patrie ? »*

Depuis leur disparition, les informations les plus contradictoires ont circulé sur le sort des deux pilotes. Vendredi 1er décembre, Radovan Karadzic avait implicitement lié leur libération à d'éventuelles concessions de la communauté internationale que pourrait obtenir Paris à propos du statut de Sarajevo. Tout en réaffirmant sa version de *« l'enlèvement des deux aviateurs par des inconnus »*, il a estimé que la France pourrait aider à leur libération, si elle faisait *« quelque chose d'important pour les Serbes »*. Paris a opposé une fin de non-recevoir à ce marchandage. Quelques jours après la destruction en vol du Mirage 2 000, le président Milosevic avait déclaré à M. Chirac qu'il *« se sentait responsable du sort des deux pilotes »*. A la mi-octobre, au cours d'un entretien avec le chef de la diplomatie française Hervé de Charette, il avait cependant affirmé tout ignorer des deux aviateurs, ce que les autorités de Belgrade n'ont cessé de répéter depuis.

C'est sans doute pour tenter de démêler cet écheveau que les services secrets français ont, selon l'hebdomadaire *VSD* daté 7-13 décembre, multiplié les opérations de localisation des pilotes. Ils se trouveraient, selon le journal, dans une propriété privée entourée de hauts murs et située dans une vallée à quelques kilomètres de Pale, la « capitale » des Serbes de Bosnie. Selon *VSD*, le préfet Jean-Charles Marchiani, proche de M. Pasqua et ancien agent de la DGSE récemment nommé dans le Var par M. Chirac, a même effectué plusieurs allers et retours en Bosnie ces dernières semaines. A l'Elysée, on ne voulait *« ni confirmer ni démentir »* ces navettes de M. Marchiani. On affirme toutefois, à propos de la *« localisation »* des pilotes, que personne ne les a jamais vus. – *(AFP, Reuter.)*

Belgrade accentue sa pression sur Radovan Karadzic

RADOVAN KARADZIC pourrait être contraint de démissionner prochainement de la « présidence » de la « République serbe de Bosnie » (RS, autoproclamée), a affirmé, mardi 6 décembre, une agence de presse indépendante de Belgrade. Citant des sources proches des autorités serbes de Bosnie, l'agence Beta affirme que la Serbie a perdu patience, et souhaite voir Radovan Karadzic démissionner soit avant, soit aussitôt après la cérémonie de signature de l'accord de Dayton, prévue le 14 décembre à Paris. Cet accord a interdit tout rôle officiel à Radovan Karadzic et au commandant militaire serbe de Bosnie Ratko Mladic, tous deux poursuivis pour génocide par le Tribunal pénal international.

L'agence des Serbes de Bosnie (SRNA) a démenti, mercredi, l'information sur le prochain limogeage de Radovan Karadzic, en affirmant qu'une *« unité absolue »* règne parmi les dirigeants serbes bosniaques. *« Ce genre d'insinuation n'a rien à voir avec la réalité au sein de la direction de la République serbe, où règne une unité absolue sur toutes les questions essentielles »*, explique SRNA, en ajoutant que *« l'information de l'agence Beta n'est qu'une nouvelle tentative d'annuler les résultats de quatre ans de lutte du peuple serbe pour son droit élémentaire à la liberté sur sa propre terre et dans son propre Etat »*.

Beta maintient cependant sa dépêche, qui a *« été vérifiée auprès de plusieurs sources*, a affirmé pour sa part, mercredi dans la soirée, un des journalistes de l'agence joint par téléphone, *et il apparaît évident que Belgrade a vraiment mis une forte pression sur le vice-président des Serbes de Bosnie, Nicola Koljevic, pour qu'il assure la succession »*. *« Il est significatif à cet égard*, ajoute le journaliste, *que Nicola Koljevic se trouve, ces derniers jours, beaucoup plus souvent à Belgrade qu'à Pale. »* Le président Milosevic a, de plus, noué des alliances avec des responsables locaux du nord de la Bosnie, à Banja Luka, et avec d'autres dirigeants politiques de Pale. Il a joué des rivalités entre les deux régions pour contrer M. Karadzic et, en paraphant l'accord de paix qui donne au gouvernement bosniaque le contrôle de certains quartiers serbes de Sarajevo, a compromis l'assise populaire du chef des Serbes de Bosnie.

Dans un article, remarqué à Belgrade, et publié par le quotidien indépendant *Nasa Borba*, le maire de la ville de Banja Luka, Predag Radic, affirme d'ailleurs qu'il faut *« accepter Dayton, et surtout ne pas aller vers un conflit entre les Serbes »*. Slobodan Milosevic a aussi procédé, il y a une dizaine de jours, au limogeage de plusieurs hauts responsables du Parti socialiste, tous plus ou moins proches de la vieille garde nationaliste du parti. Autant de signes qui confirment, selon un diplomate, *« la volonté de mettre à l'écart les dirigeants de Pale et leurs alliés »*. *« Même si ce souhait n'est pas nouveau*, poursuit-il, *il est évident que le régime de Belgrade profite de la prochaine réunion de Paris pour accentuer sa pression. »*

Denis Hautin-Guiraut

Le maire du Sarajevo serbe, un expert du nettoyage ethnique

S'IL Y A BIEN un Serbe de Sarajevo qui sait qu'il ne pourra pas rester dans la capitale réunifiée, quelles que soient les « garanties » internationales, c'est Vojislav Maksimovic, le maire de la partie serbe de la ville. C'est d'ailleurs pour cela qu'il a exigé la tenue d'un référendum sur les accords de Dayton. Cet ancien professeur de littérature comparée de l'université de Sarajevo est « connu » du Tribunal pénal international de La Haye, chargé d'enquêter sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie, admet un porte-parole du TPI.

Né en 1935 à Foca, dans l'est de la Bosnie, Vojislav Maksimovic, un ancien communiste devenu ultranationaliste, fonde avec Radovan Karadzic le Parti démocratique serbe, qui déclenchera la rébellion des Serbes de Bosnie. En avril 1992, lorsque la guerre éclate en Bosnie, le Sarajevien d'adoption vient de rejoindre Foca, où il s'empare du pouvoir avec Velibor Ostojic, alors ministre de l'information de Bosnie-Herzégovine, également originaire de Foca.

Ils organisent la conquête militaire de cette ville à prédominance musulmane et ordonnent la « purification ethnique », en commençant par l'élite musulmane. Internements, exécutions frappent les hommes non serbes ; les femmes, les enfants et les vieillards sont déportés. La prison de Foca et le complexe sportif Partizan sont transformés en camps où le viol est systématique. Plusieurs milliers de Musulmans auraient péri entre avril et juin 1992 à Foca. Selon les témoignages recueillis par la Fondation pour le droit humanitaire, organisme indépendant de Belgrade qui enquête sur les crimes de guerre, entre 1 000 et 1 500 d'entre eux auraient été égorgés sur le pont qui enjambe la Drina, au centre-ville.

Deux journalistes britanniques qui se sont rendus à Foca en 1994 rapportent qu'il n'y reste plus qu'un seul Musulman que les dirigeants locaux exhibent cyniquement. Les mosquées de la ville ont été rasées, dont la célèbre Aladza Djamija, et la ville a été rebaptisée Srbinje.

Florence Hartmann

En participant à la force de paix, la Hongrie témoigne de son désir d'intégrer l'OTAN

LA HONGRIE est devenue le premier ancien pays socialiste voisin de l'ex-Yougoslavie à décider l'envoi de troupes dans le cadre des forces de paix de l'OTAN (IFOR). Après un débat animé, le Parlement de Budapest a facilement obtenu, mardi 5 décembre, la majorité des deux tiers nécessaire (281 voix sur 386) pour autoriser le déploiement d'un contingent *« non combattant »* de près de cinq cents soldats en Croatie. Seul le Parti des petits propriétaires (droite nationaliste) a voté contre.

Cette unité devrait être déployée, à partir du mois de janvier, aux alentours de la ville de Novska, au sud-est de Zagreb, et sera uniquement affectée à des opérations de génie, notamment la construction de routes et de ponts sur la rivière Save qui marque la frontière avec la Bosnie-Herzégovine.

BASE LOGISTIQUE

La Hongrie, comme l'ensemble des pays limitrophes du conflit, s'est toujours abstenue de toute participation à des opérations militaires dans l'ex-Yougoslavie pour éviter d'être aspirée dans la guerre et pour écarter des représailles contre la forte minorité hongroise (340 000 personnes) de Voïvodine en Serbie. Le gouvernement de Budapest avait déjà toutefois autorisé le survol de son espace aérien par les avions radars Awacs qui conduisent les raids aériens de l'OTAN.

L'Albanie, dit-on de source diplomatique, se dit aussi prête à *« mettre à la disposition de l'OTAN »* des soldats, tandis que les autres Etats frontaliers, la Slovénie, la Roumanie et la Bulgarie, excluent une telle mesure.

Cette décision de la Hongrie intervient une semaine après le feu vert donné par le Parlement à la mise en place d'une base logistique de l'IFOR dans les villes magyares de Kaposvar et Taszar, situées à une cinquantaine de kilomètres de la frontière croate. Ce camp de repli de l'IFOR sera installé dans une ancienne base aérienne soviétique et il sera destiné à accueillir les quelque 20 000 soldats, essentiellement américains, amenés à transiter par cette base. Les premiers soldats américains sont attendus, jeudi, en provenance d'Allemagne. Commentant cette décision lors de son passage, mardi à Paris, le premier ministre, Gyula Horn, a précisé que ce stationnement de troupes étrangères sur le sol d'un ancien pays satellite de Moscou n'avait *« pas suscité de réactions négatives des Russes »*.

En autorisant ce déploiement militaire sur son territoire, la Hongrie entend *« adresser un sérieux message sur sa volonté de coopérer et d'accéder à l'OTAN »*, nous a déclaré Laszlo Kovacs, le ministre des affaires étrangères. Selon M. Kovacs, Budapest espère aussi, accessoirement, profiter des retombées financières de cette opération, alors que le respect de l'embargo de l'ONU contre la Serbie et le Monténégro a déjà coûté plus de 2 milliards de dollars de pertes au pays.

Le ministre des affaires étrangères a également précisé que le choix de la Hongrie comme pays d'accueil pour la base de l'IFOR avait été proposé, fin septembre à New York, par Richard Holbrooke, l'émissaire du président Clinton pour la Bosnie.

Yves-Michel Riols

L'Allemagne enverra 4 000 soldats en ex-Yougoslavie

Les députés allemands ont approuvé, mercredi 6 décembre, à une très large majorité, le déploiement de quelque 4 000 soldats en ex-Yougoslavie, pour la plus importante mission de l'armée allemande à l'étranger depuis la deuxième guerre mondiale: 543 députés du Bundestag (Chambre basse du Parlement) ont voté pour la motion du gouvernement, sur 656 qui ont participé au vote; 107 députés ont voté contre et 6 ont voté blanc. Les soldats allemands seront principalement stationnés en Croatie, dans la région de Split, et n'auront pas de mission de combat. Ils seront surtout affectés à des missions sanitaires et logistiques au service de l'IFOR. *« Aujourd'hui, nous sommes appelés à montrer notre solidarité pour le maintien de la paix dans un monde qui a changé après la fin de la guerre froide en Europe »*, a déclaré M. Kohl devant les députés. Le chancelier a ensuite confié à la télévision que cette décision avait été *« l'une des plus difficiles de* [son] *mandat »*.

Bill Clinton oppose son veto au projet de budget républicain

WASHINGTON. Le président Bill Clinton a opposé, mercredi 6 décembre, son veto au projet de budget conçu par la majorité républicaine du Congrès, qui prévoit d'importantes coupes dans les programmes de couverture sociale. Il a utilisé symboliquement le stylo avec lequel le président Lyndon Johnson avait appouvé la création, dans les années 60, de ces programmes. M. Clinton devait présenter jeudi 7 décembre son propre projet de budget. Le chef des républicains du Sénat, Bob Dole, a déclaré que le président avait *« raté une occasion historique de donner un budget équilibré au pays »*. – (AFP.)

Washington et Moscou parviennent à un accord sur les antimissiles

GENÈVE. Les Etats-Unis et la Russie sont parvenus, à Genève, à un accord permettant d'aménager le traité de 1972 sur les missiles antibalistiques (ABM) de façon à autoriser le déploiement de certains antimissiles à grande vitesse, a indiqué, mercredi 6 décembre, le département d'Etat américain. Les restrictions à ce type d'armes dans le traité ABM ne s'appliquent pas, a précisé le département d'Etat, aux systèmes à grande vitesse, tels que le programme Upper Tier développé pour la marine américaine et approuvé par le Congrès. Ce programme de Rockwell et de Hughes est l'un des trois éléments, avec le Corps SAM de l'armée de terre et le Boost Phase Interceptor de l'armée de l'air, d'un projet plus vaste de système antimissile, le Meads, pour lequel les Etats-Unis se sont associés à l'Allemagne, l'Italie et la France et qui serait prêt en 2005.

AFRIQUE

■ **CAMEROUN : un dernier bilan de l'accident du Boeing de la CamAir**, diffusé, mercredi 6 décembre, par la radio nationale, fait état de 67 morts, 5 disparus et 6 survivants. Le corps d'un Français a été retrouvé dans les restes de l'appareil qui s'est écrasé, le 3 décembre, près de Douala, mais l'identité de cette personne n'a pas été révélée. – *(AFP.)*

■ **SOMALIE : au moins 17 personnes ont été tuées**, lors de violents affrontements entre miliciens de deux factions rivales à Baïdoa, à l'est de Mogadiscio, a-t-on annoncé, mercredi 6 décembre, dans la capitale. Ces accrochages se sont produits, alors que les combats opposant depuis deux semaines des clans abgal et murusadeh avaient diminué d'intensité grâce à l'intervention de sages des deux camps. – *(AFP.)*

■ **TUNISIE : Amnesty International** a fait part, mercredi 6 décembre, de son *« inquiétude »* à propos du sort d'un avocat tunisien, défenseur des droits de l'homme, Najib Hosni, détenu sans jugement depuis le 15 juin 1994. Amnesty affirme qu'il a été torturé, du 8 au 10 novembre, au ministère de l'intérieur, après une grève de la faim. – *(AFP.)*

ASIE

■ **JAPON : le premier ministre Tomiichi Murayama a engagé**, jeudi 7 décembre, une action en justice contre le gouverneur d'Okinawa pour imposer le renouvellement des baux des terrains utilisés par les forces américaines dans cette île au sud de l'archipel. Le conflit entre le gouverneur et le pouvoir a commencé après le viol, début septembre, d'une lycéenne par trois soldats américains d'Okinawa, entraînant une vague de protestations contre les bases américaines au Japon. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **BULGARIE : le président du parti de la minorité turque** (MDL), Ahmed Dogan, a indiqué, mardi 5 décembre à Sofia, que son parti allait saisir le Conseil de l'Europe pour protester contre le fait que le Parti socialiste (PSB, ex-communiste) au pouvoir n'a toujours pas reconnu, un mois après le scrutin, l'élection d'un maire MDL à Kardjali (sud), ville au centre d'une région à forte minorité musulmane, qui avait battu le candidat soutenu par le PSB. – *(AFP.)*

■ **ITALIE : la Cour constitutionnelle a rejeté**, mercredi 6 décembre, les recours de l'ancien garde des sceaux Filippo Mancuso, démis de ses fonctions le 19 octobre après le vote au Sénat d'une motion de défiance le concernant. Les articles 92, 94 et 95 de la Constitution s'appliquent à son cas, ont décidé les douze juges suprêmes. Le départ de M. Mancuso, qui s'était distingué par ses attaques contres les juges de l'opération « Mani pulite », avait failli provoquer la chute du gouvernement Dini.

■ **TURQUIE : après le Parti populaire européen et des libéraux**, le groupe socialiste du Parlement européen a voté – 71 voix contre 51 – pour l'accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne et la reprise de l'aide financière à Ankara, bloquée depuis 1981. La ratification de l'accord, le 13 décembre, est pratiquement assurée. – *(Corresp.)*

PROCHE-ORIENT

■ **ARABIE SAOUDITE : les journaux de Riyad ont publié**, mercredi 6 décembre, les premières photos du roi Fahd depuis son hospitalisation, le 30 novembre, à la suite d'un malaise dû officiellement au « surmenage ». Le roi y est montré recevant des responsables saoudiens. – *(AFP.)*

■ **ÉGYPTE : le second tour des élections législatives**, le 6 décembre, s'est accompagné de violences qui ont fait seize morts et des dizaines de blessés. Les résultats devraient être connus en fin de semaine. – *(AFP.)*

ÉCONOMIE

■ **ALLEMAGNE : le produit intérieur brut a stagné** au troisième trimestre par rapport au deuxième, et augmenté de 1,5 % seulement par rapport à la période équivalente de 1994. Par ailleurs, l'excédent commercial du pays, en hausse en septembre, atteint déjà 67,6 milliards de marks, contre 55 milliards pour les neuf premiers mois de 1994, selon les statistiques fédérales. Enfin, la production industrielle a chuté de 1,6 % en octobre par rapport à septembre, et de 3,4 % sur un an. – *(AFP.)*

Réorganisation des structures dirigeantes de la Banque mondiale

LE PRÉSIDENT de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a annoncé, mercredi 6 décembre, une réorganisation de l'organisation. Deux nouveaux directeurs généraux s'ajoutent aux trois déjà en place : Caio Koch-Weser, en charge des opérations de la banque, particulièrement dans les régions d'Europe, d'Asie centrale, d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine – Gautam Kaji conserve l'Afrique et l'Asie –, et Jessica Einshorn, directrice générale pour les finances. Sven Sandstrom est chargé des ressources humaines, et Richard Franck de la promotion du secteur privé dans l'ensemble du groupe. Les cinq directeurs généraux, ainsi que les vice-présidents Michael Bruno, Rachel Lomax et Mark Malloch Brown, participeront à une nouvelle instance, le *« comité exécutif du président »*, qui se réunira toutes les semaines. – *(AFP.)*

Les pays du Pacifique sud réclament l'arrêt immédiat des essais nucléaires français

L'accélération de la campagne reste sans écho

LES PAYS du Pacifique sud continuent de demander à Paris de renoncer à ses expérimentations nucléaires en dépit de l'annonce par le ministre français de la défense, Charles Millon, mercredi 6 décembre, stipulant que le programme d'essais de Mururoa et Fangataufa s'achèverait avant la fin février 1996, soit bien avant la date du 31 mai initialement avancée par Jacques Chirac (*Le Monde* du 7 décembre).

En Nouvelle-Zélande, le ministre des affaires étrangères, Don McKinnon, s'est déclaré *« content »* d'apprendre que Paris projetait d'accélérer son calendrier. *« Cela ne change rien au fait qu'il aurait été préférable de ne pas avoir de tests du tout »*, a-t-il toutefois souligné.

En Australie, la réaction a été plus sévère encore, aucun ministre n'ayant trouvé dans les propos de M. Millon un motif de soulagement. Le chef de la diplomatie, Gareth Evans, a ainsi indiqué qu'il n'y voyait *« aucun sujet de satisfaction »*. *« Nous ne voulons pas moins d'essais, nous n'en voulons aucun »*, a déclaré pour sa part le premier ministre Paul Keating. *« Cette série d'essais n'aurait jamais dû débuter et devrait s'arrêter immédiatement »*, a-t-il précisé.

M. Millon avait annoncé, mercredi, à l'occasion de la présentation du budget de la défense au Sénat, que *« l'ultime série d'essais nucléaires français devrait s'achever avant la fin du mois de février 1996, bien avant la date initialement annoncée du 31 mai 1996 »*. Le ministre français de la défense avait en outre précisé que *« les analyses du quatrième essai ont prouvé que celui-ci avait, comme les trois précédents, permis d'obtenir les données scientifiques et techniques attendues »*.

D'autre part, le *Rainbow-Warrior* et le *Greenpeace*, les deux bateaux saisis à Mururoa, le 5 septembre, par les autorités françaises, ne seront pas rendus au mouvement Greenpeace a décidé, mardi 4 décembre, le tribunal correctionnel de Papeete. Greenpeace a aussitôt fait appel de ce jugement. – (*AFP.*)

La répression sanglante de troubles en Chine souligne les problèmes des « migrants »

Six personnes ont été tuées à proximité de Shenzhen, dans le sud du pays

Fidel Castro a visité, mercredi 6 décembre, la zone économique spéciale (ZES) de Shenzhen, quelques jours après qu'un village voisin eut été le théâtre d'événement sanglants. Six personnes avaient été tuées, dimanche 3 décembre, par l'intervention de la police anti-émeute, qui a ouvert le feu sur des manifestants.

LE VILLAGE de Longgang, dans la province du Guangdong, située dans le sud de la Chine, a été bouclé après la sanglante répression, dimanche 3 décembre, d'une manifestation d'ouvriers par la police, qui aurait fait au total six morts et une soixantaine de blessés, selon des témoins cités par l'AFP. La presse de Hongkong avait rapporté, mardi, que la police anti-émeute était intervenue à Longgang, à 25 kilomètres environ au nord de la zone économique spéciale (ZES) de Shenzhen, en tirant à balles réelles pour disperser une manifestation d'ouvriers, en majorité originaires de la province du Hunan.

Selon la version diffusée dans les journaux de la colonie britannique, les incidents ont débuté lorsque plusieurs centaines d'ouvriers, qui travaillaient à la construction d'une route, ont attaqué un villageois qui traversait leur chantier sur une moto. Une cinquantaine de policiers sont alors intervenus et ont arrêté plusieurs ouvriers. En réaction, leurs collègues de travail ont envahi le siège du Parti communiste du village avant de s'en prendre à des cadres du parti et de mettre les bureaux à sac, provoquant l'intervention extrêmement brutale de la police anti-émeute.

Ironie de l'histoire, ces événements sanglants ont eu lieu trois jours avant l'arrivée à Shenzhen de Fidel Castro, alors en visite en Chine. A en croire le *Shenzhen Special Zone Daily*, cité par l'agence AP, le Lider maximo s'est dit *« extrêmement surpris »* par les performances de cette enclave capitaliste aux portes de Hongkong.

L'ENVERS DU MODÈLE

« Nous sommes extrêmement intéressés par les expériences de Shenzhen, a indiqué M. Castro. *Cela est très utile pour Cuba. »* Les autorités chinoises ont visiblement omis de présenter au numéro un cubain l'envers du modèle chinois, notamment le sort des travailleurs migrants, dont certains sont à l'origine des événements de Longgang.

Venue de la campagne, employée dans les villes à titre temporaire dans des travaux de construction routière ou immobilière, cette population « flottante » est évaluée à environ 100 millions de personnes.

La présence de ces migrants ne traduit pas à proprement parler un appauvrissement des campagnes. Dès qu'ils le peuvent, après avoir amassé quelques économies grâce à des salaires sensiblement supérieurs à celui des ouvriers classiques, et confortables par rapport au revenu rural, ils retournent au village afin de contribuer à l'amélioration du sort de la famille.

En revanche, ils doivent accepter des conditions de vie éprouvantes. Les accidents liés au travail les placent à la merci des injustices du système de santé hérité du socialisme : n'appartenant pas à la juridiction administrative où ils travaillent, ils sont sommés de payer d'avance des sommes importantes pour recevoir des soins. Les citadins, non sans quelque injustice, les haïssent pour les troubles de l'ordre social qu'ils contribuent à aggraver.

Certains Etats du Golfe contestent la tutelle saoudienne

MASCATE
de notre envoyée spéciale

Une fois de plus, le Qatar a créé la surprise en boycottant, mercredi 6 décembre, à Mascate, la séance de clôture du 16e sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui groupe l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn, Qatar, les Emirats arabes unis et Oman.

Pour sa première participation à ces assises, l'émir du Qatar, Cheikh Hamad Ben Khalifa Al Thani, qui a renversé son père en juin, a brutalement rompu le consensus de règle au sein du CCG, pour protester contre la procédure de nomination, pour trois ans, du nouveau secrétaire général, l'ancien ambassadeur saoudien en France, Jamil El Houjaïlan.

Le Qatar, qui soutenait, seul, son propre candidat, a fait valoir que cette nomination devait, selon la charte du CCG, se faire à l'unanimité, alors que les autres membres, qui appuyaient le candidat saoudien, ont défendu la règle de la majorité.

Si le Qatar n'en est pas à son premier cavalier seul, et cherche, depuis quelques années, à affirmer par tous les moyens l'indépendance de sa politique, cet écart pourrait quand même compromettre durablement son rôle au sein du CCG.

L'affront fait au sultan Qabous, hôte du sommet, et le plus proche allié du Qatar, laissera des traces dans les relations entre les deux pays, sans compter le nouvel affrontement direct saoudo-qatari.

PRESSIONS INTERNATIONALES

Cet échec de la diplomatie qatarie intervient un mois après celui qu'elle avait subi au sommet économique d'Amman, où Doha avait tenté en vain, contre l'Egypte, d'obtenir que la prochaine conférence se réunisse sur son territoire.

Il ne fait pas de doute que les dirigeants du CCG ont craint l'imprévisible politique étrangère de Doha, qui entretient des relations avec l'Irak aussi bien qu'avec l'Iran, ou Israël.

« Il est temps de ramener le Qatar à sa juste dimension », affirmait un responsable saoudien, ajoutant : *« On ne peut pas laisser le CCG otage de 70 000 Qataris. »*

Le sommet s'est donc clos sans que soit annoncé le lieu où se réunira le suivant, théoriquement prévu à Doha. Le ministre qatari des affaires étrangères, Cheikh Hamad Ben Jassem, a simplement affirmé qu'*« aucune décision n'a été prise »* et refusé de dire si son pays se retirerait du CCG, affirmant que *« rien n'a encore été décidé »*.

Dans le communiqué final approuvé par tous, le CCG s'est principalement contenté de réaffirmer ses positions traditionnelles sur les affaires de la région.

Oubliant l'appel à la réconciliation avec l'Irak et à la levée de l'embargo qui lui est imposé, lancé, en octobre, par le président des Emirats arabes unis, Cheikh Zayed Ben Sultan Al Nahyane, le CCG a demandé *« le maintien des pressions internationales sur le gouvernement de Bagdad, pour qu'il applique toutes les résolutions de l'ONU »*.

Il a aussi invité la commission spéciale de l'ONU pour le désarmement de l'Irak (Unscom) *« à développer ses moyens de surveillance de l'armement irakien »*, se déclarant *« disposé à fournir l'aide financière et politique pour que la commission puisse continuer sa mission »*. Le chef de la diplomatie omanaise, Youssef Ben Alaoui Ben Abdallah, s'est toutefois refusé à préciser le montant de cette aide.

C'est donc dans une ambiance tendue que le nouveau secrétaire général va commencer son mandat, et il faudra attendre la rencontre des ministres des affaires étrangères du CCG, le 27 décembre, à Damas, avec leurs homologues syrien et égyptien, pour voir jusqu'où le Qatar est prêt à aller.

Françoise Chipaux

Le commandant argentin Astiz sera mis en retraite anticipée

BUENOS AIRES
de notre correspondante

La France et les associations de défense des droits de l'homme d'Argentine ont remporté une victoire inattendue. Symbole de la répression menée sous le régime militaire (1976-1983), le capitaine de frégate Alfredo Astiz, 45 ans, a été prié de quitter la marine et sera mis en retraite anticipée avant la fin de l'année.

Alfredo Astiz avait réussi à s'infiltrer en 1977 parmi les « Mères de la place de Mai » qui commençaient alors, dans la clandestinité, leur combat pour retrouver leurs enfants et petits-enfants disparus. Ses victimes étaient enlevées et conduites à l'école mécanique de la marine (ESMA), le plus célèbre camp de torture de la dictature, dans la capitale.

Ainsi disparurent – parmi quelque 30 000 autres victimes du régime militaire – Azucena Devincenti, la première présidente des Mères, l'adolescente suédoise Dagmar Hagelin et deux religieuses françaises, Alice Domon et Léonie Duquet.

Pour ces deux derniers assassinats, Astiz a été condamné en France par contumace à la prison à perpétuité en 1990. Amnistié dans son pays, il aspirait à être promu au grade de capitaine de vaisseau. Il y a encore quelques semaines, le chef d'état-major de la marine argentine, l'amiral Enrique Molina Pico, appuyait sa demande et vantait ses *« qualités morales »*.

L'affaire était un thème de friction récurrent entre Buenos Aires et Paris. *« La France n'oublie pas »*, avait solennellement déclaré en octobre 1994 Alain Juppé, alors ministre des affaires étrangères, en visite en Argentine.

Le soudain revirement s'explique par la visite en France que devrait effectuer fin février le président Carlos Menem et par des pressions intérieures. La commission du Sénat chargée d'examiner sa demande de promotion avait rejeté l'an dernier celles de deux officiers qui avaient avoué avoir torturé pendant la répression militaire.

Par deux fois ces derniers mois, Astiz a été attaqué et injurié en pleine rue. Dix ans après le retentissant procès qui avait abouti à de lourdes peines de prison contre les principaux chefs militaires de la dictature, il a été « lâché » par ses pairs. Le mandat d'arrêt international lancé contre lui par la justice française l'empêchera de voyager à l'étranger.

Christine Legrand

L'économie américaine voit son activité ralentir

L'ACTIVITÉ économique américaine se ralentit, note le Livre beige de la Réserve fédérale publié le mercredi 6 décembre. Préparé par les douze banques régionales qui composent la Fed en vue du comité d'open market du 19 décembre, ce rapport, portant sur la période octobre-novembre, confirme le constat opéré les semaines précédentes.

L'activité manufacturière a continué de progresser, mais surtout en raison d'une forte demande sur les produits de haute technologie ; de même, les ventes de détail ont rebondi début novembre, mais celles de textile, d'habillement et d'automobiles sont restées faibles.

Une série d'indicateurs récents, provenant des différents secteurs économiques, avaient déjà témoigné de ce ralentissement : chute des ventes et des commandes d'automobiles et d'électroménager, faible progression (2,9 %) des ventes des grands magasins en novembre, après un recul en octobre, chute des mises en chantier de logements neufs et des demandes de permis de construire sur ce même mois.

Ce ralentissement intervient après une période de rebond de l'économie américaine – la croissance ayant atteint 4,2 % en rythme annuel au troisième trimestre 1995 (juillet-septembre), après 2,7 % au deuxième et 1,1 % seulement au premier – et s'explique, selon des analystes, par la faible progression des revenus réels et l'endettement des ménages américains.

Mais il pourrait se prolonger sur les prochains mois si l'on en croit l'indice composite des indicateurs économiques.

Le constat pousse en tout cas nombre d'économistes, de même que les milieux financiers, à pronostiquer une initiative d'assouplissement des taux de la part de la Fed lors du prochain comité d'open market, dans la mesure où l'on ne constate pas de risques de tensions inflationnistes. Mais l'affrontement actuel entre la Maison Blanche et les républicains sur le budget pourrait inciter la Fed à la prudence. – *(AFP.)*

Le Rwanda accepte de reconduire sous conditions le mandat de l'ONU

LE PREMIER MINISTRE rwandais, Célestin Rwifema, a confirmé, mercredi 6 décembre, que son gouvernement avait accepté de reconduire le mandat de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar), mais *« sous deux conditions »* : une baisse des effectifs et une révision des tâches de cette mission. Une décision du Conseil de sécurité de l'ONU était attendue, jeudi, à ce sujet, avant l'échéance, vendredi, du mandat de la Minuar.

M. Rwifema a rappelé que les effectifs de la Minuar ont déjà été réduits à 1 800 hommes et a ajouté : *« Maintenant, nous estimons qu'on peut encore réduire progressivement [leur nombre] jusqu'à ce qu'ils partent définitivement »*. La deuxième condition porte, selon lui, sur une modification du mandat afin que l'ONU cesse sa mission de maintien de l'ordre et fournisse une réelle « assistance » au Rwanda.

Le 29 novembre, au Caire, à l'issue d'une réunion de dirigeants de la région des Grands Lacs, l'ancien président américain Jimmy Carter avait affirmé que Kigali, conformément au souhait des pays occidentaux, allait demander le maintien de la Minuar, pendant encore trois mois, *« afin de rassurer les réfugiés »*, candidats au retour au Rwanda.

Le régime de Kigali ne cesse de souffler le chaud et le froid. Ainsi le ministère de la *« réhabilitation »*, a-t-il annoncé, mercredi, que trente-huit Organisations internationales non gouvernementales (ONG), parmi lesquelles plusieurs françaises, devaient *« cesser leurs activités et quitter le Rwanda »*, pour avoir avoir *« failli à leur mission »*. – (*AFP.*)

■ **BURUNDI : une vingtaine de personnes ont été tuées à Bujumbura**, mercredi 6 décembre, lors de violents affrontements entre des groupes armés hutus et l'armée burundaise, essentiellement composée de membres de la minorité tutsie, a-t-on appris, jeudi, de source bien informée. Selon des diplomates occidentaux, il s'agissait de la plus importante opération militaire menée contre les rebelles hutus. – (*AFP, Reuter.*)

MOUVEMENTS SOCIAUX
Les principales confédérations, sauf la CFDT, la CFTC et la CGC, et les organisations enseignantes appelaient à la grève jeudi 7 décembre, tandis que M. Blondel (FO) se prononçait pour des négociations. M. Perben, ministre de la fonction publique, a réaffirmé que le principe de la réforme *« n'est absolument pas négociable »*.

● LES GRÈVES continuaient jeudi dans les services publics, avec un effritement à La Poste et à France Télécom. Plusieurs villes de province étaient paralysées par la grève des bus (page 7).

● A FORCE OUVRIÈRE, la stratégie de Marc Blondel est contestée. A la CFDT, Nicole Notat est placée sous surveillance par ses opposants. La grève gagne l'éducation (*pages 8 et 30*).

● LA RÉDUCTION des déficits publics s'impose à la plupart des pays industrialisés. Les contraintes de l'austérité ne sont pas seulement liées au traité de Maastricht (*page 10*).

Jacques Barrot s'efforce d'ouvrir le dialogue avec les syndicats

La ligne de « fermeté » d'Alain Juppé, condamnée par la gauche, est encouragée par Valéry Giscard d'Estaing, mais soulève des interrogations au RPR. Les tentatives du ministre du travail pour établir le contact avec les chefs de file de la grève n'avaient pas abouti jeudi matin

TRANSPORTS EN COMMUN bloqués, circulation difficile à Paris et dans sa région, services publics en partie paralysés, extension du mouvement de grève dans l'éducation nationale, secteur privé peu affecté, multiples appels à manifester dans la capitale et en province. Au quatorzième jour, le bulletin quotidien en provenance du front de la crise sociale avait, jeudi 7 décembre, une allure de déjà vu, alors que devait s'ouvrir à l'Assemblée nationale la discussion du projet de loi d'habilitation des ordonnances contre lequel l'opposition a décidé de déposer des *« milliers d'amendements »*. Le débat risque tellement de traîner en longueur qu'on évoque déjà l'hypothèse de l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 par le gouvernement.

Malgré l'appel à l'armistice lancé mardi par Alain Juppé – *« Il n'est plus possible de continuer comme cela. Nous sommes dans une situation de blocage et d'affrontement dont chacune et chacun va finir par pâtir. Il faut en sortir d'urgence »*, a dit le premier ministre –, rien sur le terrain ne laisse supposer une amélioration de la situation. Il n'en est pas de même, apparemment, dans le secret des allées du pouvoir, où les contacts se multiplient pour parvenir à renouer les fils du dialogue. Jacques Barrot devait entamer, dans la journée, une série de rencontres, en commençant par les présidents des caisses de la Sécurité sociale. Le ministre du travail poursuivra son tour de table social avec les dirigeants des confédérations syndicales.

L'essentiel, dit-on à Matignon, est l'ouverture du dialogue. Chacun restera donc sur ses positions dans la querelle sémantique qui oppose le chef du gouvernement, adepte de la *« concertation »*, et les syndicats, partisans de la *« négociation »*. Dans l'entourage de M. Juppé, on n'écarte pas, cependant, la possibilité de rencontres prochaines avec le premier ministre, en soulignant que celui-ci *« ne mésestime pas »* les organisations syndicales.

SOUS-ENTENDUS ET OUVERTURE

Elles avaient pu en avoir le sentiment en entendant le premier ministre les diriger vers M. Barrot pour exposer leurs doléances. Si les pouvoirs publics ne mésestiment pas les syndicats, en revanche, ils doutent ouvertement du bien-fondé de la poursuite du mouvement revendicatif. Ainsi le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, a déclaré jeudi sur RMC qu'il n'y a *« plus d'objet à la grève »*. *« Il faut qu'elle s'achève »*, a-t-il dit, en précisant : *« Après la journée de manifestations d'aujourd'hui, il faut donc que les choses s'arrêtent. »*

On sent poindre, aussi, la thème de la récupération politique. Dans ce registre, Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et aux affaires sociales, a estimé sur Europe 1 que *« les mouvements de rue que l'on constate actuellement ne sont pas liés à cette réforme mais à d'autres sujets, et, je dois dire, à certaines manipulations »*. Le sous-entendu et l'ouverture marchant de concert, M. Gaymard ajoute que *« le gouvernement n'a jamais cessé de dialoguer avec l'ensemble des organisations syndicales »*. Pour preuve, il confirme que *« rien n'est exclu »* en ce qui concerne une rencontre au sommet à Matignon.

Pour autant, Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, encourage le gouvernement à ne pas céder, tout en l'engageant à prendre le temps de discuter de l'avenir des retraites. Aux antipodes, le secrétaire national du PCF, Robert Hue, reproche à M. Juppé son *« attitude arrogante »* et l'accuse de vouloir *« remettre en cause le droit de grève »* en proposant une négociation sur l'instauration d'un service minimum (*lire page 8*). Pour sa part, Lionel Jospin a de nouveau mis en question le premier ministre, mercredi, en déclarant : *« J'ai du mal à comprendre l'insensibilité du gouvernement et son refus à négocier. »* Jacques Delors propose, lui, dans un entretien publié par *Le Nouvel Observateur*, la désignation d'un *« médiateur »*.

Il apparaît de plus en plus que la poursuite de la crise sociale va ouvrir un volet revendicatif éloigné de l'objet initial de la grève. Marc Blondel a affirmé, jeudi matin, que *« le plan Juppé a été un détonateur »*, mais qu'avec l'extension de la grève le premier ministre doit maintenant *« donner des orientations bien précises sur toute une série de problèmes »*. *« Maintenant, c'est clair, on reparle du gel des salaires des fonctionnaires en 1996, de l'augmentation de la TVA, du pouvoir d'achat »*, affirme le secrétaire général de FO, prêt à une rencontre avec M. Juppé.

Dans l'état actuel des choses, le mouvement semble compris par une large fraction de l'opinion, selon la plupart des sondages publiés depuis le début de la crise. Par ailleurs, une enquête CSA pour *Le Parisien* révèle une chute de popularité pour MM. Chirac et Juppé : 59 % des Français ont *« plutôt une mauvaise opinion »* du président et ils sont 62 % dans le même état d'esprit à l'égard du premier ministre.

Olivier Biffaud

Charles Pasqua et Philippe Séguin absents au bureau du RPR présidé par le premier ministre

CHARLES PASQUA tonne, et les autres « éléphants » du RPR sont absents. C'est de bien curieuse manière que les principaux responsables du mouvement néogaulliste ont affiché leur solidarité à l'égard d'Alain Juppé, mercredi 6 décembre, au lendemain de la double intervention du premier ministre. (*Lire aussi notre éditorial page 16.*)

Edouard Balladur, Charles Pasqua, Philippe Séguin – ainsi que Nicolas Sarkozy, en déplacement en Chine – étaient absents de la réunion, mercredi soir, du bureau politique du RPR, la première depuis le 30 novembre 1994. Certes, au sein du Rassemblement, cette instance n'a qu'un rôle consultatif : elle « assiste » le président dans la direction du mouvement et, désormais, les principales décisions se prennent ailleurs, en liaison avec l'Elysée et Matignon. Après les assises de Marne-la-Vallée, la composition du bureau – qui fut laborieuse – devait précisément marquer que les querelles héritées de la campagne présidentielle étaient définitivement enterrées. C'est raté.

Officiellement, la trentaine de participants réunis, pendant une petite heure, autour de M. Juppé, ont abordé deux sujets : les élections législatives partielles et la situation sociale. *« Ce fut un bureau politique grave, qui aboutit à un soutien très fort vis-à-vis du premier ministre. L'action du gouvernement a été saluée à l'unanimité »*, a affirmé le secrétaire général, Jean-François Mancel. Officiellement toujours, les critiques exprimées par M. Pasqua dans *L'Express* (*Le Monde* du 7 décembre) n'ont pas été évoquées. Il s'est tout de même trouvé un ancien ministre du général de Gaulle, Maurice Schumann, pour dire qu'il était *« inconcevable »* de faire entendre une dissonance en ce moment.

A l'occasion de sa rentrée politique, minutieusement préparée – M. Pasqua sera l'invité, le 10 décembre, de « 7 sur 7 » sur TF 1 –, l'ancien ministre de l'intérieur ne se contente pas de juger sévèrement la *« méthode du gouvernement Juppé »*, il propose de *« changer de politique »*. Interrogé sur les contraintes qui découlent du calendrier arrêté lors du traité de Maastricht, M. Pasqua affirme notamment : *« La monnaie unique peut très bien être mise en place en 2001 plutôt qu'en 1999. Ce ne serait pas dramatique ! »* C'est là précisément une appréciation que, jusqu'ici, parmi les partisans néogaullistes du « non » à Maastricht, on s'était interdit de porter.

UNE OPÉRATION CONCERTÉE ?

Lors des assises du RPR, M. Séguin avait ainsi affirmé que *« la parole de la France doit être tenue »*. Le 27 octobre, devant la section européenne de la commission trilatérale, l'engagement du président de l'Assemblée nationale avait été encore plus net : *« Je suis prêt, par respect du suffrage universel et par optimisme historique, à mettre en œuvre sans réticence la décision prise par le peuple français dûment consulté par voie référendaire, tout en restant intégralement fidèle aux principes qui m'avaient animé* [en 1992]. *»*

Alors que les balladuriens ont fait taire leurs critiques depuis l'annonce, le 15 novembre, de la « refondation » de la protection sociale, les séguinistes ne sont pas mécontents que le président de l'Assemblée nationale apparaisse de plus en plus comme un recours. Charles Pasqua, dans ses critiques de la méthode Juppé, fait référence à de multiples reprises à son *« ami Philippe Séguin »*.

L'opération est-elle concertée ou n'est-ce, comme un proche de M. Juppé veut l'espérer, qu'une initiative personnelle du sénateur des Hauts-de-Seine ? Jusqu'à ces derniers jours, les séguinistes assuraient qu'il n'était pas question d'ajouter une crise politique à une crise sociale.

Jean-Louis Saux

Martine Aubry, membre du bureau national du Parti socialiste

« On peut se demander si M. Juppé est aujourd'hui crédible pour sortir de la crise »

« Le mouvement social actuel exprime-t-il une peur de la réforme ?

– Il est faux de dire que les Français et, principalement, ceux qui sont en grève ou dans la rue sont contre les réformes. Au contraire, ils sont totalement conscients que notre société actuelle, qui produit à la fois de l'exclusion, de l'insécurité et rend inquiet sur l'avenir, a besoin d'être réformée. Les étudiants, au-delà de revendications concrètes et légitimes sur leurs conditions de travail, réclament une société qui puisse leur procurer des emplois. Quant aux fonctionnaires et aux agents des services publics, qui craignent la mise en cause de leurs statuts, ils expriment aussi une inquiétude face à l'absence de perspectives sur la mission des services publics au moment où ils sont davantage mis en concurrence.

» Pour que les réformes soient acceptées, encore faut-il que certaines conditions soient réunies. Réformer, c'est prendre des mesures pour changer la société. La rigueur n'est pas un projet de société. La rigueur pour la rigueur n'ouvre aucun espoir. En outre, ces réformes doivent être portées par des responsables qui inspirent confiance. Comment peut-on avoir confiance en des hommes politiques qui ont un discours le temps d'une campagne électorale et qui en changent aussitôt après ? Comment faire confiance à des responsables qui lancent des concertations régionales sur la Sécurité sociale et qui les arrêtent brutalement, ensuite, sans ouvrir de négociations avec les syndicats ?

» Enfin, pour qu'une réforme soit acceptée, encore faut-il que les efforts soient équitablement répartis en fonction des revenus et des possibilités de chacun. Or on voit bien que les efforts demandés aux salariés, aux retraités, aux chômeurs sont nettement plus importants que ceux qui sont demandés aux détenteurs de revenus du capital, pourtant moins fiscalisés que les revenus du travail. La rigueur de M. Juppé est injuste et porteuse d'inquiétudes supplémentaires.

– Compte tenu du poids des conservatismes et des corporatismes, comment peut-on réformer aujourd'hui ?

– Pour réformer, il faut savoir où l'on va et afficher clairement la société que l'on souhaite construire. Les Français attendent une société où chacun trouve sa place, puisse à terme avoir un emploi, être autonome, être digne. Une fois l'ambition définie, il convient de l'expliquer aux Français, c'est-à-dire d'engager un processus de consultation et de négociation avec les intéressés, quitte, le moment venu, à prendre des décisions qui ne satisfont pas tout le monde, mais qui font bouger la société dans le sens voulu. Or, aujourd'hui, aucune négociation sérieuse n'a eu lieu, et nous ne savons pas où nous allons.

– Comment appréciez-vous le comportement d'Alain Juppé dans la gestion de ces conflits ?

– Le gouvernement hésite entre le pourrissement et l'épreuve de force. Bien plus, il tente de monter les Français les uns contre les autres, en créant des comités d'usagers, ce qui est très dangereux. Il refuse la négociation demandée pour remettre à plat son plan sur la Sécurité sociale, qui est injuste, dangereux sur certains points et flou sur d'autres. Quand on voit l'attitude de M. Juppé à l'Assemblée nationale, son incompréhension de ce que demandent les Français, son insensibilité, on peut se demander s'il est aujourd'hui crédible pour sortir de la crise et pour conduire les affaires de notre pays dans une situation aussi difficile.

– Quelles conséquences politiques tirez-vous de ce constat ?

– Aucune. Ce n'est pas notre problème, mais celui du président de la République.

– Avez-vous des solutions de rechange pour la Sécurité sociale ?

– Soyons clairs : nous souhaitons une réforme de la Sécurité sociale. Il faut naturellement rétablir les équilibres financiers, mais il faut aussi faciliter l'accès de tous aux soins et améliorer la qualité de notre système de santé. Pour cela, Lionel Jospin a proposé, dans son programme, une grande réforme : financer la Sécurité sociale par une extension de la CSG à l'ensemble des revenus du capital. N'oublions pas qu'aujourd'hui la moitié des revenus du capital ne paient pas la CSG et ne paieront que les 0,5 % de M. Juppé, alors que tout salarié, même une vendeuse à temps partiel de supermarché qui, pourtant, ne paie pas l'impôt sur le revenu, paie la CSG.

»En ce qui concerne la maîtrise des dépenses de santé, nos propositions sont claires : un débat annuel au Parlement pour fixer les grandes masses de dépenses, un contrôle de l'activité médicale, la généralisation du livret-santé, le renforcement du rôle du médecin généraliste. Nous souhaitons améliorer l'efficacité de l'hôpital, mais ce n'est pas en le montrant du doigt qu'on l'obtiendra. Bien plus : le droit à la santé pour tous doit être réellement assuré. »

Propos recueillis par Michel Noblecourt

Parenthèse entre deux manifestations

JOURNÉE DE GRÈVE ordinaire, mercredi 6 décembre, coincée entre le succès grisant des manifestations de la veille et les promesses d'une mobilisation plus éclatante encore le lendemain. Une journée à jouer sur les mots, entre la *« concertation »* proposée par Alain Juppé et la *« négociation »* réclamée par les syndicats. Ce fut aussi une journée de relations épistolaires. Dans une lettre d'une sécheresse toute technocratique, le chef du gouvernement a tenté de dissiper les *« malentendus »* qui l'opposent au secrétaire général de FO et l'a exhorté à prendre *« une part active dans la réforme »*, quand le « général Blondel » réclamait une *« négociation »*, non pas avec un secrétaire d'Etat ou un ministre, mais *« avec le premier ministre »*. Au même moment, M. Juppé répondait sur un ton à peine moins administratif à la lettre de Nicole Notat, lui disant qu'il *« partage »* le souhait de la CFDT de voir des négociations s'ouvrir sur un service minimum dans les transports publics.


RÉCIT

Ce fut une journée animée pour le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, qui n'a cessé de jouer l'apaisement, allant répétant qu'*« il n'y a pas de pré-décisions »* et que le gouvernement a l'intention d'avoir *« des discussions très approfondies »* avec tous les syndicats avant de *« procéder à certaines adaptations »* des régimes de retraite. Entre le conseil des ministres et l'Assemblée nationale, il a réussi à glisser un déjeuner *« prévu depuis trois mois »* avec Michel Delebarre, l'un de ses prédécesseurs socialistes au ministère du travail. La situation sociale à Dunkerque, dont M. Delebarre est maire, mais aussi l'art de négocier et de sortir d'une grève, ont été au menu de ces agapes *« amicales »*.

Ce fut une journée très morose pour le ministre de l'économie et des finances. Jean Arthuis l'a passée à ruminer le camouflet que M. Juppé lui avait infligé la veille, devant les députés, en ravalant certains point de sa réforme fiscale au rang de *« spéculations »* colportées par la presse. Au point de songer à démissionner !

Ce fut aussi une journée de camouflet pour la commission Le Vert, chargée de rédiger le « Livre blanc » sur les régimes spéciaux. Mais les vieux routiers du dialogue social que sont Raymond Soubie et Bernard Brunhes n'ont guère été étonnés de la politique de la chaise vide pratiquée par plusieurs fédérations de cheminots.

MOMENT DE DÉTENTE

Ce fut une journée studieuse à la CGT. Pendant la grève, les travaux du 45e congrès continuent. Dans l'enceinte de l'immeuble confédéral de Montreuil, la clameur des mouvements sociaux parvenait assourdie. Les « camarades » discutaient de leur document d'orientation, qui constituera leur programme de référence des trois années à venir. Fallait-il abandonner la référence à la lutte des classes ? Renoncer à la socialisation des moyens de production ? C'est rien moins que d'une partie de leur identité dont débattaient les délégués.

« Moi je suis pas d'accord avec l'expression choisie de « transformation sociale ». *Il faut la remplacer par transformation de la société, c'est beaucoup moins réducteur »*, affirmait cette militante. *« Si, dans l'introduction, on ne dit pas que la stratégie du patronat, c'est la recherche du profit maximum, je vois pas où on pourra le dire »*, remarquait cet autre. *« Moi je regrette*, lui répliquait-on sous les huées, *tous les patrons ne sont pas des affameurs. Certains ont des difficultés, ils sont écrasés par les charges sociales »*. *« Il faut exiger dans notre texte, l'abrogation du traité de Maastricht »*, lançait un délégué.

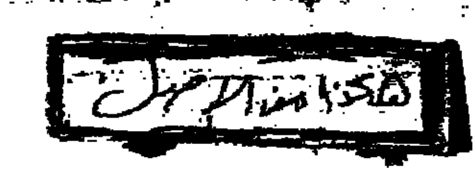
Un autre se faisait applaudir en demandant de remplacer systématiquement, dans le document d'orientation, le mot de *« chômeur »* par l'expression *« salarié privé d'emploi »*, car, expliquait-il, *« nous, on est des salariés comme les autres, sauf qu'en ce moment on n'a pas d'emploi, mais on en cherche »*. Une femme parvenait enfin à se saisir du micro pour défendre son amendement. A un article proclamant la nécessité de *« travailler autrement, travailler moins »*, elle voulait ajouter *« et dans de bonnes conditions pour une vie meilleure »*.

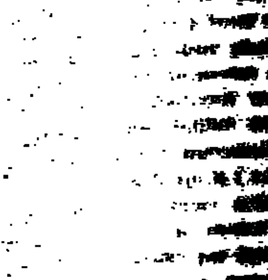
Rageur, un camarade lui rétorquait : *« Moi, si on continue comme ça, je propose un seul amendement :* « la CGT souhaite que tous les hommes soient heureux », *et puis après ça, on part tous à la messe ! »*. Un autre se faisait longuement applaudir en déclarant, la voix vacillante d'émotion : *« Je peux pas tenir sur mon fauteuil. Ce que j'ai sur le cœur, il faut que je le dise. On est trop tâtillon. On se bat pour des virgules, pendant que les camarades sont dans la rue. Moi, je vous le dis : Il y a du boulot plus important à faire dans nos boutiques »*.

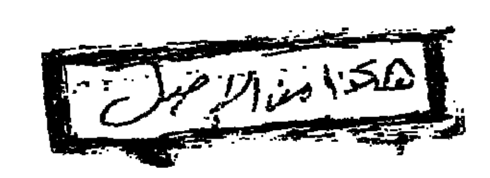
Ce fut une journée crispée à l'Assemblée nationale. Lors de la séance des questions au gouvernement, les députés socialistes ont interpellé une fois, deux fois, trois fois le premier ministre pour lui demander quand il se déciderait, enfin, à ouvrir *« personnellement »* des négociations avec les syndicats. M. Juppé ayant, à chaque fois, refusé de leur répondre, ils ont quitté sans hésitation l'hémicycle pour dénoncer, selon les termes de Laurent Fabius, président du groupe, cette *« arrogance inacceptable »*. Dans les couloirs, Pascal Clément, secrétaire général du Parti républicain, commentait la situation avec philosophie : *« Juppé c'est comme le TGV, il va tellement vite qu'il peut traverser le mur »*.

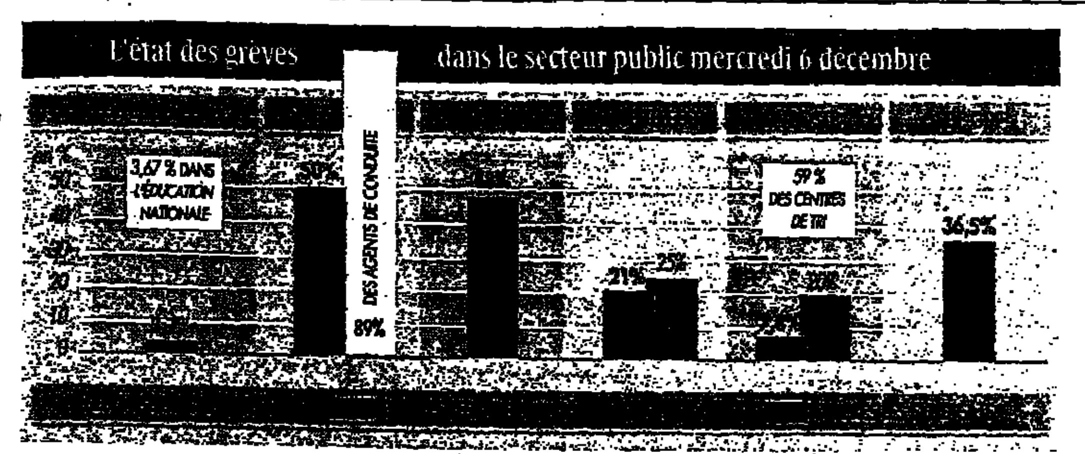
Dans la tourmente, M. Juppé s'est tout de même accordé quelques instants de répit. Le temps d'élever Raymond Devos au rang de commandeur de la Légion d'honneur et de remercier l'humoriste de lui apporter *« ce qui est pour un premier ministre la denrée la plus rare, le rire »*.

Récit du service France









Les transports publics se joignent au mouvement en province

JEUDI 7 décembre en début de matinée, les agglomérations de Lille-Roubaix-Tourcoing, Bordeaux, Toulouse, Grenoble, Lyon, Rouen, Caen, Cherbourg, notamment, étaient privées totalement ou en partie de transports publics. Aux mouvements locaux, parfois déjà entamés depuis le début de la semaine, viennent s'ajouter les arrêts de travail dans le cadre de la journée d'action CGT-FO. Les transporteurs routiers étaient susceptibles de se joindre au mouvement jeudi.

Si les transports publics sont le secteur le plus perturbé, la grève touche d'autres domaines d'activité dans les grandes villes de province. A Bordeaux, les éboueurs sont en grève depuis lundi et les détritus s'accumulent dans les rues. A l'arsenal de Brest, la grève a été reconduite mercredi pour vingt-quatre heures. Des mouvements de grève d'ampleur inégale étaient suivis, mercredi, selon les régions, dans les hôpitaux, plusieurs établissements semblant s'enraciner de manière durable dans la grève. L'intersyndicale CGT-FO-CFDT-CFTC a appelé l'ensemble du personnel des Mines de potasse d'Alsace (MDPA) à une grève générale de vingt-quatre heures jeudi. A Marseille, le mouvement touchait jeudi matin la quasi-totalité des secteurs. Les dockers, les mineurs, les agents hospitaliers, de nombreux enseignants, une grande majorité des fonctionnaires et des agents territoriaux, ainsi que certaines professions libérales ont décidé de cesser le travail.

Avant même les manifestations prévues jeudi, plusieurs défilés ont eu lieu mercredi. Environ 2 000 personnes ont défilé mercredi matin dans les rues de Roanne. Des manifestations se réunissent chaque jour à Roanne depuis le début de la semaine. A Lourdes, près de six cents personnes ont défilé à pied et à bord de trois cents véhicules, dont plusieurs chasse-neige, pour protester contre le plan Juppé, mercredi matin. A Cannes, un demi-millier de manifestants ont défilé mercredi et distribué des tracts sur la Croisette.

Diverses actions spectaculaires, plus ou moins violentes, ont été menées par des grévistes. Des incidents ont opposé jeudi matin des mineurs aux forces de l'ordre à Freyming-Merlebach, en Moselle, devant la direction générale des Houillères du bassin de Lorraine (HBL). Mercredi, des manifestants ont muré avec des moellons et du ciment la porte de l'hôtel de ville d'Yssingeaux (Haute-Loire), dont le maire est le ministre du travail et des affaires sociales Jacques Barrot. Les manifestants ont également brûlé une silhouette en carton représentant M. Barrot. Des cheminots CGT grévistes ont muré mercredi matin, dans le centre de Marseille, la permanence du député RPR Renaud Muselier, premier adjoint du maire Jean-Claude Gaudin, enfermant ainsi momentanément cinq de ses collaborateurs. La permanence d'un député européen RPR, Hervé Fabre-Aubrespy, a été saccagée avant d'être murée, mercredi à Gardanne (Bouches-du-Rhône).

Par ailleurs, environ 200 agents grévistes de l'EDF, cheminots et postiers ont occupé mercredi la piste de l'aéroport de Biarritz-Parme avec une vingtaine de véhicules administratifs, bloquant le trafic aérien.

Enfin, parmi les mouvements attendus dans les jours à venir, les liaisons maritimes avec la Corse devraient être perturbées à partir de dimanche, à la suite d'un préavis de grève de vingt-quatre heures reconductible déposé par le syndicat CGT des marins de Marseille à la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) et à la Compagnie méridionale de navigation (CMN). Un préavis de grève similaire a par ailleurs été déposé concernant le navire du services des phares à balises basé à Marseille, a indiqué le syndicat CGT.

La grève perdure à la SNCF et à la RATP tandis que le trafic aérien est perturbé

POUR CETTE quatorzième journée de grève, accompagnée de manifestations, jeudi 7 décembre, plusieurs villes devaient être affectées par des arrêts de travail dans les transports. C'est notamment le cas à Lyon, Marseille, Lille, Rouen, Bordeaux et Toulouse, où cependant le métro continue à circuler. Dans la matinée, certaines agglomérations ont connu d'importants embouteillages, notamment à Bordeaux. A Caen, les chauffeurs de bus en grève ont mené des opération « escargot » sur la rocade, et à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), des barrages routiers ont gêné la circulation. Par ailleurs, la grève devait continuer dans la plupart des services publics.

● **SNCF** : le trafic était quasiment nul jeudi matin sur le réseau SNCF où seuls étaient prévus quelques allers-retours Paris-Londres et Paris-Bruxelles, ainsi qu'un système de navette minimum en Ile-de-France entre Orry-la-Ville et Saint-Denis (à raison de un toutes les heures et demie). Le trafic était en revanche toujours inexistant sur le réseau grandes lignes, le réseau express régional, et le reste de la région Ile-de-France.

● **RATP** : aucune rame ne circulait à 07 h 00 sur le réseau du métro et du RER. Le trafic des autobus était assuré à 2 % de la normale, selon la direction de la RATP.

● **TRAFIC AÉRIEN** : des retards de une à deux heures affectaient jeudi matin la circulation aérienne à Orly et à Roissy, en raison d'une grève de contrôleurs aériens du centre de surveillance d'Athis-Mons, mais aussi de l'enneigement des pistes. Des vols ont été annulés à l'aéroport de Marseille-Marignane. La Direction générale de l'aviation civile attendait la prise de service des nouvelles équipes de contrôleurs, dans la matinée, à Athis-Mons, où une grève a été déclenchée hier par la CGT et la CFDT, pour évaluer l'évolution de la situation. A Air France et Air Inter, les syndicats ont appelé à une grève de vingt-quatre heures.

● **FONCTION PUBLIQUE** : les agents de l'Etat sont appelés à participer à la journée du 7 décembre qui devrait être particulièrement suivie par les personnels de l'éducation nationale *(lire pages 8 et 30)*.

● **ÉNERGIE** : dans la matinée du jeudi 7 décembre, la baisse de charge était de 13 000 mégawatts, c'est-à-dire légèrement moins élevée que les jours précédents où elle avoisinait les 20 000 mégawatts. La capacité de production était réduite dans huit sites nucléaires sur vingt et un et dans sept usines thermiques sur dix-sept. Le mercredi 6 décembre, la grève avait été suivie selon la direction par 36,5 % du personnel.

● **POSTE** : alors qu'ils reconnaissaient un certain effritement du mouvement, la CGT, FO et SUD espéraient *« un nouveau temps fort interprofessionnel »* pour la journée de jeudi. De son côté, la direction notait mercredi *« une tendance à la reprise du travail »*, dénombrant 7,8 % de grévistes, contre plus de 23 % la veille et estimant que 77 centres de tri sur 130 étaient bloqués.

● **FRANCE TÉLÉCOM** : les syndicats FO et SUD appellent à la poursuite de la grève jeudi 7 décembre. SUD a, en outre, déposé un préavis de grève illimitée à partir du lundi 11 décembre. Cependant du côté de la direction et des syndicats, on constatait un affaiblissement du mouvement mercredi par rapport à la veille.

● **MINES** : des affrontements se sont déroulés jeudi matin à Freyming-Merlebach (Moselle) entre les mineurs qui manifestaient devant le siège des Houillères et les forces de l'ordre. Les syndicats CFDT, CGT, CFTC, FO et autonomes ont appelé à la grève la semaine dernière.

Robert Hue est contraint de s'expliquer devant le comité national du PCF

CE FUT un comité national « tonique », gentiment animé, avec de la contestation et des discussions. Convoqué en plein mouvement social – *« comme le quarante-cinquième congrès de la la CGT »*, a fait remarquer Robert Hue, en précisant qu'il s'agissait d'une *« bonne chose »* –, le comité national du Parti communiste devait faire le point, mercredi 6 décembre, sur l'évolution des grèves et sur l'attitude du Parti communiste dans le conflit.

Les interventions de quelques secrétaires de fédération, puis, dans un autre genre, de Philippe Herzog, ont conduit M. Hue à prendre la parole pour justifier la discrétion des communistes dans le conflit en cours (*le Monde* du 7 décembre). Membre du secrétariat du parti et chargé du rapport qui ouvre les débats, Jean-Claude Gayssot s'est inscrit dans la ligne prudente tracée par le secrétaire national : *éviter toute dissolution* de l'Assemblée nationale et toute alternance, pour laquelle le Parti communiste n'est pas prêt. Interrogé jeudi 7 décembre sur RTL, Robert Hue a rappelé ses réticences. *« Il ne faut pas faire dire au mouvement ce qu'il ne dit pas. Le mouvement, aujourd'hui, n'est pas pour un changement politique. »*

Comme M. Hue, Jean-Claude Gayssot a préféré parler de la construction d'une *« véritable alternative où les forces de gauche et de progrès seront à l'unisson »*. Le travail devra se faire *« à la base »*, par exemple dans ces *« forums »* que le Parti communiste organise dans chaque département et auxquels il souhaite désormais donner un tour plus politique. *« On sait bien que si on m'enferme dans une pièce avec Lionel Jospin, deux heures après, on n'aura toujours pas les mêmes idées »*, a résumé M. Hue à la traditionnelle conférence de presse du comité national. *« Tisser des alliances au sommet, cela a déjà été fait, et la droite est revenue en force »*, a-t-il ajouté en évoquant *« 1993 »*. Les deux hommes ont enfin confirmé que le projet de consultation des Français était *« remis à une date ultérieure »*, pour *« ne pas tomber dans le piège d'une politique politicienne »*.

PAS ASSEZ « VISIBLES »

Dans la salle du comité national, M. Hue a dû essuyer quelques interrogations et quelques critiques sur sa démarche prudente. Plusieurs secrétaires de fédération ont relevé la faible « *visibilité* » des communistes dans les actions, cortèges, et manifestations, soit qu'ils souhaitent davantage d'actions communes avec la CGT, soit qu'ils souhaitent agir *« autrement »*. M. Hue, qui a précisé qu'il ne devait initialement pas prendre la parole, a finalement répondu à cette première salve dans une intervention, que *L'Humanité* publie jeudi. Pour le secrétaire national, il n'y a plus de courroie de transmission entre le parti et le syndicat. *« Qui peut penser que les communistes ne sont pas (...) parmi ceux qui manifestent ? Les communistes sont dans le mouvement non à la façon d'un parti-guide, mais avec leur stratégie nouvelle : des initiatives, des propositions à débattre. »*

La seconde vague de demandes est venue d'une autre aile : ceux qui, comme M. Herzog, mais aussi des responsables de *L'Humanité*, critiquent implicitement le flou et le vague du rapport de M. Gayssot. M. Herzog s'est inquiété de l'absence de « *munitions* » dont dispose dans le débat le Parti communiste. *« La direction du parti doit faire preuve de plus de rigueur dans l'organisation du travail de propositions »*, a harangué le député européen, en rappelant le temps du... programme commun.

Dans la salle, Georges Marchais et ses proches frémissaient d'aise. M. Hue a assuré avoir *« entendu ce qui a été dit sur la nécessité d'être rigoureux, de travailler nos dossiers »*.

Ariane Chemin

FO : la stratégie d'affrontement de Marc Blondel est contestée

Le prochain congrès s'annonce difficile pour le secrétaire général

AH ! CETTE POIGNÉE de mains entre Marc Blondel et Louis Viannet devant les caméras ! Chacun des deux croyait embrasser son rival pour mieux l'étouffer. L'avenir se chargera de départager les deux frères ennemis du syndicalisme, mais les observateurs retiendront que l'homme à l'origine de ce « *geste historique* » du 28 novembre n'est autre que Claude Jenet, l'influent secrétaire à l'organisation de Force ouvrière et représentant notoire des trotskistes lambertistes dans l'entourage de Marc Blondel.

A deux mois du congrès confédéral de Force ouvrière, les opposants à M. Blondel ne pouvaient laisser passer une si belle occasion de brocarder la stratégie du secrétaire général. Même André Bergeron, qui ne contestait son successeur qu'en privé, n'a pu s'empêcher de critiquer cette poignée de mains devant les militants de l'Union départementale du Nord (*Le Monde* du 5 novembre).

Bien que minoritaires, les opposants commencent à s'exprimer publiquement. Le 4 décembre, la Fédération FO de l'agroalimentaire (FGTA) estimait que « *tout n'est pas à rejeter* » dans le plan Juppé. Dans une allusion transparente à la CGT, elle affirmait que ses militants « *s'inquiètent de la généralisation des actions communes avec une organisation qui a condamné la Sécurité sociale lors de sa création* ». Dans une organisation qui clame son apolitisme, manifester aux côtés de la CGT et traiter le président de la République de menteur « *par omission* » ne peut que susciter de forts remous. « *Faire du retrait du plan Juppé un préalable à toute négociation était une erreur puisqu'il était évident que le premier ministre ne pouvait l'accepter* », explique Gérard Fossé, secrétaire général de la FGTA.

Tout aussi inquiétant, des dissenssions apparaissent au sein de la Fédération de la métallurgie, l'un des rares secteurs où FO est bien implantée dans le privé. Michel Rille, secrétaire de la métallurgie de la région parisienne, critique implicitement M. Blondel dans une circulaire intitulée « Maximalistes », en écrivant qu'« *il semble bien que le bon sens et la raison ne soient plus de mise. Si nous ne sommes plus capables de garder le cap, si nous n'assumons plus notre rôle de contrepoids, si nous nous enfermons dans des discours dogmatiques, nous perdrons en six mois ce que nous avons mis quarante ans à construire* ». Michel Huc, secrétaire général de FO-métaux, qui s'est rapproché M. Blondel récemment, voit donc apparaître une opposition interne.

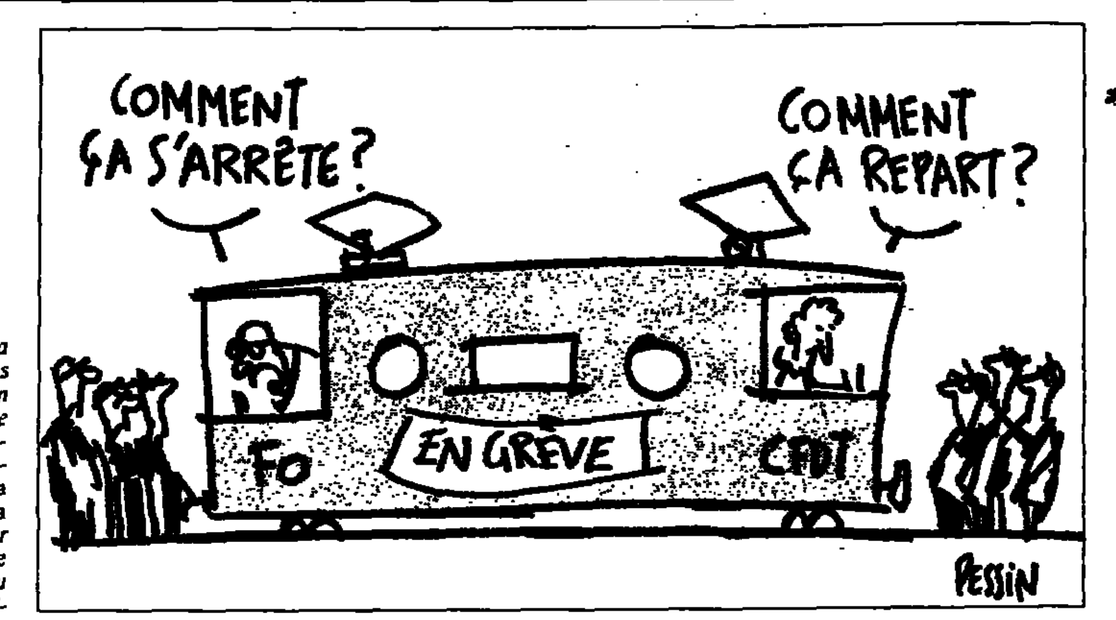
Davantage que ces dissensions et l'éventualité de plus en plus probable d'un « challenger » en la personne de Jacques Mairé, secrétaire général de l'UD-Paris, lors du prochain congrès, M. Blondel redoute une perte de son pouvoir au sein de la protection sociale. Historiquement liée à FO, la puissante Mutualité française a « trahi » en préconisant l'instauration d'un système universel de protection sociale financé par l'impôt. Dès lors, Force ouvrière n'aurait plus aucune légitimité pour gérer l'assurance-maladie, après avoir déjà perdu la gestion de l'assurance-chômage au profit de la CFDT.

Frédéric Lemaître

La réponse du premier ministre

Alain Juppé a communiqué sa réponse à Marc Blondel (FO), qui l'avait interrogé le 29 novembre sur son plan. « *Les questions que vous posez [...] montrent la persistance de malentendus que je souhaite dissiper* », indique le premier ministre dans une lettre diffusée mercredi 6 décembre par Matignon. M. Juppé indique que sa réforme « *a pour seul objet de sauvegarder la Sécurité sociale* ».

Sur la gestion de l'assurance-maladie, le premier ministre précise qu'« *il n'y aura ni étatisation, ni privatisation, mais seulement clarification des responsabilités et reconnaissance du rôle du Parlement* ». La diversification du financement « *se fera essentiellement par l'appel à des cotisations qui ne devront plus reposer exclusivement sur des salaires, afin de ne pas pénaliser l'emploi* », poursuit-il. « *Je veux espérer que Force ouvrière, qui exerce aujourd'hui des responsabilités majeures dans la gestion de l'assurance-maladie, prendra une part active dans la réforme* », conclut M. Juppé.



Les enseignants sont entrés en force dans le mouvement

L'unité entre la FEN et la FSU ne s'était pas produite depuis deux ans

LA TRÈS GRANDE MAJORITÉ des écoles maternelles et primaires devaient être fermées jeudi 7 décembre et peu de professeurs étaient attendus dans les collèges et les lycées, où un accueil minimum était prévu pour les élèves. Cette journée d'action marque la véritable entrée de l'éducation nationale dans le mouvement social aux côtés des cheminots, des électriciens, des postiers...

Avec retard, les principales organisations d'enseignants et de personnels, la Fédération syndicale unifiée (FSU), la Fédération de l'éducation nationale et le SGEN-CFDT ont fini par se rejoindre sur la base d'un rejet commun du projet de réforme des régimes spéciaux de retraites ainsi que sur les conditions d'emploi et de travail dans la fonction publique.

Affichant leur solidarité avec les autres catégories de fonctionnaires, les enseignants restent particulièrement attachés au maintien du régime actuel des pensions garanti par l'Etat. La création d'une caisse autonome de retraite avec l'allongement de la période de cotisation de trente-sept ans et demi à quarante ans constitue une « *attaque majeure* » du statut de la fonction publique, note Hervé Baro, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-FEN). « *Avec l'entrée tardive des jeunes dans la profession, on voit mal des enseignants de soixante-cinq ans tenir le choc devant des enfants* », ajoute Nicole Geneix, du Syndicat national unifié des instituteurs et des professeurs (SNUipp-FSU).

L'intégration progressive des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles avait déjà reculé l'âge de départ à la retraite, de cinquante-cinq ans à soixante ans, moyennant une amélioration de leur rémunération. « *L'alignement sur le régime général avec la perte de calcul des six derniers mois d'activité ferait perdre immanquablement tout le bénéfice de la politique de revalorisation* », ajoute-t-elle.

Depuis la scission intervenue en 1992, les occasions de retrouver coude à coude la FEN et la FSU, les deux sœurs ennemies du syndicalisme enseignant, sont plutôt rares.

DIVERGENCES SUR LES MODALITÉS

Les « convergences d'analyse » du moment ne sauraient masquer des divergences persistantes sur les modalités d'action. Avec ses dix-sept syndicats et ses 170 000 adhérents, dont les « *bataillons* » du SNES dans le second degré (80 000 adhérents), la FSU s'est rapidement engagée dans une critique radicale du plan Juppé.

« *Le caractère unitaire de cette mobilisation nous comble* », souligne Michel Deschamps, son secrétaire général, opposé à toute initiative strictement catégorielle. Dès le début de la semaine, le SNUipp, Syndicat national unifié des instituteurs, professeurs d'écoles et de collèges (45 000 adhérents), très en pointe, manifestait des signes d'impatience en lançant des appels à la grève diversement suivis. Pour la suite du mouvement, la FSU s'en remet à ses syndicats locaux, mais pour Michel Deschamps, il ne fait aucun doute que la grève sera reconduite.

A l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes), dont elle est une des composantes, la FEN s'en tient pour l'heure à un mot d'ordre de grève pour les jeudi 7 et vendredi 8 décembre. En revanche, l'appel de l'UNSA à l'organisation d'une manifestation nationale dimanche 10 décembre à Paris, Marseille et Toulouse reste isolé. De son côté, Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, n'exclut pas l'idée d'une nouvelle manifestation nationale le 16 ou le 17 décembre.

A condition, précise-t-il, que les « *conditions de transport soient rétablies* »...

Michel Delberghe

CFDT : Nicole Notat est placée sous surveillance par les militants du secteur public

Trois cents adhérents lancent une pétition pour une manifestation nationale

« *JE CONSIDÈRE que le gouvernement a reculé.* » En s'exprimant dès le 5 décembre à 20 heures, Nicole Notat n'a même pas attendu l'intervention télévisée d'Alain Juppé pour trancher. Selon un responsable, cette précipitation pouvait apparaître comme un « *lâche soulagement* ». Pourtant, cette intervention télévisée n'a pas suscité autant de remous internes que celle du 15 novembre sur son soutien « *critique* » au plan Juppé.

La raison est simple. Depuis le 15 novembre, les positions des différentes organisations de la CFDT sur le plan Juppé sont tranchées. En revanche, l'attitude face au mouvement social est plus ambiguë. Face au plan Juppé, une nette majorité de fédérations et de régions soutiennent la position de Mme Notat (*Le Monde* du 6 décembre).

Contrairement au congrès de Montpellier, les fédérations du gaz-électricité (FGE) et de la chimie n'ont pas rejoint les opposants traditionnels que sont les fédérations du transport et de l'équipement, des finances, de la banque et de régions comme la Basse-Normandie, l'Auvergne, Provence-Alpes-Côte d'Azur et une partie du SGEN. Aucune voix ne s'est élevée au sein des 35 membres du bureau national pour protester contre la non-convocation de cette instance depuis le 15 novembre.

Mais la confédération est loin d'avoir les mains libres. Une pétition circule dans l'organisation pour préparer « *une grande manifestation nationale interprofessionnelle et unitaire* ». Trois cents militants l'ont signée. La liste des signataires montre que les opposants à la confédération disposent d'un réseau limité à quelques fédérations et régions, mais néanmoins relativement dense.

Par ailleurs, l'opposition de la CFDT-cheminots à la ligne confédérale empêche celle-ci de jouer les médiateurs entre le gouvernement et les grévistes de la SNCF. Surtout, la pression des agents de l'Etat sur les fédérations est très forte. La FGE et la fédération des PTT ont appelé à cesser le travail le 5 décembre. Certaines de leurs équipes, comme le syndicat PTT du Nord, sont encore dans l'action. Si la fédération de la santé et l'Union fédérale des fonctionnaires ont retiré leur préavis de grève pour le 7 décembre, plusieurs unions départementales ont appelé à participer aux manifestations : c'est le cas dans les régions traditionnellement oppositionnelles, mais aussi dans le Nord, en Bretagne (Côtes-d'Armor et Ille-et-Vilaine) et surtout dans le bastion des Pays de la Loire. « *Nous sommes sur la ligne confédérale, mais nous sommes vigilants. Nous n'avons pas une lecture aussi nette que Nicole Notat du discours d'Alain Juppé. Et il faut absolument que les camarades de la SNCF sortent vainqueurs de leur grève* », déclare Jean-Paul Leduc, secrétaire régional dont l'influence est grande dans toute la CFDT. A la suite du congrès de Montpellier, Nicole Notat avait dû, pour « *reprendre la main* », durcir certains de ses discours. Un soutien trop affirmé à Alain Juppé risquerait de l'affaiblir à nouveau.

F. Le.

M. Juppé : « négociations »... sur le service minimum

Nicole Notat a écrit, lundi 4 décembre, au premier ministre. Après avoir rappelé les positions de la CFDT sur la Sécurité sociale, elle critique le contrat de plan de la SNCF (« *rentabilité à courte vue* ») et les « *atermoiements* » à propos de France Télécom.

Si elle condamne les comités d'usagers du RPR, la CFDT « *comprend la préoccupation* » des usagers qui demandent un service minimum. Celui-ci « *ne doit en aucun cas relever d'une mesure législative, il doit être le résultat d'une négociation dans les entreprises concernées* », indique Mme Notat.

Dans sa réponse datée du 5 décembre, Alain Juppé écrit : « *Je partage votre sentiment selon lequel des négociations sur ce sujet devraient s'engager au sein de la SNCF et de la RATP.* » Sur la réforme de la Sécurité sociale, M. Juppé déclare qu'elle « *sera bien entendu concertée étroitement dans sa mise en œuvre comme dans la fixation de ses modalités concrètes d'application* ».

CGT : au congrès du centenaire, Louis Viannet tente de naviguer entre rénovateurs et conservateurs

COMME LE PETIT POUCET, Louis Viannet parsème ses interventions de petits cailloux blancs. Prudent, il veut être sûr de retrouver le chemin qui le reconduit à la « maison CGT ». « *Mon souci, c'est d'avancer avec toute la CGT* », a-t-il répété en concluant sa réponse aux interventions des délégués CGT au quatrième jour du 45e congrès, mercredi 6 décembre. Cette phrase constitue l'unique credo du secrétaire général qu'il ressasse imperturbablement, la clef de sa position, au centre de l'organisation et qui apparaît fluctuante. M. Viannet avance en direction des rénovateurs de la CGT, jette des pierres dans leur jardin, tout en donnant des gages aux conservateurs.

Deux temps forts ont ponctué son intervention : d'abord faire monter la tension d'un cran et régler son compte à Alain Juppé qui « *joue les Tartuffe de la concertation* ». M. Viannet n'a pas apprécié la prestation d'« *un premier ministre qui tourne la tête* », d'« *un premier ministre qui n'entend rien, qui s'obstine et se contente d'une contorsion ambiguë sur le seul problème des régimes spéciaux* ». Pour M. Viannet « *on décide, ensuite on convoque les organisations syndicales et on veut bien à la rigueur les écouter pour voir quelle est la meilleure façon de mettre en œuvre ce qu'on a décidé* ». Dans ces conditions, un appel pour relancer la mobilisation et l'intensifier, le jeudi 7 décembre, a été adopté par le congrès, à l'unanimité. Tout en ayant pas recours à l'emploi du terme grève générale, la CGT réitère l'appel « *à un nouveau temps fort de l'action unitaire et interprofessionnelle en généralisant partout dans le pays, l'organisation de grèves et de manifestations* ».

Mais un congrès, cela sert aussi à fixer des caps pour l'avenir et à choisir les hommes chargés de les mettre en œuvre. Pour la première fois depuis 1936, – le mythique congrès de la réunification entre la CGT et la CGT-U –, une refonte des statuts est en cours qui va au delà du simple toilettage réalisé en 1969.

Mercredi soir, les délégués ont voté la désaffiliation de la Fédération syndicale mondiale (FSM), l'ex-internationale syndicale procommuniste, à une majorité de 87,82 %. Promis comme un temps fort du congrès, ce départ d'une organisation moribonde est passé sans fracas, sans même un dernier baroud de l'arrière garde. Il ouvre la voie de l'entrée de la CGT à la Confédération européenne des syndicats (CES), sur laquelle, ironise M. Viannet l'opposition conjuguée de FO et de la CFDT, tous deux membres de la CES, « *reste vraiment le seul point d'accord qu'il y ait entre deux* ».

« *Je ne suis pas d'accord avec la demande qui m'a été faite de quitter le bureau confédéral* », lancée par Gérard Alezard, un des chef de file des « modernistes » à l'intérieur de la CGT, cette phrase a résonné de manière neuve dans la centrale. Pour la première fois, un membre de la direction sortante a exprimé publiquement à la tribune du congrès son désaccord avec son éviction. « *Les débats pour la future direction confédérale sont marqués au coin de l'opacité, de la suspicion* », a-t-il ajouté en critiquant la lenteur de la CGT à se transformer. D'habitude feutrées et tenues en coulisse, ces discussions peuvent désormais s'exposer au grand jour.

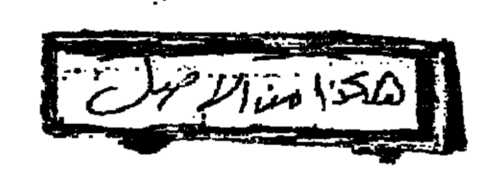
« BOUSCULER LES HABITUDES »

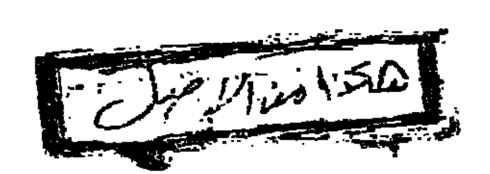
La réponse de M. Viannet, aux questions posées par les délégués pendant la discussion générale menée depuis deux jours, lui a permis d'évoquer sans complexe les problèmes internes de la CGT et de semer quelques uns de ses caillous blancs. A la demande des « modernistes », un débat d'une heure sur « *la direction confédérale* » a ainsi été rajouté au programme des travaux prévus jeudi après-midi. Aux soupçons de vouloir s'entourer d'« *une équipe sans problème, qui soit l'équipe du secrétariat général, dans une démarche assez présidentielle, avec une tendance assez dure* », M. Viannet a répondu sibyllin : « *Il y a effectivement besoin de travailler à une conception renouvelée* » du bureau confédéral.

M. Viannet a expliqué qu'il fallait « *bousculer un certain nombre d'habitudes* » et a évoqué « *les défis de solidarité, de reconquête* » qui passent par « *des nouvelles formes d'investissement du terrain, notamment en direction des déserts syndicaux* ». « *Ne nous étonnons pas que la discussion soit difficile* », a-t-il poursuivi, « *dès qu'il s'agit de changer, c'est difficile* », a-t-il ajouté. M. Viannet a esquivé les critiques sur une démarche marquée par la priorité accordée à la « *contestation* » au détriment d'une démarche de proposition, jugée plus constructive.

Enfin, pour dégonfler « *certaines réactions d'impatiences* », M. Viannet a fait part de son intention de « *désacraliser la place et le rôle du bureau confédéral* ». La composition d'une autre instance dirigeante, la commission exécutive, a été examinée tard dans la nuit de mercredi à jeudi. Un accord sur quatre-vingt-six noms s'est dégagé.

Alain Beuve-Méry







Les nouveaux prélèvements sociaux limiteront la croissance en 1996

Le gouvernement révise à la baisse ses prévisions économiques

Le ministère des finances estime que l'activité économique ne devrait plus progresser que de 2,5 % à 2,75 % en 1995 et de 2,2 % seulement en 1996. Les prélèvements prévus dans le plan Juppé pour la Sécurité sociale vont peser sur cette conjoncture déjà morose. Selon l'OFCE, ils devraient se conjuguer avec les mesures budgétaires incluses dans le « collectif » de fin d'année pour freiner fortement l'activité.

LA HAUSSE des prélèvements pour la Sécurité sociale va-t-elle *ralentir la croissance ? Ou* bien la baisse des déficits va-t-elle entraîner une baisse des taux d'intérêt *susceptible de compenser* les effets négatifs du plan gouvernemental ? Depuis plusieurs semaines, les instituts de prévision réfléchissent à la question et l'opinion dominante ne fait maintenant *plus guère de doute :* les effets récessifs devraient largement l'emporter sur les effets expansifs.

L'économie va mal, plus mal que ne le pensaient tous les experts voici encore un mois ou deux. Le ministre des finances, Jean Arthuis, l'a reconnu, mercredi 6 décembre, à l'ouverture de l'examen par l'Assemblée nationale du collectif budgétaire de fin d'année. Il a admis qu'il avait révisé *à la baisse* la prévision de croissance pour 1995. Initialement fixée à 3,3 % il y a un an, puis ramenée en septembre à 2,9 %, elle serait maintenant *« comprise entre 2,5 % et 2,75 % »*. Comme l'acquis de croissance est déjà de 2,5 % à la fin du troisième trimestre de 1995, M. Arthuis a donc implicitement admis que l'économie française pourrait être en croissance zéro au quatrième trimestre de cette année.

Ce qu'il n'a pas ajouté, c'est que Bercy a aussi fortement révisé à la baisse son estimation de croissance pour 1996. *Selon les derniers* calculs confidentiels de la direction de la prévision, elle n'est plus maintenant que de 2,2 %, alors que le budget a été construit sur une hypothèse de 2,8 %. La loi de finances serait donc déjà largement obsolète, avant même d'être votée, d'autant que cette prévision de 2,2 % pèche sans doute encore par optimisme. Les conséquences du plan Juppé pour la Sécurité sociale vont donc peser sur une conjoncture déjà déplorable. La dernière lettre de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), publiée jeudi, laisse entendre qu'elles seront importantes. L'impact mécanique sur la croissance serait de 0,3 point du produit intérieur brut (PIB) en 1996 et 0,6 point en 1997.

La conjoncture a creusé le « trou » de la « Sécu »

Qui sont les responsables des déficits sociaux ? L'OFCE départage la gauche et la droite. La cause principale, explique l'institut, doit être recherchée du côté de la conjoncture. Selon ses calculs, si la France avait enregistré une croissance moyenne de 2,3 % par an de 1990 à 1995, et non de 1,5 %, le chômage serait plus faible de 750 000 personnes, les déficits publics auraient été inférieurs de l'équivalent de 4 points de PIB et ceux de la Sécurité sociale... de 80 milliards de francs, chaque année, de 1993 à 1995.

Pour maintenir l'équilibre des comptes sociaux, il aurait donc fallu procéder à l'augmentation de 1 point de la CSG décidée en 1993, mais il n'aurait pas été nécessaire de réduire les dépenses par la baisse des remboursements appliquée en même temps. *« Le caractère dramatique de la situation actuelle des finances publiques,* conclut l'OFCE, *résulte donc bien de la très mauvaise conjoncture des années récentes. »*

Toutefois, l'OFCE avait déjà anticipé dans sa dernière prévision une hausse probable des *prélèvements. Cela le conduit à* n'abaisser que de 2,3 % à 2,2 % son estimation de croissance pour 1996. *Dans une étude publiée en juillet,* l'institut avait auparavant estimé que le collectif budgétaire du printemps *pourrait freiner la* croissance de 0,2 point de PIB en 1995 et de 0,5 point en 1996. La politique gouvernementale aurait ainsi, au total, des conséquences fortement restrictives.

Pour mesurer ces effets restrictifs, il faut suivre l'ensemble des enchaînements économiques possibles qui peuvent se produire lors de la mise en œuvre du plan de redressement des comptes sociaux. D'abord, ce dernier va comprimer le pouvoir d'achat des ménages. Le Bureau d'information et de prévisions économiques (BIPE-Conseil) observe que les nouvelles mesures gouvernementales pour la Sécurité sociale s'élèveront à 60 milliards de francs (0,8 point de PIB), dont 40 milliards à la charge des ménages. *Le pouvoir d'achat de* ceux-ci sera donc amputé de 0,75 % et pourrait progresser de *seulement 0,9 % en 1996,* après 3 % en 1995.

Cela ne veut pas dire que la *croissance en sera comprimée* d'autant, car on a vu dans certains pays, comme le Danemark, l'Ir*lande ou la Suède, des plans de* redressement similaires qui ne se sont pas traduits par un fort recul *de l'activité. Tout dépend, en fait,* du comportement des ménages. Selon que le plan incite ceux-ci à cesser de consommer ou à poursuivre leurs achats en puisant dans leur épargne, le choc récessif peut être fort ou quasi nul.

IMPASSE

De quoi cela dépend-il ? Selon le chef des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations, Patrick Artus, le « calibrage » du plan est à cet égard décisif, car s'il donne la priorité aux réductions de dépenses plutôt qu'aux prélèvements supplémentaires, il risque évidemment de peser relativement peu sur la consommation. Or, dans le cas du plan Juppé, c'est exactement l'inverse : en 1996, les prélèvements supplémentaires s'élèveront à 41 milliards de francs et les réductions de dépenses à 14 milliards. De plus, pour puiser sur leur épargne, les ménages doivent avoir le sentiment que l'effort fiscal qu'on leur demande sera seulement passager. Or, à tort ou à raison, les contribuables français, *soumis à rude épreuve depuis six* mois, n'ont pas forcément cette conviction. Pour ces deux raisons, l'expert de la Caisse des dépôts ne se montre guère optimiste.

Enfin, il faut relativiser fortement les effets d'une baisse des taux d'intérêt, dont le gouvernement fait grand cas. Cette baisse est, certes, favorable pour l'économie à moyen et long terme, mais, à court terme, elle peut se traduire par une baisse de revenus – ce qui n'est pas le cas de certains pays comme la Grande-Bretagne, où les ménages qui sont endettés sont assujettis à des taux qui suivent ceux du marché.

MISE EN GARDE

Pour l'ensemble de ces raisons, la Caisse des dépôts n'exclut plus que la croissance soit seulement comprise entre 1,5 % et 1,75 % en 1996. Avec un chiffre de 2,1 %, le BIPE est moins pessimiste, mais sa prévision est assortie d'une mise en garde inquiétante. *« Encore faudra-t-il, pour atteindre ce chiffre, que le rythme instantané de l'expansion s'accélère significativement dans le courant de l'année 1996*, peut-on lire. *Si une telle accélération n'intervenait pas assez rapidement, l'économie se trouverait dans une impasse : la croissance des richesses créées deviendrait insuffisante pour, d'une part, éviter une remontée du chômage, d'autre part réduire les déficits publics dans le cadre des seules mesures engagées. »*

Un dernier institut, Rexecode, conteste ce diagnostic, car, estime-t-il, en réduisant ses déficits, la France se place sur une trajectoire vertueuse. Il va pourtant réviser à la baisse son actuelle prévision de croissance pour 1996 (2,4 %), sans doute de 0,5 point. Preuve que la morosité gagne de jour en jour du terrain et que la *« confiance » souhaitée par* M. Juppé continue de s'éloigner.

Laurent Mauduit

La création d'emplois a stagné entre juillet et septembre

Tous les grands secteurs d'activité sont touchés

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ne crée quasiment plus d'emplois. Le rythme des créations dans le secteur marchand non agricole, qui compte entre 13,4 et 13,8 millions de salariés selon le champ retenu, s'est nettement ralenti au troisième trimestre 1995 : de 0,4 %, en moyenne, par trimestre depuis juillet 1994, il est tombé à 0,1 %, en données corrigées des variations saisonnières, entre juillet et septembre, soit 15 000 créations, selon les données définitives de l'Insee *publiées, mercredi* 6 décembre, par le ministère du travail et des affaires sociales.

L'Unedic, dont les statistiques ne portent que sur les établissements d'au moins dix salariés, est plus pessimiste. En intégrant les jeunes en formation et certains contrats emploi-solidarité, l'assurance-chômage constate une quasi-stagnation de l'emploi : 3 100 salariés de plus.

NETTE INFLEXION

L'Insee observe qu'entre septembre 1994 et septembre 1995 les effectifs salariés se sont accrus de 180 000 personnes (+ 1,3 %). Pour sa part, l'Unedic estime cette progression à 157 000 (+ 1,2 %), alors qu'entre juin 1994 et juin 1995 elle avait été de 214 000. Cette nette inflexion par rapport à la croissance observée au cours des cinq trimestres précédents (entre 0,3 % et 0,6 %) pourrait, selon les experts de l'Insee, *« témoigner d'un ajustement plus rapide qu'autrefois de l'emploi à la production »*.

Tous les grands secteurs d'activité sont touchés. L'industrie *cesse de créer des postes,* marquant ainsi une rupture du *« mouvement de réindustrialisation »* observé entre janvier et juin 1995. Toutefois, les évolutions sont contrastées : l'emploi a continué de croître dans les secteurs liés à l'investissement des entreprises ; il s'est stabilisé dans les industries de biens intermédiaires, *« pénalisées par l'arrêt du restockage »* des entreprises ; il a reculé dans les secteurs qui ont la consommation des ménages comme principal débouché. Son solde global reste cependant *positif sur un an* (plus 19 000).

PLUS DE FLEXIBILITÉ

Le tertiaire a presque cessé de créer des emplois : 10 300 (+ 0,1 %) *au troisième trimestre,* selon l'Unedic (et 0,3 % selon l'Insee). Le commerce a pratiquement cessé d'en créer, alors que la situation s'est retournée dans les hôtels-restaurants (– 0,7 %) et les activités financières (– 0,6 %). La croissance des effectifs du tertiaire a toutefois été de 2 % sur un an (171 800 emplois selon l'Unedic).

Le ralentissement de la croissance, qui risque d'être nulle au quatrième trimestre, *augure* mal des mois à venir. Au moins les créations et les destructions d'emplois *reflètent-elles maintenant* plus rapidement l'évolution de l'activité économique, comme le souligne Philippe Cunéo, directeur des études statistiques de l'Unedic. Cela traduit une plus grande flexibilité du marché du travail, avec un recours de plus en plus fréquent aux contrats à durée déterminée et aux missions d'intérim. L'ANPE, qui met en avant la forte progression de ses offres d'emplois, omet de dire qu'elle propose essentiellement des contrats précaires.

Jean-Michel Bezat

L'Assemblée fixe à 321,8 milliards le déficit budgétaire pour 1995

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, mercredi 6 décembre, le projet de loi de finances rectificative pour 1995. RPR et UDF ont voté pour, PS et PCF se sont prononcés contre. Au terme de l'examen de ce collectif, le déficit budgétaire *a été légèrement* augmenté et s'établit à 321,859 milliards de francs, contre 321,6 milliards pré*vus initialement. Au cours de* la discussion de ce texte, les députés ont adopté les principales modifications suivantes :

● **Universités** : conformément aux engagements pris, le 3 décembre, par le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, le gouvernement a fait adopter un amendement visant à augmenter de 2 milliards de francs les autorisations de programmes et de *500 millions de francs les crédits* de paiement pour l'enseignement supérieur. Ces sommes sont destinées à financer les travaux de *sécurité* dans les universités.

● **Prime auto** : les députés ont augmenté de 900 millions de francs les crédits du ministère de l'industrie, afin de financer le dispositif de prime à la reprise de véhicules de plus de huit ans, en place jusqu'au 30 septembre 1996.

● **Maisons de retraite** : les députés ont adopté, avec l'accord du gouvernement, un amendement visant à exonérer les maisons de retraite médicalisées de la TVA sur les forfaits de soin.

● **Casinos** : les députés ont adopté, avec l'accord du gouvernement, un amendement visant à *maintenir, sous certaines* conditions, un abattement supplémentaire de 5 % sur le produit brut des jeux, *dont bénéficient* les casinos.

● **Sport** : à la demande du gouvernement, les députés ont repoussé, *en seconde délibération,* un amendement visant à augmenter le prélèvement sur les recettes de la *Française des Jeux, qui finance* le Fonds national pour le développement du sport. En compensation, *M. Lamassoure s'est « engagé »* à accroître de 50 millions de francs le budget des sports pour 1996.

G. C.

Le patronat approuve la détermination de M. Juppé

LES CHEFS D'ENTREPRISE *sont unanimement* favorables au plan du premier ministre pour réduire les déficits sociaux, même s'ils pestent contre les grèves *que les sacrifices annoncés ont provoquées.* Au CNPF, comme dans les chambres de commerce et d'industrie ou de métiers, on se réjouit de voir le pouvoir *s'engager dans le cercle vertueux tant attendu. On es*père que le rééquilibrage du système social stoppera la montée de la dette qui dépasse les 4 200 milliards de francs. *On attend de cette amélioration une baisse* des impôts et une réduction des taux d'intérêt. On en escompte une relance de la demande et une reprise de l'investissement.

C'est dire que Jean Gandois, président du CNPF, Arnaud Leenhardt, président de l'Union des industries métallurgiques et minières, ou Lucien Rebuffel, président de la Confédération générale des PME affirment la même chose. *« Il ne faut pas dire qu'il faut jeter le plan Juppé,* martèle M. Gandois à France 3, le 4 décembre. *Il est un plan fondamental pour le pays. »* M. Leenhardt : *« Nous adhérons à l'objectif du sauvetage de la Sécurité sociale. Les réformes envisagées sont inéluctables. »* Quant à M. Rebuffel, il déclare : *« Le premier ministre a raison. Les chiffres sont incontournables. Il faut réformer la Sécurité sociale. »*

RÉACTION EN ORDRE DISPERSÉ

Les ultra-libéraux du patronat, qui souhaitent l'échec du plan et la création d'une sécurité sociale privée, ne se hasardent pas à rendre publics ces vœux « révolutionnaires », sauf la très poujadiste Confédération de défense des commerçants et artisans (CDCA).

Unanimes sur les remèdes, les patrons réagissent en ordre plus dispersé au sujet des grèves. Plus l'entreprise est importante, plus leurs chefs semblent calmes et conciliants. C'est pourquoi MM. Gandois et Leenhardt laissent entendre que le maintien des régimes de retraite spéciaux ne serait pas une catastrophe. *Gérard Trémège, président* de l'association des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), propose d'étaler les réformes dans le temps.

PLUS ON EST PETIT, PLUS ON S'INQUIÈTE

En revanche, plus l'entreprise est petite, plus son chef panique devant la paralysie des services publics. M. Rebuffel, président de la CGPE, n'en finit pas de réclamer *« la mise en place urgente des transports de l'armée au nom de la liberté du travail »*. L'angoisse des PME, des commerçants et des artisans est plus perceptible encore dans le communiqué du comité exécutif du Syndicat national du patronat moderne et indépendant (SNPI) qui déclare au sujet de la grève : *« Pas de marchandises, pas de courrier, pas d'horaires fixes de fonctionnement... mais toujours des salaires à payer, des clients à visiter et à satisfaire. Sans oublier les charges à verser à date fixe... Cela fait cinquante ans que les fonctionnaires restent les chouchous d'un Etat asservi et paralysé par son appareil administratif ! »*

Le SNPI prédit que les fonctionnaires *« auront tous leurs jours de grève payés, alors que les patrons et leurs salariés devront travailler plus pour honorer les échéances »*. Les appels du RPR à mobiliser les usagers pourraient trouver là un écho.

Alain Faujas

Tri postal parallèle : « Le boulot est rare et on en a besoin »

La Poste s'organise par temps de grève

SI CE N'ÉTAIT le ronronnement des appareils de chauffage, on pourrait croire l'endroit désert. Pourtant, derrière les murs de parpaings, on s'active. Sous une lumière crue et par une température qui ne doit guère dépasser les huit 8 degrés, vingt-cinq jeunes, emmitouflés, répartissent des paquets multicolores entre des chariots et font voler des sacs de toile. Perdue dans une lointaine banlieue parisienne, la *« plate-forme supplétive »* – autrement dit le centre de tri « sauvage » improvisé par la direction départementale de La Poste afin d'atténuer les inconvénients de la grève – entame discrètement sa cinquième nuit de fonctionnement.

L'*« expérience des luttes »* a doté les dirigeants de La Poste d'un solide sens tactique : ils déménagent souvent leurs centres de tri volants, et les camions qui acheminent le courrier en provenance de l'un des quatre autres centres de secours sont banalisés. Ils sont blancs et ne portent aucune référence postale. C'est aussi pour des raisons de confidentialité que ce centre de tri parallèle, déjà expérimenté lors de grèves précédentes, n'a fait appel qu'à des volontaires extérieurs, recrutés notamment par l'intermédiaire d'une mission locale, structure destinée à favoriser l'insertion des jeunes.

LES « SUPPLÉTIFS »

La discrétion est plus que recommandée et leur salaire est calculé sur la base d'un peu plus de 6 000 francs nets par mois, prime d'horaire de nuit (de 20 heures à 5 heures) incluse. *« Je ne dis pas à mes amis que je travaille ici. Mes parents ? Ils sont au courant, mais je ne leur ai pas dit où se trouve le centre, comme ça je suis tranquille »*, souligne Denise, occupée à garnir de petites cases avec des lettres et des imprimés. La grève, celle qui leur offre une parenthèse dans la course aux stages, il n'en parlent guère. *« Tout à l'heure, on y a tout de même fait allusion dans la voiture. Bien sûr, ça nous dépanne. Bien sûr, c'est notre intérêt. Mais, attention, on n'est pas là pour casser la grève. Si on était salarié de La Poste, peut-être serait-on dans l'action »*, assure Delphine. Chargée d'afficher des codes postaux, stylo feutre à la main, sur des porte-sacs disposés en cercle, Hélène, vingt-trois ans, affirme qu'elle est du côté des grévistes. *« Mais, voilà,* ajoute-t-elle, *mon ami n'a pas pu être embauché et je suis en fin de droits avec une gamine de quatre ans. Ce boulot, il tombe à pic avant Noël. Alors, décharger des camions à 4 heures du matin, je prends. Cet argent, je l'aurai mérité. A part ça, l'ambiance est plutôt bonne, sympa ». « On sait bien que c'est ponctuel »*, soupire Nathalie, qui, comme Morad, souhaiterait, sans oser l'espérer, devenir postière pour de bon dans un centre de tri.

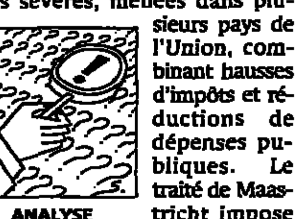
Malgré l'absence de trieuse électronique, capable de traiter trente mille lettres à l'heure contre quinze cents pour un postier chevronné, les « supplétifs » sont tant bien que mal parvenus à traiter les tonnes de sacs de courrier qu'ils manipulent dans le froid. Les retards imposés à la distribution, assurent les responsables, ne sont pas catastrophiques. *« Tant mieux si ça dure,* lance une jeune fille en survêtement. *Les grévistes, je n'ai rien contre eux, mais il faut qu'ils sachent que le boulot est rare et que nous on en a besoin. D'ailleurs, ils ne se plaindront pas, demain, de trouver du courrier dans leurs boîtes aux lettres ».*

Jean-Michel Normand

La réduction drastique des déficits publics s'impose à la plupart des pays industrialisés

Les contraintes de l'austérité ne sont pas seulement liées à Maastricht

La réduction des déficits publics est l'un des objectifs que se fixent la plupart des pays industrialisés, qu'ils fassent partie de l'Union européenne ou non. Ainsi le Canada applique-t-il un programme particulièrement rigoureux touchant les salaires de la fonction publique et le nombre des fonctionnaires. Hasard ou coïncidence, Ottawa s'est fixé les normes du traité de Maastricht.



ANALYSE

ON AURAIT TORT d'imaginer que la préparation d'une union monétaire en Europe est l'unique cause des politiques budgétaires plus sévères, menées dans plusieurs pays de l'Union, combinant hausses d'impôts et réductions de dépenses publiques. Le traité de Maastricht impose bien un certain nombre de disciplines économiques et financières aux nations désireuses d'adopter à partir de 1999 une monnaie unique. Mais ces disciplines, sous une forme ou sous une autre, se seraient de toute façon imposées en Europe, comme elles s'imposent déjà en Amérique du Nord et dans la plupart des autres pays industrialisés.

Les périodes de fièvre sociale comme celle que connaît actuellement la France sont souvent l'occasion de remises en cause de choix majeurs et d'interrogations sur leur bien-fondé. Cela avait été le cas en mai 1968, alors que la France achevait de digérer un dur plan d'austérité, dont les conséquences avaient été aggravées par l'une des pires récessions qu'ait connues l'Allemagne, notre principal partenaire. Cela risque d'être de nouveau le cas, alors que, dans une conjoncture européenne peu brillante, faite de chômage et de piétinement de la production, se multiplient les contraintes qui devraient conduire dans trois ans à la constitution d'une union monétaire.

Les véritables causes de l'austérité budgétaire que beaucoup de pays européens commencent à s'imposer ne viennent pourtant pas de Maastricht, même si le traité force dans certains cas à accélérer la cadence. On pense bien sûr à l'Italie, qui, après tant d'années d'atermoiements, n'accepterait probablement pas les sacrifices actuels si le risque n'existait pas pour elle d'être laissée définitivement hors de l'UEM par l'Allemagne et la France. Et il est vrai qu'un chômage important, la baisse continue du pouvoir d'achat depuis 1993, l'alourdissement de la fiscalité, les coupes pratiquées dans les dépenses publiques, peuvent susciter de l'autre côté des Alpes les mêmes questions – et peut-être les mêmes rejets – qu'en France. Plus encore peut-être depuis que l'Italie a, en août dernier, renoncé à un système de retraite particulièrement confortable, caractérisé notamment par un *« taux de remplacement »* unique sur notre continent, puisqu'il peut aller jusqu'à 80 % du salaire antérieur.

DANGEREUSES SPIRALES

Un rapport que vient de publier la Commission économique des Nations unies pour l'Europe risque d'accroître la confusion en conseillant de retarder l'entrée dans l'union monétaire. Arguments avancés : les disciplines requises pour satisfaire aux critères de Maastricht arrivent au moment où la reprise ne s'est pas encore affirmée. Mauvais moment donc. Le rapport ne remet pas en cause l'intérêt d'une union monétaire pas plus que la nécessité d'un assainissement des finances publiques. Mais le fait de reprendre l'idée, largement défendue en Grande-Bretagne comme en Allemagne, d'un cheminement plus lent vers la phase finale de l'union fait supporter au traité de Maastricht des responsabilités qu'il n'a pas.

S'il est un pays – loin de l'Europe et de Maastricht – qui s'impose de durs sacrifices, c'est bien le Canada. Difficile – sauf en Italie – de trouver programme plus rigoureux de redressement des finances publiques : blocage des salaires dans la fonction publique, diminution des effectifs des fonctionnaires, réduction des prestations d'assurance-chômage et des dépenses de défense nationale, moindres transferts aux provinces, notamment en matière sociale, baisse des subventions aux entreprises, relèvement des taxes sur le tabac, l'essence, et majoration des impôts sur les bénéfices des sociétés.

A partir d'un déficit budgétaire catastrophique, avoisinant 6 % du PIB en 1992-1993, Ottawa s'est fixé pour 1996-1997 un objectif de 3 %, qui correspond – n'est-ce qu'un hasard ? – aux normes de Maastricht. L'assainissement des comptes publics a d'abord été assez rapide, facilité par une conjoncture favorable, la forte croissance de 1994 ayant d'abord permis de notables économies d'assurance-chômage. Le ralentissement de l'activité cette année a joué en sens inverse et le Canada aura quelque difficulté à respecter à temps ses objectifs d'assainissement budgétaire, encore que les excellents résultats obtenus par la Banque centrale en matière d'inflation aient permis un abaissement substantiel des taux d'intérêt.

Faire baisser les taux d'intérêt : voilà, pour de nombreux pays, l'objectif ultime. Non pas seulement ou non pas surtout parce que des taux faibles stimulent les investissements et la croissance économique. Mais bien plutôt parce que des taux longs élevés ruinent littéralement les Etats endettés. Le Canada est l'un d'entre eux et, probablement, l'un des plus gênés, encore que, depuis le début des années 90, la faute en incombe davantage aux provinces qu'au pouvoir central, rendant le problème plus difficile à régler que dans les pays centralisés. Si le Canada, qui n'a pas les contraintes du traité de Maastricht, s'est imposé lui aussi une cure d'austérité draconienne, c'est bien parce que le poids des intérêts de sa dette publique est devenu insupportable, passant de 13,5 % du PIB en 1980 à 66 % en 1995. A eux seuls les intérêts payés par l'Etat et les collectivités locales sur leurs emprunts représentent chaque année l'équivalent de 5 % de la richesse nationale. Le Canada n'est pas seul dans cette situation inconfortable, qu'il partage avec l'Italie mais aussi avec la Belgique et, dans une moindre mesure, la Suède.

En fait et dans des proportions variables, les dettes publiques empoisonnent les économies de presque tous les pays développés, faisant monter les taux (l'Etat accapare l'épargne privée et en prive les entreprises), réduisant à presque rien les marges de manœuvre des gouvernements incapables de financer des actions nouvelles.

L'endettement net des pays industrialisés, qui n'avait cessé de diminuer depuis la fin de la seconde guerre mondiale, a commencé à augmenter à partir du premier choc pétrolier de 1974, puis n'a cessé de s'aggraver, passant de 15 % du PIB à 20 % en 1980 et à 45 % cette année, seules la Grande-Bretagne et la Norvège échappant au danger. Car, au-delà d'un certain niveau, la dette publique enclenche des spirales ruineuses : les intérêts annuels qu'elle coûte déséquilibrent les budgets et ces déficits accroissent la dette... Des spirales qui peuvent *in fine* conduire certains pays à des situations d'insolvabilité totale.

De tels krachs ne se produisent que rarement, mais le risque est bien réel. Il explique que des pays comme l'Italie, le Canada ou la Belgique aient finalement décidé de prendre le taureau par les cornes, se fixant comme objectif un excédent budgétaire primaire, c'est-à-dire des recettes publiques supérieures aux dépenses, hors charges de la dette. Objectif déjà atteint en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie, mais qui est plus gage de rigueur retrouvée que certitude de désendettement. Car il y faut aussi une croissance économique supérieure au coût de l'argent. Les péchés dans ce domaine ne s'effacent pas facilement.

Les Etats-Unis eux-mêmes n'échappent pas à la spirale et c'est pourquoi, au-delà de leurs querelles, le Congrès et la Maison Blanche se sont entendus pour supprimer le déficit budgétaire qui, pour l'année 1995 (théoriquement terminée en octobre), a atteint 163 milliards de dollars. L'objectif est là de retrouver l'équilibre en sept ans. Républicains et démocrates sont tombés d'accord sur l'essentiel, qui est de mettre un terme au gonflement d'une dette multipliée par dix en vingt ans (en dollars courants).

Il y a maintenant belle lurette que les marchés qui font les monnaies et les taux d'intérêt ne nourrissent plus aucune *« illusion budgétaire »* : un déficit se finance par l'inflation ou se combat par l'austérité. La première solution se paie cher, la seconde est tôt ou tard récompensée. Avec ou sans le traité de Maastricht.

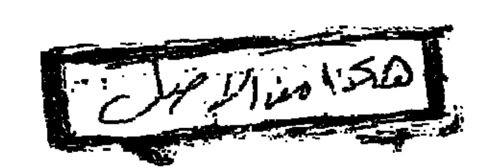
Alain Vernholes

Un compromis pour les Chorégies d'Orange

LE CONSEIL MUNICIPAL D'ORANGE a adopté, à l'unanimité, mercredi 6 décembre, une convention liant la ville à l'association des Chorégies. Elaborée par l'association des Chorégies, la convention porte sur une durée de trois ans, à compter du 1er janvier 1996, prorogée chaque année, sauf dénonciation, d'une année supplémentaire.
Elle entérine le désengagement financier de la ville (1 million de francs par an) et satisfait, en partie, la revendication du maire, M. Bompard (Front national), concernant la distribution de places gratuites aux Orangeois pour chaque répétition générale de spectacles d'opéra (1 500 places, dont le tiers « contrôlé » par la ville, le reste relevant du conseil général de Vaucluse et du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur). De son côté, la ville met à la disposition des Chorégies, à titre gracieux, le théâtre antique national d'Orange. – *(Corresp. rég.).*

Circulation ralentie en Ile-de-France à cause de la neige

LES CONDITIONS de circulation se sont dégradées, jeudi 7 décembre au matin, autour de Paris. Selon le Service interdépartemental d'exploitation routière (SIER), les accrochages provoqués par les chutes de neige ont entraîné des retenues supplémentaires. A 7 heures, quelque 184 kilomètres de bouchons s'étaient formés sur les grands axes. De 7 heures jusqu'à 9 heures, il fallait, par exemple, deux heures pour parcourir les quatorze kilomètres séparant Fresnes de Créteil (Val-de-Marne), alors que l'ensemble des rocades ceinturant la capitale étaient paralysées.
Par ailleurs, d'importants retards étaient signalés jeudi, à Orly et à Roissy, en raison d'une grève de contrôleurs aériens, mais aussi de l'enneigement des pistes. La circulation était également difficile dans les zones montagneuses de la région Rhône-Alpes en raison d'une grève des services de déneigement.



SANTÉ Publiée dans la revue américaine *Cancer*, une étude menée auprès de 600 généralistes et 300 cancérologues français montre que la prise en charge de la douleur reste en France notoirement insuffisante. Parmi les réticences à l'utilisation de morphine, la crainte d'effets secondaires, la crainte (non fondée) des phénomènes de tolérance et le poids des contraintes réglementaires. ● IL EXISTE un décalage important entre la perception que les médecins ont de *leur pratique et la réalité de cette dernière*. Plus de 80 % des praticiens estiment que les traitements antalgiques qu'ils prescrivent sont suffisants, alors qu'ils ne le sont en réalité que dans 49 % *des cas*. ● UN DOCUMENT de l'Agence pour l'évaluation médicale détaille les moyens simples et efficaces dont disposent les généralistes pour prendre en charge les phéno*mènes douloureux au domicile de* leurs patients

Les médecins français sous-évaluent la prise en charge de la douleur

Une majorité de généralistes et de cancérologues continuent à nourrir des idées fausses sur le traitement de la douleur. En dépit des recommandations et des incitations officielles, la prescription de morphine demeure pour une large part un geste tabou

EN DÉPIT des recommandations et des incitations *officielles*, la prescription de morphine dans le traitement de la douleur demeure bien souvent en France un geste tabou. Publiée dans le dernier numéro de la revue américaine *Cancer*, une étude situe de manière détaillée les connaissances des médecins français les plus fréquemment confrontés à la douleur du cancer. Dirigé par les docteurs François Larue (Hôpital international, université de Paris) et Louis Brasseur (Hôpital Ambroise-Paré, Boulogne) et financé par la direction générale de la santé, ce travail a été mené auprès de six cents généralistes et trois cents spécialistes d'oncologie médicale constituant un groupe représentatif de cette fraction du corps médical.

« Cette enquête confirme l'existence de réticences à l'utilisation de la morphine, soulignent les auteurs. *La principale cause avancée est la crainte des effets secondaires. Puis sont cités la crainte (non fondée) des phénomènes de tolérance, le poids des contraintes réglementaires ou encore la crainte (infondée) d'induire une toxicomanie. »*

Il apparaît notamment que les femmes médecins (qui représentent 40 % des spécialistes d'oncologie médicale et 20 % des généralistes) sont plus réticentes que leurs confrères masculins à l'usage de la morphine, et ce, quel que soit le stade d'évolution de la maladie. La *« mauvaise image »* de la morphine est confortée par la présence dans la pharmacopée française d'autres substances antalgiques majeures. Or, ces produits ne peuvent, selon les auteurs de ce travail, être comparés à la morphine, soit parce qu'ils ont de nombreux effet secondaires, soit à cause de leur faible durée d'action (c'est notamment le cas de la buprénorphine). Ce travail met, par ailleurs, en lumière un important phénomène. Il révèle, en effet, le décalage qui peut exister entre la perception qu'ont les médecins de leur pratique et la réalité de cette dernière. *« Les médecins sous-estiment la fréquence de la douleur au cours du cancer*, expliquent les auteurs. *Ils ne prescrivent de la morphine qu'à 40 % des patients souffrant de douleurs intenses, alors qu'ils prétendent le faire dans 80 % des cas. Plus de 80 % d'entre eux estiment que le traitement antalgique qu'ils administrent à leurs patients est satisfaisant, alors qu'il ne l'est en réalité que dans 49 % des cas. »*

VALEUR RÉDEMPTRICE

Moins d'un quart des médecins interrogés utilisent systématiquement le protocole de traitement de la douleur préconisé par l'Organisation mondiale de la santé. *Plus d'un tiers des médecins n'administrent encore les médicaments qu'« à la demande »*. Enfin, plus de la moitié d'entre eux pensent – à tort – qu'il y a des limites supérieures aux doses de morphine que l'on peut administrer à un patient.

Ces nouvelles données viennent compléter le récent constat de la grande insuffisance structurelle de la prise en charge spécialisée de la douleur en France (*Le Monde* du 10 mai). Plusieurs éléments sont avancés pour expliquer une telle situation : insuffisance de l'enseignement dispensé dans les facultés de médecine et dans les programmes de formation médicale continue, réticence des médecins à entendre et à traiter la plainte, mais aussi du patient à formuler cette dernière, obstacles réglementaires et administratifs liés notamment au carnet à souches. Une série d'initiatives officielles ont, ces derniers mois, cherché à obtenir une amélioration de la situation. Il y a quelques jours, l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale avait rendu publiques une série de recommandations actualisées sur la prise en charge à domicile, par les médecins généralistes, des phénomènes douloureux dont souffrent les malades atteints de cancer ou de sida (*Le Monde* du 28 novembre). La prescription de la morphine y occupait une place essentielle.

L'analyse des prescriptions médicales et des volumes de morphine aujourd'hui délivrés par les pharmaciens démontre que lorsqu'elle est utilisée, cette substance l'est beaucoup trop souvent à des doses insuffisantes. Tout se passe, au fond, comme si la douleur, quelles que soient son origine et son intensité, conservait dans notre pays, sinon une fonction, du moins une valeur rédemptrice.

Jean-Yves Nau

La morphine, un médicament comme les autres

SI LA CONSOMMATION de morphine a augmenté en France de 1984 à 1992, elle demeure néanmoins beaucoup plus faible que dans la plupart des pays industrialisés. Inquiet d'une telle situation, un groupe de travail réuni sous l'égide de l'Agence pour le développement de l'évaluation médicale (Andem) vient de rédiger un remarquable document, destiné aux médecins généralistes, visant à améliorer la prise en charge médicamenteuse de la douleur au domicile des malades. Ce document détaille ainsi les moyens simples et efficaces dont disposent les praticiens, mais que ces derniers hésitent trop souvent à mettre en œuvre.

Les auteurs rappellent que la morphine administrée par voie orale est *« la pièce maîtresse du traitement symptomatique de la douleur du cancer, quel que soit le stade évolutif de la maladie »*. Cette morphine peut être prescrite soit en solution, soit en comprimés ou en gélules. Chez l'adulte, les doses quotidiennes sont habituellement de 60 milligrames. *« Tant que la douleur n'est pas contrôlée, une évaluation quotidienne est recommandée*, écrivent les auteurs. *Dans le processus d'ajustement des doses, il n'y a pas de limite supérieure tant que les effets indésirables (constipation, nausées et vomissements, somnolence) peuvent être contrôlés. En cas d'accès douloureux incontrôlés, des prises supplémentaires de solution de morphine sont recommandées, en complément de la dose administrée à horaire fixe. »*

L'un des obstacles à la prescription est d'ordre réglementaire. Les médecins concernés doivent notamment posséder un *« carnet à souche »* disponible en toute circonstance. Le chlorydrate de morphine peut être prescrit pour une période maximale de deux semaines et le sulfate de morphine pour une période de quatre semaines. Cette substance peut aussi être administrée par injections ainsi que par des systèmes de perfusion.

« La morphine est un médicament comme les autres, soulignent les auteurs de ce document. *Si elle est correctement administrée, elle n'entraîne ni dépression respiratoire, ni somnolence prolongée ou confusion persistante, ni occlusion persistante, ni toxicomanie. Contrairement aux idées reçues, la morphine n'accélère en aucun cas le décès. Elle n'est en aucun cas le médicament de la fin de la vie. »* Une donnée ne doit toutefois pas être négligée : l'existence d'une dépendance physique (et non psychique) qui entraîne un syndrome de sevrage en cas d'arrêt brutal. Savoir prescrire de la morphine, c'est donc, aussi, savoir comment arrêter, progressivement, ce traitement dès lors que la douleur a disparu ou que ce traitement a atténué le phénomène douloureux.

J.-Y. N.

★ **« Recommandations pour la prise en charge de la douleur du cancer chez l'adulte en médecine ambulatoire », ce document est disponible auprès de l'Andem, 159, rue Nationale, 75640 Paris Cedex 13.**

L'Eglise de scientologie de Paris mise en liquidation judiciaire

FONDÉE EN 1968, L'ÉGLISE DE SCIENTOLOGIE DE PARIS *est* en liquidation judiciaire depuis jeudi 30 novembre, à la suite d'un contentieux avec le fisc et l'Urssaf qui porte sur 48 millions de francs. Voulant échapper à la législation sur les entreprises commerciales, l'Eglise de scientologie avait accumulé, entre 1981 et 1984, pour 9 millions de francs d'impayés, qui, avec les pénalités accumulées depuis, représentent aujourd'hui cinq fois plus. Déjà, en juin 1994, la secte avait été mise sous administration judiciaire. Depuis, elle a fait appel à la communauté scientologue internationale, par le canal d'un organisme anglais, la SIRT (Scientology International Reserve Trust).

Devant le tribunal de commerce de Paris, un chèque de 48 millions de francs a bien été produit par l'Eglise de scientologie de Paris, mais, émettant des doutes sur cette importation de fonds, l'administration des douanes s'est opposée au règlement. D'où la liquidation judiciaire, que les scientologues assimilent à *« une décision politique d'étranglement »*. L'Eglise de scientologie revendique quarante mille membres en France.

M. Carignon met en cause ses adversaires socialistes

A LA SORTIE DU BUREAU DU JUGE D'INSTRUCTION Christian Blaës, qui l'avait entendu comme témoin, mercredi 6 décembre, à propos d'une affaire d'escroquerie concernant son compte de campagne (*Le Monde* du 5 décembre), l'ancien maire (RPR) de Grenoble, Alain Carignon, a indiqué *« n'avoir eu aucune prise d'intérêt directe ou indirecte »* dans ce *« dossier privé »* qui concerne un membre de sa famille. Il a ensuite déclaré : *« Ne pensez pas que je vais me laisser durablement lapider publiquement, comme c'est actuellement le cas, et de façon aussi injuste. »* M. Carignon s'est livré à une sévère attaque contre ses adversaires socialistes. Selon lui, il existerait de *« gros dossiers de financement de la vie politique dans l'Isère. Mais je n'ai jamais vu un élu socialiste convoqué sur les hypermarchés de Saint-Egrève et de Tullins. Jamais. Etrange situation. »*

DÉPÊCHES

■ **PRISE D'OTAGES : l'homme, âgé de vingt-six ans,** qui avait pris en otage vingt-trois élèves, lundi 4 décembre, dans une école primaire de Clichy (Hauts-de-Seine), a été mis en examen et écroué, mercredi 6 décembre. Après deux heures de négociations, Nicolas Gaillard avait été maîtrisé sans violence par les policiers du RAID (*Le Monde* du 6 décembre). Interrogé par les enquêteurs de la brigade criminelle, il avait expliqué qu'il souhaitait être tué dans l'assaut des forces de l'ordre, espérant acquérir par ce geste une certaine notoriété.

■ **NOYADES : une information judiciaire** pour *« homicides et blessures par imprudence »* a été ouverte à la demande du procureur de la République de Grenoble, mercredi 6 décembre, après la mort par noyade de six enfants et d'une adulte, lundi après-midi, dans les eaux du Drac (Isère), à la suite d'un lâcher d'eau opéré sur deux barrages EDF (*Le Monde* du 6 décembre).

■ **JUSTICE : l'ancien PDG de la société Beaux sites** a été condamné à trois ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis, et 5 millions de francs d'amende, mercredi 6 décembre, par la 11e chambre correctionnelle de Paris. L'ex-dirigeant de cette société de promotion immobilière, Pierre Dehaye, détenu depuis neuf mois, a été notamment jugé coupable de délit d'initié, entrave à la mission des enquêteurs de la COB, escroquerie et présentation de comptes annuels non sincères. Mille huit cents actionnaires avaient été lésés, en 1992, par la faillite retentissante de la société (*Le Monde* du 19 octobre).

Les troublantes omissions de Wladimir Ilnitskiy, commandant du « MC-Ruby »

ROUEN
de notre envoyé spécial

« Avez-vous dit : "Il ne faut pas *qu'il y ait de passagers clandestins à* bord" ? *Non. – « Etes-vous certain que votre second, Valery Artemenko, vous a dit, lui, qu'il fallait jeter les clandestins par-dessus bord ? – Oui. Il me l'a dit. »* Face au président de la cour d'assises de Seine-Maritime, Wladimir Ilnitskiy, âgé de soixante ans, commandant ukrainien du porte-conteneurs *MC-Ruby* battant pavillon des Bahamas, a des réponses tranchantes comme une étrave. Il est accusé d'avoir ordonné l'assassinat de huit Africains qui avaient embarqué clandestinement sur son cargo, à l'automne 1992, à Takoradi (Ghana). Un neuvième clandestin a survécu. Les victimes ont été frappées à coups de barre de fer, tuées au fusil, puis passées par-dessus bord par des membres de l'équipage. La cour d'assises, qui le juge avec cinq autres marins ukrainiens et abkhases, devrait rendre son verdict vendredi 8 décembre au terme d'un procès-marathon débuté le 13 novembre.


PROCÈS

Le « pacha », pur produit de la marine marchande soviétique, plaide l'innocence. Il reconnaît avoir eu connaissance de la présence des clandestins à bord de son cargo – une *« première »*, dit-il, dans sa longue carrière –, mais il rejette la responsabilité des assassinats sur son second. Il a, selon lui, été mis devant le fait accompli. Etonnante relation qui lie Ilnitskiy et Artemenko, trente-cinq ans. Le premier pourrait être père du deuxième. Et le second doit tout au premier. A tel point que, aux autres marins, Artemenko se présentait jadis comme *« fils d'Ilnitskiy »*. Il est sous la coupe du commandant depuis sa sortie de l'École supérieure de la marine marchande, en 1985. Avec lui et grâce à lui, il a gravi tous les échelons. Sur le *MC-Ruby*, pour la première fois, il officie comme commandant en second.

Pourtant, le visage d'Artemenko se froisse quand son supérieur évoque la découverte des clandestins dans la cale n3. *« Le second m'a proposé de les transférer dans le magasin à cordages à l'avant du bateau*, explique Ilnitskiy. *Et alors il m'a dit :* "Mon commandant, ils ont agi comme des pirates. Si on agissait avec eux de la même façon ? Si on les jetait par-dessus bord ? Vous n'avez pas besoin d'ennuis de ce genre." *Moi, j'ai répondu :* "Quels que soient les ennuis, transférez-les à l'avant. Nourrissez-les et donnez-leur de l'eau." » Dans le box des accusés, le second se frotte le visage comme on veut effacer un cauchemar. Dans sa version, c'est le commandant qui a donné l'ordre : *« Il ne faut pas qu'il y ait de clandestins à bord. »*

Obsession que ces histoires de clandestins sur les lignes qui relient l'Afrique à l'Europe. Elles sont cause de retards, d'amendes et de préjudices commerciaux. Les marins disent que le prédécesseur d'Ilnitskiy sur le *MC-Ruby* a été limogé pour n'avoir pas su préserver son navire d'une telle intrusion. Or en cet automne 1992, le nouveau commandant du porte-conteneurs n'est déjà pas en odeur de sainteté auprès de ses employeurs. On lui reproche un défaut d'entretien sur un autre navire. Cette fois, l'armateur ne cesse de le presser d'assurer la vitesse contractuelle de 14 nœuds. Il ne peut la tenir. L'un des moteurs s'avère défaillant.

« PEUR D'UNE RÉBELLION »

Lundi, après onze heures presque ininterrompues d'interrogatoire à la barre, le visage du sexagénaire s'est creusé. Il joue ici le reste de sa vie derrière les barreaux et, à travers lui, la réputation de la puissante Compagnie maritime de la mer Noire, dont le service administratif et financier est dirigé par sa femme, présente à l'audience. Mais, sa version ne peut expliquer quelques troublantes omissions. Artemenko lui rend compte du transfert le jour de leur découverte de huit des neuf clandestins vers le magasin à cordages : il ne s'encquiert jamais du sort du neuvième. Artemenko l'informe, le 3 novembre 1992 au petit matin, que *« sept clandestins ont été jetés à la mer et qu'un autre s'est enfui »* : il fait sa ronde « habituelle », visite la salle des machines... Il ne prévient ni les officiers ni l'un des représentants de l'armateur qui se trouvent à bord. *« J'avais peur d'une rébellion. Je voulais créer un climat psychologique normal »*, tente-t-il d'expliquer.

Alertera-t-il pour autant les autorités portuaires à son arrivée au Havre ? *« J'arrivais dans un pays étranger. Je venais d'apprendre que des crimes avaient été commis par des compatriotes. Comment pouvais-je les dénoncer ? »* Songera-t-il enfin à tout dire quand, devant les policiers havrais, les marins commenceront à avouer leurs crimes ? Il lui faudra attendre d'être confronté à son second pour reconnaître qu'il savait que des clandestins s'étaient trouvés à bord.

Pour sa défense, le commandant dit avoir préparé un projet de message radio afin d'avertir l'armateur de la découverte des clandestins, le jeudi 29 octobre 1992. Puis avoir remis l'envoi des missives à plus tard, au-delà du week-end, au mardi suivant, car *« le lundi n'est pas un bon jour »*. Il explique qu'il est *« superstitieux »*... Mais à l'arrivée au Havre, il persistera, et certifiera, dans un document douanier, qu'il n'y a aucun passager clandestin à bord. *« J'avais signé*, dit-il, *machinalement. »*

Jean-Michel Dumay

DISPARITIONS

Robert Parrish

Un réalisateur de plaidoyers antiracistes

CINÉASTE, mais aussi acteur et monteur, Robert Parrish est mort, lundi 4 décembre, à l'hôpital de Long Island (Etat de New York). Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Né en 1916 à Colombus (Géorgie) mais élevé à Hollywood, Robert Parrish fréquentait une école voisine des studios de Charlie Chaplin, ce qui lui valut de débuter enfant dans le cinéma comme acteur pour celui-ci et, plus tard, de jouer dans *Les Lumières de la ville* (1931). Il figure aussi dans des films d'Allan Dwan (*Le Masque de fer*, 1928) et de Lewis Milestone (*A l'ouest rien de nouveau*, 1930). Mais sa première vocation est le montage, métier qu'il exerce notamment aux côtés de John Ford (*Les Raisins de la colère*, 1940, *La Route du tabac*, 1941, *La Bataille de Midway*, 1942), et qui lui vaudra un oscar pour *Sang et or* (1947) de Robert Rossen, qu'il retrouvera à l'occasion des *Fous du roi* (1949). Il avait aussi été ingénieur du son ou producteur associé et avait participé à la réalisation d'un documentaire de propagande en 1943, *German Manpower*, signé par Garson Kanin. Il fut aussi le monteur des documents filmés présentés par l'accusation durant le procès de Nuremberg.

UNE TOUCHE D'HUMOUR

En 1951, il réalise son premier long métrage de fiction, pour l'acteur-producteur Dick Powell : *L'Implacable* est un film noir qui annonce les qualités de ce cinéaste à la mise en scène d'une discrète subtilité, sachant fort bien imprimer sa marque à des films de genre. On y discerne notamment cette touche d'humour par laquelle il tentera ensuite de sauver les films, décevants, de sa carrière américaine : *Dans la gueule du loup* (1951), où Charles Bronson fait ses débuts, *La Madone du désir* (1952), *Assignment Paris* (1952), *My Pal Gus* (1952), *Coups de feu au matin* (1953). Ce film est le premier tourné à l'étranger par un réalisateur qui, fuyant l'atmosphère d'Hollywood empestée par le maccarthysme, ne travaillera plus aux Etats-Unis jusqu'à la coréalisation avec Bertrand Tavernier du documentaire *Mississippi Blues* (1984), belle balade nostalgique dans la mémoire musicale du Delta.

Productions ou coproductions britanniques le plus souvent, ses réalisations n'en demeurent pas moins des films américains, par le style et les genres auxquels ils empruntent. Ainsi du « film de guerre » *La Flamme pourpre* (1954), avec Gregory Peck, et du western *L'Aventurier du Rio Grande* (1959), sans doute ses œuvres majeures, qui sont aussi tous deux d'intelligents plaidoyers antiracistes. Ces deux films, et davantage encore les récits plus complexes de *L'Enfer des tropiques* (1957) et *Libre comme le vent* (1958, avec John Cassavetes), vaudront à Parrish des conflits à répétition avec ses producteurs, qui remontent ses films jusqu'à les dénaturer. Si, sur un scénario d'Irwin Shaw, le cinéaste a, semble-t-il, tourné comme il l'entendait le fitzgeraldien *A la française* (1963), semblable mésaventure adviendra également au *Jour d'après* (1964).

Après avoir participé au James Bond collectif *Casino Royale* (1967), dirigeant les séquences avec Orson Welles, Ursula Andress et Peter Sellers, il tourne encore quatre films de genre sans grand relief : *The Bobo* (1967), *Duffy le renard de Tanger* (1968), *Danger planète inconnue* (1969), *Les Brutes dans la ville* (1971), avant de retrouver un peu d'élan avec *Marseille Contract* (1974), bien défendu par Michael Caine et James Mason. Robert Parrish est également l'auteur de deux livres de mémoire, *J'ai grandi à Hollywood* et *Hollywood Does Not Live Here Anymore* (inédit en français).

Jean-Michel Frodon

Adolphe Deprince

Un pionnier de l'accordéon

ACCORDÉONISTE d'origine belge, accompagnateur, notamment, de Fréhel, Marie Dubas, Tino Rossi, Maurice Chevalier, Edith Piaf à ses débuts, Lucienne Delyle et Jean Gabin, Adolphe Deprince vient de mourir à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Il était âgé de quatre-vingt-quatorze ans.

Né en 1901 à Malines (Belgique), fils d'un père français et cafetier, Adolphe Deprince pratique l'« accordéon-brasserie », comme on dit « piano-bar », écumant avec son accordéon chromatique les brasseries du nord de la France. Il fut, dès ses débuts, le propagandiste de l'« accordéon-musique ». Dans les années 30, on disait Deprince, comme aujourd'hui Marcel Azzola ou Richard Galliano, l'inventeur du « new musette », qui redore le blason du « piano à bretelles ». En ne cédant jamais à la facilité, Adolphe Deprince, au contraire de ses jeunes collègues du Nord, Edouard Duleu, André Verchuren ou Aimable, a sorti l'accordéon de la sphère du ringard. Adolphe Deprince a composé près de cinq cents thèmes. Il est l'auteur de nombreux arrangements de musique légère ou classique. En 1945, il anima le bal de la Libération place de l'Hôtel-de-Ville à Paris. Le « *Paganini de l'instrument* », selon Marcel Azzola, avait joué avec Marceau, un autre pionnier de l'accordéon, puis avec Ferrero au sein d'une formation de quatre accordéonnistes dans les salles de music-hall et les grands cinémas. Toujours pour le cinéma, Adolphe Deprince a joué dans *La Porteuse de pain*, de Maurice Cloche, et surtout dans *La Belle Equipe*, de Julien Duvivier (il y accompagne Jean Gabin dans *Quand on s'promène au bord de l'eau*). Une compilation de ses œuvres est disponible en disque compact dans la série « Les Inoubliables de l'accordéon », chez Music-Memoria.

V. Mo.

■ **WITOLD ZADROWSKI**, réalisateur polonais auteur de nombreux documentaires, est mort, lundi 4 décembre, à son domicile de Louveciennes (Yvelines), à la suite d'un arrêt cardiaque. Né à Varsovie en 1931, il était réfugié en France depuis 1981. Auteur de nombreux documentaires, Witold Zadrowski avait reçu plusieurs prix internationaux, dont le prix Italia en 1966. Il a réalisé le premier documentaire sur le massacre de Katyn, diffusé sur la chaîne de télévision FR 3 en mars 1989, et a été le producteur d'un magazine d'actualités clandestinement diffusé sur cassettes en Pologne au cours des années 80.

■ **ALEXANDRE KAÏDANOVSKI**, rendu célèbre pour son interprétation du rôle principal de *Stalker*, d'Andreï Tarkovski (1979), est mort, dimanche 3 décembre à Moscou, à la suite d'un infarctus. Il était âgé de quarante-neuf ans. Né à Rostov-sur-le-Don, d'abord comédien au théâtre et au cinéma, Alexandre Kaïdanovski avait ensuite suivi les cours de réalisation d'Andreï Tarkovski avant de devenir metteur en scène. Adapté d'une nouvelle de Tolstoï, le premier long métrage de Kaïdanovski, *La Mort d'Ivan Ilitch* (1986), d'une grande invention visuelle, fut l'un des films les plus remarqués de la glasnost commençante. Le second long métrage de Kaïdanovski, inédit en France, est sans doute le plus beau : *L'Hôte* (1988), inspiré de Borges, est un poème visuel aux confins de l'absurde, d'une rare puissance. De plus en plus tenté par la religiosité, et recourant à une imagerie fantasmagorique parfois outrancière, Kaïdanovski donnait avec *La Femme du marchand de pétrole* (1989) une fable mystique et désespérée, en phase avec l'effondrement artistique et spirituel de son pays. Il venait de participer à un film collectif consacré au centenaire du cinéma.

■ **LE GÉNÉRAL MAXWELL THURMAN**, qui dirigea les troupes américaines au moment de l'invasion du Panama en 1989, est mort, vendredi 1er décembre, à Washington, des suites d'une leucémie. Il était âgé de soixante-quatre ans. Il avait été surnommé « Madmax » et « Maxatollah » par ses collègues en raison de son style agressif. Le général Thurman, retraité depuis février 1991, avait convaincu le président Bush de la nécessité d'utiliser la force contre le régime du général Noriega.

NOMINATIONS

DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 6 décembre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **Terre** : sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division **Pierre Forterre**, nommé commandant du corps européen ; le général de division **Yves Crène**, nommé major général de l'armée de terre.

Sont nommés : gouverneur militaire de Metz, commandant la région militaire de défense nord-est et la circonscription militaire de défense de Metz, le général de corps d'armée **Paul Brutin** ; commandant les forces françaises stationnées en Allemagne et la 1re division blindée à Baden-Baden, le général de brigade **Claude Bénito** ; chef d'état-major de la force d'action rapide (FAR), le général de brigade **Pierre Lang**.

● **Marine** : sont nommés, commandant les forces sous-marines et la force océanique stratégique (FOST), le vice-amiral **Philippe Roy** ; sous-chef d'état-major Programmes à l'état-major de la marine, le contre-amiral **Jean-Luc Cuny**.

Sont promus contre-amiral, les capitaines de vaisseau **Serge Harismendy** et **Jean Quéré**.

● **Air** : sont nommés, adjoint tactique au général commandant la force aérienne de combat (FAC), le général de brigade aérienne **Jean-Claude Mansard** ; chef du bureau Espace à l'état-major des armées, le général de brigade aérienne **Georges Dreyssé** ; directeur de l'administration générale au Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), le commissaire général de brigade aérienne **Jean-Louis Stum**.

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Jacques Gérault, sous-préfet de Meaux, a été nommé, par le conseil des ministres du 6 décembre, préfet chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement, sur proposition de Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur. Jacques Gérault devra s'occuper de la réforme de l'Etat.

INDUSTRIE

Jacques Batail, ingénieur en chef des mines, a été nommé directeur du gaz, de l'électricité et du charbon au ministère de l'industrie, par le conseil des ministres du 6 décembre.

[Né en octobre 1953, Jacques Batail a été notamment chef des services du développement industriel en Poitou-Charentes (1982-1984), avant d'être directeur régional de l'industrie et de la recherche d'Alsace (1984-1990). Depuis 1990, il était directeur de la technologie à l'Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar).]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 6 décembre est publié :

● **Gouvernement** : un arrêté portant nomination au cabinet du ministre délégué pour l'emploi, Anne-Marie Couderc.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Jacqueline et Pierre GRANDJEAT
ont la joie de faire part de la naissance de leur petit-fils

Adrien,

chez François Grandjeat et Géraldine Camiello,
le 3 décembre 1995.

37, rue Claude Bernard,
75005 Paris.

Orléans, 26 novembre 1995.

Aucune grève n'a pu empêcher

Louise

d'arriver à bon port chez

Jean-Luc, Juliane et Pauline SAUCET.

Anniversaires de naissance

– Marion, Adrien
et la famille
souhaitent un joyeux anniversaire à

Jean-Luc TEFFO

pour son demi-siècle.

– Bon anniversaire !

Geneviève,

de la part de André, Pierre, François, Claire, Caroline et Marie.

Laurent,

mes plus belles pensées sont pour toi en ce jour de tes vingt-quatre ans.
Laetitia.

8-12-1935 – 8-12-1995

Miette souhaite à

Maurice

un très heureux anniversaire.

Mariages

– M. Albert WAINTROP
et Mme née Andrée DADOUN
partagent avec Thomas, Benjamin et Camille la joie d'annoncer le mariage de leur fils et frère

Bertrand
avec
Mlle Jeanine Kortz,

le vendredi 8 décembre, en la mairie du 6e arrondissement.

27, rue de Seine,
75006 Paris.

Décès

– Les familles Gurtler, Galtié, Rutin,
Et les amis,
ont la douleur de vous faire part du décès accidentel de leur fils, frère, petit-fils et neveu,

Samuel GURTLER,

âgé de vingt et un ans,

survenu dans le Donegal, en Irlande, le 3 décembre 1995.

– Mme Yvonne Hara,
son épouse,
Robert Hara, Raymond et Françoise Hara,
Michel Hara,
ses fils et belle-fille,
Fabienne, Aline, Raphaël et Nathan,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Joseph HARA,

survenu le 4 décembre 1995.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 6 décembre, à Enghien-les-Bains.

– Mme Anne-Marie Kovacs, née Benoit,
M. et Mme Francis Kovacs
et leurs enfants,
M. Yves Kovacs
et son fils,
Mme Catherine Jung,
son mari et sa fille,
Mme Françoise Jung
et ses enfants,

ont la profonde douleur de vous faire part du décès de

M. André Jean KOVACS,
directeur de recherche au CNRS
en retraite,

survenu à l'âge de soixante-quinze ans, le 28 novembre 1995.

21a, boulevard Wilson,
67000 Strasbourg.

– Della Kraft,
son épouse,
Martine Frischmann
et son fils Bertrand,
Yvette Wertheimer,
Toute sa famille,
Et ses amis proches,
ont l'immense tristesse de faire part du décès du

docteur David KRAFT,

survenu à Paris, le 4 décembre 1995.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

85, avenue du Général-Leclerc,
75014 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jacques Edouard WORMS,

survenu le 5 décembre 1995, à Paris, dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de :
Mme Jacques Edouard Worms,
M. et Mme Michel Zimmern
et leurs enfants.

33, rue Saint-James,
92200 Neuilly.

Messes anniversaires

– Le 11 novembre 1995,

Guy RING,

a quitté ce monde à l'âge de soixante-deux ans. Il fut chef d'établissement scolaire catholique à Paris et maire adjoint de Montrouge.

Sa femme,
Frédérique,
Bernard (†), Dominique (†), Jean-Herménégild, Cyrille, Clotilde,
leurs enfants,
Et toute leur famille,
invitent à la célébration qui se déroulera le jeudi 21 décembre à 18 heures, en l'église Saint-Jacques à Montrouge.

Anniversaires de décès

– Cherchell, Paris, Toulouse, Cagnes-sur-Mer.

Le 8 décembre 1989,

Bruno CARETTE

s'en est allé.

« ... Y vamonos, nos dice, aun y aun.
Y vamos.
Hacia los oros de la sombra antigua. »

– Merci de rester fidèles au souvenir de

Jean-Paul
HARTY-LAVAUZELLE,

qui nous a quittés le 8 décembre 1990.

Sa femme et ses fils.

– Pour le septième anniversaire de la disparition de

Roger NETTER,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

– Le 8 décembre 1985 *disparaissait*

Françoise QUESTERBERT.

Son souvenir demeure parmi nous, nous pensons à elle.

Services religieux

– En mémoire de

Jean MAZEAUD,
conseiller honoraire
de la Cour de cassation,
officier de la Légion d'honneur,
médaillé militaire,
croix de guerre 1939-1945,

rappelé à Dieu le 29 septembre 1995,

une messe sera célébrée le jeudi 14 décembre, à 18 h 45, en l'église Saint-Etienne-du-Mont.

1, rue Saint-Etienne-du-Mont,
75005 Paris.

Manifestations du souvenir

La Marine nationale
rendra hommage à la mémoire des soixante-quatorze marins du

sous-marin *Protée*,

coulé le 18 décembre 1943, à proximité de Marseille, victime de l'explosion d'une mine.

A la suite de la récente découverte de l'épave, une cérémonie du souvenir aura lieu en mer à bord d'un bâtiment de la Marine nationale

le mercredi 20 décembre 1995.

Les familles et amis des disparus qui souhaitent s'y associer sont priés de s'adresser à la préfecture maritime de Toulon.

Tél. : 94-02-01-95
Fax : 94-91-77-92

Communications diverses

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, le jeudi 7 décembre 1995, à 20 h 30, Marc HILLEL raconte l'histoire extraordinaire de Tel-Aviv : *La Maison du juif* (éd. Perrein).

– **Droits de l'homme** (cours par correspondance)
Rens. et inscript. : CEDI, route de Trèves 6, building B, 2633 Senningerberg, LUXEMBOURG.

– L'Union des ingénieurs du Conservatoire national des arts et métiers signale à ses adhérents le report, à une date ultérieure, de l'assemblée générale prévue pour le 9 décembre 1995.

– UN CADEAU ORIGINEL ET UTILE...

Après quelques centaines de privilégiés, découvrez le CD de ***La Première Musique des gènes*** en aidant l'association GenEthics.

Mathématicien, J.-C. Perez a découvert **un langage caché de l'ADN et des gènes : le supra-code de l'ADN**, découverte qui unifie le vivant et réconcilie les sciences du beau et la beauté de la science. Comme l'architecture des nautiles, pignes, fleurs de tournesol, mais aussi de *La Joconde* ou des cathédrales, cette découverte repose sur le **nombre d'or**.

Aidez GenEthics à imposer et à appliquer très vite cette découverte dont les applications de décryptage numérique de l'ADN concerneront le sida, le cancer ou les maladies génétiques.

Le CD est disponible contre 150 F à l'ordre de GenEthics association, BP 35, 33127 Martignas.
Vous pouvez aussi adresser des dons à GenEthics.
Tél. : (16) 56-78-62-36.

– Portes ouvertes sur la culture yiddish à la bibliothèque Medem. Conférences, films, expositions, ventes de livres d'occasion en yiddish et en français.
Samedi 9 et dimanche 10 décembre.

52, rue René-Boulanger,
75010 Paris.
Tél. : 42-02-17-08.

Conférences

– Conférences de l'Etoile. Qu'est-ce que le protestantisme ? Avec les pasteurs Alain Houziaux et Louis Pernot, au Temple protestant de l'Etoile.

54, avenue de la Grande-Armée,
75017 Paris.

Le mardi 12 décembre à 20 h 30. Entrée libre.

– « La défense de l'Empire romain », par le professeur Maurice Sartre, lundi 11 décembre, à 18 heures, Palais abbatial, 5, rue de l'Abbaye, Paris-6e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la défense (49-57-33-78), dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe, une perspective historique ».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Colloques

– *En* raison des événements, le colloque « Un siècle de protection sociale en Europe » organisé par le comité d'histoire de la Sécurité sociale qui devait avoir lieu les 7, 8, 9 décembre au Sénat est reporté à une date ultérieure.
(Tél. : 40-56-46-35.)

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● **Séminaires**

Monique David-Ménard et Alain Prochiantz : « L'universel dans tous ses états » 7 et 14 décembre, 11 et 18 janvier, 20 h 15-22 h 15, RC3, université Paris-VII-Jussieu.

Jean-Claude Milner : « De la République française comme singularité politique » 11 et 18 décembre, 8, 15, 22, 29 janvier, 18 heures-20 heures, RC3, université Paris-VII-Jussieu.

● **Hommage à François Châtelet**

Pour le Xe anniversaire de la disparition de François Châtelet, et dans le cadre de l'hommage qui lui sera rendu par la Société des Gens de Lettres, la chancellerie des universités de Paris, France-Culture et France 2 :

Salon philosophique autour de l'œuvre de F. Châtelet.
Intervenants : M. Abensour, E. Balibar, B. Corréa, J. Derrida, J.-T. Desanti, O. Revault d'Allonnes, H. Rizk, J.-P. Vernant, 19 décembre, 19 heures, salon de la Coupole, 102, boulevard Montparnasse.

Toutes les activités du Collège International de philosophie sont libres et gratuites.

Renseignements sur salles, répondeur : 44-41-46-85. Autres renseignements : 44-41-46-80.

Exposition

Collection privée

Peintures à l'huile.

Tél. : 42-63-41-47

HORIZONS

ENQUÊTE

Les demi-solde d'Allemagne de l'Est



Six ans après la chute du mur de Berlin, les anciens cadres moyens du régime communiste – enseignants, militaires, diplomates – ont le sentiment d'être les seuls à payer l'addition de la faillite

IL y a six ans, Günter Schabowski, membre du bureau politique du Parti communiste est-allemand (SED), lisait devant les journalistes de la presse internationale rassemblés à Berlin une résolution du gouvernement de la RDA accordant la liberté de circulation vers l'Ouest aux citoyens de ce pays. Günter Schabowski ne pensait pas, sur le moment, que la lecture de ce texte ambigu, mal fichu, destiné dans son esprit à apaiser la colère des foules est-allemandes, insatisfaites du remplacement d'Erich Honecker par son dauphin, Egon Krenz, allait marquer une date-clé de ce siècle : le 9 novembre 1989 serait désormais l'anniversaire de « la chute du mur de Berlin » – en fait son ouverture –, symbole de l'écroulement du système communiste sur le continent européen.

Aujourd'hui, Günter Schabowski est retourné à son métier d'origine, la presse. Lui qui fut pendant de longues années le directeur de *Neues Deutschland*, l'organe central du SED, gère près de Francfort une petite entreprise de journaux gratuits, financés par la publicité. *Sic transit...* Il n'est pas, pourtant, le plus mal loti de ses anciens camarades. Il y a bien un procès – ouvert le 12 novembre – contre lui et d'autres anciens membres du bureau politique pour *« complicité passive »* dans les tirs mortels effectués sur ordre contre les personnes qui essayaient de franchir illégalement la frontière interallemande, mais tous les juristes compétents estiment qu'il a fort peu de chances d'aboutir à des condamnations.

On se trouve là au cœur du paradoxe qui a présidé au règlement de comptes avec le passé communiste, après l'unification allemande. Les procès intentés aux plus hauts dirigeants de la RDA pour atteintes aux droits de l'homme dans l'exercice de leurs fonctions ont presque tous tourné à la confusion de l'accusation. Pour de bonnes raisons de principes, l'Allemagne nouvelle n'a pas voulu mettre en place de juridictions d'exception pour faire le procès des anciens dictateurs : l'Etat de droit ouest-allemand, avec toutes ses garanties, s'était étendu vers l'Est dans les nouveaux *Länder* et devait, en théorie, satisfaire le besoin de justice d'une population qui avait été malmenée pendant plus de quarante ans. Résultat : quand les procès n'étaient pas suspendus pour raisons médicales, comme celui d'Erich Honecker, les peines prononcées, par exemple celles qui ont frappé les membres du Comité national de sécurité de la RDA, ont vu leur application suspendue par le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe.

Le comble de l'absurde a été atteint lorsque la justice allemande s'est mise en tête de juger le légendaire chef de l'espionnage est-allemand, Markus Wolf, pour *« haute trahison »* d'une nation, la RFA, qui avait reconnu la RDA comme Etat souverain... Ou encore lorsqu'elle a condamné l'octogénaire Erich Mielke, chef de la redoutable police politique du régime, la Stasi, à six ans de prison pour le meurtre de deux policiers commis en... 1931. Aujourd'hui, Erich Mielke est libre et a pu même récupérer les 390 000 deutschemarks (plus de 1,3 million de francs) d'économies réalisées au cours de sa longue carrière... Tous ces exemples ne font que renforcer l'amertume de tous les petits, les sans-grade de l'Allemagne communiste, qui ont l'impression de payer seuls l'addition de la faillite du régime. Si personne ne conteste le bien-fondé du licenciement immédiat ou de la mise à la retraite, à la portion congrue (800 marks, soit environ 2 800 francs mensuels), des quelque 100 000 anciens fonctionnaires de la Stasi, il n'en va pas de même dans d'autres secteurs.

Dans l'enseignement, par exemple, tous les instituteurs et professeurs en fonction sous l'ancien régime ont dû remplir un questionnaire sur leurs activités politiques passées et indiquer notamment s'ils avaient été des « IM » – des informateurs non officiels de la Stasi. Toute fausse déclaration, était-il indiqué, entraînerait le licenciement immédiat. 1 % seulement des enseignants concédèrent avoir, un jour ou l'autre, espionné leurs collègues pour le compte de la police politique. Bien peu nombreux furent les mouchards démasqués, et, comme il fallait bien « dégraisser » le système scolaire des nouveaux *Länder* d'un effectif pléthorique au regard des normes ouest-allemandes, certains, comme la Saxe, dirigée par un gouvernement chrétien-démocrate, commencèrent par licencier les enseignants qui avaient exercé des responsabilités dans les structures du Parti au sein de leur établissement. Ainsi, Brigitte B., vingt-neuf ans, exerçait sous l'ancien régime une double fonction dans une école de Leipzig : elle enseignait l'histoire et était cheftaine de pionniers, l'équivalent communiste des louveteaux, auxquels tous les enfants d'âge scolaire étaient fortement poussés à adhérer. *« En 1991,* raconte-t-elle, *le ministère de la culture de Saxe m'a signifié ma révocation au double motif qu'il y avait surnombre d'enseignants dans ma discipline et que ma fonction de permanente d'un mouvement de jeunesse m'avait conduite a endoctriner les enfants dans le sens de l'idéologie communiste. »*

BRIGITTE ne se le tint pas pour dit et commença à se battre avec toute l'énergie procédurière dont les Allemands sont capables quand ils ont le sentiment d'être dans leur droit. Résultat : trois ans après, elle était réintégrée dans son poste. Le tribunal fédéral pour le droit du travail de Kassel avait tranché : le fait d'avoir appartenu au Parti ou à ses organisations satellites ne constitue pas en soi un motif suffisant de licenciement. Il faut prouver, cas par cas, que les enseignants visés ont eu un comportement répréhensible. Cette jurisprudence a, certes, contribué à l'apaisement, mais elle laisse derrière elle une double amertume : celle des enseignants pour qui l'engagement dans les mouvements de jeunesse était plus une forme de travail social qu'une adhésion à l'idéologie communiste et qui se sont vus cloués au pilori, ainsi que celle des dissidents persécutés qui voient bon nombre de bureaucrates obséquieux de l'ancien régime continuer à occuper des postes à responsabilités.

L'ex-capitaine de corvette Hans Hansen, cinquante-sept ans dont vingt-six au service de la Volksmarine, est l'un des quelque 25 000 officiers de la NVA, l'armée populaire de la RDA, mis a pied après l'unification. Seule une infime partie des officiers subalternes et sous-officiers de carrière de cette armée de 250 000 hommes, jadis *« poste avancé des forces du pacte de Varsovie »*, ont été intégrés dans la Bundeswehr, avec souvent des rétrogradations. Hans Hansen, qui a une formation d'ingénieur en construction mécanique, cherche en vain du travail depuis son retour forcé à la vie civile. Il doit se contenter d'une indemnité mensuelle de chômage de 970 marks (3 400 francs). Son collègue Rudolf Fickert, soixante-deux ans, ancien lieutenant-colonel d'active, se lève tous les jours à 4 h 30 pour porter des journaux à domicile, seul moyen pour lui de compléter la maigre retraite que lui accorde l'Allemagne unie.

Horst Sylla, ancien général : « Notre loyauté et notre collaboration au processus d'unification ont été grossièrement trompées. La promesse que chacun aurait sa chance d'être intégré à la Bundeswehr n'était que de la poudre aux yeux »

« Notre loyauté et notre collaboration au processus d'unification ont été grossièrement trompées, affirme l'ex-général de brigade Horst Sylla. *La promesse que chacun aurait sa chance d'être intégré à la Bundeswehr n'était que de la poudre aux yeux. »* Les anciens officiers de la NVA considèrent d'autre part comme particulièrement injuste et humiliant d'être classés par le ministère de la défense dans la catégorie des Allemands *« ayant servi dans des forces armées étrangères »*, comme, par exemple, les anciens de la Légion étrangère française revenus dans leur pays. Les anciens officiers de la RDA rejettent également l'argument selon lequel leur situation actuelle ne serait que la conséquence méritée de leur choix d'avoir été les cadres engagés d'une « armée politique », partie intégrante de la stratégie offensive de l'URSS. *« Insinuation malveillante,* répondent-ils par le biais de leurs puissantes organisations d'anciens camarades. *Notre rôle était de contribuer à la stabilisation de la paix. »* Les plus amers de ces « demi-solde » n'hésitent pas, sous le couvert de l'anonymat, à refaire l'histoire : *« Si nous avions su ce qui allait nous arriver, nous ne serions peut-être pas restés dans les casernes en 1989. »*

Les nostalgiques actifs de l'ancien régime restent néanmoins une infime minorité, quelques dizaines d'anciens officiers qui ont lancé en février 1994 un appel a *« préserver l'héritage révolutionnaire de l'Armée nationale populaire »*. Les anciens officiers comptent plutôt sur l'appui des organisations de retraités de la Bundeswehr, qui, à en croire l'ex-adjudant-chef Gehrard Meysel, *« montrent une grande ouverture d'esprit vis-à-vis de nos problèmes »*. *« Aucun de mes camarades de l'Ouest ne m'a, jusqu'à présent, reproché d'avoir été membre du SED »*, explique-t-il.

Dans son bureau de directeur du service des relations publiques des Nations unies, à New York, Gehrard Hansel n'a pas envie de parler de son itinéraire. *« Il faut laisser reposer le passé »*, tranche-t-il. Gerhard Hansel est un « miraculé » du corps diplomatique de la RDA. Lors de l'unification, le ministre des affaires étrangères de l'époque, Hans-Dietrich Genscher, n'avait pas fait de détail : tous les diplomates est-allemands, quel que soit leur grade, étaient remerciés, à l'exception de ceux qui étaient en cours de formation à l'académie diplomatique de Potsdam et que l'on estimait « récupérables ». Membre de l'ONU depuis 1971, comme la RFA, la RDA fournissait un contingent de fonctionnaires aux organisations internationales, et ceux dont c'était le tour d'être détachés dans ces fonctions en 1989 ont eu de la chance. Le retrait, pour des raisons politiques, de ces fonctionnaires à la compétence reconnue aurait créé des complications avec le secrétariat général des Nations unies dans une période où la RFA voulait, au contraire, apparaître comme une puissance responsable, candidate à un siège permanent au Conseil de sécurité. Pour les autres, pas de quartier : *« Tous pourris par la Stasi ! »*, aurait tranché Genscher, qui prenait ainsi une revanche sur ceux qui n'avaient cessé de l'espionner, par le biais de secrétaires séduites par des « roméos » au service de Markus Wolf.

AINSI, un ancien ambassadeur de la RDA doit se contenter d'une retraite de 1 400 marks par mois (environ 4 900 francs), alors que ses collègues retraités du corps diplomatique ouest-allemand bénéficient d'une pension près de dix fois supérieure. Peter Florin, qui fut le premier ambassadeur de RDA à l'ONU à présider l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, avoue avoir du mal a vivre de cette chiche retraite, mais regrette surtout que l'on oublie qu'en dépit de la guerre froide des actions diplomatiques concertées étaient possibles, dans une étroite limite, certes, avec les collègues ouest-allemands.

Peter Florin se souvient avoir, en 1980, discuté en toute franchise, au moment de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, avec son collègue de RFA, Rüdiger von Wechmar, des *« moyens de se sortir de ce bourbier »*. Aujourd'hui, pourtant, certains responsables du ministère des affaires étrangères de la RFA regrettent cette exclusion en bloc des diplomates de « l'autre Allemagne ». *« Il y avait parmi eux d'excellents experts de nombreux pays dont nous aurions pu faire un excellent usage »*, constate un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères de Bonn. *« Berlin-Est donnait à ses futurs diplomates une formation pointue, spécialisée dans des régions bien précises, alors que nous formons à l'Ouest plutôt des généralistes. »*

Enfin, il y a – selon une tradition qui a marqué toutes les époques et tous les régimes – ceux qui tirent leur épingle du jeu, ceux pour qui, selon le mot de Talleyrand, *« la haute trahison n'est qu'une question de date »*. Ce type de personnage, dans le contexte de l'Allemagne divisée puis unifiée, est incarné par Alexander Schalk-Godlokowski. Sous le régime d'Erich Honecker, il avait rang de secrétaire d'Etat, tout en étant colonel de la Stasi. C'était le grand pourvoyeur de la RDA en devises fortes, dont le pays manquait cruellement. Tantôt il négociait avec son ami, le seigneur bavarois Franz-Josef Strauss, un crédit d'un milliard de deutschemarks pour Berlin-Est, tantôt il s'occupait d'exportations clandestines d'armes vers les zones de conflits, pour le plus grand bonheur des caisses de l'Etat et du Parti.

En dépit du procès intenté contre lui, qui traîne en longueur et qui, selon toute vraisemblance, finira dans les sables, il rebondit. Ses anciens réseaux, notamment en Chine, sont mis au service des industriels allemands désireux d'investir ce marché prometteur. Et il loge aujourd'hui dans une villa bien située au bord du Tegernsee, en Bavière, rivage doré de la bourgeoisie de Munich.

Luc Rosenzweig

Donner tout son sens au mouvement

par Michel Pernet

LES uns après les autres, depuis le 24 novembre, à la suite des étudiants et des cheminots, les salariés des différents secteurs professionnels décident la grève reconductible. Des manifestations massives se déroulent presque tous les jours dans les villes de France.

Mais que veut donc dire ce formidable mouvement social inédit à un tel niveau depuis de nombreuses années ?

Non, ce n'est pas l'addition de corporatismes et d'archaïsmes décidés à défendre de prétendus privilèges. Regardez bien ce qui se passe. Ce ne sont plus uniquement les salariés du secteur public qui sont dans l'action, les salariés du privé s'y mettent aussi, par exemple les salariés routiers qui n'acceptent plus leurs insupportables conditions de travail. Ce ne sont pas les salariés d'un secteur prétendument protégé qui étaleraient leur égoïsme face aux exclus. A Toulouse, à Marseille, les chômeurs étaient en tête des manifestations. Un tel exemple ne restera pas sans lendemain. Les chômeurs doivent trouver toute leur place dans le combat des salariés.

Non, messieurs les ministres, vous ne dresserez pas le privé contre le public, les chômeurs contre les salariés. Vous ne réussirez pas à inventer des usagers dociles. Ouvrez les yeux. Une large majorité de la population comprend et soutient les grévistes. Qu'est-ce qui ébranle d'une telle façon la société ? Les syndicalistes se doivent de se poser la question car, suffisamment responsables, ils doivent rechercher le sens du mouvement pour qu'il trouve un débouché cohérent et positif et qu'il ne se termine pas dans l'amertume. L'extrême droite serait trop contente d'en tirer tout le profit.

Le plan Juppé sur la Sécurité sociale a incontestablement été le détonateur du mouvement, amplifié par des conjonctions avec la misère des facultés, le contrat de plan SNCF, les restructurations en cours ou prévues de différents services publics. C'est debout que les députés de la majorité ont applaudi le plan Juppé. Les marchés financiers ont exprimé leur satisfaction. Les élites de la deuxième gauche ont délivré un brevet de bonne réforme. Le militant CFDT que je suis est évidemment rempli d'amertume de voir sa secrétaire générale, Nicole Notat, persister à imaginer que le plan Juppé irait dans le bon sens.

Le pays réel a rendu un tout autre verdict : injuste et inefficace. Injuste parce qu'une fois de plus les salariés, les chômeurs, les retraités supporteront l'essentiel de la charge financière alors que la contribution des revenus financiers, des entreprises, de l'industrie pharmaceutique et des médecins relève encore des intentions sans garanties.

Inefficace, peut-être d'abord parce qu'injuste avec un effet désastreux sur l'emploi par la ponction supplémentaire opérée sur les ressources des ménages et par l'augmentation des départs en retraite. Inefficace parce qu'au-delà de quelques intentions qui pourraient aller dans le bon sens, chacun voit bien que ces intentions ne se concrétiseront pas. Comment imaginer qu'un gouvernement qui vient d'opérer un tournant vers l'ultra-libéralisme puisse mettre en œuvre une réforme de la Sécurité sociale et une réforme fiscale socialement justes ?

Le ras-le-bol exprimé n'est pas séparable d'une aspiration à un changement profond de société qui mette fin à la prosternation devant les marchés financiers et les taux d'intérêt

Le plan Juppé n'est pas globalement positif : la nécessaire réforme de la Sécurité sociale dans le sens du progrès est encore à faire. Mais le formidable mouvement que nous voyons se développer se résume-t-il à ce seul rejet ? Ce serait le rétrécir, alors qu'il est potentiellement bien plus vaste et ambitieux.

Si des centaines de milliers, puis des millions de salariés se mettent en grève, si des chômeurs, étudiants et salariés manifestent ensemble aussi massivement, c'est assurément d'abord l'exutoire d'un immense ras-le-bol qui s'est accumulé depuis des années parmi les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes sans emploi. Ras-le-bol d'une politique unique qui leur a constamment demandé toujours plus de sacrifices alors que parallèlement le chômage ne cessait de s'étendre et que les richesses qui continuaient d'être produites (+ 50 % en vingt ans) étaient accaparées par les vrais privilégiés : les rentiers, les propriétaires, les patrons.

Ce ras-le-bol doit s'exprimer dans toute son ampleur, et, ce qui est bien à l'ordre du jour de la semaine en cours, c'est assurément l'extension du mouvement au niveau de la grève générale interprofessionnelle. Je regrette que la direction de la CFDT reste à l'écart de cet enjeu alors que de très nombreux adhérents et militants ont fait le choix de l'action.

Mais au-delà du ras-le-bol, le mouvement social qui s'étend n'exprime-t-il pas aussi des aspirations en positif ?

Les dirigeants syndicaux qui voudraient enfermer le mouvement dans la seule contestation ou le refus de changer quoi que ce soit porteraient une lourde responsabilité en courant le risque d'envoyer les travailleurs dans le mur, fermant toute issue positive à la mobilisation.

Au contraire, faisons confiance à la capacité collective de transformation du mouvement. Le ras-le-bol qu'il exprime n'est pas séparable d'une aspiration à un changement profond de société qui mette fin à la prosternation devant les marchés financiers et les taux d'intérêt. Une autre société où l'homme soit remis au centre, où solidarité et égalité redeviennent le ciment collectif, tel est le sens qu'il faut donner à ce mouvement.

Quatre priorités, quatre réformes essentielles sont au cœur du mouvement :

– donner la priorité à l'emploi par la réduction massive du temps de travail : sans réduction massive du chômage, de la précarité, du temps partiel contraint imposé aux femmes, la société continuera à se désagréger. La revendication d'une loi-cadre pour les 32 heures a été adoptée par la majorité du congrès de la CFDT. Il est temps que cette revendication soit débattue par les salariés et portée par eux ;

– défendre et rénover la protection sociale : osons affirmer que ne rien faire, c'est condamner à terme la Sécu. La réforme doit maintenir les grands acquis des salariés et des retraités et élargir l'assiette du financement en faisant participer tous les revenus (évidemment les revenus financiers), en taxant la valeur ajoutée des entreprises, et maîtriser médicalement les dépenses de santé (leur inflation est surtout une rente de situation pour les médecins libéraux et les industries pharmaceutiques) ;

– développer et moderniser les services publics aujourd'hui menacés par les politiques de déréglementation et de désengagement de l'Etat. Des services publics dans les transports, l'énergie, l'éducation, la communication, etc, nombreux, modernes, bien équipés, dotés d'effectifs suffisants, réellement au service du public, sont une des conditions indispensables à la lutte contre l'exclusion et pour réduire les inégalités ;

– une autre répartition des richesses pour développer les solidarités. La fiscalité en est un des éléments. Cette réforme n'est évidemment pas à la sauce Juppé ou Madelin. Nous avons la volonté qu'elle corrige les criantes inégalités de répartition des richesses et que les contributions publiques soient à la hauteur des besoins collectifs de la société.

Sur ces quatre priorités qui, pour moi, sont le sens profond du mouvement, les organisations syndicales ont des points de vue différents. Différents mais pas aussi antagoniques que voudraient nous le faire croire les sectaires de chaque organisation. Que partout dans les entreprises en lutte ces quatre priorités soient débattues avec la volonté d'aboutir à une plate-forme revendicative commune nationale.

Portés par la grève générale – et pourquoi pas par une immense manifestation nationale avant Noël ? – cette plate-forme sera la base incontournable pour toute négociation-cadre qui, un jour ou l'autre, se révélera indispensable. Elle devra s'imposer à n'importe quel gouvernement.

Michel Pernet *a été secrétaire général de la Fédération générale des transports et de l'équipement CFDT de 1986 à 1995 et membre du bureau national confédéral de 1988 à 1992.*

Dépasser l'échec de 1968

par Philippe Herzog

JACQUES CHIRAC avait promis d'engager une politique qui conjuguerait progrès social et redressement national. Beaucoup de Français ont conscience qu'il les appelle maintenant à des sacrifices stériles qui tourneraient le dos à une telle perspective. Loin de préparer l'amélioration de l'emploi, les prélèvements supplémentaires sur les salariés vont plonger le pays dans la récession.

Mais, ce faisant, le gouvernement ne fait qu'aggraver les politiques de ses prédécesseurs. Depuis plus de dix ans, ils ont renoncé à une politique de développement national et soumis le pays à la loi des marchés financiers qui imposent une sévère déflation sociale. Après la chute de nombreuses industries, les services publics sont minés. Notre système économique prend l'eau. Les gouvernements, abusant de leur position de pouvoir, masquent cette réalité que les Français pressentent, et ils se coupent de la société.

Hier cantonné dans le rejet des réformes, le mouvement social a perdu nombre de batailles. Avec lui, je ne veux pas aujourd'hui perdre à nouveau. La France a impérativement besoin de réformes. Mais si conserver les choses en l'état serait pure illusion, il y a des réformes qui font régresser. Quelles réformes faut-il et comment les accomplir ? Voilà le débat qu'il faut imposer.

Réformer la Sécurité sociale est un impératif. Mais le transfert des charges à la population et l'étatisation de la gestion conduisent à déresponsabiliser les entreprises et à pratiquer un rationnement discriminatoire.

Dans le système de gestion actuel, chacun est libre et les caisses paient. Mais une efficacité sociale accrue des dépenses n'est possible que si les salariés, les syndicats et tous les acteurs en assument directement les responsabilités dans un partenariat avec l'Etat. Il ne faut pas couper le lien entre l'emploi et la Sécurité sociale mais, par une réforme de l'assiette des cotisations incitant à une meilleure efficacité du capital investi, responsabiliser les entreprises et les capitaux dans la création d'emplois.

Je comprends que mes amis d'*Esprit* soient exaspérés par l'ambiguïté du Parti socialiste, mais ce n'est pas une raison pour donner leur accord à une mauvaise réforme, comme beaucoup de Français l'ont fait hier de bonne foi en ratifiant le traité de Maastricht. Je constate que Lionel Jospin ne répond pas à ces questions centrales : va-t-on ou non dans ce pays revenir sur les privilèges accordés aux marchés et aux capitaux financiers ? Comment changer de politique économique et crever l'abcès de la monnaie unique ?

Le pouvoir peut être tenté par des élections législatives anticipées. Il y aurait là le risque d'un débouché politique amer pour ceux qui luttent, surtout si l'opposition ne parvient pas à amorcer une nouvelle construction politique. La négociation est nécessaire, et sa réussite exige de faire mûrir la conscience et la volonté d'autres solutions. Des propositions des forces de gauche sont donc indispensables.

Il est urgent de travailler à introduire massivement la participation dans le système économique et politique français

Aujourd'hui comme hier, les gouvernants campent dans les institutions de la V[e] République. Demain il faudra enfin faire droit à l'exigence montante de consultation et de démocratie, par des réformes qui donneront des pouvoirs aux salariés, aux usagers et à tous les citoyens.

La gauche reviendra-t-elle au pouvoir dans l'ambiguïté ? Une politique de redressement national n'est possible qu'avec une autocritique en profondeur des gestions passées. Engager une autre politique économique exige de sortir de la pensée unique et de la posture d'élite éclairée. Quant aux communistes, ils sont au pied du mur de la construction d'une perspective. Alternance ? Non. Alternative ? Ne nous payons pas de mots. Mettre en cause des choix antérieurs, faire mûrir la conscience des solutions, aider les gens à vouloir prendre des responsabilités, c'est entreprendre un rassemblement national.

Les Français veulent retrouver des pouvoirs sur leur devenir. Si l'on ne veut pas les tromper à nouveau, il faut reconstruire avec eux un pouvoir collectif national. Mobiliser la société, chaque entreprise, chaque région, sur des projets d'emplois, exige d'utiliser l'argent autrement ; et donc des réformes fiscales et financières qui rompent avec les spéculations, rentes, « *fuites* » et destructions de ressources.

Les missions de service public ne peuvent être redéfinies et assumées que si l'on empêche les opérateurs privés d'écrémer les services rentables.

Dans le public comme dans le privé, gérer autrement, voilà le défi. Pour l'assumer, les salariés et les populations devront conquérir des pouvoirs d'information et de délibération, avant la décision qui sera partagée. Les cheminots expriment une exigence de démocratie. Au-delà de la négociation, le droit de participer à la gestion est en filigrane, pour faire prévaloir des critères d'efficacité sociale.

Les gouvernements sont faibles. Les experts ont failli. Les partenaires sociaux se sont affaiblis. Les dirigeants politiques s'épuisent en batailles de camps et de places. La V[e] est à bout. Il est urgent de travailler à introduire massivement la participation dans le système économique et politique français. Une cogestion conflictuelle sera nécessaire.

Dans la culture politique française, la revendication sociale se dirige vers l'Etat sans passer par les choix de gestion. Il faut faire bouger cette culture, et tenter de dépasser l'échec de 1968 : la tendance anti-étatique présente dans un mouvement passionnément politique a été alors refoulée et dévoyée vers la délégation de pouvoirs au bénéfice d'une petite caste, au lieu d'être canalisée vers la participation du plus grand nombre.

Philippe Herzog *est député européen et membre du bureau national du PCF.*

Une politique étrangère pour l'Europe

par Werner Hoyer et Michel Barnier

AU printemps 1996 s'ouvrira une conférence intergouvernementale chargée de modifier les institutions de l'Union européenne. Une telle modification s'impose dans la perspective du futur élargissement de l'Union à l'Est et au Sud : des institutions prévues pour six seront totalement inadaptées à une Europe à dix-huit, vingt ou trente.

Une telle modification institutionnelle s'impose aussi à cause des doutes croissants de l'opinion publique de nos pays sur la capacité de l'Europe à affirmer son identité politique. L'Europe existe-t-elle ? Comme grand marché, comme zone de prospérité et de stabilité, sûrement. Mais comme force politique et diplomatique ? Comme interlocuteur privilégié des Etats-Unis et de la Russie, pour la défense de la paix ? Comme acteur majeur des relations internationales ? C'est beaucoup moins sûr.

Ainsi, la crise yougoslave a montré que lorsqu'une crise violente ébranle notre continent l'Europe déçoit les attentes populaires, malgré les décisions militaires courageuses et efficaces de nos pays, malgré le sang de nos soldats – parmi eux de nombreux Français et Britanniques – versé pour la paix en ex-Yougoslavie, malgré la concertation intense à quinze, malgré le « *groupe de contact* » où participent la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, malgré l'existence d'un négociateur européen...

Cette déception est injuste pour tous ceux qui ont tant donné pour que la guerre cesse dans les Balkans, et qui trop souvent y ont laissé leur vie. L'Europe a joué un rôle majeur dans le règlement du conflit yougoslave, et les récents accords de paix sont le décalque parfait des propositions européennes. L'Europe s'apprête à jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre de ces accords et dans l'indispensable reconstruction économique. Enfin, le pouvoir d'attraction de l'Union européenne sur les parties en présence est tel que nous bénéficions-là d'un levier politique considérable à l'égard de ces pays meurtris par cette terrible guerre fratricide.

Mais la déception populaire à l'égard de l'Union européenne est là et constitue probablement la preuve qu'en matière de politique étrangère et de sécurité, nos citoyens ne sont pas effrayés par l'Europe : au contraire, ils réclament « *plus d'Europe* », et vite. Si cette attente n'est pas satisfaite, c'est tout le processus de la construction européenne qui risque d'être décrédibilisé. C'est le continent européen tout entier qui sera à terme fragi-lisé.

Pour nous, il faut d'abord se rendre compte des progrès accomplis : la coopération politique entre nos Etats membres de l'Union européenne rapproche peu à peu les politiques étrangères souvent fort divergentes. Depuis le traité de Maastricht, la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) est même devenue formellement l'un des « *piliers* » de la construction européenne. Surtout, les liens économiques qui nous unissent grâce à la communauté européenne se prolongent dans des politiques économiques externes (commerciale, en particulier). Enfin, en matière de défense, les coopérations militaires entre pays de l'Union se développent et renforcent le pilier européen de l'Alliance atlantique.

Il faut bâtir sur cet acquis. Il y a l'ébauche d'une politique étrangère et de sécurité commune. La conférence de 1996 doit concrétiser les choses.

Le Conseil européen, qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que le président de la Commission, devrait définir trois ou quatre questions prioritaires pour lesquelles une action diplomatique cohérente des Etats membres s'impose pour l'intérêt de tous.

L'Union a besoin d'une nouvelle fonction, celle de secrétaire général, pour jouer un rôle à la mesure de sa puissance dans les relations internationales

La présidence du conseil des ministres serait, comme prévu, chargée de la mise en œuvre, sous l'autorité du conseil. Mais l'expérience récente prouve l'existence d'un besoin supplémentaire : celui d'un médiateur, d'un « facilitateur » entre Etats membres d'un secrétaire général pour la politique étrangère et de sécurité commune, plus permanent que la présidence (qui tourne tous les six mois), susceptible de coordonner la mise en œuvre des mandats du Conseil européen et du conseil, d'animer le travail en commun des diplomates et des ambassades des pays membres de l'Union, de prévenir le Conseil de toute évolution dangereuse impliquant une révision de l'action en cours, une personnalité chargée d'assister la présidence dans toutes ses tâches de politique étrangère et incorporée dans le système institutionnel existant.

Bref, l'Union européenne a besoin d'une nouvelle fonction, destinée à donner plus d'efficacité à son extraordinaire potentiel en matière de politique étrangère, sans bouleverser les équilibres institutionnels.

Ce médiateur, ce « facilitateur », cet animateur devrait disposer d'une petite équipe d'analyse et de prévision, et bénéficier de la coopération indispensable de la Commission européenne pour les actions décidées par le Conseil européen. Pour donner à la fonction une certaine légitimité, bien nécessaire dans ce domaine difficile, ce personnage devra dès le début, bénéficier de la claire confiance des Etats membres.

Cette idée d'un secrétaire général pour la politique étrangère de l'union ne doit certainement pas être comprise comme une « *solution miracle* ». Elle présuppose en effet l'existence d'un accord sincère entre Etats membres sur les trois ou quatre actions qu'il est vraiment prioritaire de mener en commun.

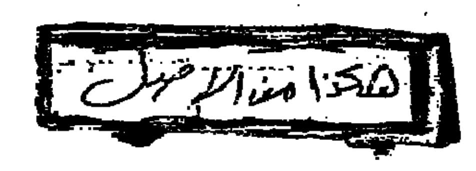
Elle exige, d'autre part, un lien clair entre la politique étrangère commune et la politique économique externe, cette dernière étant traditionnellement confiée à la commission, sous l'autorité du Conseil.

Elle implique aussi un développement parallèle de la coopération entre outils diplomatiques nationaux, particulièrement en ce qui concerne l'échange d'information et le travail en commun des ambassades. L'Allemagne et la France entendent, dans ce domaine, montrer la voie en renforçant une coopération bilatérale qui doit être exemplaire. Elle devra sans doute être accompagnée d'une réforme du processus de décision pour la PESC, dans le sens d'une plus grande flexibilité.

Toutes ces conditions montrent que nos propositions constituent plus un potentiel qu'une révolution. Il faut rappeler que la politique étrangère commune est aussi nécessaire que peu naturelle en Europe : c'est l'héritage des siècles passés, et on ne peut l'ignorer. On ne pourra donc progresser que par étapes.

Mais à terme, en cas de succès, c'est bien à une révolution que l'on aboutira : l'affirmation de l'Europe politique dans les relations internationales, un rôle à la mesure de la puissance économique, intellectuelle et culturelle de notre continent. Un rôle ardemment souhaité par une écrasante majorité de nos citoyens. Ne l'oublions jamais.

Werner Hoyer *est ministre adjoint des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne.*
Michel Barnier *est ministre délégué aux affaires européennes.*



Le plan Juppé n'est pas une réforme de fond

par Jacques Robin

SOUS le titre « *Pour une réforme de fond de la Sécurité sociale* », des personnalités « *de gauche* » « *intellectuels, militants associatifs, responsables et experts* », à l'initiative d'Olivier Mongin et de Joël Roman (revue *Esprit*), défendent, dans le sillage de Nicole Notat, le plan d'Alain Juppé sur la Sécurité sociale (*Le Monde* du 30 novembre). Ils le considèrent comme une « *vraie réforme de fond* ».

Jacques Delors a exposé les raisons majeures de son refus d'un tel plan : caractère inéquitable de la répartition des efforts, absence de mesures sérieuses pour permettre une gestion contractuelle de la santé par ses acteurs, risques d'étatisation. Nous partageons ses réserves, mais nous pensons qu'il faut aller plus avant si l'on veut promouvoir une réforme de fond, à la hauteur des enjeux actuels.

Les propositions qui suivent ne sont pas un appel à un contre-texte, mais une invitation au débat et à la réflexion. Elles s'adressent à ceux qui considèrent qu'exclusion, précarité, travail, emploi, Sécurité sociale, transformation culturelle et politique sont indissociables dans la mutation actuelle. Il faut les traiter de concert, faute de quoi on risque d'aboutir à *La Grande Implosion* décrite dans un livre récent par Pierre Thuillier.

Le texte de l'appel des personnalités de gauche dit : « *En s'engageant sur la voie d'une cotisation étendue à tous les revenus, pas seulement salariaux, le plan Juppé a pris acte de l'archaïsme d'un système qui pénalisait l'emploi...* » Il suffirait donc de modifier le mode de financement de la Sécurité sociale pour que soit, au moins partiellement, réglé le problème de l'emploi. Les choses ne sont pas si simples.

La gauche serait-elle donc en panne de grille de lecture et d'imagination pour bâtir une politique de civilisation qui donne du sens à nos actions ?

Malheureusement, nos auteurs persistent à nier la diminution inéluctable et progressive de la quantité de travail-emploi salarié nécessaire à la production des biens et des services dans les pays industrialisés. Aussi approuvent-ils un projet qui fixe la pleine retraite à quarante années de cotisations sociales. C'est à 35, voire 30 années, qu'il eût fallu fixer la barre et en profiter alors pour jouer la carte d'une redistribution au plus grand nombre possible du travail-emploi résiduel, avec compensation des revenus pour les plus défavorisés.

Le texte poursuit : « *En proposant de développer la maîtrise médicalisée des dépenses de santé et d'aller vers un suivi individuel des patients, il engage une inflexion de la politique de santé vers une action davantage préventive...* » Mais aucune voie de sérieuses réformes dans les modes d'exercice des professions de santé – point crucial – n'est tracée dans le plan Juppé. Le carnet de santé et les autres mesures de ce type ne changeront que peu de chose aux réalités d'aujourd'hui.

Ceux qui ont eu le privilège d'exercer durablement la médecine en pratique hospitalière et de ville savent bien que, si l'on veut joindre efficacité technique et réconfort, il y a nécessité de nos jours d'une approche multidisciplinaire du patient et d'efforts conjoints envers lui (et encore davantage dans le domaine de la prévention).

Or l'exercice individuel actuel et la rémunération « *à l'acte* » dans le traitement des pathologies organiques et fonctionnelles conduisent, dans la situation des répartitions absurdes des sureffectifs, à une tentation permanente d'actes surajoutés de la part du professionnel de santé et à un piège mortel pour le financement.

Malgré l'existence de syndicats trop souvent corporatistes et obsolètes, nous sommes persuadé que l'immense majorité des médecins – généralistes comme spécialistes – et des autres professionnels, paramédicaux, qui aiment leur métier souvent avec passion, serait prête, avec les transitions nécessaires, à « *travailler ensemble* » dans des structures associatives à taille humaine, réduisant au minimum bureaucratie et technocratie.

Des formules nouvelles de rémunération sont à expérimenter, comme celle de la « *capitation* » (inscription du malade chez un médecin généraliste, avec choix qu'il peut reconsidérer régulièrement) et bien d'autres. Elles veilleraient à assurer à la fois la liberté du patient et un niveau de vie décent pour des professionnels de santé dont un nombre croissant s'enfonce dans la précarité.

Au contraire, on peut prendre le pari qu'en cas d'application de la « *réforme de fond* » qu'on nous promet on verra apparaître dans quelques années une « *épargne personnelle* » pour les consommateurs de santé et de Sécurité sociale, accessible seulement aux plus aisés. Ainsi émergeraient, au plus grand profit des marchés financiers, ces « *fonds de pension* » qui depuis dix ans font le bonheur du capitalisme anglo-saxon. Le texte affirme enfin : « *En proposant de modifier la gestion des systèmes de santé par le vote du budget de la Sécurité sociale par le Parlement, il peut ouvrir la voie à un véritable débat sur les options de la politique sanitaire et sociale et sur les rôles respectifs du Parlement et des partenaires sociaux...* »

Certes, comme l'écrit Jacques Delors : « *Il est bon que le Parlement ait son mot à dire sur notre système d'Etat-providence qui reflète une certaine conception de l'assurance collective et de la solidarité, deux fondements de la cohésion nationale.* » Certes, la séparation du budget général de la nation et de son budget social est un non-sens et le débat sur le niveau des dépenses de santé relève en effet des citoyens et de leur Parlement.

Nous ne prenons pas ici la défense de corporatismes inadmissibles qui se dissimulent parfois sous la revendication de la gestion paritaire actuellement en place. Mais on peut s'étonner que les signataires de l'appel, souvent membres avertis des mouvements associatifs, n'aient aucunement prévu les modes nécessaires d'interaction entre les pouvoirs publics issus de la démocratie représentative et les « *forces vives* » d'une société civile en péril (dans le cas présent, les professionnels de la santé, les organisations syndicales et patronales et, bien entendu, les associations de citoyens actifs, pour qui la santé représente une part essentielle de l'art de vivre... et de mourir). Nos amis sont bien placés pour savoir que, sans une réelle transparence démocratique, les techniques de contrôle aux mains des représentants technocratiques de l'Etat conduisent aux pires impostures.

Selon nous, le plan Juppé ne représente pas une réforme de fond de la Sécurité sociale. Si certains de ses éléments peuvent servir de couverture à une alternance politique, il ne peut nullement fournir les lignes de force d'une alternative de société à la recherche de laquelle sont les Français, même si elle s'exprime encore de manière confuse.

La gauche serait-elle donc en panne de grille de lecture et d'imagination pour bâtir une politique de civilisation qui donne du sens à nos actions ? La boulimie sans répit de l'économie capitaliste de marché ne peut bien entendu en tenir place, ni la fameuse « *civilisation du multimédia* », qui ne constitue qu'un leurre des plus habiles.

***Jacques Robin**, ancien interne des hôpitaux de Paris, est directeur de « Transversales science/culture ».*

Non, le paritarisme n'a pas démérité !

par Jean-Louis de Mourgues

IL est de bon ton, en ce moment, d'attaquer la gestion de la Sécurité sociale et, à ce titre, de dénoncer l'incapacité des organisations syndicales et patronales à gérer un régime de protection sociale. En élargissant le débat, certains les accusent d'être incapables d'assumer leurs responsabilités ou de prendre des décisions au bon moment.

Cette campagne de dénigrement est injuste et dangereuse. Injuste parce que, sur la protection sociale, les organisations syndicales et professionnelles n'ont, en France, de leçon à recevoir de personne.

Lorsque les compétences entre l'Etat et ses différentes composantes, Parlement, gouvernement, administrations, et celles des organisations syndicales sont claires et précises, le paritarisme a montré qu'il savait gérer avec succès aussi bien l'assurance-chômage que les régimes de retraite complémentaire (Arrco pour les non cadres, comme Agirc pour les cadres). Dans ces deux derniers cas, le système paritaire, investi de l'ensemble des responsabilités, a su, à temps, maîtriser les dépenses et décider de mesures d'économies souvent, d'ailleurs, fort impopulaires. L'Etat n'a le monopole ni du courage ni de l'impopularité.

Ce n'est que lorsque les compétences sont ambiguës et que le paritarisme est imparfait que naissent les difficultés. A la Caisse nationale d'assurance maladie, non seulement le conseil d'administration n'avait pas les coudées franches compte tenu du rôle déjà fort important de l'Etat, mais encore il était en réalité tripartite (collège patronal, syndicats de salariés, personnalités qualifiées) et non paritaire, c'est-à-dire composé par moitié entre les représentants des entreprises adhérentes et des syndicats des salariés.

Ce dénigrement est dangereux parce que le paritarisme, dans la gestion des régimes complémentaires de retraite et de prévoyance, est très largement une spécificité française qu'il serait grave de détruire. Parfaitement accepté dans les entreprises françaises, il a non seulement nourri le dialogue social, mais assuré aux salariés, au meilleur coût, une retraite tout à fait honorable et une protection très solide contre les graves aléas que sont l'invalidité, le décès ou même la dépendance.

Notre pays a un besoin essentiel de corps intermédiaires et souffre du manque de puissance et de prestige des syndicats. Au lieu de les dénigrer, il faut au contraire les renforcer en reconnaissant qu'ils sont, aussi bien que leurs homologues allemands, toujours cités en exemple, aptes à gérer avec succès l'assurance-chômage, la retraite, la prévoyance, qui sont des garanties étroitement liées au contrat de travail.

De même qu'on ne change pas la Constitution de la République à chaque crise politique, de même ne confondons pas les systèmes de gestion avec les problèmes à régler. Il serait dangereux pour l'avenir de désigner le paritarisme comme le bouc émissaire le plus commode.

Les événements actuels nous montrent combien il est important qu'à côté des valeurs économiques le « social » soit reconnu. Le paritarisme est une des clefs de voûte de la cohésion sociale en France. Respectons-le !

***Jean-Louis de Mourgues** est délégué général de l'AGRR (Association générale de retraites par répartition).*

AU COURRIER DU « MONDE »

UNE SÉCURITÉ SOCIALE À TROIS VITESSES

Depuis quelque dix ans, la Sécurité sociale rembourse de moins en moins de médicaments, et les médicaments remboursés le sont à des taux de plus en plus bas.

La conséquence est simple : les cotisations aux mutuelles atteignent des taux prohibitifs. Un exemple, pour une seule personne assurée pour un trimestre :

1990 = 579 F ; 1993 = 834 F (+ 44 %) ; 1995 = 1 182 F (+ 41 %).

Si l'on prend comme base un revenu mensuel de 6 000 F, la cotisation à une mutuelle est passée de 3,2 % à 6,5 % en cinq ans. Voilà une nouvelle CSG ou une nouvelle assurance-maladie dont personne ne parle.

D'où une Sécurité sociale à trois vitesses : les exclus, que soignent Médecins du monde ou Médecins sans frontières ; ceux qui se soignent mal par suite de remboursements faibles ; les nantis qui ont une « bonne mutuelle » et qui disposent d'une armoire à pharmacie qui pourrait soigner un immeuble.

Jules Broutin
Lille

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani

Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction : Thomas Ferenczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomeau, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Directeur de la gestion : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde.
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 885 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ». Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206 806F
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex 261 311F

France-OTAN, un nouveau départ

Suite de la première page

Elle s'est trouvée à maintes reprises, en raison de ces réticences du précédent chef de l'Etat, dans la situation paradoxale de bouder des réunions entre ministres de la défense ou chefs d'état-major de l'Alliance consacrées à la Bosnie, où elle se trouvait pourtant en première ligne. Il était temps, à l'heure où quelques milliers de soldats français vont participer en Bosnie à une opération sous commandement *« opérationnel »* américain, de mettre définitivement fin à cette absurdité. Et c'est chose faite.

Mais la véritable nouveauté n'est pas là. Elle est dans la tentative d'aborder d'une autre manière la dialectique tendue des rapports transatlantiques. La France fait un geste en direction de l'Alliance, mais elle attend d'être payée en retour par une plus grande disponibilité de ses alliés à réformer l'OTAN.

Si François Mitterrand mettait une telle rigidité dans l'observance du dogme de l'indépendance par rapport à une organisation dont il dit un jour qu'elle n'était *« tout de même pas la Sainte alliance ! »*, c'est que, dans son esprit, l'Europe en construction offrait une véritable alternative à l'OTAN. Croyant que ce projet allait devenir réalité grâce à l'effondrement du bloc communiste, l'ancien président de la République ne donnait pas cher, à l'aube des années 90, de l'avenir de l'OTAN. Il s'est trompé. Les dirigeants français prennent acte aujourd'hui du fait que la défense européenne ne peut se concevoir comme concurrente à l'OTAN, ni se construire sur ses décombres. Ils espèrent ainsi libérer la démarche française du soupçon qu'elle engendre chez les Américains, mais aussi chez les grands alliés européens ; un soupçon dont le résultat est qu'après des années de patients efforts de Paris, *« l'identité européenne de défense »* n'a pas véritablement pris corps et que l'Union de l'Europe occidentale (UEO), dont la France voulait faire le bras armé de l'Europe, reste une coquille largement vide.

C'est un vrai changement de philosophie. On cesse de s'arc-bouter sur une position formaliste rigide devenue anachronique. La France a été en fait ces dernières années, en particulier par sa disponibilité à agir sur des théâtres extérieurs, le plus sérieux partenaire des Etats-Unis ; elle est devenue un interlocuteur essentiel pour la Grande-Bretagne, tant sur le terrain bosniaque que dans le domaine du dialogue sur l'avenir de la dissuasion nucléaire ; elle ne pouvait enfin rester absente d'instances où se traitent les grandes questions de l'avenir de l'OTAN, qu'il s'agisse de son élargissement à certains pays de l'Est ou de sa réforme militaire.

Mais en retour Paris attend de ses alliés, Européens et Américains, une vraie disponibilité à à construire dans l'OTAN un *« pilier européen »*. C'est à une *« alliance rénovée »* que la France se déclare prête aujourd'hui à participer pleinement, en appelant ses partenaires à inscrire le fait européen dans la réforme de l'organisation militaire et dans la réflexion sur son avenir.

Paris attend de ses alliés, Européens et Américains, une vraie disponibilité à construire dans l'OTAN un « pilier européen »

Ceux qui pensaient qu'une véritable défense européenne pourrait un jour se développer en toute autonomie, par le canal de l'UEO, n'y trouveront peut-être pas leur compte. L'idée française est en effet que les moyens mis par les uns et les autres au service de l'OTAN puissent l'être aussi au service de l'UEO et que les deux organisations par conséquent se chevauchent. On est désormais conscient à Paris que toute autre approche n'est pas réaliste, parce que les Européens n'en veulent pas.

Le geste français appelle donc des contreparties, que le président de la République aura sans doute l'occasion de préciser lors de son voyage à Washington début février. Ce serait un coup pour rien si les alliés faisaient le contresens de penser que « la France rentre au bercail » ou que, trente ans après, elle reconnait les « erreurs » du général de Gaulle.

Claire Tréan

Le Monde

ÉDITORIAL

Clarification nécessaire

Le simple risque de la défaite fait naître les divisions, surtout chez ceux qui ne se sont ralliés que par obligation. Alain Juppé est en train de le mesurer. Depuis longtemps, il avait compris que la fausse solidarité de Philippe Séguin n'était même plus apparente. Vite, il s'est aperçu que le soutien de François Léotard glissait vers le *« oui, mais... »* qui permit en son temps à Valéry Giscard d'Estaing de prendre ses distances avec le gaullisme. Aujourd'hui, probablement sans surprise, il découvre que Charles Pasqua sort du silence qu'il s'était imposé depuis la présidentielle, au moment même où la majorité doit faire face à une très grave crise sociale.

La droite, en fait, est profondément divisée sur l'analyse de la société française, et donc sur les remèdes que nécessite son état. La campagne présidentielle en avait été le révélateur. Bien loin de clarifier les choses, elle n'a fait que les embrouiller. Jacques Chirac, pour sortir de l'impasse dans laquelle il était enfermé, a plus que flirté avec l'« autre politique », mais, pour retrouver une crédibilité, il s'est aussi appuyé sur un homme qui symbolisait une gestion orthodoxe, Alain Juppé. Edouard Balladur, porte-drapeau de cette orthodoxie, a tenu à avoir le soutien de Charles Pasqua (dont l'idéologie aurait dû faire un des hérauts du chiraquisme) parce qu'il croyait – bien à tort, comme les événements l'ont montré – qu'il l'aiderait à l'emporter. La réconciliation d'entre les deux tours ne pouvait être que de façade et devait donc se briser à la première difficulté. La crise politique qu'engendre obligatoirement toute crise sociale grave n'en est, aujourd'hui, que plus profonde.

Comme rien n'a été tranché quand cela devait l'être, tout réapparaît maintenant. Les antimaastrichtiens recommencent à prétendre que tout le mal vient de la préparation de la monnaie unique européenne, refusant de voir que celle-ci ne fait que contraindre la France à regarder enfin des réalités sur lesquelles elle s'aveuglait. Les partisans de l'« autre politique » se reprennent à espérer que Jacques Chirac se laissera à nouveau tenter par celle-ci. Une majorité éclatée, un chef du gouvernement qui se refuse toujours à prononcer le mot fatidique de « négociation », malgré l'ampleur du mouvement de contestation... tout se conjugue pour que le pouvoir patine.

Pour en sortir, il importe qu'une voix autorisée parle haut et clair. Sous la Ve République, elle ne peut être que celle du chef de l'Etat. Certes, c'est lui qui, dans son intervention du 26 octobre, a indiqué le chemin en faisant de la réduction des déficits publics et sociaux la priorité des priorités, ce qui impliquait le ralliement à la monnaie unique et le rejet de l'« autre politique ». Le premier ministre n'a certes fait qu'appliquer ce choix, mais en mettant la barre trop haut, en préférant le secret au dialogue et en s'arc-boutant, dans un premier temps, sur un ensemble compact de réformes à prendre ou à laisser.

Les voix discordantes au sein de la majorité et les erreurs commises dans le dialogue social par Alain Juppé devraient contraindre celui qui est, par fonction, gardien de l'unité de la nation à venir à son secours. Sauf à laisser croire qu'il envisage d'en tirer d'autres conséquences.

Conversation

par Carlos Nine



REVUE DE PRESSE

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG
Josef Joffé

■ L'Etat, outre un service public gonflé, contrôle plus de deux mille entreprises, dans le secteur des banques, de l'aéronautique, de l'armement ou de l'acier. C'est là que les énarques, l'élite de l'Etat, se partagent les postes et les prébendes (...) Qu'est-ce qui a déclenché la révolution de novembre ? Le souhait du gouvernement de combler le trou béant de la Sécurité sociale au moyen d'une réformette (...). L'Histoire se fait destin. A chaque fois le besoin de réforme accumulé se décharge en révolte : 1789, 1830, 1848, 1871, 1936, 1968, 1986, 1995. Depuis les événements de 68 qui ont amené un important transfert de privilèges vers la classe intellectuelle, il ne s'agit plus de faire la grève pour la réforme, mais pour le sauvetage des privilèges.

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI
Albert du Roy

■ Reste à espérer que l'épreuve agisse comme une purge, qui permet d'évacuer, fût-ce dans la douleur, ces vieilleries, ces fantasmes, ces illusions, ces incompréhensions qui nous encombrent l'esprit et nous paralysent bras et jambes (...). Le problème national qui s'est rudement révélé ces dernières semaines ne doit pas être compris de travers : signifie-t-il que les Français sont contre la réforme quelle qu'elle soit ? Ou qu'ils sont contre les réformes quand ils ne les comprennent pas ?

LE FIGARO
Edgar Morin

■ La grève est venue après que le pays eut vécu en période de prospérité les transformations les plus profondes de son histoire, supprimant son industrie traditionnelle et sa culture rurale multiséculaire, et alors qu'il doit vivre en période de quasi-récession, chomâge et misère morale, la non moins formidable transformation de l'adaptation à un marché mondial en état de chaos. C'est dans ces conditions qu'elle a offert une soupape à tant d'angoisses profondes, intériorisées, y compris celles venant d'un mal de civilisation, faisant subir aux individus les pressions et oppressions accrues de la technicisation, de la bureaucratisation et de la monétarisation.

RTL
Marc Ullmann

■ Les Français actuellement se remuent, ce qui est un signe de vitalité, et si cette vitalité prend des formes regrettables, c'est que depuis des années elle n'a pu s'exprimer de façon utile et positive (...). A l'issue de la crise, il va donc falloir que ceux qui en France exercent des responsabilités changent de méthode, car comment tirer parti de la vitalité des gens si ceux-ci ont l'impression d'être traités comme de simples pions.

FRANCE INTER
Pierre Le Marc

■ Aussi chargée qu'elle soit d'arrière-pensées politiques, l'offensive de Charles Pasqua ne saurait être réduite à des calculs médiocres. Elle exprime en effet une nouvelle poussée de tension anti-européenne, une nouvelle pression en faveur d'une politique libérée des règles monétaires et des calendriers de la construction européenne.

Plan Juppé : panne de projecteur

La réforme du système de protection sociale est bonne pour la France, dit Alain Juppé. A quelques nuances près, les dirigeants politiques, économiques, médiatiques et bon nombre de leaders syndicaux sont d'accord. Votre réforme est mauvaise pour nous, les Français, répondent de vive voix ou par l'action les grévistes et les larges secteurs de la population qui les soutiennent. La France. Les Français (ou plus exactement, quel que soit leur état civil, ceux qui vivent en France).

Les uns et les autres ne parlent pas de la même chose. Les « autres » (les Français) ne se reconnaissent pas dans ce que les uns leur présentent comme leur intérêt supérieur, celui de la nation.

C'est un problème d'image, et de projection. La projection qui permet aux membres d'une collectivité d'entretenir un lien avec quelque chose de plus grand qu'eux. La France dont parlent le gouvernement et les élites est devenue une image virtuelle, générée par ordinateurs (ceux des Bourses et des organismes internationaux), prenant corps dans le seul espace abstrait de la finance mondialisée. Ce rationalisme-là a défait, ou est en passe de défaire, une longue pédagogie, celle de la République, qui par mille canaux travaillait à impliquer chacun dans une relation en miroir avec l'ensemble.

Cette pédagogie reposait sur la fusion d'un réalisme (les intérêts matériels, quotidiens, de chacun, dans le cadre des critères objectifs de l'histoire et de la géographie) et d'un imaginaire (une certaine idée de la France, de la démocratie, de la communauté, de la justice... inscrite au fronton des bâtiments publics). C'est cela, au sens fort, une image : du visible qui véhicule davantage que ce qu'il montre. De M. Juppé à Mme Notat, le signal émis par les dirigeants est celui d'un réalisme sans imaginaire, très exactement sans imaginaire social. Ce réalisme-là est irréel : la « vérité » des chiffres n'est pas celle de la vie des gens. Du coup, elle apparaît comme un fantasme méprisant de technocrates. Le premier ministre aligne les données et les formules, il ne « projette » rien.

Le seul qui avait fait ce travail de sublimation était le candidat Chirac avec ses fameuses promesses (ou c'était plutôt le réalisme qui manquait), aujourd'hui le projecteur est en panne. Moins par manque de courant que par défaut d'images idoines : face à un président qui tente de coloriser les vieilles bandes d'actualité du Général (essais nucléaires et ordonnances sur la Sécu), les opposants à la politique actuelle sont eux aussi contraints de se référer à de vieilles visions – mai 68, quand ce n'est pas le Front populaire.

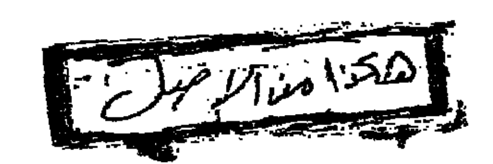
Ce réalisme-là est irréel : la « vérité » des chiffres n'est pas celle de la vie des gens

De ce défaut d'images naît le blocage. On l'avait vu se mettre en place au moment du référendum sur Maastricht : l'Europe, objectif rationnel, intellectuellement défendable, ne projette rien, ne renvoie à aucun imaginaire qui justifierait des sacrifices, ou même seulement des changements d'habitudes. L'Europe n'a pas d'image, elle ne « représente » rien. Et il n'est pas innocent que le même mot, « représentation », désigne à la fois le mécanisme de délégation du pouvoir par la société et celui par lequel ses membres ont accès au monde.

La manière, à toujours plus faible teneur imaginaire, dont les citoyens sont informés et distraits (essentiellement par l'audiovisuel) est intimement liée à la désaffection, plus exactement à la « décroyance » envers ceux qui sont censés les représenter et décider en leur nom. On a souvent dénoncé d'une part la politique-spectacle (celle qui tend à ne fonctionner que sur l'affect et l'effet immédiats, soit un imaginaire pauvre, de plus en plus dépourvu de profondeur), d'autre part les dérives technocratiques.

La fracture sociale s'ouvre sous l'effet de ce double mouvement. Ce n'est pas tant le sommeil de la raison qui engendre des monstres que le dénouage de la raison et de l'imaginaire se mettant à fonctionner de manière disjointe. Et les « monstres », ceux de la démagogie autoritaire et bornée, sont là, ils ont pignon sur rue.

Jean-Michel Prodon



CORRUPTION *C'est pratiquement toute l'élite industrielle de la Corée du Sud qui a été inculpée de corruption par le parquet le 5 décembre avec l'ex-président Roh Taewoo, accusé d'avoir reçu 369 millions de dollars en pots-de-vin au cours de son mandat (1988-1993). Parmi les sept patrons de « chaebols », les grands conglomérats, accusés d'avoir versé des fonds et laissés en liberté, figurent les présidents de Daewoo, Kim Woochong, de Samsung, Lee Kum-hee, et de Dong Ah, Choi Won-suk.* ● **CETTE DÉCISION** *pourrait constituer une rupture dans le fonctionnement de la « Korea Inc » faite de dirigisme, de concentration du pouvoir économique et de protection politique.* ● **KOREAN AIRLINES** *reconnaît de son côté avoir contribué au financement de la campagne du premier parlementaire américain d'origine coréenne.*

L'inculpation de sept grands patrons ébranle la « Korea Inc »

A l'origine de la pratique des pots-de-vin, la concentration du pouvoir entre les mains des présidents des « chaebols ». Ceux-ci n'ont de compte à rendre ni à un quelconque conseil de surveillance ni aux actionnaires

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Avec l'ex-président Roh Taewoo, c'est pratiquement toute l'élite industrielle de la Corée du Sud qui a été inculpée de corruption par le parquet, le 5 décembre. Attendue, cette inculpation n'en ébranle pas moins le monde des affaires d'un pays en pleine croissance qui brigue de devenir membre de l'OCDE en 1996. Elle pourrait constituer une rupture dans le fonctionnement de cette « *Korea Inc* » faite de dirigisme, de concentration du pouvoir économique, de gestion autoritaire et de protection politique liées à l'audace stratégique, à l'origine de l'expansion prodigieuse de ce pays.

Au cours d'une conférence de presse télévisée en direct, mardi 5 décembre, le procureur Ahn Kang-min a annoncé l'inculpation du président Roh, arrêté le 16 novembre et coupable d'avoir reçu 369 millions de dollars en pots-de-vin au cours de son mandat (1988-1993). Parmi les sept grands industriels inculpés pour avoir versé les fonds, et laissés en liberté, figurent les présidents de Daewoo, Kim Woo-chong, de Samsung, Lee Kum-hee, et de Dong Ah, Choi Won-suk. *« Afin de tenir compte des conséquences économiques négatives et des liens que ces hommes d'affaires entretiennent avec des firmes étrangères, nous avons décidé de les inculper sans les arrêter »*, a précisé le procureur.

La modération du parquet a déçu l'opinion publique, qui s'attendait à une plus grande sévérité, mais elle a rasséréné les milieux d'affaires. Mettre en prison les patrons des grands conglomérats, les *chaebols*, c'était plonger le pays dans le chaos, paralyser l'économie – les trente premiers groupes sont à l'origine des trois quarts de la production industrielle nationale – et étendre la crise de confiance que traverse la Corée à ses partenaires étrangers. Leur inculpation les place cependant dans une position psychologiquement délicate. Si par le passé ils ont résisté aux tentatives de réforme imposées par le gouvernement, ils n'ont désormais guère d'autre choix que de repenser une gestion autoritaire concentrée entre les mains des héritiers des fondateurs.

Outre la collusion avec le pouvoir politique (*Le Monde* du 18 novembre), héritée de la période de décollage économique des années 1960 sous la férule de Park Chung-hee, il existe une cause structurelle à la pratique, devenue endémique, des pots-de-vin : la concentration du pouvoir entre les mains des présidents des « *chaebols* » exclut tout contrôle extérieur sur la gestion. Ceux-ci n'ont aucun compte à rendre ni à un quelconque conseil de surveillance ni aux actionnaires.

Certains *chaebols* se sont déjà orientés vers une gestion plus moderne : c'est le cas de Samsung, le premier groupe coréen, ou du groupe LG, qui, tout en restant des affaires de familles, ont délégué les responsabilités à des directeurs choisis pour leur professionnalisme. Mais d'autres restent très traditionalistes. Le président de Daewoo, Kim Woo-choong, le plus exposé dans ce scandale (il a fourni 31 millions de dollars à l'ex-président et contribué à dissimuler ses fonds secrets sur des comptes ouverts sous des noms d'emprunt) a donné le ton. Il vient d'annoncer qu'il se retirerait progressivement du capital du groupe pour devenir un simple président désigné et procéder à la nomination de directeurs plus jeunes, choisis pour leur compétence professionnelle. Il sera en revanche plus difficile de réformer Hyundai, en proie à une âpre lutte de succession au sommet entre les membres de la famille du père fondateur du groupe, Chung Ju-yong.

Les banques sont également prises dans la tourmente : c'est avec l'aide des banquiers qu'ont été montées les opérations les plus douteuses, qu'il s'agisse de Shinhan Bank ou de la Korea First Bank, qui a avancé les sommes versées par le groupe Hanbo à M. Roh. La phase délicate que traverse les banques, dans le collimateur du parquet, risque d'avoir des conséquences négatives pour l'obtention de crédits par les petites et moyennes entreprises. D'autant que le marché parallèle du crédit (alimenté par les fortunes privées), dont elle tirent une bonne partie de leur ressources, s'est tari sous l'effet de l'enquête du parquet.

L'accélération de l'ouverture de l'économie coréenne devrait être salutaire, contribuant à moderniser la gestion des groupes et à les rendre plus compétitifs sur la scène internationale. Il pèse cependant une hypothèque sur le processus : l'opération de purification lancée par le président Kim n'est pas dénuée de motivations politiques. En « surfant » sur la vague du scandale, M. Kim joue avec le feu en espérant ainsi éviter d'être éclaboussé : le financement de la campagne présidentielle de 1992 est loin d'être éclairci. M. Kim risque de ne pas sortir indemne du chambardement qu'il a provoqué en faisant arrêter l'autre ex-général président, Chun Too-whan. Le chaos politique qui s'annonce avec la fracture ouverte au sein de la majorité gouvernementale est l'incertitude majeure pesant sur l'économie coréenne.

Philippe Pons

Un parlementaire américain financé par Korean Airlines

La compagnie aérienne Korean Airlines a reconnu, le 6 décembre, avoir contribué illégalement, en 1992, à hauteur de 4 000 dollars (environ 20 000 francs), à la campagne électorale de Jay Kim, premier Américain d'origine coréenne élu au Congrès, a annoncé Stephen Mansfield, procureur fédéral adjoint. Jay Kim, membre de la Chambre des représentants, fait l'objet d'une enquête fédérale pour utilisation de fonds illicites pendant sa campagne.

La loi américaine interdit aux sociétés et aux étrangers de participer au financement de la campagne des candidats aux élections fédérales. *« Le soutien apporté par Korean Airlines à Jay Kim était fondé sur l'enthousiasme suscité par la possibilité qu'un Américain d'origine coréenne remporte pour la première fois un siège au Congrès »*, a expliqué Eugene Mueller, un responsable de la compagnie. Le vice-président, Jim Kim, et le directeur financier, Jong Seung-won, devraient être entendus par la justice le 18 décembre prochain. – *(Reuters, AFP.)*

La lente extinction d'AEG, « déesse allemande de la lumière »

COLOGNE
correspondance

« Déesse de la lumière » au début du siècle, AEG (Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft), la Compagnie générale d'électricité, est désormais condamnée aux affres de l'ombre. Le 6 décembre, le membre du directoire chargé du personnel a confirmé devant plus de trois cents salariés la décision de fermer définitivement le siège de Francfort. Depuis de nombreux mois, les rumeurs de démantèlement se multipliaient. La vieille dame, âgée de 114 ans, fait donc les frais des mesures d'assainissement engagées par le groupe Daimler-Benz, dont elle a toujours été un des maillons faibles.

Depuis son rachat en 1985, AEG accumule les pertes record : 1,2 milliard de deutschemarks en 1993 (environ 4,2 milliards de francs) et 500 millions l'an dernier. Cette année, un déficit estimé à 1,3 milliard de deutschemarks semble avoir décidé les dirigeants de Daimler à accélérer le « dépeçage » d'un des groupes les plus symboliques de l'industrie allemande. Les branches techniques automation et énergie (20 000 emplois au total) devraient être cédées au 1er janvier. Le groupe franco-britannique GEC-Alsthom et le français Schneider sont parmi les candidats à la reprise.

Après ces deux importantes cessions, le chiffre d'affaires d' AEG passera de 10,5 milliards à environ 7 milliards de deutschemarks. A son apogée en 1976, la firme, alors associée à Telefunken, réalisait 13,5 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires, avec plus de 160 000 salariés dans le monde. Depuis, les actifs n'ont cessé de fondre au fil des déficits et des plans de relance. En 1985, Edzard Reuter, patron de Daimler-Benz, avait racheté le groupe, à la surprise générale : alors perçu comme un dirigeant visionnaire, il voulait faire d'AEG un des quatre pôles de son groupe technologique. Cette stratégie n'a jamais profité des effets de synergie espérés avec DASA (aéronautique et défense), Mercedes-Benz (automobiles), DEBIS (services et commerces). AEG a dû jongler entre cessions de ses filiales et coopération pour essayer de rentabiliser ces différents secteurs.

Le processus s'est accéléré ces derniers mois : la fusion des activités ferroviaires avec celles du groupe Asea Brown Boveri (ABB) au sein de la société commune ABB Daimler-Benz Transportation s'est accompagnée de la vente des activités basse tension à l'américain General Electric. Auparavant le groupe s'était débarrassé des produits qui ont fait sa réputation et sa popularité : appareils électroménagers (vendus à Electrolux), machines à écrire, compteurs et autres téléphones mobiles (repris par Matra).

Les activités restantes – en microélectronique (la filiale Temic), dans les moteurs (MTU) et le rail – ne justifiaient plus le maintien de la holding AEG, estiment les responsables de Daimler-Benz, contre l'avis des syndicats. Daimler-Benz, que son président de directoire, Jürgen Schrempp, se doit désormais d'assainir – pertes estimées à 3 milliards de deutschemarks cette année –, ne pouvait plus renflouer une société moribonde. *« Nous avons perdu une nouvelle illusion »*, a commenté le conseil d'entreprise, structure qui représente les syndicats dans le cadre de la cogestion à l'allemande : *« Nous savons maintenant que le directoire d'AEG a capitulé devant Daimler-Benz. »*

Dix mille emplois, selon les syndicats, seraient menacés par la fin d'AEG. Seuls les 700 salariés du siège semblent réellement concernés à court terme. Mais la marque ne disparaîtra pas de sitôt : beaucoup de produits estampillés AEG, passés sous le contrôle d'autres marques, continuent leur carrière, loin des soucis de la maison mère.

Philippe Ricard

Les déboires de l'ancien sidérurgiste Klöckner-Werke AG accélèrent le changement de dirigeant

COLOGNE
correspondance

Les choses sont allées plus vite que prévu à la tête de Klöckner-Werke AG, l'ancien sidérurgiste reconverti dans la mécanique et la sous-traitance automobile : depuis le début du mois de décembre, Heinz-Ludwig Schmitz a remplacé Hans-Christoph von Rohr. L'information n'a été rendue publique que le 7 décembre. Désigné en septembre, le nouveau président du directoire n'a pas attendu la fin du contrat de son prédécesseur, en mars prochain, pour entrer en fonctions. Les dirigeants de Klöckner ont sans doute voulu gagner du temps car la position du groupe reste fragile.

L'entreprise de Duisbourg a replongé dans le rouge avec des pertes de 210 millions de deutschemarks (environ 720 millions de francs) pour l'exercice 1994-1995 achevé fin septembre. Le résultat opérationnel, certes positif, n'a pas atteint les prévisions. Klöckner-Werke aurait souffert, selon la direction, des difficultés d'une de ses filiales, la Klöckner-Holstein Seitz AG, qui produit des machines de conditionnement de boissons. Les dépenses de restructuration, les plans sociaux engagés ces dernières années et les dettes très importantes (1,5 milliard de deutschemarks pour un chiffre d'affaires de 4,1 milliards en 1993-1994) expliquent les mauvais résultats d'ensemble.

Hans-Christoph von Rohr ne passait plus, aux yeux des membres du conseil de surveillance, pour l'homme de la situation, dans une entreprise qui a la mauvaise réputation de se trouver perpétuellement au bord du gouffre. Son successeur devrait disposer d'un profil plus adapté aux circonstances. Physicien de formation, Heinz-Ludwig Schmitz, cinquante-huit ans, est un technicien réputé, rompu à l'art de l'assainissement des entreprises après avoir dirigé Renk AG, filiale du constructeur de poids lourds MAN, qu'il a reconvertie dans la fabrication des boîtes de vitesse, d'embrayages et autres composants automobiles. Il lui faudra désormais composer avec l'héritage laissé par son prédécesseur.

FAUTEUIL INCONFORTABLE

Le juriste von Rohr, cinquante-sept ans, a conduit à un tournant historique en cédant les activités sidérurgiques afin de se libérer des évolutions cycliques de l'acier. Il aura assuré la diversification dans les techniques d'emballage et d'embouteillage, les matières plastiques et la sous-traitance automobile. Cette stratégie a permis à Klöckner (avec quelque 20 000 salariés) de réaliser un léger bénéfice l'an dernier (5 millions de deutschemarks), pour la première fois après des années de déficit. Mais elle tarde encore à donner des résultats décisifs.

A peine arrivé aux commandes, Hans-Christoph von Rohr avait été échaudé par la mise en règlement judiciaire des principales filiales sidérurgiques. Il avait dû tirer le groupe hors du gouffre en négociant en 1993 la liquidation de 60 % des dettes contractées par le secteur de l'acier (1,5 milliard de deutschmarks a été « épongé ») lors d'une des plus grosses opérations de ce type jamais survenues en Allemagne. Klöckner subit encore les conséquences de ce sauvetage. L'entreprise s'est engagée à indemniser ses créanciers en leur versant un tiers de ses bénéfices d'ici à l'an 2000 : un fardeau dont les responsables de Klöckner souhaitent désormais se débarrasser.

Heinz-Ludwig Schmitz aura donc la double mission d'assainir les finances tout en optimisant la stratégie industrielle. Les pronostics optimistes pour 1996 devraient l'aider à s'installer dans un fauteuil de patron que les observateurs décrivent comme *« un des plus inconfortables »* de l'industrie allemande.

Ph. R.

■ **IMMOBILIER DE BUREAU : le ministre de l'économie et des finances,** Jean Arthuis, a présenté le 6 décembre un *« plan d'ensemble »* pour résoudre la crise de l'immobilier de bureau, visant à *« éviter autant que possible »* la construction de nouveaux bureaux en région parisienne et à *« liquider »* le stock de bureaux vides. Le dispositif prévoit la création d'un prêt à 6,5 %, distribué par le Crédit foncier pour faciliter la transformation de bureaux en logements et la suppression des *« contraintes administratives ou fiscales »* qui incitent ou obligent à construire.

■ **ARMEMENT : Michel Mazens** devrait être porté prochainement à la présidence de la Sofresa (Société française d'exportation de systèmes d'armement) en remplacement de Jacques Douffiagues, ancien ministre, nommé à ce poste en juin 1993. Agé de cinquante-six ans, M. Mazens est chargé de mission pour les affaires internationales auprès du délégué général pour l'armement, Henri Conze.

■ **AIRBUS : le consortium aéronautique européen** a proposé à la compagnie aérienne malaisienne Malaysia Airline System (MAS) un partenariat industriel pour fabriquer des éléments d'avion en Malaisie, affirme, le 7 décembre, le *Business Times* de Kuala Lumpur, en citant le PDG d'Airbus Industrie, Jean Pierson. Airbus, en concurrence avec les américains Boeing et McDonnell Douglas pour la fourniture de 25 appareils à MAS au cours des cinq prochaines années (un contrat évalué à 4 milliards de dollars), a indiqué que cette offre de partenariat n'était pas liée à ce contrat.

■ **ATIC : Pierre Verbrugghe, ancien préfet de police de Paris,** président de l'ATIC (Association technique de l'importation charbonnière) depuis 1993, a quitté la présidence d'ATIC Services, sa principale filiale. Il a été remplacé le 6 décembre par Thierry Arnold, représentant d'EDF, l'un des actionnaires minoritaires aux côtés de Sollac et de Charbonnages de France.

■ **SONY : le groupe d'électronique japonais** reprend en main sa filiale américaine. Le PDG de Sony USA, Michael Schulhof, qui avait joué un rôle déterminant dans l'achat des studios de cinéma Columbia Pictures, a été contraint de démissionner. C'est Norio Ohga, le PDG de Sony, qui assure dorénavant la conduite des opérations aux Etats-Unis.

■ **PHILIPS : le groupe néerlandais** va créer une filiale spécifique aux cartes à puce. Baptisée Philips Cartes et systèmes, elle reprendra l'activité de TRT, la filiale française dont le nom ainsi que certains métiers vont être acquis par AT&T. *« Il s'agit d'acquérir plus d'autonomie et de faciliter les alliances »*, explique François Petit, responsable de l'activité cartes à puce.

Wall Street collectionne les records et joue la baisse des taux

Les ménages américains placent massivement leur épargne à la Bourse

Poussée par l'espoir de la baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale, lors de la réunion de son comité de politique monétaire le mardi 19 décembre, la Bourse de New York continue à aligner les records. Wall Street n'est pas affecté par les signes d'un ralentissement de la croissance et bénéficie toujours d'un afflux de capitaux considérable en provenance des ménages.

LE RALENTISSEMENT en cours de l'économie américaine semble se confirmer de jour en jour mais n'inquiète pas Wall Street... au contraire. La Bourse américaine, portée par la baisse des taux obligataires et les espoirs de baisse de ses taux directeurs par la Réserve fédérale continue à afficher des performances ahurissantes. L'indice Dow Jones a battu un nouveau record mercredi 6 décembre, son troisième depuis le début de la semaine et son soixante-huitième depuis le début de l'année. Il a terminé la séance à 5 199,13 points après une hausse de 0,42 % et a franchi dans la journée le niveau des 5 200 points à 5 209,25. Voilà qui porte le gain réalisé depuis le début de l'année par l'indice à 35,5 %. Du jamais vu depuis 1975.

Les chiffres confirmant un ralentissement de la croissance économique *(lire p. 5)* se multiplient, mais au lieu d'inquiéter les investisseurs sur les performances à venir des entreprises, elles ne font que les conforter dans leur pari sur la baisse des taux. L'indice composite des principaux indicateurs économiques américains en octobre, publié mercredi et censé préfigurer la conjoncture sur les six à neuf prochains mois, a reculé de 0,5 %. La baisse attendue était de seulement 0,1 %. Le « livre beige » sur la conjoncture, publié lui aussi mercredi par la Réserve fédérale, souligne que le rythme de la croissance américaine s'est assez sensiblement ralenti en octobre et en novembre.

En écho à ces signes de recul de l'activité, sur le marché obligataire américain, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans est descendu mercredi jusqu'à 5,97 %. C'est la première fois depuis deux ans qu'il passe sous les 6 %, même s'il est remonté à 6,03 % en fin de séance.

DES ÉPARGNANTS INEXPÉRIMENTÉS

La ruée des épargnants américains vers les fonds investis en actions ne se dément pas et explique pour partie les performances de Wall Street. Selon les chiffres de l'Investment Company Institute, le centre de recherche des 5 700 fonds qui se disputent l'épargne américaine, chaque mois, les ménages placent près de 10 milliards de dollars (environ 50 milliards de francs) dans des *mutual funds* investissant en actions. Si le taux d'épargne des Américains est très faible (4 % de leurs revenus), les *mutual funds* en canalisent une proportion importante vers la Bourse. Des fonds considérés aux deux tiers comme de l'épargne-retraite, c'est-à-dire un placement stable et régulier qui donne une base solide au marché. En dix ans, les actifs gérés par l'ensemble des *mutual funds* ont quintuplé pour atteindre 2 600 milliards de dollars (13 000 milliards de francs). Un tiers des Américains ont placé de l'argent dans ce type de fonds.

L'émergence d'une nouvelle classe d'épargnants inexpérimentés, en pleine période d'euphorie boursière, inquiète d'ailleurs certains analystes. Ils craignent qu'à la moindre alerte les nouveaux venus paniquent et bradent massivement leurs portefeuilles.

E. L.

La tension monte entre Bruxelles et Madrid sur le dossier Iberia

MADRID
de notre correspondant

La tension monte entre Madrid et la Commission de Bruxelles sur la recapitalisation d'Iberia. La décision prise, le 4 décembre, par le conseil d'administration de la compagnie aérienne espagnole d'augmenter le capital de 130 milliards de pesetas (5,2 milliards de francs) à compter du 23 décembre a été *« profondément regrettée »* par les autorités européennes. De son côté, le ministre de l'industrie, Juan Manuel Eguiagaray, s'est montré particulièrement dur : *« Iberia ne peut continuer d'attendre une autorisation* [d'augmentation de capital] *et le gouvernement ne peut accepter un traitement distinct et discriminatoire par rapport aux autres compagnies »*, a-t-il déclaré, le 5 décembre, en menaçant de saisir le Tribunal de Luxembourg si Bruxelles n'accorde pas cette recapitalisation attendue depuis six mois. Neil Kinnock, commissaire aux transports, ne serait prêt à attribuer que 75 milliards de pesetas.

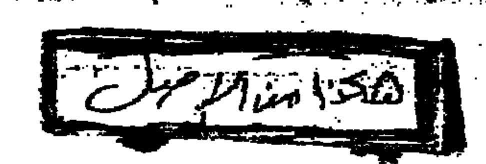
PAS DE GRÈVE DE PILOTES

Ce raidissement avec Bruxelles se produit au moment où la tendance est plutôt à la conciliation dans la Péninsule. La nomination, à la fin de la semaine dernière, de deux médiateurs, l'un proposé par le syndicat des pilotes, l'autre par la direction d'Iberia, a permis d'apaiser le conflit qui, depuis plus d'un mois, oppose la compagnie aux pilotes (*Le Monde* du 7 novembre). Ces derniers ont renoncé aux trois jours de grève prévus les 6, 10 et 11 décembre et accepté de reprendre, dès cette semaine, sans aucune condition, les négociations.

De la décision prise à Bruxelles dépendra pour une bonne part la solution à ce conflit qui, pendant douze jours de novembre, a pratiquement paralysé le trafic aérien – seul un service minimal de 30 % a été assuré – et fait perdre 130 000 voyageurs à Iberia selon Juan Saez, son président. Officieusement, les pertes sont chiffrées à 7,5 milliards de pesetas (300 millions de francs), alors que les bénéfices d'exploitation jusqu'au mois d'octobre se situent à 32 milliards de pesetas.

Le syndicat des pilotes reproche à la direction de n'avoir pas mis en œuvre totalement le plan de restructuration, adopté en décembre 1994, à la suite d'un précédent conflit provoqué par la situation catastrophique de la compagnie, déficitaire depuis cinq ans. Iberia ne dispose plus que de 16 milliards de pesetas de fonds propres et négocie la vente de sa participation de 83,5 % au sein d'Aerolineas Argentinas.

Michel Bole-Richard



■ **LA BOURSE** de Tokyo a terminé en forte hausse, jeudi 7 décembre. L'indice Nikkei a gagné 1,81 % pour *s'inscrire* en clôture à son plus haut niveau depuis janvier.

■ **WALL STREET** a établi un nouveau *record, mercredi* 6 décembre. L'indice Dow Jones a progressé de 0,42 %, soutenu par la bonne tenue *du marché obligataire américain.*

■ **LE RENDEMENT** de l'emprunt d'Etat *américain à trente* ans est tombé, mercredi, sous la barre des 6 %, son plus bas niveau depuis deux ans.

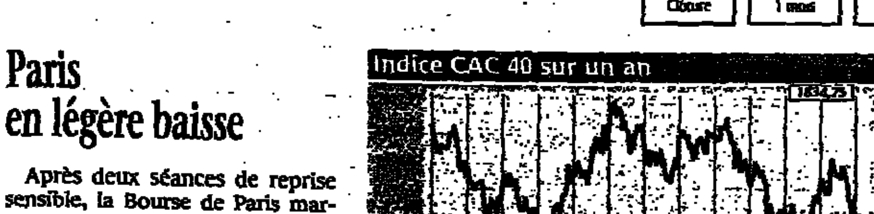
■ **LE DOLLAR** était stable, jeudi matin, à 101,50 *yens, malgré l'annonce* d'une forte contraction de l'excédent de la balance courante nippone en *octobre.*

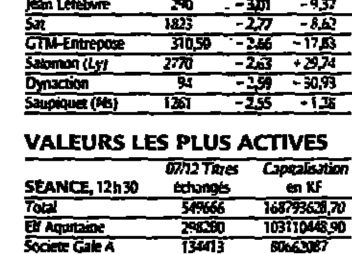
■ **L'OR** a ouvert en hausse, jeudi, sur le *marché* international de Hongkong. L'once s'échangeait à 388,60-388,90 dollars, contre 387,20-387,50 *dollars mercredi en clôture.*

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC	NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCFORT
↗	↗	↘	↘	↗	↘	↗	↗
Clôture	1 mois	1 an	1 mois	DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30

Paris en légère baisse





Après deux séances de reprise sensible, la Bourse de Paris marquait le pas jeudi, à quelques heures des manifestations appelées par les syndicats. En baisse de 0,54 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une perte de 0,55 %, à 1 824,66 points. *Le* Matif subissait également des prises de bénéfices : le contrat des bons du Trésor à dix ans cédait 0,26 %, à 116,96, et le contrat Pibor 0,05 %, à 93,89. *Le franc français était également* plus faible dans le courant de la matinée.

Les marchés sont *suspendus* à la réunion du conseil monétaire de la Banque de France, ainsi qu'au *sommet de Baden-Baden entre* le président français et le chancelier allemand. Les opérateurs attendent également de voir l'ampleur des manifestations prévues dans la journée par les syndicats de fonctionnaires.

Les statistiques démontrent un peu partout dans le monde que les économies sont en train de ralentir nettement. Selon les chiffres publiés en début de journée, le PIB allemand n'a crû *que de 1,5 %* en rythme annuel au troisième trimestre. Aux Etats-Unis, l'activité a continué à croître pendant la période de six semaines se terminant *à la fin novembre, mais à un* rythme ralenti, selon la Réserve fédérale.

Bic, valeur du jour

LE TITRE Bic a gagné 3,4 % à 486 francs le mercredi 6 décembre, alors que le CAC 40 s'adjugeait à +1,1 %. La société avait surpris les *plus optimistes* des observateurs en faisant état d'une hausse de 12 % à 310 millions de francs de son *bénéfice net au premier semestre.* Les actionnaires de Bic Corp., la filiale américaine du groupe, ont approuvé *à 94 % le rachat de leurs* titres par la maison mère, qui leur propose 40,5 dollars par action. La *société devrait* utiliser la moitié de ses importantes disponibilités (2,2 milliards de francs de trésorerie à fin 1994) pour financer ce rachat de minoritaires.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 07/12	Var. % 06/12	Var. % 31/12
Eurotunnel	7,10	+4,41	-70,35
CCMX(ex.CCMC) Ly	47	+4,21	-22,44
Dev.R.N-P.Cal #Li	29,10	+3,55	-59,01
Cred.Fon.France	96,45	+3,26	-62,36
Zodiac	735	+2,51	+25,10
Dassault-Aviation	345	+2,34	-19,76
Sodexho	1279	+1,99	+50,22
Guyenne Gascogne	1300	+1,96	-3,70
SEITA	169	+1,80	—
De Dietrich	239	+1,48	-16,43
BAISSES, 12h30			
Intertechnique 1	379,50	-5,12	-26,73
Sovac	566	-4,06	+51,33
Matra-Hachette	94,50	-3,96	-18,81
Plastic-Omn.(Ly)	312,90	-3,98	-45,67
Jean Lefebvre	290	-3,01	-9,37
Sat	1823	-2,77	-8,62
GTM-Entrepose	310,50	-2,66	-17,83
Salomon (Ly)	2770	-2,63	+29,74
Dynaction	94	-2,59	-30,93
Saupiquet (Ns)	1261	-2,55	+1,36

VALEURS LES PLUS ACTIVES

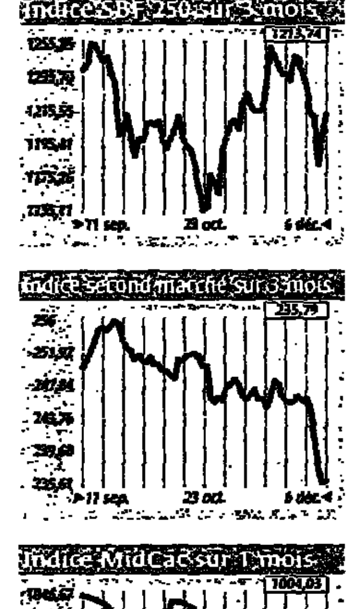
SÉANCE, 12h30	07/12 Titres échangés	Capitalisation en KF
Total	549666	168793628,70
Elf Aquitaine	298280	103110448,90
Societe Gale A	134413	80662087
Danone	69660	54975157
Air Liquide	57802	46329969
Alcatel Alsthom	103479	43118031,10
B.N.P.	194433	42733174
UAP	322134	42131730,80
Carrefour	13108	36343827
Pinault-Prin.Red.	36492	35260083

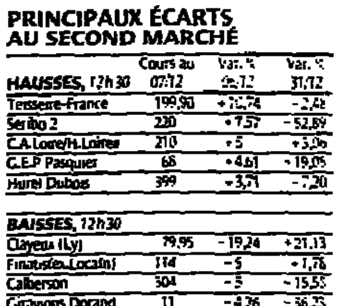
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

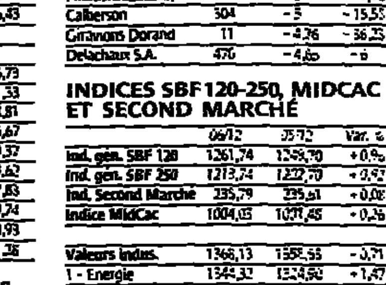
HAUSSES, 12h30	Cours au 07/12	Var. % 06/12	Var. % 31/12
Teisseire-France	199,90	+16,74	-2,42
Seribo 2	220	+7,57	-52,89
C.A.Loire/H.Loires	210	+5	+3,06
G.E.P Pasquier	68	+4,61	+19,05
Hurel Dubois	399	+3,71	-7,20
BAISSES, 12h30			
Clayeux (Ly)	79,95	-19,24	+21,13
Finatis(ex.Locatn)	114	-5	+1,76
Calberson	504	-5	-15,55
Girandons Dorand	11	-4,76	-36,25
Delachaux S.A.	476	-4,65	-6

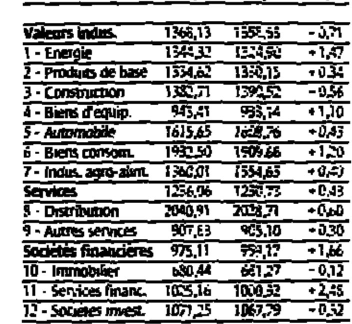
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

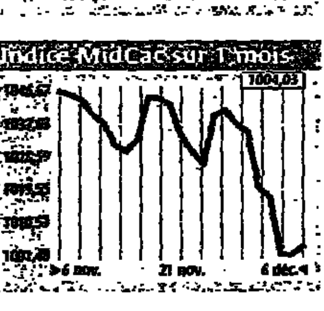
	06/12	05/12	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1261,74	1249,70	+0,96
Ind. gén. SBF 250	1213,74	1202,70	+0,92
Ind. Second Marché	235,79	235,61	+0,08
Indice MidCac	1004,05	1001,45	+0,26
Valeurs indus.	1366,13	1355,55	+0,71
1 - Energie	1344,32	1324,90	+1,47
2 - Produits de base	1334,62	1330,15	+0,34
3 - Construction	1382,71	1390,52	-0,56
4 - Biens d'equip.	945,41	935,14	+1,10
5 - Automobile	1615,65	1608,76	+0,43
6 - Biens consom.	1932,50	1909,66	+1,20
7 - Indus. agro-alim.	1360,01	1354,65	+0,40
Services	1256,06	1250,73	+0,43
8 - Distribution	2040,91	2028,71	+0,60
9 - Autres services	907,83	905,10	+0,30
Sociétés financières	975,11	959,17	+1,66
10 - Immobilier	680,44	681,27	-0,12
11 - Services financ.	1025,16	1000,52	+2,45
12 - Societes invest.	1071,25	1067,79	+0,32











Tokyo poursuit sa hausse

LA BOURSE DE TOKYO a fait un bond de 1,8 % le jeudi 7 décembre, l'indice Nikkei terminant la séance sur un gain de 344,46 points à 19 412,32 points, son cours le plus haut depuis le 11 janvier. Le 6 décembre, l'indice en hausse de 1 % avait franchi la barre des 19 000 points.

La veille à New York, Wall Street a encore poussé son avantage. Le Dow Jones s'est propulsé à 5 199,13 points, en hausse de 0,42 % dans un volume étoffé de 421 millions de titres. C'est le soixante-huitième record de Wall Street cette année. Les actions ont une fois de plus profité de la détente des taux à long terme, le rendement du 30 ans se détendant de 6,04 % à 6,03 %.

Sur le marché obligataire, les investisseurs ont pris acte du ralentissement de l'activité économique. L'indice précurseur a reculé de 0,5 % en octobre, le *sous-indice du prix des matériaux* baissant de manière significative. La Réserve féderale (Fed) constate *de son côté dans son dernier* Livre beige que *« l'activité a continué de s'accroître, mais au rythme ralenti déja mentionné dans le précédent Livre beige ».*

INDICES MONDIAUX

	Cours au 06/12	Cours au 05/12	Var. en %
Paris CAC 40	1834,75	1814,87	+1,08
New-York/DJ indus.	5193,35	5177,45	+0,31
Tokyo/Nikkei	19067,90	18879,50	+0,99
Londres/FT100	3662,80	3664,20	-0,04
Francfort/Dax 30	2267,18	2260,99	+0,27
Frankfort/Commer.	810,57	811,03	-0,06
Bruxelles/Bel 20	1746,71	1751,08	-0,25
Bruxelles/Général	1505,79	1509,56	-0,25
Milan/MIB 30	940	938	+0,21
Amsterdam/Ge. Cbs	317,40	315,90	+0,47
Madrid/Ibex 35	314,05	314,05	—
Stockholm/Affarsal	1370,80	1365,24	+0,41
Londres FT30	2648,50	2647,20	+0,05
Hong Kong/Hang S.	9898,89	9975,37	-0,77
Singapour/Strait t	2154,43	2168,88	-0,65

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

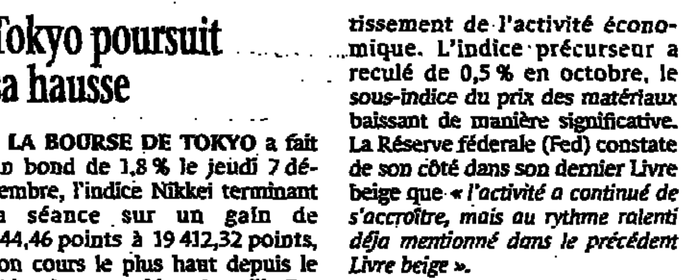
	06/12	05/12
Alcoa	58,25	58,25
American Express	44,75	43,87
Allied Signal	48,87	49,87
AT & T	65,50	67,12
Bethlehem	14,12	14,25
Boeing Co	75,12	74,25
Caterpillar Inc.	62,62	62,50
Chevron Corp.	50,75	50,75
Coca-Cola Co	79,37	77,50
Disney Corp.	62,62	62,62
Du Pont Nemours&Co	68,62	68,75
Eastman Kodak Co	68,50	66,12
Exxon Corp.	80,62	79,87
Gen. Motors Corp.H	51,75	51,87
Gen. Electric Co	71,37	70
Goodyear T & Rubbe	43,75	44,25
IBM	95,62	95,75
Intl Paper	37,87	37,87
J.P. Morgan Co	81,62	81
Mc Don Dougl	89,87	89,75
Merck & Co.Inc.	63,75	63,50
Minnesota Mng.&Mfg	66,87	66,25
Philip Moris	90,87	89,75
Procter & Gamble C	88	86,87
Sears Roebuck & Co	39	38,87
Texaco	75,87	75,87
Union Carb.	40,37	40,87
Utd Technol	96,50	97
Westingh. Electric	16,87	16,87
Woolworth	14,50	14,62

LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

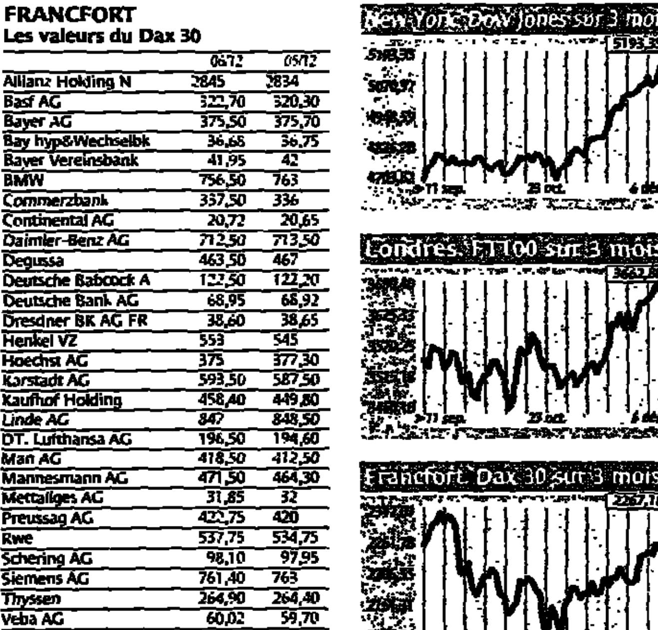
	06/12	05/12
Allied Lyons	4,94	4,90
Barclays Bank	7,84	7,95
B.A.T. industries	5,64	5,61
British Aerospace	8	8,01
British Airways	4,74	4,79
British Gas	2,32	2,36
British Petroleum	5,24	5,18
British Telecom	3,52	3,58
B.T.R.	3,22	3,19
Cadbury Schweppes	5,44	5,46
Eurotunnel	0,90	0,88
Glaxo	9,05	8,96
Grand Metropolitan	4,42	4,41
Guinness	4,54	4,51
Hanson Plc	1,84	1,93
Great Ic	6,14	6,13
H.S.B.C.	9,73	9,79
Impérial Chemical	7,65	7,75
Lloyds Bank	8,95	8,87
Marks and Spencer	4,39	4,36
National Westminst	6,69	6,73
Peninsular Orienta	4,78	4,79
Reuters	6,19	6,24
Saatchi and Saatch	0,83	0,85
Shell Transport	8,20	8,15
Smithkline Beecham	7,11	6,95
Tate and Lyle	4,63	4,59
Univeler Ltd	13,21	13,28
Wellcome	10,88	10,60
Zeneca	13,34	13,22

FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	06/12	05/12
Allianz Holding N	2845	2834
Basf AG	322,70	320,30
Bayer AG	375,50	375,70
Bay hyp&Wechselbk	36,68	36,75
Bayer Vereinsbank	41,95	42
BMW	756,50	763
Commerzbank	337,50	336
Continental AG	20,72	20,65
Daimler-Benz AG	712,50	713,50
Degussa	463,50	467
Deutsche Babcock A	122,50	122,20
Deutsche Bank AG	68,95	68,92
Dresdner BK AG FR	38,60	38,65
Henkel VZ	553	545
Hoechst AG	375	377,30
Karstadt AG	593,50	587,50
Kaufhof Holding	458,40	449,80
Linde AG	847	848,50
DT. Lufthansa AG	196,50	194,60
Man AG	418,50	412,50
Mannesmann AG	471,50	464,30
Mettallges AG	31,85	32
Preussag AG	422,75	420
Rwe	537,75	534,75
Schering AG	98,10	97,95
Siemens AG	761,40	763
Thyssen	264,90	264,40
Veba AG	60,02	59,70
Viag	591,80	588
Wellag AG	690	693,50







LES TAUX

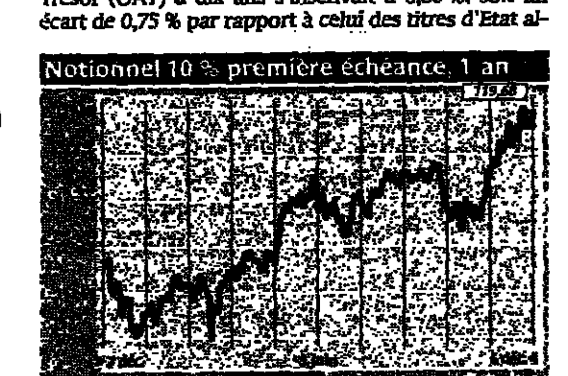
PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
↘	↘	→	↗	→	↘
Jour le jour	OAT 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans	Jour le jour	Bunds 10 ans

Léger repli du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif – le contrat à terme sur les obligations d'Etat *françaises – a ouvert* en légère baisse, jeudi 7 décembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre cédait 8 centièmes, à 120,34 points.

Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,80 %, soit un écart de 0,75 % par rapport à *celui* des titres d'Etat allemands de même échéance. La veille, le rendement *de l'emprunt d'Etat américain à trente ans était tombé* à 5,96 %, son plus bas niveau depuis deux ans, conséquence des nouveaux signes de ralentissement *de l'économie outre-Atlantique. Il était remonté* à 6,03 % en fin de séance.

Jeudi matin, la Banque de France a laissé inchangé *le taux de l'argent au jour le jour*, à 5,19 %.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 06/12	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	5,12	[illegible]	7,58	1,80
Allemagne	4,06	[illegible]	6,79	1,50
Grande-Bretagne	6,94	[illegible]	7,74	3,98
Italie	10,37	[illegible]	11,84	5,80
Japon	0,44	[illegible]	4,75	[illegible]
Etats-Unis	5,69	[illegible]	6,04	2,80

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 06/12	Taux au 05/12	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	6,07	[illegible]	105,86
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,43	[illegible]	107,88
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,78	6,88	110,09
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,09	7,12	110,44
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,53	[illegible]	112,25
Obligations françaises	7,19	7,26	108,48
Fonds d'Etat à TME	-1,10	[illegible]	101,38
Fonds d'Etat à *TRE*	-0,96	-0,85	101,96
Obligat. franç. à TME	-0,77	[illegible]	100,19
Obligat. franç. à TRE	+0,22	[illegible]	100,10

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,20 %)

	Achat 06/12	Vente 06/12	Achat 05/12	Vente 05/12
Jour le jour	5,1875	—	5,1875	—
1 mois	6,12	6,50	6	6,50
3 mois	5,87	6,60	6,35	6,60
6 mois	5,75	6,35	5,10	6,35
1 an	5,50	6	5,75	6
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	5,9219	—	6,3906	—
Pibor Francs 3 mois	5,9180	—	6,3906	—
Pibor Francs 6 mois	5,7969	—	6,1797	—
Pibor Francs 9 mois	5,6484	—	5,9805	—
Pibor Francs 12 mois	5,5820	—	5,8320	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Écu 3 mois	5,4583	—	5,5000	—
Pibor Écu 6 mois	5,3862	—	5,4375	—
Pibor Écu 12 mois	5,3333	—	5,3698	—

MATIF

Échéances 06/12	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Déc. 95	180669	119,68	120,34	119,64	120,22
Mars 96	25035	119	119,62	119	119,54
Juin 96	61	119,24	119,50	119,24	119,78
Sept. 96	—	[illegible]	—	[illegible]	119,04
PIBOR 3 MOIS					
Déc. 95	65482	93,74	94,03	93,54	93,94
Mars 96	28776	94,45	94,58	94,36	94,55
Juin 96	8665	94,81	94,86	94,69	94,83
Sept. 96	2910	94,79	94,89	94,77	94,88
ÉCU LONG TERME					
Déc. 95	1867	90,68	90,86	90,62	—
Mars 96	112	89,66	89,68	89,66	89,66

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 06/12	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Déc. 95	15893	1821	1848	1819	1847
Janvier 96	105	1831	1855	1829,50	1855,50
Février 96	350	1852,50	1858,50	1852,50	1863,50
Mars 96	119	1847,50	1871,50	1845	1872

LES MONNAIES

US/F	US/DM	US/Y	DM/F	£/F
↘	↗	↘	↘	↘
4,9665	1,4420	101,3200	3,4490	7,6485

Fermeté du franc

LE DOLLAR était stable, jeudi matin 7 décembre, *lors des premières transactions entre banques sur les* places financières européennes. Il s'inscrivait à 1,4442 mark, 101,45 yens et 4,9780 francs. L'annonce *d'une forte contraction de l'excédent de la balance* courante japonaise au mois d'octobre n'a pas eu d'impact sur le marché des changes. Le solde s'est établi à 4,31 milliards de dollars, contre 10,6 milliards en septembre et 8,95 milliards un an plus tôt. Le franc restait *bien orienté, jeudi matin,* face à la monnaie allemande. Il s'échangeait à 3,4460 francs pour 1 deutschemark, les opérateurs de marché ayant été rassurés par la détermination du premier ministre à maintenir son projet de réforme de la sécurité sociale. La devise italienne était elle aussi en forte hausse et s'inscrivait à 1 103 lires pour 1 deutschemark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 06/12	% 05/12	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	344,9000	-0,50	334	358
Ecu	6,3615	-0,23	—	—
Etats-Unis (1 usd)	4,9665	-0,08	4,7200	5,3200
Belgique (100 F)	16,7775	-0,49	16,1500	17,2500
Pays-Bas (100 fl)	307,9600	-0,51	—	—
Italie (1000 lir.)	3,1165	+0,39	2,8000	3,3000
Danemark (100 krd)	89,0700	-0,51	83	93
Irlande (1 iep)	7,9135	-0,26	7,4700	8,2200
Gde-Bretagne (1 L)	7,6485	-0,24	7,1800	8,0300
Grèce (100 drach.)	2,0955	-0,29	1,7500	2,2500
Suède (100 krs)	75,6300	-0,70	68,8000	78,8000
Suisse (100 F)	425,3600	-0,34	410	434
Norvège (100 k)	78,2400	-0,51	72,5000	81,5000
Autriche (100 sch)	49,0130	-0,51	47,1000	50,2000
Espagne (100 pes.)	4,0485	-0,16	3,6800	4,2800
Portugal (100 esc.	3,2800	-0,46	2,8500	3,5500
Canada 1 dollar ca	3,6377	+0,08	3,3200	3,9200
Japon (100 yens)	4,8955	-0,33	4,6800	5,0300
Finlande (mark)	115,4900	-0,63	109	120

PARITÉS DU DOLLAR	07/12	06/12	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,4420	1,4360	+0,42
TOKYO : USD/Yens	101,3200	101,3900	-0,07

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	4,9625	4,9615	4,9985	4,9970
Yen (100)	4,8901	4,8844	4,9441	4,9377
Deutschemark	3,4555	3,4645	3,4563	3,4558
Franc Suisse	4,2623	4,2578	4,2906	4,2856
Lire ital. (1000)	3,1111	3,1085	3,1211	3,1173
Livre sterling	7,6629	7,6564	7,6573	7,6507
Peseta (100)	4,0543	4,0519	4,0771	4,0725
Franc Belge	16,854	16,845	16,950	16,922

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	6,03	6,03	5,87
Eurodollar	5,87	5,75	5,56
Eurolivre	6,69	6,50	6,37
Eurodeutschemark	4,12	3,94	3,81

L'OR

	cours 06/12	cours 05/12
Or fin (k. barre)	61600	61500
Or fin (en lingot)	62250	61850
Once d'Or Londres	386,55	388,40
Pièce française(20f)	370	365
Pièce suisse (20f)	360	360
Pièce Union lat(20f)	357	354
Pièce 20 dollars us	2500	2400
Pièce 10 dollars us	1440	1420
Pièce 50 pesos mex.	2300	2305

LE PÉTROLE

En dollars	cours 06/12	cours 05/12
Brent (Londres)	16,10	16,10
WTI (New York)	—	—
Crude Oil (New York)	16,16	16,16

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	06/12	05/12
Dow-Jones comptant	221,13	220,14
Dow-Jones à terme	330,61	329,79
CRB	—	—

METAUX (Londres)	dollars/tonne	
Cuivre comptant	2970	2945
Cuivre à 3 mois	2695	2718
Aluminium comptant	1630	1637,50
Aluminium à 3 mois	1668	1676
Plomb comptant	749	760
Plomb à 3 mois	726	728
Etain comptant	6250	6175
Etain à 3 mois	6280	6210
Zinc comptant	1014	1012
Zinc à 3 mois	1040	1035,50
Nickel comptant	7955	7860
Nickel à 3 mois	8075	7980

METAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	5,23	5,17
Platine à terme	424	415,50
Palladium	155,25	134
GRAINES, DENREES (Chicago)		**$/boisseau**
Blé (Chicago)	5,07	5,03
Maïs (Chicago)	3,41	3,40
Grain. soja (Chicago)	—	—
Tourt. soja (Chicago)	219,30	218,40
GRAINES, DENREES (Londres)		**£/tonne**
P. de terre (Londres)	—	—
Orge (Londres)	—	—
SOFTS		**$/tonne**
Cacao (New-York)	1329	1306
Café (Londres)	2545	2028
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES		**cents/tonne**
Coton (New-York)	0,73	0,85
Jus d'orange (New-York)	—	—

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 7 DÉCEMBRE

Liquidation : 21 décembre
Taux de report : 5,25
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS

−0,71 %

CAC 40 : 1821,65

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + −	Compensation (1)
EDF-GDF 3%	7525	7540	+ 0,19	7526
B.N.P. (T.P)	920	912	− 0,86	908
Cr.Lyonnais(T.P.)	810,20	810,20	—	812
Renault (T.P.)	1915	1910	− 0,26	1937
Rhone Poulenc(T.P)	2020	2001	− 0,94	2055
Saint Gobain(T.P.)	1113	1110	− 0,26	1110
Thomson S.A (T.P)	1078	1078	—	1090
Accor	613	608	− 0,81	615
Air Liquide	804	803	− 0,12	815
Alcatel Alsthom	418,50	416,70	− 0,45	440
Alcatel Cable	341,70	336	− 1,66	340
Alspi	349	348	− 0,26	370
AGF-Ass.Gen.France	166,10	165	− 0,66	161
Axa	309	306,90	− 0,67	310
Bail Investis.	821	832	+ 1,33	825
Bancaire (Cie)	548	541	− 1,27	535
Bazar Hot. Ville	379	372,30	− 1,76	395
Bertrand Faure	135,30	134	− 0,96	152
BIC	486	480,50	− 1,13	445
BIS	409,90	405,10	− 1,17	440
B.N.P.	222,40	220,80	− 0,71	225
Bollore Techno.	426	426	—	440
Bongrain	2650	2660	+ 0,37	2790
Bouygues	522	517	− 0,95	550
Canal +	897	895	− 0,22	870
Cap Gemini Sogeti	146	147,80	+ 1,23	147
Carnaudmetalbox	219,20	219	− 0,09	215
Carrefour	2778	2778	—	2670
Casino Guichard	141,50	140,90	− 0,42	136
Casino Guich.ADP	107,80	107,90	+ 0,09	102
Castorama Dl (Li)	798	805	+ 0,87	770
C.C.F.	235,60	236,90	+ 0,55	240
CCMX(ex.CCMC) Ly	45,10	47	+ 4,21	45
Cegid (Ly)	364	360	− 1,09	365
CEP Communication	430	430	—	440
Cerus Europ.Reun	63,80	62,70	− 1,72	65
Cetelem	864	875	+ 1,27	850
CGIP	992	982	− 1	950
Chargeurs	1006	1006	—	1070
Christian Dior	480,50	481	+ 0,10	480
Ciments Fr.Priv.B	204,50	205	+ 0,24	205
Clarins	440	443,50	+ 0,79	440
Club Mediterranee	397,50	394,50	− 0,75	415
Coflexip	168,90	171	+ 1,24	155
Colas	773	780	+ 0,90	835
Comptoir Entrep.1	13,50	13,50	—	14,50
Comptoir Moder.	1455	1452	− 0,20	1500
CPR	382,70	381	− 0,44	395
Cred.Fon.France	93,40	96,45	+ 3,26	96

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + −	Compensation (1)
Credit Local Fce	384,50	385	+ 0,13	395
Credit Lyonnais CI	282	278	− 1,41	295
Credit National	327,50	323	− 1,31	340
CS Signaux(CSEE)	195	195	—	205
Damart	3881	3890	+ 0,23	4260
Danone	792	790	− 0,25	810
Dassault-Aviation	337,10	345	+ 2,34	360
Dassault Electro	164	164	—	169
De Dietrich	235,50	239	+ 1,48	240
Degremont	389,10	387	− 0,53	395
Dev.R.N-P.Cal #Li	28,10	29,10	+ 3,55	39
DMC (Dollfus Mi)	215,80	215	− 0,37	210
Docks France	716	715	− 0,13	700
Dynaction	96,50	94	− 2,59	93
Eaux (Gle des)	486,70	478,60	− 1,66	500
Ecco	615	887	− 0,98	760
Eiffage	730	738	+ 1,09	700
Elf Aquitaine	345,60	346,20	+ 0,17	360
ERAMET	330	330	—	325
Eridania Beghin	820	814	− 0,73	840
Essilor Intl	940	934	− 0,63	865
Essilor Intl ADP	635	641	+ 0,94	620
Esso	484,20	477,10	− 1,46	465
Eurafrance	1601	1600	− 0,06	1640
Euro Disney	12,90	12,85	− 0,38	13
Euro RSCG W.W	449	455,50	+ 1,44	460
Europe 1	1008	1005	− 0,29	1030
Eurotunnel	6,80	7,10	+ 4,41	7,50
Filipacchi Medias	711	715	+ 0,56	750
Finextel	63,30	63,85	+ 0,86	63
Fives-Lille	384	385	+ 0,26	395
Fromageries Bel	4480	4500	+ 0,44	4510
Galeries Lafayette	1267	1262	− 0,39	1340
GAN	167	164	− 1,79	161
Gascogne (B)	440	443	+ 0,68	455
Gaz et Eaux	1765	1760	− 0,28	1800
Geophysique	194	189,70	− 2,21	181
G.F.C.	352	351	− 0,28	365
Groupe Andre S.A.	368	368	—	400
Groupe De La Cite	656	650	− 0,91	735
Gr.Zannier (Ly)	61	60	− 1,63	61
GTM-Entrepose	319	310,50	− 2,66	360
Guilbert	579	577	− 0,34	560
Guyenne Gascogne	1275	1300	+ 1,96	1240
Havas	375	367,20	− 1,55	365
I.D.I.A	146,50	146	− 0,34	147
Imetal	567	565	− 0,35	580
Immeubl.France	270	271,10	+ 0,40	280
Ingenico	36,40	36,40	—	36
Interbail	297	294,90	− 0,70	335
Intertechnique 1	400	379,50	− 5,12	390
Jean Lefebvre	299	290	− 3,01	290
Klepierre	545	545	—	570
Labinal	490	465	− 1,02	520
Lafarge	307,50	303,50	− 1,30	340
Lagardere (MMB)	98,20	96,15	− 2,08	99
Lapeyre	236	258	+ 0,84	250
Lebon	180	180	—	188
Legrand	794	780	− 1,76	810
Legrand ADP	528	521	− 1,32	505
Legris indust.	167,50	167,50	—	165
Locindus	841	840	− 0,11	825
L'Oreal	1238	1235	—	1250
LVMH Moet Vuitton	948	945	− 0,31	955
Lyonnaise Eaux	489	481,40	− 1,55	500

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + −	Compensation (1)
Marine Wendel	380	380	—	415
Matra-Hachette	98,40	94,50	− 3,96	95
Metaleurop	50,50	50	− 0,99	52
Metrologie Inter.	14	14,20	+ 1,42	14,50
Michelin	201	199	− 0,99	205
Moulinex	84,10	83,50	− 0,71	85
Navigation Mixte	675	675	—	755
Nord-Est	114,80	114,80	—	115
Nordon (Ny)	320,10	321	+ 0,28	340
NRJ #	485	485	—	485
Olipar	4,40	4,41	+ 0,22	4,62
Paribas	273,70	272	− 0,62	285
Pechiney CIP ●	205,90	204,80	− 0,53	210
Pechiney Intl	100,30	100,20	− 0,09	103
Pernod-Ricard	288,10	281,70	− 2,22	285
Peugeot	624	624	—	690
Pinault-Prin.Red.	974	974	—	989
Plastic-Omn.(Ly)	325,60	312,90	− 3,90	335
Poliet	416	409	− 1,68	410
Primagaz	365	365,50	+ 0,13	365
Promodes	1091	1075	− 1,46	1100
Publicis	310	310	—	310
Radiotechnique	265	261	− 1,50	270
Remy Cointreau	142,50	140	− 1,75	136
Renault	140,80	139,80	− 0,71	162
Rexel	797	805	+ 1	795
Rhone Poulenc A	105,50	104,50	− 0,94	107
Rochette (La)	34,60	34,75	+ 0,43	38
Roussel Uclaf	772	768	− 0,51	740
Rue Imperiale(Ly)	3540	3501	− 1,10	3500
Sade (Ny)	163,50	164	+ 0,30	166
Sagem SA	2730	2676	− 1,97	2650
Saint-Gobain	570	561	− 1,57	610
Saint-Louis	1341	1323	− 1,34	1370
Salomon (Ly)	2845	2770	− 2,63	2680
Salvepar (Ny)	345	349	+ 1,15	360
Sanofi	296,60	292,10	− 1,51	285
Sat	1875	1823	− 2,77	1880
Saupiquet (Ns)	1294	1261	− 2,55	1230
Schneider SA	178	175,90	− 1,17	190
SCOR SA	154,50	156	+ 0,97	159
S.E.B.	550	550	—	580
Sefimeg	348,80	345	− 1,08	360
SEITA	166	169	+ 1,80	164
Selectibanque	104	101,90	− 2,01	113
SFIM	866	875	+ 1,03	800
SGE	116	115,50	− 0,43	122
Sidel	1557	1564	+ 0,44	1580
Simco	457	452	− 1,09	460
S.I.T.A	860	869	+ 1,04	890
Skis Rossignol	1221	1220	− 0,08	1310
Sligos	398,90	391	− 1,98	410
Societe Gale A	609	597	− 1,97	610
Sodexho	1254	1279	+ 1,99	1230
Sommer-Allibert	1275	1260	− 1,17	1560
Sophia	200	200	—	200
Sovac	590	566	− 4,06	610
Spir Communication	454	447	− 1,54	455
Strafor Facom	565	572	+ 1,23	575
Suez	191,20	188,60	− 1,35	198
Synthelabo	296	293,50	− 0,84	290
Technip	308,10	309,50	+ 0,45	310
Thomson-CSF	112,20	110,60	− 1,42	106
Total	309,90	307,60	− 0,74	320
UAP	132	130,20	− 1,36	138

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + −	Compensation (1)
UFB Locabail	399,50	390	− 2,37	420
UGC DA (M)	223	218,50	− 2,01	220
UIC	67,90	67	− 1,32	57
UIF	433	427	− 1,38	448
UIS	125	123	− 1,60	111
Unibail	486,10	486,20	+ 0,02	500
Union Assur.Fdal	537	526	− 2,04	548
Usinor Sacilor	71,90	72,70	+ 1,11	73
Valeo	219	214,60	− 2	225
Vallourec	183,20	181	− 1,20	186
Via Banque	159,50	159,20	− 0,18	174
Worms & Cie	244	240	− 1,63	245
Zodiac	717	735	+ 2,51	720
Elf Gabon	789	779	− 1,26	730

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + −	Compensation (1)
ABN Amro Holding	219,70	213,80	− 2,68	215
Adidas AG #	265,60	263,40	− 0,82	280
American Express	221	221,50	+ 0,22	210
Anglo American	301,50	306,30	+ 1,65	285
Amgold	410,10		—	380
Arjo Wiggins App	13	12,90	− 0,76	14
A.T.T. #	330	327	− 0,90	315
Banco Santander #	228,40	223,30	− 2,23	210
Barrick Gold #	135,70	136,30	+ 0,44	122
B.A.S.F. #	1120	1119	− 0,08	1080
Bayer #	1300	1296	− 0,30	1270
Blenheim Group	18,70	18,90	—	19,50
Buffelsfontein	19,40	18,05	− 6,95	16,50
Chase Manhattan #	312,70	316,80	+ 1,31	295
Cordiant PLC	6,30	6,25	− 0,79	6,50
Daimler Benz #	2452	2460	+ 0,32	2420
De Beers	145,60	148,60	+ 2,06	140
Deutsche Bank #	238	238	—	225
Dresdner Bank #	133	132,80	− 0,15	132
Driefontein	55,90	55,55	− 0,62	54
Du Pont Nemours # ■	339,60	340	+ 0,11	325
Eastman Kodak #	340,90	339,20	− 0,49	335
East Rand	2,80	2,75	− 1,78	2,80
Echo Bay Mines #	55,40	54,30	− 1,98	46
Electrolux #	208,60	208,60	—	210
Ericsson #	112,60	112	− 0,53	112
Exxon Corp. #	400	399,50	− 0,12	385
Ford Motor #	144,30	144	− 0,20	148
Freegold	42,50	42,50	—	40
Gencor Limited	17,30	17	− 1,73	17,50
General Elect. #	350,80	354,50	+ 1,05	320
General Motors #	255	253	− 0,78	240
Gle Belgique #	378,10	386	+ 2,08	385
Grd Metropolitan	33,50	33,90	+ 1,19	33
Guinness Plc #	34,40	34,40	—	35
Hanson Plc	14,35	14,50	+ 1,04	14,50
Harmony Gold	46	45,75	− 0,54	43
Hitachi #	50,80	51,85	+ 2,06	49
Hoechst #	1300	1303	+ 0,23	1230

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + −	Compensation (1)
I.B.M #	478	475,40	− 0,54	460
I.C.I #	58,85	56,90	− 3,31	56
I.T.T. #	618	621	+ 0,48	590
Ito Yokado #	278	289	+ 3,95	260
Matsushita #	76	79	+ 3,94	69
Mc Donald's #	227	225,20	− 0,79	215
Merck and Co #	315	317,30	+ 0,73	285
Minnesota Mg #	331	331	—	315
Mitsubishi Corp.#	61,10	61,35	+ 0,40	58
Mobil Corporat.#	545	541	− 0,73	515
Morgan J.P. #	408,30	408,50	+ 0,04	370
Nestle SA Nom. #	5440	5460	+ 0,36	5180
Nipp. MeatPacker #	69,50	70,30	+ 1,15	68
Norsk Hydro #	201,90	204	+ 1,04	198
Petrofina #	1490	1495	+ 0,33	1490
Philip Morris #	448,10	451,60	+ 0,78	435
Philips N.V #	196	191	− 2,55	176
Placer Dome Inc #	127	129,10	+ 1,65	116
Procter Gamble #	432	436,10	+ 0,94	415
Quilmes	214,50	205,10	− 4,38	225
Randfontein	34,50	34,50	—	29
Rhone Poul.Rorer #	242,30	244	+ 0,70	225
Royal Dutch #	647	656	+ 1,39	635
R T Z #	73,20	72,80	− 0,54	69
Sega Enterprises	275	275,50	+ 0,18	250
Saint-Helena	29,10	28,70	− 1,37	26
Schlumberger #	334,10	337,30	+ 0,95	315
SGS Thomson Micro.	178	180,50	+ 1,40	177
Shell Transport #	62	62,80	+ 1,29	60
Siemens #	2634	2621	− 0,49	2540
Sony Corp. #	274	283,60	+ 3,50	250
Sumitomo Bank #	103,90	106	+ 2,02	89
T.D.K #	260	260	—	240
Telefonica #	68,15	66,65	− 2,20	65
Toshiba #	37,50	39,75	+ 6	35
Unilever #	694	679	− 2,16	625
United Technol. #	478,10	478,40	+ 0,06	445
Vaal Reefs	346	349,10	+ 0,89	290
Volkswagen A.G #	1630	1635	+ 0,30	1570
Volvo (act.B) #	103,80	102,50	− 1,25	105
Western Deep	174	172,50	− 0,86	151
Yamanouchi #	107,20	107,90	+ 0,65	102
Zambia Copper	1,75	1,77	+ 1,14	1,64

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection **Cours relevés à 12 h 30**

JEUDI 7 DÉCEMBRE

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	112,50	0,994
CEPME 8,5% 88-97CA	103,70	3,809
CEPME 9% 89-99 CA#	109,31	2,828
CEPME 9% 92-06 TSR	—	4,230
CFD 9,7% 90-03 CB	115,79	8,238
CFD 8,6% 92-05 CB	110,74	7,186 ↑
CFF 10% 88-98 CA#	109,18	1,393 o
CFF 9% 88-97 CA#	104,70	1,721
CFF 10,25%90-01CB#	114,27	7,617
CLF 8,9% 88-00 CA#	109,95	4,815 ↓
CLF 9%88-93/98 CA#	106,13	7,242 d
CNA 9% 4/92-07	113,52	5,459
CRH 8,6% 92/94-03	109,10	3,981
CRH 8,5% 10/87-88#	107,19	6,549
EDF 8,6% 88-89 CA#	108,60	7,068
EDF 8,6% 92-04 #	110,93	5,804
Em.Etat 10,26%86-96	100,86	7,709
Emp.Etat 6%7/93-97	100,52	2,443 o
Finansder 9%91-06#	113,98	0,393 o
Finansd.8,6%92-02#	110,31	7,516 ↑
Floral9,75% 90-99#	111,36	3,756 ↑
OAT 9,8%1/86-96CA#	100,50	8,464
OAT 8,5% 87-97CA#	104,05	3,948
OAT 9,90%85-97 CA#	108,05	9,873 o
OAT 88-98 TME CA	101	6,056 ↑
OAT 9/85-98 TRA	100,61	1,315 ↓
OAT 9,50%88-98 CA#	108,73	4,415 o
OAT TMB 87/99 CA	99,57	5,918
OAT 8,125% 89-99 #	106,31	4,462 d
OAT 8,50%90/00 CA#	109,15	6,015 ↓
OAT 85/00 TRA CA	—	1,843 o
OAT 10%5/85-00 CA#	114,88	5,437
OAT 89-01 TME CA	—	6,052 d
OAT 8,5% 87-02 CA#	110,85	0,395 ↓
OAT 8,50% 89-19 #	111,50	1,115 ↓
OAT 8,50%92-23 CA#	111,30	5,365 ↓
SNCF 8,8% 87-94CA	105,90	7,546 ↑
Lyon.Eaux 6,5%90CV	911	—

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	191	191
Bains C.Monaco ◆	625	625
B.N.P.Intercont.	297	295
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie)	5,60	5,60
Cambodge	750	751
Carbone Lorraine	430	428
CBC	78	79
Centenaire Blanzy	304,10	304
Ceragen Holding	24	24
Champex (Ny) ◆	14,70	14,70
CIC Un.Euro.CIP	315	315
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2390	2390
Cpt Lyon Alem	400	400
Concorde-Ass Risq	621	601
Gpe Valfond ex.CMP ◆	15,60	15,60
Credit Gen.Ind. ◆	30	30
Darblay	350	350
Didot Bottin	600	601
Eaux Bassin Vichy ◆	3940	3940
Ecia	569	550
Ent.Mag. Paris ◆	2590	2590
Eridania Beghin CI ◆	778	778
Fidei	65	67
Finalens	350	350
F.I.P.P. ◆	86,20	86,20
Fonciere (Cie)	475,10	475
Fonciere Euris	162	162
Foncina #	401	400
France I.A.R.D. ◆	905	985
France S.A	640	659
From. Paul-Renard ◆	2050	2050
Gaumont #	321,90	323
Genefim	117	113,10
Gevelot	1290	1251
G.T.I (Transport) ◆	320	320
Immobail	137	138,80
Immobanque	605	615
Im.Marseillaise	4770	4810
Invest.(Ste Cie.) ◆	1360	1360
Lille Bonnieres	2000	2000
Locafinanciere ◆	410	410
Louvre	137,50	135,20
Lucia ◆	65	65
Machines Bull	3,23	3,07
Monoprix	155	161
Metal Deploye	380	341
Mors #	13,90	14,20
Navigation (Nle) ◆	61	61
Paluel-Marmont ◆	286	286
Pap.Clairefont(Ny) ◆	810	810
Parfinance	189	191
Paris Orleans	230	226,50
Piper Heidsieck	1225	1251
Porcher ◆	190	190
Promodes (CI) ◆	870	870
PSB Industries Ly ◆	384	384
Rochefortaise Com.	146	138,80
Rosario	191,50	191,50
Rougier #	500	508
S.A.F.I.C Alcan	256	256
Saga	165	168,50
Salins du Midi	445	435,10
Savoisienne (M) ◆	122	122
Silic	683	651
S.I.P.H. ◆	160	160
Sofal ◆	145	145
Soffo ◆	354	354
Sofitam act.a reg. ◆	62,75	62,75
Sofragi ◆	3470	3490
Soudure Autogene	1000	982
Sovabail	399,80	394,80
Taittinger	1663	1675
Tour Eiffel	250	245
Elyo	199	198,10
Vicat ◆	460	460
Virax ◆	120	120

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	128	128
Commerzbank AG	1151	1151
Fiat Ord.	15,35	15,40
Gevaert	296,10	296,10
Gold Fields South	133,20	133,20
Kubota Corp.	30,05	30,05
Montedison act.ep.	4,54	7,282 d
Olympus Optical	48	48
Ottomane(cie Fin.)	179,90	179
Robeco	353,30	355,10
Rodamco N.V.	137	136,10
Rolinco	373,10	380,20
Solvay SA	2520	2528
Wagons Lit	1405	1405

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection **Cours relevés à 12 h 30**

JEUDI 7 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	59	59,80
AFE #	365	364,50
Aigle #	199	196
Albert S.A (Ns) ◆	145	145
Altran Techno. #	694	694
Montaignes P.Gest.	472	472
Axime ●	364,50	363,90
B.A.C. ◆	23,70	23,70
Bque Picardie (Li) ◆	528	525
Bque Sofirec (M) ◆	570	570
Bque Tarneaud(B)#	198,90	198,90
Bque Vernes	630	615
Beneteau # ◆	338,30	338,30
B I M P	67	67
Boiron (Ly) #	475	477
Boisset (Ly)#	218	218,10
But S.A.	226	226,50
Cardif SA I	540	536
CDA-Cie des Alpes	144,80	143,70
C.E.E #	256	260
CEGEP #	156,10	156,10
Cermex # (Ly)	282	280
CFPI #	266	266
Change Bourse (M)	227,50	226
Christ.Dalloz #	1055	1040
Cipe France Ly #	269	253
CNIM CA#	160	156,60
Codetour ◆	260	260
Comp.Euro.Tele-CET	243	243
Conflandey S.A.	275,10	275
C.A. de la Brie	340,70	340,60
C.A.Gironde (B)	443,50	443
C.A.Haute Normand.	347,60	347,50
C.A.Ile & Vilaine	339	332,40
C.A. Paris IDF	710	709
C.A.de l'Isere Ly#	370	372
C.A.Loire Atl.Ns #	337	352,50
C.A.Loire/H.Loire#	200	210
C.A.Morbihan (Ns)	332,90	332,90
C.A.du Nord (Li)	427	428
C.A. Oise CCI	235	235
C.A.Pas de Calais	413	413
C.A. Somme CCI	234,90	234
C.A.Toulouse (B)	365	369,70
CFJPE(ex GAN part# ◆	115,50	115,50
Chaine et Trame #	146,10	144,50
C.A. Midi CCI#(Ly)	244,90	240,10
Creeks	45	43,05
Delta Prot.# Ly ◆	301	301
Devanlay	400	394
Deveaux(Ly)#	353	393
Devernois (Ly)	451	456
Ducros Serv.Rapide ◆	58,10	64,05
Ecco Trav.Tempo Ly	309	315
Emin-Leydier# (Ly)	430	420
Europ.Extinc.(Ly)#	220	225
Europ Propulsion	322	322
Expand s.a	265	265
Factorem ◆	512	512
Faiveley #	280	274
Finabail	72,50	71,10
Finacor	100	100
Fininfo	455	450
Fructivie 1	518	518
Gautier France 2#	275	265
Gel 2000 2	85	85
GFI Industries #	380	380
Girodet # (Ly)	56,35	56,35
GLM S.A.	206	207
Grandoptic.Photo #	494	494
Gpe Guillin # Ly	164	159
Kindy #	191,90	190
Guerbet 2	310	314,70
Hermes internat.1#	873	872
Hurel Dubois	384,70	399
ICBT Groupe # 2	176	176
I.C.C. 2	160	160
Idianova	65	65
Immob.Hotel. 2 #	74	74
Installux (Ly) ◆	461	461
Int. Computer # ◆	122	122
Invest.Paris 1	137,50	136
IPBM	71,20	71,50
M6-Metropole TV	412	425
Manitou 3#	465	469,90
Manutan	540	540
Marie Brizard 2	1090	1051
Maxi-Livres/Profr.	367	368
Mecadyne	150,10	150
Mecelec (Ly)	75	75
MGI Coutier 2	172	170
Michel Thierry# 2	650	630
Monneret Jouet # ◆	47,50	47,50
Naf-Naf 1#	50	49,50
Norbert Dentres#	555	560
N.S.C Schlum.2 Ny	782	783
OGF Omn Gest.Fin.1 ◆	950	950
Onet # ●	665	665
Paul Predault #	185	185,50
P.C.W. 2 ◆	19	19
Petit Boy # ●	109	109
Pier Import ◆	83,85	83,85
Pochet 2	821	810
Poujoulat Ets (Ns) ◆	214	214
Radiall 2#	490	495
Rallye(Cathiard)Ly	141,50	139,80
Reydel Indust.Li	1112	1121
Robertet #	1030	1035
Rouleau-Guichard	421,10	421
Securidev 2 #	73,40	72,20
Sediver 2 #	166	164
Serbo 2	204,50	220
Siparex (Ly) #	87,50	87,50
Smoby (Ly) 2 ◆	597	597
Sofco (Ly)	118	117
Sofibus ●	408	408
Sogepag 2 # ◆	120	120
Sogeparc (Fin) 1 ◆	637	637
Sopra 2	250	249,50
Steph.Kelian #	85,50	86,05
Sylea	355	348,30
Teisseire-France	180,50	199,90
TF1-1	480,90	478
Thermador Hold(Ly)	380	375
Trouvay Cauvin 2#	61,20	60
Unilog 2 ◆	345	345
Union Fin.France 1	399	395,10
Via Credit(Banque) ◆	121,60	121,60
Viel et Cie #	102	103
Vilmorin et Cie#2	365	366
Virbac	580	588

HORS-COTE

Une sélection **Cours relevés à 12 h 30**

JEUDI 7 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Sté lecteurs du Monde ◆	161	144,90
Nobel ◆	138	138
Mumm ◆	843	843
Générale Occidentale ◆	41,60	41,60

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 6 décembre

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actimonetaire C	36220,94	36220,94
Actimonétaire D	30828,34	30828,34
Agipi Ambition (Axa) ◆	113,13	107,74
Amplia	113604,97	113604,97
Amplitude Monde D	709,36	692,06
Antigone Tresorerie	836790	836790
Arbitr. Court Terme	9247	9247
Arbitr. Première	8585,25	8500,25
Arbitr. Sécurité	16910,67	16826,54
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Coexis	1724,65	1692,49
Comptavalor	2237,48	2234,13
Converti CIC	325,55	320,74
Crédit Mutuel Capital	1641,76	1609,57
Credit Mutuel MID AF	101,63	98,91
Cred.Mut.Ep.Cour.T	835,73	835,78
Cred.Mut.Ep.Ind. Cap	89,28	88,59
Créd.Mut.Ep.Ind. Dis	86,44	84,15
Cred.Mut.Ep.J	21972,58	21972,58
Créd.Mut.Ep.long.T	216,06	210,29
Cred.Mut.Ep.Monde	1124,11	1094,02
Créd.Mut.Ep.Quatre ◆	1112,04	1082,28
Dieze	1655,41	1652,02
Ecocic	1207,69	1172,51
Ecupar ◆	127,91	124,18
Ecur. Actions futur	183,70	183,30
Ecur. Dvtrimonetaire	10625,58	10625,53
Ecur. Expansion	78042,52	77731,59
Ecur. Géovaleurs ◆	2699,13	2620,51
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Gestilion	19365,73	19365,73
HLM Monetaire	17865,86	17865,86
Indicia ◆	1081,14	1054,58
Intensys D	110,19	109,92
Interoblig	6132,93	6072,21
Interselection F.e.	523,46	513,20
Japacic	173,04	172,85
Jeunepargne	367,02	361,60
Latitude C D	141,97	141,76
Lion 20000	16422,48	16422,48
Lion Association	11497,34	11497,34
Lion Institution	40816,46	40714,67
Lionplus	1327,65	1301,62
Lion Tresor	2316,55	2293,61
Livret Bourse Inv. ◆	569,03	552,46
Livret Portefeuil.	811,56	787,92
Mediterranee ◆	238,32	231,86
Mensuel CIC	10107,65	10006,60
Moneden ◆	87561,92	87561,92
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Natio Opportunites	135,51	132,85
Natio Patrimoine	1447,40	1419,02
Natio Perspectives	1115,86	1094
Natio Placements	75025,83	75025,83
Natio Revenus	1060,18	1049,68
Natio Securité	11373,34	11373,34
Natio Valeurs	903,16	885,45
Nord Sud Dévelop.	2065,41	2061,29
Oblicic-Mondial	3238,69	3191,02
Oblicic-Régions	1111,45	1095,02
Oblifutur	3726,86	3657,37
Oblig. tres caté.	224,95	221,63
Oblilion	1767,81	1750,31
Oblisecurité Sicav	5522,62	5522,62
Oblitys D	560,29	552,01
Oraction	1512,37	1475,48
Patrimoine Retraite	288,93	283,26
Pervalor	589,70	578,14
Plénitude D	141,43	137,98
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sicav Associations	2321,88	2321,88
Sicav 5.000	486,80	477,25
S.I. Est ◆	1173,78	1139,59
Silvafrance	765,22	750,22
Slivam	439,54	430,92
Slivarente	225	220,59
Slivinter	540,91	530,30
Sogenfrance C	1277,04	1252
Sogenfrance D	1193,72	1170,31
Sogépargne	302,61	299,61
Sogevar	1156,27	1133,60
Soginter	1657,45	1624,95
Solstice D	2321,66	2315,87
State Street Act. Eur ◆	12313,57	12013,24
State Street Act. France ◆	10459,12	10204,02
State Street Act. Japon ◆	1305,17	1273,34
State Street Act. Monde ◆	993,65	969,41
State Street Activ.Asie ◆	1415,05	1366,79
State Street Alloc.Franc. ◆	1021,12	1011,01
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Uni-Associations ◇	125,01	125,01
Uni-Foncier	1183,18	1154,32
Unifrance	579,82	565,68
Uni-Garantie C	1602,73	1572,85
Uni-Garantie D	1391,23	1365,29
Uni Régions	1338,21	1305,57
Univar ◇	294,42	294,42
Univers Actions	1668,63	1629,93
Univers Obligations	2146,98	2106,95
Valorg ◆	2474,21	2402,25
Valreal	33853,85	33836,93
Winterthur St-Honoré	256,11	250,50

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3615 LEMONDE

AUJOURD'HUI

SCIENCES

MATIÈRE Imaginé, en 1933, pour combler une lacune des théories de l'époque sur la structure intime de la matière, le neutrino reste une énigme. ● LA MASSE de cette particule sans charge électrique, considérée jusqu'à présent comme nulle, pourrait être très faible. Certaines expériences sur le Soleil, source abondante de neutrinos, semblent l'indiquer. ● VÉRITABLES PRESTIDIGITATEURS de la physique, ils seraient capables de « changer d'habits » lors de phénomènes connus sous le nom d'« oscillations ». ● DES EXPÉRIENCES vont être prochainement lancées près de centrales nucléaires, en France et aux États-Unis, ainsi que sur le grand accélérateur du CERN, pour tenter de résoudre ce mystère. ● COSMOLOGISTES et physiciens attendent avec impatience le résultat de ces travaux, les neutrinos pouvant jouer un rôle important dans la masse de l'Univers.

Physiciens et cosmologistes remontent la piste du neutrino fantôme

Deux réacteurs de la centrale nucléaire de Chooz, dans les Ardennes, vont être utilisés pour déterminer si ces particules ont une masse. Dans l'affirmative, les chercheurs devraient revoir leurs théories sur la structure de la matière

LE COMPTE n'y est pas. Les astrophysiciens ont beau reprendre leurs calculs, rien n'y fait. Il manque toujours quelque chose. Toutes les expériences menées depuis plus de vingt ans aboutissent au même constat : *« le Soleil présente un déficit en neutrinos. »* Le flux mesuré de ces particules fantômes, produites en quantités énormes dans la marmite solaire par les réactions de fusion de cette étoile, est, pour une raison encore à découvrir, inférieur de 30 % à celui prévu par les meilleurs calculs théoriques.

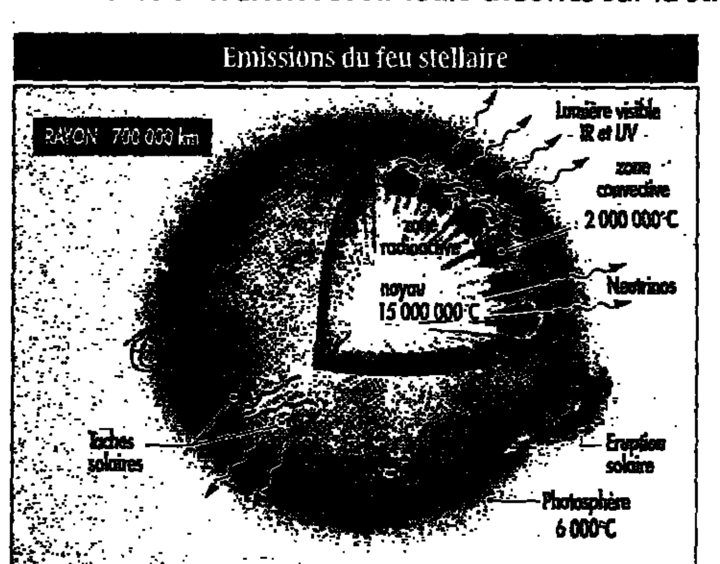


Erreur de mesure ? Défaillance des instruments ? Théorie mal adaptée ? Peut-être. Mais, quoiqu'on fasse, il manque toujours des particules à l'appel. L'Américain Raymond Davis, le premier, l'a montré en 1968 au cours d'une remarquable expérience menée au fond d'une mine d'or du Dakota du Sud. D'autres chercheurs ont ensuite confirmé ces résultats. Petit à petit, ils les ont affinés jusqu'à ce qu'en 1992 les Européens chiffrent à 30 % ce fameux déficit avec le détecteur de l'expérience Gallex installée en Italie au cœur des Abruzzes.

Vérifications faites, ce qui a *quand même pris dix-huit mois*, ce « tiers manquant » a bien une réalité. Laquelle ? C'est tout le mystère, car, à force de triturer les modèles théoriques pour bâtir des scénarios exotiques qui rendent compte de l'événement, on arrive à des impasses où le Soleil ne serait plus assez chaud. Que faire ? Hommes d'imagination, les physiciens des particules et les astrophysiciens ont donc repris leurs travaux et postulé que si tous les neutrinos émis par le Soleil n'arrivaient pas jusqu'à nous sous leur forme primitive, c'est que, en chemin, ils devaient changer de nature et n'étaient donc plus détectables.

DE NOUVELLES EXPÉRIENCES

Cet *étonnant phénomène*, auquel les physiciens ont donné le nom d'« oscillation des neutrinos », pourrait être prochainement mis en évidence ou, en cas d'échec, rayé du nombre des hypothèses. De nouvelles expériences ont été conçues à cet effet. Certaines sont menées sur des accélérateurs de particules comme celles, Chorus et Nomade, que le *Large Electron-Positron Collider* (LEP) du CERN accueille à Genève. D'autres, au contraire, se proposent d'aller en site industriel et de s'installer près de centrales nucléaires dont les réactions de fission produisent au cœur de l'uranium de *puissants flux de neutrinos*. C'est le cas de l'expérience imaginée par les chercheurs de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3) qui dépend du CNRS. Forts de résultats précédemment obtenus à la centrale *ukrainienne de Rovno et à celles*, russe et française, de Krasnoïarsk et du Bugey (Ain), ils ont conçu, dès 1990, *en liaison avec des physiciens* russes de l'Institut Kurtchatov, un instrument pour détecter ces possibles oscillations. Un an plus tard, la centrale nucléaire de Chooz, alors en construction dans les Ardennes, a été retenue, car elle disposait d'une longue galerie désaffectée pouvant accueillir l'expérience.



Le Soleil est une boule de gaz chauds au centre de laquelle règne une température d'environ 15 millions de degrés et des pressions considérables. Ces conditions sont dues à la fusion des atomes d'hydrogène, qui se transforment alors en hélium en produisant à cette occasion des neutrinos. Ces particules, qui interagissent peu avec la matière, parviennent à la Terre en seulement huit minutes.

En 1992, un accord de partenariat a été signé avec EDF, qui a débloqué 6 millions de francs pour construire le hall d'expérience et *mettre les installations en conformité* avec les exigences de sûreté. Au cours de la même année, des *équipes de chercheurs étrangers* (universités de Pise et de Trieste pour l'Italie, universités de Drexel, du Nouveau-Mexique et de Californie pour les Etats-Unis) sont venues renforcer le pôle de physiciens constitué autour de l'Institut Kurtchatov, du Laboratoire de physique corpusculaire du Collège de France et du Laboratoire d'Annecy-le-Vieux de physique des particules (LAPP). *« La presque totalité des physiciens qui travaillent sur ce sujet vont participer à notre projet »*, se réjouissent Claude Detraz, directeur de l'IN2P3, et Yves Declais, du LAPP, responsable de ce projet de 18 millions de francs.

UN DRAME HITCHCOCKIEN

Aujourd'hui, après avoir dépensé quelque 8 millions – 3 millions pour la France, 2 pour les Etats-Unis et *un peu plus de 3 pour l'Italie – pour* réaliser leur détecteur, les chercheurs de ces équipes s'apprêtent à *remplir cette grosse ampoule de six* mètres cubes d'un liquide scintillant, un hydrocarbure. Ainsi pourra-t-on détecter de manière *indirecte* les neutrinos émis par les réacteurs de la centrale de Chooz lorsqu'ils interagiront avec les atomes d'hydrogène de l'huile utilisée, ce qui se traduira par des flashes de lumière observables. L'objectif est simple : *comparer le nombre des neutrinos* présents après mille mètres de voyage dans la galerie à celui bien *connu et parfaitement calibré* des neutrinos de même espèce produits par les réacteurs.

S'il y a un déficit, comme on l'espère, c'est qu'une partie des neutrinos émis se seront transformés en neutrinos d'un autre type. On pourra *alors affirmer sans crainte que* les modèles de Soleil des astrophysiciens sont bons et que l'expérience *menée dans les Abruzzes* par les Européens avait *« vu juste »*. Mais la révélation de ce drame très hitchcockien sur le thème *« Des neutrinos disparaissent »* ne restera pas sans lendemain. Car l'oscillation de ces minuscules particules cache bien d'autres résultats qui pourraient apporter quelques révisions *déchirantes dans le petit monde de* la physique.

« Si les neutrinos oscillent, souligne Marcel Froissart, professeur au Collège de France, *c'est que ces particules ont une masse, extrêmement faible, alors que l'on supposait qu'elles n'en avaient pas. »* Si cette hypothèse, avancée en 1986 par deux chercheurs russes et un américain, se confirmait, la face du monde en serait changée et le modèle standard, qui décrit les familles de particules composant l'Univers, *« profondément remanié »*. Mais à quelque chose malheur est bon, car les neutrinos produits en quantités *incalculables dans les premiers instants* de l'Univers et au cœur des étoiles pourraient bien, avec leur nombre, constituer une part notable de la fameuse masse manquante, toujours aussi recherchée, de l'Univers.

Réponse dans deux ou trois ans à Chooz dans les Ardennes, à San-Onofre, au sud de Los Angeles, où les *Américains préparent une expérience* analogue, au CERN ou à Los Alamos, où, en début d'année, des physiciens ont cru *discerner* des indices alors qu'un autre, dans la même équipe, ne voyait rien.

Jean-François Augereau

D'étonnants prestidigitateurs

Si les neutrinos que produit le Soleil changent de nature au cours de leur voyage vers la Terre, cela signifie que les trois familles de neutrinos existant (neutrino-électron, neutrino-muon et neutrino-tau) seraient des sortes de prestidigitateurs, capables de changer d'apparence à tout instant. Ainsi, non contents de jouer les particules fantômes et de très peu interagir avec la matière – sur 100 000 milliards de neutrinos qui traversent la Terre, un seul *est arrêté !* –, *les neutrinos-électrons* du Soleil pourraient se transformer en leurs cousins neutrinos-muons et les neutrinos-muons en neutrinos-tau au cours des huit minutes que dure leur voyage jusqu'à la Terre. Et vice versa. Un casse-tête pour les physiciens. Cette « petite révolution » ne serait pas pour *leur déplaire* car elle leur permettrait de promouvoir de nouvelles théories tenant compte de *cette légèreté des neutrinos et* expliquant, ce qu'on ne sait pas, comment la masse vient aux *autres particules qui composent* l'Univers.

Beaucoup de bruit pour (presque) rien

« LE NEUTRINO est la plus petite part de réalité matérielle jamais imaginée par l'homme ; la plus grande est l'Univers. Essayer d'expliquer l'une en fonction de l'autre revient à tenter d'embrasser les manifestations des lois naturelles dans toute leur ampleur. » Les physiciens américains Frederick Reines et Clyde Cowan, du laboratoire national de Los Alamos, commentaient ainsi en 1956, dans *Nature*, l'annonce de leur *mise en évidence du composant* le plus *insaisissable* de la famille des particules sub-atomiques. Près de quarante ans plus tard, les travaux de Reines (aujourd'hui professeur à l'université de Californie d'Irvine) et de Cowan (décédé en 1974) ont été récompensés par le Nobel de physique 1995.

La découverte réalisée par les deux hommes était rendue plus importante encore par sa difficulté même. Détecter cette particule hypothétique *sans charge électrique* et dotée d'une masse très petite, voire nulle, était au moins aussi difficile que de photographier le sourire du chat de *Alice au pays des Merveilles*.

A l'origine, le neutrino était surtout une « excuse théorique » visant à expliquer le fait que le phénomène de radioactivité bêta ne semblait pas respecter les lois de conservation de la masse et de l'énergie. Lors de cette réaction – fondamentale pour la physique nucléaire, – le noyau d'un atome émet un *électron* (ou son antiparticule, le positon) et, simultanément, se transmute en noyau d'un autre élément. En fait, *un neutron s'y transforme* en proton, changeant ainsi l'identité chimique du noyau, mais pas sa masse. Et c'est bien là que se situe le problème : la radioactivité bêta se traduit par une perte d'énergie que l'on ne retrouvait apparemment nulle part...

C'est alors que Wolfgang Pauli (1900-1958), physicien autrichien (naturalisé par la suite américain) proposa, en 1933, une théorie selon laquelle l'énergie manquante était emportée par une particule nouvelle. Baptisée « neutrino » (petit neutre en italien) par l'Italo-Américain Enrico Fermi (1901-1954), cette particule *dépourvue de masse et de charge électrique* ne devait interagir que très rarement avec les autres. Cela explique pourquoi personne ne parvint à l'observer en dépit de plusieurs décennies de recherche. Un formidable problème pour les physiciens, qui avaient toutes les raisons d'être sceptiques sur l'existence même de cette improbable particule.

TRAITS D'UNION

Reines et Cowan ont imaginé, pour leur part, d'installer leur expérience près d'un réacteur nucléaire (inventé par Fermi), siège d'une radioactivité bêta importante et donc source abondante de neutrinos. Ils eurent le mérite de penser que la réaction pouvait se produire à rebours : si les atomes relâchent des neutrinos, ils peuvent aussi en capturer, les protons du noyau se changeant alors en neutrons.

Les deux chercheurs ont installé deux cuves contenant chacune 200 litres d'une solution aqueuse de chlorure de cadmium, protégées par des plaques de plomb et enterrées près de *l'un des réacteurs de la centrale de Savannah* River. Le principe était le suivant : quand un neutrino frappe un proton d'une molécule d'eau, il le change en neutron avec émission simultanée d'un positon. Le positon rencontrera presque immédiatement un électron, son antiparticule, et tous deux s'annihileront dans une poussée de rayons gamma bien spécifiques parfaitement détectables. Le neutron, pour sa part, sera très vite capturé par un noyau de *cadmium avec émission de rayons gamma d'un* niveau d'énergie différent de ceux produits par l'annihilation électron-positon. L'observation de deux bouffées de gammas de nature différente séparées d'une fraction de seconde ne pouvait passer pour une coïncidence. C'était donc forcément la signature d'un neutrino...

Sans se laisser griser par leur succès, Frederick Reines et Clyde Cowan concluaient l'exposé de leurs travaux par une série de questions qui, *aujourd'hui encore*, hantent les chercheurs. Avec le recul, la plus importante porte sur la fraction d'énergie délivrée par le Big-Bang *sous forme de neutrinos*. Si ces derniers ont une masse, même faible, leur présence pourrait jouer un rôle décisif dans le devenir de l'Univers, remplissant ainsi leur rôle de trait d'union entre l'infiniment grand et l'infiniment petit.

Henry Gee

Les particules de la matière noire sortent de l'ombre

COMMENT procéder pour étudier et comprendre un phénomène complexe dont on ne connaît presque rien ? Les physiciens et les cosmologistes, rompus à ce genre d'exercice, ont mis au point une stratégie aujourd'hui bien rodée. A partir de quelques indices, souvent maigres, ils bâtissent une théorie, un « modèle ». Un scénario dans lequel *entrent* les quelques faits dont ils disposent et beaucoup d'imagination, le tout « ficelé » le plus soigneusement possible pour répondre aux règles de la physique.

Les progrès des connaissances, les observations, les *expérimentations*, servent ensuite à enrichir, conforter ou modifier, voire remettre totalement *en cause*, *ces édifices* théoriques bâtis à grand-peine. C'est ainsi que le « ciel » géocentriste d'Aristote puis de Ptolémée fut ébranlé par Copernic et bouleversé par Galilée, Kepler et Newton. Aujourd'hui, les cosmologistes s'efforcent, selon le même principe, de décrire non plus seulement l'Univers tel qu'il est, mais sa formation et son *évolution depuis* les *origines*. C'est la fameuse théorie du Big-Bang, fondée sur le « modèle standard » qui relie l'infiniment petit à l'infiniment grand, la physique des particules à la formation des galaxies.

Ce modèle évolue cahin-caha – avec encore beaucoup de lacunes – au fur et à mesure des découvertes. L'une des grandes incertitudes actuelles reste la composition de la « soupe initiale », *qui* conditionne la taille des structures formées aux premiers temps de l'Univers et aussi la composition *de la fameuse « matière noire »*, ou masse manquante, qui nous reste encore invisible.

DES MODÈLES IMPARFAITS

Selon les théoriciens, cette dernière *doit représenter quelque* 90 % de la matière issue du Big-Bang (l'explosion initiale) si l'on veut que l'Univers soit « *en équilibre* », évitant de s'étendre indéfiniment ou, au contraire, de s'effondrer sur lui-même en un *« Big-Crunch »* destructeur. A *partir de ce postulat*, plusieurs théories ont été successivement développées, explique *François Bouchet* (Institut d'astrophysique de Paris, CNRS).

Dans les années 70, on a d'abord pensé que la soupe initiale (et, par extension, la matière noire) était composée surtout de neutrinos-électrons, très légers. Ce modèle, dit des *« crêpes cosmiques »*, fut cependant très vite démenti par l'observation. Il supposait la formation initiale de très grosses structures cosmiques se divisant ensuite en galaxies, ce qui ne « cadrait » pas vraiment avec leur répartition dans le ciel.

Les cosmologistes ont donc changé leur fusil d'épaule, passant, dans les années 80, au modèle dit de *« la matière noire froide » (Cold Dark Matter)* formée, *cette fois*, de particules dotées d'une vitesse très lente et de quelques rares neutrinos dont *le rôle serait négligable. Dans ce* cas, les premières structures formées à l'issue du Big-Bang devaient être petites et s'agglomérer ensuite *pour former des galaxies. Ce scénario* fonctionna plutôt bien, jusqu'à ce que le satellite américain Cobe permette aux astronomes de se faire, pour la première fois, une idée plus précise du visage de l'univers *primordial. Les fluctuations de densité* de matière mesurées dans l'Univers par Cobe se révélèrent deux fois plus importantes que ne le prévoyait le modèle de la matière noire froide...

Il fallait donc trouver autre chose. *« On a alors assisté à une éclosion de modèles tentant d'intégrer ces nouvelles observations. Mais aucun n'est vraiment satisfaisant »*, reconnaît Alain Blanchard, de l'Observatoire de Strasbourg. L'un d'entre eux, celui de la *« matière noire mixte » (Mixed Dark Matter)*, suppose que la masse manquante est formée d'une composante chaude faite de neutrinos-muons ou neutrinos-tau – hyper-véloces, plus lourds que les *neutrinos-électrons* – et d'une autre, froide, faite de particules aux noms exotiques (axions, higgsinos, photinos...), et *encore très hypothétiques parce que jamais détectées*.

Si les expériences de Chooz, de Los Alamos ou du Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) confirmaient que les neutrinos-muons et neutrinos-tau ont une masse de quelques électronvolts, ce scénario de la *« matière noire mixte »* se verrait alors conforté. Si l'Univers est en équilibre (ce qui reste à démontrer et que conteste l'un des papes de la cosmologie, James Peebles, pour lequel notre monde est en expansion), on pourrait donc en déduire que ces deux variétés de neutrinos représentent environ 30 % de la matière noire.

LA MASSE MANQUANTE

« Un grand pas serait fait dans la mesure où l'on aurait d'un coup identifié le tiers de la mystérieuse masse manquante de l'Univers », explique prudemment François Bouchet. Une prudence que partage Alain Blanchard, qui note que *« certains sont sceptiques devant ces modèles où pour tout expliquer on rajoute ce qu'il faut pour que ça marche. »* Ainsi va la science. Pour l'heure, *« physiciens des particules et cosmologistes sont un peu dans le brouillard*, constate Alain Blanchard. *On possède des éléments du puzzle sur ce qu'on attendait, mais les pièces ne se mettent pas bien en place. Il nous manque un petit truc qui éclairerait la scène »*.

Physiciens et cosmologistes ne sont pas toujours d'accord. *« Aujourd'hui*, note un physicien, *il faut bien reconnaître que l'hypothèse des neutrinos massifs n'est pas très bien vue de certains cosmologistes, car elle ne jouerait pas un grand rôle dans la formation des grandes structures comme les galaxies. »* Reste que, si les neutrinos triomphent en révélant leur masse, même faible, le modèle standard sera *« sacrément secoué »*.

J.-F. A. et J.-P. D.

★ Page réalisée par les rédactions du *Monde* et de la revue internationale *Nature*.

Le FC Nantes affrontera le Spartak Moscou en quart de finale de la Ligue des champions

C'est la première fois que l'équipe de Loire-Atlantique atteint ce stade de l'épreuve européenne

Deuxièmes de la poule A après le match nul qu'ils ont concédé à domicile, mercredi 6 décembre, contre le Panathinaïkos Athènes (0-0), sur un terrain rendu glissant par la neige, les Canaris nantais rencontreront le Spartak Moscou en quart de finale de la Ligue des champions, les 6 et 20 mars 1996. Ils auront le handicap de se déplacer dans la capitale russe pour le match retour, les Moscovites ayant dominé leur poule en gagnant tous leurs matches.

NANTES
de notre envoyé spécial

C'était une rencontre à faire gamberger. Les Nantais, qui affrontaient, mercredi 6 décembre, au stade de la Beaujoire, le Panathinaïkos Athènes, ressemblaient à ces hommes qui ne savent s'ils doivent dormir avec la barbe au-dessus ou au-dessous du drap. D'un côté, un match nul suffisait aux joueurs de Loire-Atlantique pour se qualifier en quart de finale de la Ligue des champions : il leur fallait donc défendre. Mais, de l'autre, seule une victoire leur permettait de terminer premiers de leur groupe et d'échapper, au tour suivant, à la redoutable équipe du Spartak Moscou : il leur fallait donc attaquer.


COUPE D'EUROPE

Nantes a donc attaqué en ne pensant qu'à défendre et vice versa. Autant dire que l'équipe n'a jamais eu complètement la tête à ce qu'elle faisait et flirtait par moments avec le dédoublement de personnalité. Ce combat schizophrénique s'est forcément conclu par un nul (0-0). Le match ne fut ni bon ni mauvais. Il ne fut jamais vraiment âpre, jamais totalement mièvre. Il eut ce grand mérite de laisser au coup de sifflet final vingt-deux acteurs pleinement satisfaits, ce qui n'est pas si courant. Pour les deux équipes, il était important de ne pas perdre : elles s'en gardèrent bien. *« A l'issue du match, nous sommes l'un et l'autre qualifiés »*, lançait Jean-Claude Suaudeau, l'entraîneur nantais, dans une sorte de communiqué final à la presse. Tout est bien qui finit bien.

Un match blanc donc, qui fut joué sous la neige. Les flocons continus ont peu à peu enseveli les bonnes dispositions. Après une heure de jeu, le fin tapis qui s'était déposé rendait la partie difficile. *« La glisse de bulle est devenue moins bonne »*, plaisantait l'entraîneur. Le Tchadien Japhet N'Doram, qui jouait pour la premiere fois sous et sur la neige, n'était pas le seul à perdre ses reperes dans ce grand désert blanc. La fin de match se résuma à une bagarre de boules de neige. Pendant un quart d'heure de récréation dans la cour de la Beaujoire, chacun se retrancha dans son camp et bombarda l'adversaire de projectiles.

« Les conditions étaient inhabituelles », regrettait Jean-Claude Suaudeau. Elles ne suffisent pourtant pas à expliquer le match nul concédé sur son terrain par le FC Nantes. A Porto, le 22 novembre, l'équipe a démontré qu'elle avait retrouvé sa capacité à créer, à combiner à l'infini quand l'adversaire avait la négligence de lui laisser des espaces. Mercredi, les Athéniens ne laissèrent pas cette liberté de mouvement. Ils étaient venus pour défendre et ne dérogèrent jamais à ce principe.

« Ils se sont présentés sans attaquant nominal », constatait Robert Budzinsky, le directeur sportif nantais. Seuls Andreas Lagonikakis et Juan Jose Borelli firent mine de porter le danger dans le camp adverse. Forts de ces deux leurres, le Panathinaïkos s'est voué entièrement à défendre un match nul synonyme de première place. Sur pelouse, puis sur neige, l'équipe y mit son ardeur, sa cohésion et son excellent bagage technique. Dès lors, les Nantais durent ourler leurs attaques sur un patron beaucoup plus petit qu'à Porto. Plein d'une bonne volonté retrouvée, Reynald Pedros cherchait en vain le trou de souris où glisser la passe décisive. A force d'avancer, de reculer, de tourner sur eux-mêmes pour se démarquer, Nicolas Ouédec et Roman Kosecki ne donnaient le tournis qu'à eux-mêmes. Ne voyant pas arriver l'ombre d'un ballon à l'avant, Japhet N'Doram revenait sans cesse plus en retrait chercher l'indipensable ustensile. La vivacité, la fluidité des gestes, l'épure de football retrouvées au Portugal ne suffisaient plus. Une défense aussi pugnace que celle des Grecs ne pouvait s'entamer qu'au burin.

MANQUE DE PUISSANCE

« Il nous a manqué la puissance pour faire la différence, constatait Jean-Claude Suaudeau. *Les organismes sont encore fatigués par la saison passée. Ils ont été trop sollicités. »* A l'évidence, c'est là le prochain chantier du responsable technique. La collection de nuls réalisés à domicile, tant en championnat de France qu'en Coupe d'Europe (huit en quatorze matches, le plus souvent par 0-0), quantifie l'impuissance du moment de son équipe devant un adversaire prêt à faire de la résistance. Il faudra à Nantes retrouver sa force de percussion dans le petit périmètre, celle qui lui permettait de corriger d'un répétitif et humiliant 3-0 ses adversaires au stade de la Beaujoire, la saison passée. Le retour prochain de Jocelyn Gourvennec, blessé en début de saison, pourrait y contribuer.

La convalescence du champion de France 1994-1995 n'est donc pas définitivement achevée, même si son entraîneur constate que, *« en deux mois, on a fait un bon bout de chemin »*. Il en reste trois autres avant d'affronter le Spartak Moscou en quart de finale. Le temps de rééquilibrer des pronostics qui sont, au vu des performances de l'heure, nettement en faveur des Russes.

L'adversaire des Français vient cependant d'achever sa saison (le championnat russe a lieu l'été) et s'engage dans une longue trêve hivernale. De plus, deux ou trois de ses meilleurs éléments pourraient être transférés vers de grands clubs d'Europe de l'Ouest. Les joueurs de Loire-Atlantique rencontreront donc une formation un peu différente de celle qui a caracolé dans le groupe B de la Ligue des champions. Ils trouveront une autre raison de se rassurer dans les statistiques : jamais ils n'ont été éliminés par un club russe ou ex-soviétique en coupe d'Europe.

Benoît Hopquin

La suite de la compétition

QUARTS DE FINALE (6 et 20 mars 1996)	DEMI-FINALES (3 et 17 avril 1996)	FINALE (22 mai 1996)
LEGIA VARSOVIE-PANATHINAÏKOS		
BOR.DORTMUND-AJAX AMSTERDAM		
REAL MADRID-JUVENTUS TURIN		
FC NANTES-SPARTAK MOSCOU		

Bordeaux qualifié en UEFA

Il y a des buts qui valent plus qu'une victoire. Celui réussi par Zinedine Zidane à la 4e minute du match des Girondins de Bordeaux contre le Bétis Séville est de ceux-là. Le Bordelais reprend un ballon au milieu du terrain, voit le gardien légèrement avancé, tente un lob qui file sous la barre. Dans l'ambiance hostile du stade andalou, ce but exceptionnel, qui s'ajoute à ceux du match aller (2-0), donne confiance aux Girondins. Malgré deux buts encaissés en première mi-temps, ils réussissent à maintenir le score à 2-1 jusqu'à la fin du match. Pour un club en difficulté en championnat de France, cette qualification pour les quarts de finale de la Coupe de l'UEFA, les 5 et 19 mars 1996, est une bouffée d'oxygène bienvenue.

Patrick Roy, une star du hockey sur glace, divise les Québécois

MONTRÉAL
de notre correspondante

Les supporteurs des Canadiens de Montréal, la plus célèbre équipe de hockey sur glace d'Amérique du Nord, ont marqué d'une pierre noire cette funeste soirée du samedi 2 décembre, qui a vu les *« Glorieux »* se faire administrer une magistrale correction (11-1) par les Reds Wings de Detroit. Mais, comme si cela ne suffisait pas, il a fallu aussi que ce soir-là le gardien de but Patrick Roy, demi-dieu de la patinoire, virtuose de l'arrêt impossible, encaisse neuf buts avant d'être rappelé sur le banc de touche. Beaucoup trop tard, selon le joueur vedette, qui n'a pu souffrir pareille humiliation. Toisant d'un regard assassin le nouvel entraîneur Mario Tremblay, il est allé sur-le-champ apostropher le président du club, Ronald Corey, pour lui signifier qu'il venait de jouer son dernier match pour les Canadiens.

Le public du Forum de Montréal, et les milliers de téléspectateurs qui regardent religieusement la retransmission en direct de la *« soirée du hockey »*, n'en sont pas revenus. Patrick Roy avait commis l'impardonnable en étalant au grand jour ses relations exécrables avec son entraîneur et en allant directement porter ses doléances au grand patron de l'équipe. Le lendemain, il était suspendu, et la province du Québec plus divisée qu'elle ne le serait jamais. Même devant *« n'importe quelle proposition de divorce assortie ou non d'une offre de nouveau partenariat »* selon l'expression d'un commentateur.

SALAIRE ROYAL

Les pro-Patrick et les pro-Mario ont ferraillé avec passion sur la place publique, dans les journaux, à la radio et à la télévision. Les deux hommes ont fait, chacun de son côté, une sorte d'acte de contrition en conférence de presse le jour suivant, sans pour autant faire la paix. Et quatre jours après l'incident survenait l'épilogue de la tempête médiatique et sportive : Patrick Roy était cédé à l'Avalanche du Colorado, dans le cadre d'une transaction complexe qui laisse quand même au gardien de but son royal salaire annuel de 4 millions de dollars (environ 20 millions de francs).

Patrick Roy jouait depuis 1985 pour le club montréalais, avec lequel il avait remporté à deux reprises la Coupe Stanley, suprême trophée du hockey professionnel en Amérique du Nord. Son départ désespère ses nombreux supporteurs, déjà désemparés par plusieurs saisons médiocres des Canadiens. Pour la saison en cours, qui avait fort mal démarré, le président du club avait dû procéder à un remaniement spectaculaire en limogeant le directeur général et l'entraîneur de l'équipe. Ironie du sort ou subtile intrigue du sport professionnel, la superstar des Canadiens va désormais porter les couleurs d'un club tout jeune, formé récemment des hockeyeurs de la défunte équipe des Nordiques de Québec, rivale de Montréal, et qui connaît un début de saison fulgurant.

Sylviane Tramier

Un plan pour créer plusieurs milliers d'emplois par an dans le sport

QUOI DE MIEUX, pour encourager le développement des emplois liés au sport, que d'en baisser le coût ? Telle est la philosophie du plan sport emploi que Guy Drut, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, a présenté, mercredi 6 décembre, à l'occasion d'un comité interministériel. Trois mois plus tôt, le 6 septembre, en posant la première pierre du Stade de France, le premier ministre avait noté que *« le secteur du sport est susceptible de participer à la réduction du chômage »*. Alain Juppé avait alors invité Guy Drut à préparer une série de mesures.

SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

Le ministère de la jeunesse et des sports se dit aujourd'hui convaincu de la possibilité de créer des emplois grâce au développement de la pratique sportive. On sait Guy Drut ardent prosélyte de l'aménagement des rythmes scolaires. Il y aura place, selon lui, pour des activités sportives dans les heures libérées pour les enfants, et donc nécessité d'embaucher des animateurs. Le ministre s'engage sur des hypothèses de réduction du temps de travail des salariés, qui devrait leur permettre, selon lui, de multiplier les activités sportives. Le plan sport-emploi s'appuie également sur le développement du sport dans un *« troisième âge consommateur et en bonne santé »*.

Les 175 000 associations sportives, dont Alain Juppé estime qu'elles sont autant d'employeurs potentiels, hésitent souvent à faire appel à des professionnels spécialisés en raison de leur coût salarial et des formalités à remplir. Le plan sport-emploi s'appuie donc avant tout sur une simplification administrative. Le statut de *« groupement d'employeurs »*, avec un statut fiscal privilégié, devrait également être accordé aux structures, souvent appelées « profession-sport », qui mettent du personnel à la disposition des associations sportives.

Le « passe sport-emploi » est l'application du chèque emploi-service au domaine du sport. Sa capacité à faciliter l'embauche de salariés sera expérimentée pendant six mois en 1996. L'opération « Un club, un emploi, 50 000 francs » traduit l'engagement des directions départementales de la jeunesse et des sports à traquer toutes les aides offertes par la législation actuelle pour l'embauche d'un premier salarié par une association. Le ministère dégagera des crédits sur ses lignes budgétaires pour compléter ces aides jusqu'à un minimum de 50 000 francs de subventions annuelles. L'ensemble de ces mesures devraient permettre de créer entre 5 000 et 10 000 emplois chaque année.

C. de C.

■ **Le budget du ministère de la jeunesse et des sports** pourrait bénéficier de 50 millions de francs supplémentaires. Alain Lamassoure, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, s'est *« engagé »*, mercredi 6 décembre, à l'Assemblée nationale à accroître ce budget qui s'élève à 2,933 milliards de francs, en baisse de 1,3 % par rapport à 1995, après l'adoption de deux amendements d'économies de 38,5 millions de francs.

RÉSULTATS

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS
sixième et dernière journée

Groupe A	
Nantes-Panathinaïkos	0-0
Aalborg-FC Porto	2-2
Groupe B	
Legia Varsovie-Spartak Moscou	0-1
Blackburn Rovers-Rosenborg Trondheim	4-1
Groupe C	
Borussia Dortmund-Glasgow Rangers	2-2
Steaua Bucarest-Juventus Turin	0-0
Groupe D	
Ajax Amsterdam-Ferencvaros	4-0
Grasshoppers Zurich-Real Madrid	0-2

COUPE DE L'UEFA
huitième de finale retour

Séville-Bordeaux	2-1 (0-2)

(Les clubs en gras sont qualifiés.)

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE

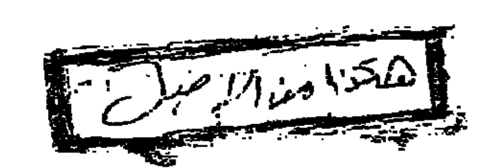
Groupe A	
Ira. Salonique-Malaga	71-69
Groupe B	
Panathinaïkos-Benfica Lisbonne	67-51

COUPE KORAC
Poules de huitièmes de finale
(troisième tour aller)

Poule B	
Panio. Athenes (Grè.)-Varèse (Ita.)	68-61
BC Andorre (Esp.)-EP Istanbul (Tur.)	63-72
Poule C	
A. Salonique (Grè.)-T. Bologne (Ita.)	83-60
Alba Berlin (All.)-Saragosse (Esp.)	89-87
Poule D	
Pesaro (Ita.)-Villeurbanne (Fra.)	83-86
Manresa (Esp.)-AEK Athenes (Grè.)	88-84

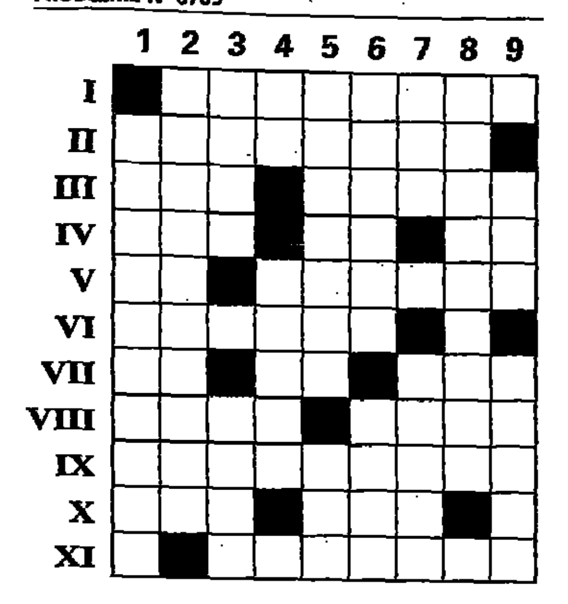
COUPE RONCHETTI (dames)
Poules de huitièmes de finale

Aix-Messine	90-65
Sport. Bratislava-Tarbes	49-74
Slovan Bratislava-Challes	74-71
VA Orchies-Ramat Hasharon	106-66



MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 6709



HORIZONTALEMENT

I. Permet d'avoir de la mousse. – II. Peut faire tache. – III. Ville du Nigeria. Perdu, pour le juriste. – IV. Peut se tordre dès qu'on le touche. Préfixe. Dans l'alternative. – V Conjonction. Pas collée. – VI. Une musique populaire. – VII. Chef d'entreprise. En Espagne. Peut nous bloquer le dos. – VIII. Pas qu'un peu. De la terre moulée. – IX. Comme les affaires quand on arrête tout. – X. On y voit le jour. Bien ouverte. – XI. Dont on a fait une moitié.

VERTICALEMENT

1. *Salutations distinguées.* – 2. *Femmes aussi bouclées* les unes que les autres. – 3. Faire un mauvais accueil. Ville d'Italie. – 4. Maigre réjouissance. Pas nées d'hier. – 5. Danse populaire. Port. – 6. Quand il est malin, il y a du charbon. Peut être assimilé à une robe de chambre. – 7. Pronom. On n'aime pas les voir dans de beaux draps. – 8. A remplacé la lance. – 9. D'un auxiliaire. *Tout ce qu'on assimile à la littérature.*

SOLUTION DU Nº 6708

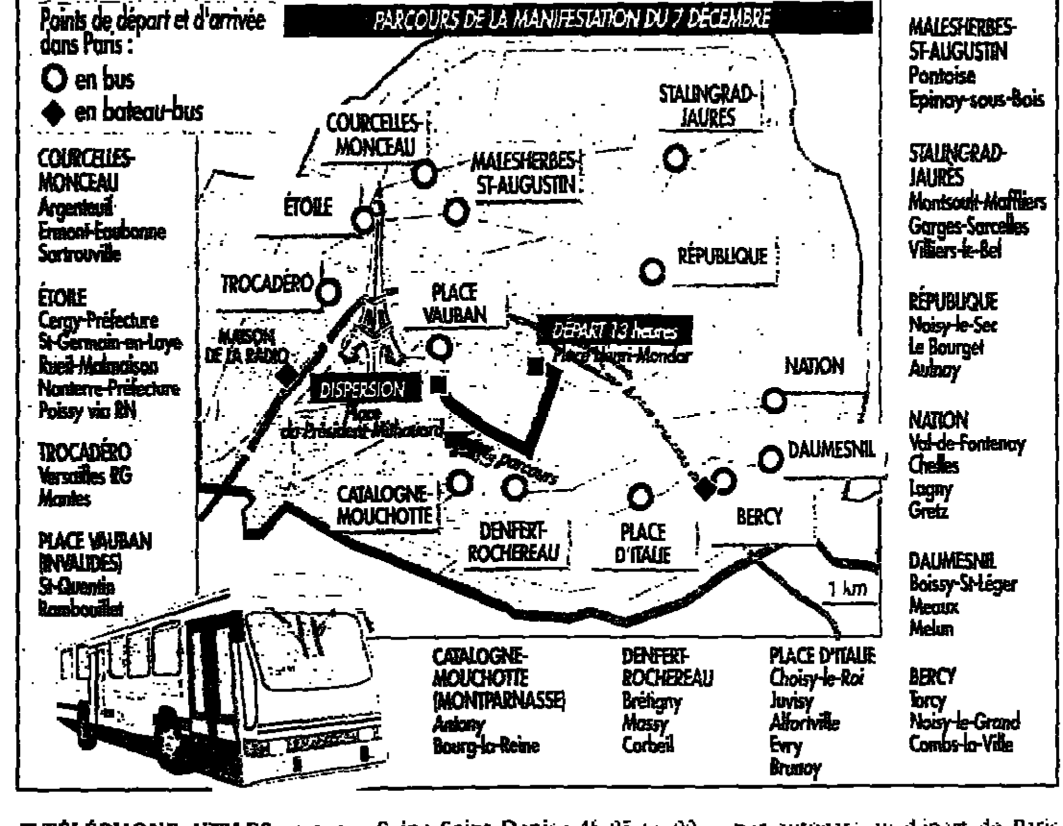
HORIZONTALEMENT

I. Caramels. – II. Simula. Eu. – III. Osé. Ébène. – IV. Uélé. Opte. – V. Flingue. – VI. Féodalite. – VII. Luron. Rat. – VIII. Erosive. – IX. Veste. – X Essieu. Ur. – XI. Ru. Otto.

VERTICALEMENT

1. Souffleter. – 2. Ciseleur. Su. – 3. Améliorons. – 4. Ru. Endos. Io. – 5. Ale. Ganivet. – 6. Maboul. Veut. – 7. Epeires. – 8. Lent. Ta. Tu. – 9. Suée. Étiers.

Guy Brouty



■ TÉLÉPHONE UTILES : pour *joindre le Syndicat des transports parisiens, numéro vert :* 05
-235-235.
La préfecture de police de Paris dispose également d'une ligne gratuite : 05 05 05 17
Pour joindre les préfectures des départements de la région parisienne :
Essone : 05-11-61-12 ;
Hauts-de-Seine : 40-97-39-39 ;
Seine-et-Marne : 05-15-77-77 ;
Seine-Saint-Denis : 48-95-66-00, 48-95-22-33 et 48-95-74-74 ;
Val-de-Marne : 49-56-64-64 et 36-67-06-00 ;
Val-d'Oise : 34-25-22-44 ;
Yvelines : 39-02-10-10 et 39-02-39-39.

■ TRANSPORTS TERRESTRES : environ 740 autobus et autocars sont mis en service depuis mardi 5 décembre en region parisienne à l'occasion de la mise en place progressive d'un transport de substitution. Les usagers peuvent se renseigner *à deux numeros verts* 05-235-235 et 05-05-05-17.

***■ TRANSPORTS FLUVIAUX :** les* navettes fluviales sur la Seine fonctionnent dès 7 heures, à raison d'une toutes les quinze à vingt minutes. Deux bateaux devaient également desservir la banlieue dès mardi en partant de « Solferino-Musée d'Orsay », l'un vers Alforville-Chinagora, au confluent de la Seine et de la Marne, et l'autre vers Boulogne et le pont de St-Cloud.

■ TRANSPORTS NATIONAUX : depuis le mardi 5 décembre et pendant la durée de la grève à la SNCF, la société Eurolines a augmenté les liaisons qu'elle assure par autocars au départ de Paris vers des villes de province. Les villes suivantes sont desservies par *deux ou plusieurs services tous les* jours : Aix-en-Provence, Amiens, Angers, Avignon, *Bar-le-Duc*, Bayonne, Blois, Bordeaux, Brive, Cahors, Chalon, Chateaudun, Dijon, Hendaye, La Rochelle, Le Mans, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Metz, Montauban, Montelimar, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Rochefort, Saintes, Saint-Dizier, Saint-Malo, Strasbourg, *Toulouse*, Tours, Valence, Vendôme, Vitry.
Les départs ont lieu de la gare routière de Paris-Gallieni, 28, avenue du Général-de-Gaulle 93541 Bagnolet. Tél. : 49-72-51-51.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE 3617 LMPLUS
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM .	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE

Films à Paris et en province
36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration
Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437 ISSN : 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex.
PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA
Président-directeur général Jean-Marie Colombani
Directeur général Gérard Morax
Membres du comité de direction Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées
75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

A nos abonnés

L'amélioration du service à nos abonnés passe par une modification très importante de notre système informatique. Du 28 novembre au 10 décembre, notre service relations clientèle restera à *votre disposition*, mais toute modification de votre abonnement (suspension, changement d'adresse...) durant cette période ne pourra être enregistrée qu'à partir du 11 décembre. Nous comptons sur votre compréhension pour excuser cette gêne temporaire.



MÉTÉOROLOGIE

La grève à Météo-France nous met dans l'impossibilité de publier les prévisions météorologiques habituelles. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Neige et pluie sur le quart sud-est

LA SITUATION météorologique générale reste dépressionnaire sur l'ensemble de notre pays. Avec l'orientation du flux au sud, de l'air *moins froid et chargé d'humidité* remonte de la Méditerranée ; sa rencontre avec l'air froid *installé plus au* nord donnera des précipitations significatives, d'abord sous forme de neige, puis de pluie.

Vendredi, autour de la Méditerranée – sur le Languedoc et le sud de la Provence –, le temps sera très médiocre, avec un ciel couvert et des pluies modérées tout au long de la journée. Plus à l'est – sur la Côte d'Azur et la Corse –, le ciel sera également *couvert, mais les pluies* seront plus faibles. Le vent d'est soufflera très fort sur l'ensemble des côtes méditerranéennes, avec des rafales qui atteindront *80 à 100 km/h* au cours de la journée. Sur le flanc sud-est du Massif central (Causses, Cévennes et Vivarais), la neige tombera en quantité. Dans la vallée du Rhône, l'intérieur de la Provence, l'ensemble de la région Rhône-*Alpes, la Franche-Comté* et le sud de la Bourgogne, des chutes de neige se produiront le matin, *puis cette neige* se transformera progressivement en pluie ; en revanche, au-dessus de 600 mètres d'altitude environ, les précipitations resteront sous forme de neige durant toute la journée.

Sur la région Midi-Pyrénées, l'ouest et le nord du Massif central, le nord de la Bourgogne, la Lorraine et l'Alsace, le ciel sera très nuageux, avec par moments quelques faibles *chutes de neige. Le piémont* pyrénéen pourra bénéficier de quelques *éclaircies. Sur le reste du pays,* depuis l'Aquitaine jusqu'au Nord et aux Ardennes, en passant par la Bretagne et le Bassin parisien, le temps sera sec, avec un ciel brumeux le matin ; en journée les nuages laisseront de temps à autre une place aux éclaircies.

Les températures seront légèrement moins froides que ces jours derniers : les minimales seront comprises entre 0 et – 4 degrés sur tout le quart nord-est, entre 0 et – 2 *degrés sur le reste des régions* intérieures, et entre 3 et 7 degrés sur *les régions littorales ainsi* qu'au sud de la Garonne. Quant aux maximales, *elles ne dépasseront pas* 1 à 3 degrés dans le Nord-Est, 3 à 5 degrés du Nord au Centre-Est en passant par le Bassin parisien et la Bretagne, entre 6 et 9 degrés plus au sud, jusqu'à 12 degrés sur les rives de la Méditerranée.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

La qualité de l'air

Indice de pollution
en agglomération parisienne
10 Très mauvais
9 Très mauvais
8 Mauvais
7 Très médiocre
6 Médiocre
5 Moyen
4 Assez bon
3 Bon
2 Très bon
1 Excellent
Source AIRPARIF
Tendance pour le 7 décembre : bon

Il y a 50 ans dans *Le Monde*

Tenues de soirée

UN COUPLE, l'autre soir, s'était habillé pour l'Opéra. L'homme, au milieu des fauteuils d'orchestre, paraissait perdu dans la solitude de son plastron, la femme presque gênée de son décolleté. Aux entractes, le public les suivit à la trace, *saisi par cette vision étrange* qui faisait briller les lustres et les ors du foyer sur son passage.

On vit alors d'antiques abonnés lustrer machinalement le revers rêche de leurs vestons, des ouvreuses centenaires soupirer dans leurs corsages à baleines. Plus tard, à la sortie, quand la cravate blanche et le manteau d'hermine eurent franchi le dernier degré de l'escalier de marbre, seule toilette parmi cent vêtements, l'apparition *sembla se résorber dans son mys*tère. La panne de minuit, en effet, régnait sur la place.

Était-ce un couple fantôme du passé ? On ne saurait le croire. Plutôt des néo-précurseurs. Au moins des heureux qui avaient su conserver dans leur garde-robe d'autres parures que des défroques vétustes ou élimées. Nous savons que la haute couture s'efforce de favoriser le retour aux élégances du soir. Ces chants de sirènes, *comment les oreilles féminines* ne les écouteraient-elles pas ?

Les hommes résisteront davantage à la séduction, *qui s'habillent* à moindres frais, mais auxquels répugnent les voyages en travesti dans les foules du métro. Pourtant on les incite déjà à des recherches vestimentaires. « *Tenues sombres* », portent certaines invitations dites de gala. « *Cravate noire* », indiquent en une ellipse plus hypocrite d'autres cartons. L'habit de soirée se rénove quand l'uniforme disparaît. C'est une loi à laquelle il est difficile d'échapper, *même quand le textile* manque. Sans doute la vérifiera-t-on *de plus en plus au cours* des mois à venir.

Olivier Merlin
(8 décembre 1945.)

VENTES

Charmes orientalistes

IRRÉALISTE au XVIII[e] siècle, la vision de l'Orient évolue au XIX[e], quand les artistes deviennent de grands voyageurs. Delacroix, qui visite le Maghreb en 1832, figure parmi les premiers à s'enthousiasmer pour cette source d'inspiration nouvelle. Séduit par les foules *bigarrées et les paysages brûlés,* il dessine sans cesse pendant son séjour. *Par la suite,* la conquête de l'Algérie facilite l'accès à ces contrées, et des artistes viennent apporter leur contribution à ce mouvement pictural, qui reste vivace presque jusqu'au milieu du XX[e] siècle.

Plus d'une centaine de tableaux orientalistes sont représentés dans *la vente qui aura lieu à* Drouot lundi 11 décembre. Très apprécié *en Algérie, où on le considère* comme un chroniqueur des traditions, Etienne Dinet *(1861-1929)*, devenu musulman, a passé là-bas la plus grande partie de sa vie. Ses dessins et ses gouaches sont accessibles entre 3 000 et 10 000 francs. *Intérieur de marabout*, aquarelle et gouache sur papier (3 000-4 000), *Etude d'homme en armes*, mine de plomb (8 000-10 000). Mais il faut compter beaucoup plus pour ses toiles, dont plusieurs sont annoncées à 500 000-600 000 francs.

Outre la notoriété d'un peintre, le sujet compte pour beaucoup dans la valeur des tableaux orientalistes. A cause de l'interdit religieux frappant la représentation de la personne humaine, les *peintres ont du mal à trouver des* modèles, et la rue reste la princi*pale source d'inspiration.* C'est pourquoi les scènes intimistes constituent des sujets recherchés. Le fait de pouvoir localiser une toile avec précision est un facteur de plus-value. Ainsi deux œuvres d'Emmanuel Lauret (dit Lauret aîné, 1809-1882), *Jeunes filles sur une terrasse dans la casbah d'Alger*, et *Jeunes filles conversant dans un palais donnant sur l'amirauté d'Alger sont-elles estimées* 60 000-80 000 francs chacune.

PEINTRES INCONNUS

Plus connu, Eugène Fromentin (1820-1876) refuse tout effet facile ou gratuit, et ses compositions sobres et vigoureuses séduisent. A 120 000-140 000 francs, les amateurs pourront s'offrir *Arabes et Cheval*, une huile sur panneau. Resté dix ans au Maroc, Alfred Dehodencq (1822-1882) s'exprime dans le réalisme. *Portrait de jeune femme juive en costume oriental* est estimée 30 000-40 000 francs. Gustave Guillaumet (1840-1887) s'attache à décrire la vie austère dans le désert algerien. Annoncé à 280 000-320 000 francs, *Un marché arabe en Algérie* montre un style soucieux du détail.

L'école orientaliste fourmille *aussi de peintres inconnus dont les* œuvres se révèlent pourtant attachantes. Parmi eux, Alfred Chataud (1833-1908), dont la toile *Les emplettes dans la casbah* est estimée 20 000-25 000 francs, Léon Cauvy (1874-1933), professeur aux beaux-arts d'Alger, représenté ici par *Le marché de la Maison Carrée, Alger* estimée 20 000-25 000 francs, ou encore Maxime Noiré (1861-1927) dont la toile *M'Sila, ville algérienne* est proposee 7 000-8 000 francs.

Catherine Bedel

★ Drouot-Richelieu, lundi 11 décembre. Exposition le 9 et le 10 de 11 à 18 heures et le matin de la vente de 11 à 12 heures. Etude Gros-Delettrez, 22, rue Drouot Paris, tél. : 47-70-83-04. Expert : Lynne Thornton, 32, rue Charlot, Paris, tél. : 42-77-83-04.

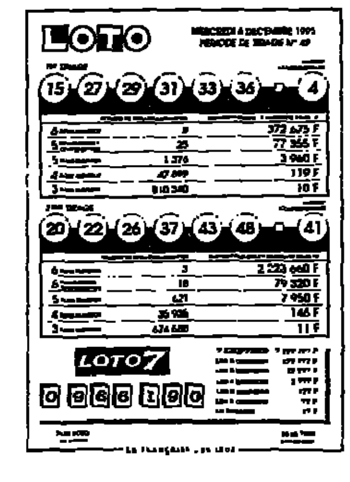
SALONS D'ANTIQUITÉS

Blagnac (Haute-Garonne), salle Ramier, 50 exposants. Entrée : 15 francs, 8-11 décembre, 14 à 19 heures le vendredi, puis 10 à 19 heures. Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), salle Léo-Lagrange. Entrée 20 francs, 8-10 décembre, 17 à 21 heures, le vendredi, puis 10 à 19 heures. Nîmes (Gard), Parc Expo, 150 exposants, entrée 30 francs, 9-17 décembre, 10 à 19 heures. Nocturne le 15 jusqu'à 23 heures. Lorient-Lanester (Morbihan). Parc expo, 80 exposants, entrée 15 francs, 9-10 décembre, 10 à 19 heures.

BROCANTE

Paris, Espace Champerret, 7-10 décembre. Porte de Versailles, Toymania, 207 exposants, *9-10 décembre. Moulins, Parc Expo, 50 exposants,* 9-10 décembre. Vierzon, 100 exposants, 9-10 décembre. Lyon, Halle Tony Garnier, 150 exposants, 9-10 décembre. Pontoise, Parc Expo, 150 exposants, 9 décembre.
(Certaines manifestations peuvent être annulées à cause des grèves.)

JEUX



THÉÂTRE Agé de trente-huit ans, Didier-Georges Gabily est un inclassable du théâtre. A la fois romancier, dramaturge et metteur en scène, il *n*'a jamais cherché à se glisser dans les circuits traditionnels de production *ni* à gagner la reconnaissance de l'institution. ● LE GROUPE T'CHAN'G, qu'il a fondé en 1984, mène à la fois un travail sur le terrain et met au point des spectacles qui sont tous axés sur la création contemporaine, comme *Enfonçures*, directement inspiré de la guerre du Golfe. ● SON NOUVEAU SPECTACLE, *Gibiers du temps*, est un triptyque incandescent, qui fait apparaître sur scène Phèdre, Thésée, la Pythie, considérés comme des personnages d'aujourd'hui. Créée en trois temps, à Brest, Montluçon et Rennes, la pièce est présentée dans son intégralité au théâtre de Gennevilliers.

Didier-Georges Gabily lance sur scène un monstre merveilleux

Le triptyque « Gibiers du temps » présente à Gennevilliers les héros du théâtre grec comme on ne les avait jamais imaginés. En acteurs de peep-shows avec ordinateurs, fusils à canon scié et Caméscopes. Une grande chose

GIBIERS DU TEMPS, texte et mise en scène de Didier-Georges Gabily. Avec Catherine Baugué, Ulla Baugué, Nicolas Bouchaud, Hélène Corsi, Bernard Ferreira, Frédérique Duchêne, Gilles Masson...
THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS, 41, avenue des Grésillons, 92230 Gennevilliers. Tél. : 41-32-26-26. Du 5 au 8 décembre à 20 heures, et du 12 au 15 décembre à 20 heures. Intégrales les 9 et 16 décembre à 14 heures.

Déclarons d'emblée : *Gibiers du temps*, de Didier-Georges Gabily, est une grande chose. Une date. Et ajoutons tout de suite, parce que c'est en l'occurrence capital, que, pour ne pas manquer cette grande chose, il est obligatoire d'avoir le texte en main : Editions Actes Sud, 110 francs. C'est exprès, contre l'usage, que l'éditeur et le prix sont indiqués ici, dès l'entrée du compte-rendu, car, théâtre ou pas théâtre, seule la lecture donne le temps, la liberté – les retours en arrière, les pauses-réflexions et les pauses-rêves – d'atteindre un vrai échange physique, affectif, et spirituel, avec un acte créateur d'une telle dimension.

Et cela plus nettement que d'habitude, pour la raison que *Gibiers du temps*, manifestation de théâtre éclatante, est toutefois comme un océan en fracas dans quoi tout navire de théâtre ne peut que perdre ses mâts, briser sa coque. Attention : la représentation, à Gennevilliers, est très belle, et l'auditoire, médusé, ne décroche pas une seconde. Le hic de la chose tient au « délire » (au sens Rimbaud) de Gabily : sur la terre, les théâtres sont les seuls lieux dans lesquels ont droit de vivre plusieurs impulsions, intentions, épreuves ; mais ce droit de vivre (semble penser encore Gabily, que, bien sûr, nous simplifions) ne peut être exercé que si le théâtre échappe au théâtre.

Sans cesse les pages de *Gibiers du temps* envisagent, sur la pointe des pieds, que tel coin de la scène, tel objet, tel geste d'une actrice, pourraient être ceci ou cela, mais Gabily tout de suite se rétracte, il craint une fausse note, un signe à côté, même infime, et il sait, il dit, que chaque petite retouche pour éviter l'erreur, c'est elle seule qui sera perçue, perçue en tant qu'ici-maintenant et perçue en tant que retouche, et que le théâtre alors retombe à pieds joints dans le malentendu qu'il a suscité, presque à l'encontre de l'auteur, parce que justement il est le théâtre, ce seul lieu d'accueil au monde de certaines flambées fondamentales de la conscience, bref vous voyez que Didier-Georges Gabily ne se fait pas la vie facile (à nous non plus).


DIDIER-GEORGES GABILY

Par exemple, il s'empresse de préciser (et nous sentons qu'il fait la grosse voix) qu'il est impossible de dire, comme ça, à la va-vite, ce qu'est *Gibiers du temps*, « de quoi ça cause ». Tant pis. Gabily – c'est l'un de ses coups de génie – fait venir sur scène Phèdre, Thésée, la Pythie – c'est-à-dire des figures qui sont montées une fois sur une scène, il y a des millénaires ou des siècles, comme l'ont fait aussi Œdipe ou Hamlet, et qui, cette scène, ne l'ont plus jamais quittée.

Mais Gabily ne fait pas du tout comme ont fait Racine, ou Voltaire, ou nos contemporains, il ne « transpose » pas les « principes éternels » du théâtre, il ne les aliène pas vers nous. Il les enfoncerait plutôt dans leur temps à eux, il leur rentrerait plutôt leur théâtre grec à eux dans la gorge – ce qu'il accomplit d'une main de magicien roué en leur donnant des mots à dire presque plus grecs que vrais (Gabily a incroyablement « chopé » l'art grec de faire venir en douce une vague de rien, qui gonfle, pas trop, pas trop vite, et qui d'un souffle bref et contenu et très simple balance sur le sable une chose énorme). Or il se passe que ces grandes apparitions vivantes, ingouvernables, intraitables, de la naissance de la tragédie, Gabily les confronte, en sauvage (mais sans facilité, sans effet aucun, comme il sait faire) à une autre tragédie, moins hautaine, sans *fatum*, et frustrée de dieux imaginaires ou pas : la nôtre.

C'est là que nous devons admettre que Gabily avait raison : son théâtre ne se raconte pas. Car ces Grecs, à vrai dire ni antiques ni modernes quant à leurs vêtements ou leurs voix, ils manipulent des ordinateurs, des fusils à canon scié, des micros ou des téléphones de sondages-bidon rapido-presto, des Caméscopes, ils cachetonnent dans des peep-shows, ils patinent, on peut vraiment dire, dans la merde d'une vie pourrie par l'argent, d'une vie pour l'argent des uns et la désespérance des autres comme jamais nous ne l'avons eue malgré tout ce qui se dit, une vie aux images et aux phrases *« formatées »*, comme dit Gabily empruntant un terme à l'informatique, et, ce faisant, ces Grecs sont en tout et pour tout des contretypes criants de nous-mêmes aujourd'hui, y compris en ces jours de crise nationale, mais ils ne cessent d'être, des pieds à la tête et dans leur for intérieur, ces apparitions de la naissance du théâtre que nous disions. Démission complète du critique de théâtre : pas moyen de décrire le décor, il est là et *il* n'est pas là, comme si des sans-abri de Gennevilliers étaient venus jeter de vieux chiffons sur les planches mais c'est « pas vrai », pas moyen non plus de décrire les acteurs, sinon qu'ils sont jeunes, qu'ils sont tout à fait fascinants, et, quand même, qu'ils chantent-non-chantent leur texte en une recréation de la diction grecque avec un art démoniaque.

Le plus simple, c'est d'aller entendre ça. D'aller voir ça, pour y croire. Et, afin de se lancer dans une aventure fabuleuse avec ce monstre qu'est *Gibiers du temps*, de Didier-Georges Gabily, de se procurer le texte avec tous les détails carrément maladifs que ne peuvent jouer les acteurs, redisons, puisque vous avez déjà oublié : Editions Actes Sud, 110 francs.

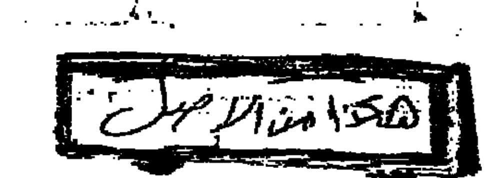
Quand je suis sorti du théâtre, il y avait dehors l'une des actrices de *Gibiers du temps*, qui, dans son vêtement hors des temps, qui ne se distinguait pas des nôtres, promenait son chien. Je ne sais pas pourquoi s'est imposée alors à moi, comme un rappel de la pièce alors que je ne vois pas le lien, une phrase de Montherlant, à la première page de son premier livre, *La Relève du matin* : *« N'ayant fait de mal à personne, ils n'ont pris part dans aucune vie. »*

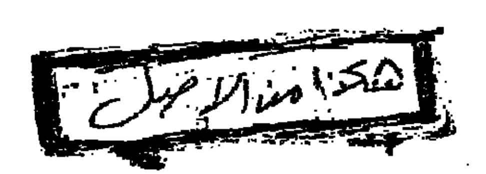
Michel Cournot

Un franc-tireur qui fait mouche

Didier-Georges Gabily débute en 1978 avec un spectacle inspiré d'André Gide, *Chute du rien*. Un titre prémonitoire : depuis, le dramaturge, romancier et metteur en scène n'a cessé d'œuvrer comme le Pauvre Martin de Georges Brassens – en creusant la terre et le temps du théâtre, en quoi il ne voit pas une rédemption, mais un travail de paysan aux champs. En 1986, Didier-Georges Gabily crée le Groupe T'chan'G, qui n'est pas une troupe classique, mais plutôt une bande, ouverte et décidée à suivre sa voie sans tenter de s'intégrer à tout prix aux circuits de production.

Ces francs-tireurs répondent à la frilosité de l'institution théâtrale en fouillant le sillon de la création contemporaine. Ils ne se contentent pas de mettre sur pied des spectacles souvent iconoclastes – comme *Des cercueils de zinc* et *Enfonçures*, une réflexion embrasée sur la guerre. Avec ses comédiens, Didier-Georges Gabily organise des stages, intervient sur le terrain et prend son temps. Ainsi a-t-il fait pour *Gibiers du temps*, un triptyque composé de trois époques. *Thésée* a été créée en juin 1994 à Brest ; *Voix*, en mars 1995 à Montluçon ; *Phèdre, fragments d'agonie*, en novembre 1995 à Rennes.





DANS LES SALLES DE CONCERT

SORTIES D'ARTISTES

Théâtre musical de La Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2e. Mo Opéra. 19 heures, du mardi au samedi (dimanche, à 15 heures). Jusqu'au 30 décembre. Tél. : 42-61-44-16. 70 F et 90 F.

■ Créé en 1989, *Sorties d'artistes* est un ensemble, une structure variable, regroupant de jeunes solistes issus d'orchestres symphoniques et d'opéra parisiens. Oubliant pour un *temps les compositeurs qui* font leur ordinaire, ils piochent dans le répertoire qu'on entendait *dans les brasseries* parisiennes à la Belle Epoque et pendant les années folles. Installés en quintette (violon, alto, violoncelle, contrebasse et piano) jusqu'à la fin du mois de décembre dans le petit théâtre de La Potinière, *Sorties d'artistes* propose un divertissement musical décliné chaque soir sur un thème différent allant de la musique composée par Franck Churchill pour *Blanche-Neige et les Sept Nains* à *La Traviata*, dans une « *version épurée, loin des fastes de l'Opéra-Bastille* », précise le contrebassiste Gilles Since, l'initiateur de cette aventure, dont les commentaires entre chaque morceau, censés faire la chronique d'une époque et lier les différentes pièces *du répertoire par un fil* d'humour, sont vite ennuyeux.

Composé d'excellents instrumentistes (comme le prouve également le disque *Le Paris des années 30*, paru chez Scalen), *Sorties d'artistes* gagnerait sans doute à éviter toute velléité de théâtralisation d'un répertoire qu'il maîtrise, au *demeurant*, parfaitement. A moins de faire appel à un vrai metteur en scène...

Patrick Labesse

FINIS TERRAE

Au Théâtre de la Ville, le 1er décembre.

■ En *coproduction* avec le Quartz de Brest, le Théâtre de la Ville s'est livré vendredi 1er décembre à une expérience originale : demander à des musiciens de jouer en direct sur deux films muets. Le premier, *Une noce en Bretagne, est un documentaire* anonyme de douze minutes de 1907. Sabots, coiffes plates, chapeaux ronds, banquet et rondes, rien n'y manque. Les sonneurs, joueurs de biniou et de bombarde, mènent à un train d'enfer cette *noce multiple* (*quatre couples* s'y marient). Les pauvres ont leur part, et l'ambiance est à la coquetterie, à l'humour. *Un chanteur* – Yann-Fanch Kemener – et un pianiste – Didier Squiban – ont curieusement été chargés de son illustration musicale. Les chants nostalgiques, interprétés presque à la façon des *lieder romantiques* (*album* chez Coop Breizh), sont en parfait décalage avec le sujet. C'est agaçant, mais intrigant.

Le second, *Finis Terrae* est un superbe film de Jean Epstein, écrivain, (*Bonjour cinéma*, en 1921), *assistant* de Louis Delluc, venu au *cinéma* muet quand le parlant s'apprêtait à triompher. Portrait du malheur breton, *Finis Terrae*, tourné entre l'île d'Ouessant et l'île de Bannec, met en scène la vie *solitaire* des goémoniers, autres *marins* que les épouses et les mères attendent également. Les images sont si belles, les sentiments si poignants, que la musique paraît accessoire. La harpiste Kristen Noguès n'a ni la créativité ni la technique d'un Stivell. L'excellent joueur de biniou et de cornemuse Patrick Molard a du mal à *entrer dans l'ambiance*, tandis *que* Jacques Pellen aux *guitares* et Jacky Molard au violon déploient des trésors d'imagination pour coller au propos sans l'écraser. Cependant, quand cette musique cesse parfois, *elle laisse un grand vide.*

Véronique Mortaigne

PULP

Le Bataclan, le 5 décembre.

■ Quelques semaines après son concert au Zénith, Pulp jouait au Bataclan à guichets fermés. Le public parisien s'apprêtait à faire un triomphe au groupe de Jarvis Cocker. Ce grand échalas au teint d'endive est devenu paradoxalement un des porte-parole et des sex symbols du rock britannique. A la manière de Deschiens de la pop anglaise, Pulp met en scène des petites gens de province, des adolescents refoulés. Il trouve aussi, dans la banalité de leur quotidien, matière à des *élans magnifiques.*

Sur scène, le groupe tire sa force de la façon dont Jarvis s'implique dans ses personnages, en équilibre précaire entre sublime et ridicule. Prenant des airs de pop star, il brasse l'air avec emphase, vit intensément la cruauté de chansons qu'il mine aussi d'un humour excentrique. Mardi soir malheureusement, on sent le groupe tendu, fatigué par une trop longue tournée. Les musiciens s'échangent des regards durs, une ou deux invectives. L'émotion se fait plus mécanique et Jarvis perd petit à petit sa *voix de crooner agité. Il essaie de* compenser en énergie ce qu'il perd en raffinement, mais trop de raideur finit par nuire à des mélodies habituellement subtiles. Le chanteur *s'essaie à de spectaculaires* lancés de *micro sans* réussir à les récupérer au vol. De rage, il tente de fracasser un ampli. Ces fêlures donneraient presque au spectacle une intensité bienvenue. Russell, le violoniste, brise à son tour son instrument. Pulp refusera un rappel au public, ce *Common People*, morceau de bravoure que tous attendaient. Steve, le batteur, viendra même s'en excuser.

Stéphane Davet

Les travaux de rénovation de l'Olympia ont commencé

La salle parisienne sera fermée pendant six mois autour de l'été 1997

La Société générale, propriétaire d'un îlot de 75 000 m² dont fait partie l'Olympia, a présenté, mercredi 6 décembre, la maquette de rénovation. Le célèbre music-hall sera détruit et reconstruit à l'identique quelques mètres plus loin. Mais la nouvelle salle retrouvera-t-elle l'acoustique réputée de l'ancienne ?

PENDANT plusieurs mois, l'Olympia mènera une double vie. Tandis qu'Adamo, Maxime Le Forestier, Frédéric François et Serge Lama *vont se produire dans* le célèbre music-hall, une autre scène est en construction depuis début décembre, à quelques mètres à peine. En 1997, la « vieille salle » rouge et noire fermera ses portes en mai et la « nouvelle », identique, ouvrira en novembre. Six mois d'interruption *dont huit semaines de fermeture* estivale. Cette opération spectaculaire est menée par la Société générale, propriétaire d'un îlot de 75 000 m² – délimité par les rues Caumartin, Edouard-VII et le boulevard des Capucines – qu'elle entend rénover, où se trouve justement l'Olympia.

L'entrée du music-hall sera toujours au 28, boulevard des Capucines. Les habitués auront à parcourir quelques mètres supplémentaires (35 mètres au lieu de 18 mètres) pour gagner l'Olympia *bis* situé à l'angle de la rue Caumartin et de la rue Edouard-VII au lieu d'être au coeur de *l'îlot. Ils pourront aussi se garer* plus facilement, puisqu'un parking de 581 places, dont 15 pour les cars, *sera creusé en* sous-sol *sur* trois niveaux. Autre changement : l'ouverture de scène devrait être élargie et approfondie. L'ancienne salle de billard, décorée de boiseries sculptées et de tableaux en carreaux de céramique – inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques – *sera démontée* (elle est actuellement au premier niveau) et placée à *côté* de la galerie qui mène à la salle de spectacle. D'une capacité de 150 places, elle pourrait servir de *complément à sa grande soeur* (2 000 places, inchangées).

Reste une inconnue : l'acoustique. Celle de l'Olympia est réputée pour sa qualité. Qu'en sera-t-il de celle de l'Olympia *bis* ? Aujourd'hui, la salle est une sorte de boîte en stuc posée sur le sol, encastrée dans une structure *métallique, dont le toit est surmonté* d'un vide de plusieurs mètres. La nouvelle aura une structure de béton et sera en partie enfouie dans le sol. Sonnera-t-elle aussi bien ? Les promoteurs assurent que des dizaines d'études ont été menées pour assurer l'excellence. On sait pour*tant que les qualités acoustiques* d'une salle tiennent à une alchimie, largement mystérieuse.

« FAÇADISME »

Les polémiques sur la mort programmée de l'Olympia, à qui on prédisait le même sort que Bobino, « assassiné » *au cours d'une opération* de rénovation, sont donc closes. Jean-Michel Boris et Paulette Coquatrix, les directeurs du music-hall, étaient à la même table que les représentants de la Société générale, mercredi 6 décembre, pour présenter les travaux. La restructuration lourde de l'ensemble des bâtiments coûtera 1 milliard de francs, dont près de 100 millions pour le seul *music-hall. Les derniers gravats* devraient être évacués fin 1998. La surface des logements doit doubler pour arriver au chiffre de 6 800 m². Une résidence hôtelière (4 000 m²) *s'intallera sur la rue Edouard-VII*, devenue piétonne et bordée de commerces. Les bureaux seront en moins grand nombre, puisque leur surface passe de 51 000 m² à 36 000 m².

Mais l'opération ne pourra se faire qu'au prix du « façadisme » : tech*nique désatreuse qui consiste à dé*truire un immeuble en conservant sa façade sur rue. Les architectes (Anthony Bechu et l'agence Valle-Urquijo-Marcola) assurent que les éléments historiques importants – notamment du côté de la rue Caumartin, où les immeubles datent *presque tous du XVIIIe siècle* – seront préservés, que certains planchers seront conservés et que les hauteurs de plafond seront partout respectées. L'intérieur de l'îlot sera entièrement redessiné et redistribué autour de cours intérieures. Ici, l'architecture des façades utilisera, dit-on, « *un vocabulaire classique, réinterprété dans une écriture contemporaine et néanmoins fidèle à l'histoire* ». Ce *genre d'entreprise* donne rarement des résultats heureux. Le « massacre » de l'immeuble des Trois Quartiers, rénové par Jean-Jacques Ory, à quelques dizaines de mètres de *l'Olympia*, incite à une grande prudence.

Emmanuel de Roux

La création française de « Kullervo », de Sallinen

Le public nantais fait un triomphe à l'opéra du compositeur finlandais

KULLERVO, opéra en deux actes d'Aulis Sallinen d'après *Kullervo*, d'Aleksis Kivi, et *Le Kalevala*. Jorma Hynninen (Kullervo), Gilles Ragon (Kimmo), Téo Malstre (Kalervo), Eeva-Liisa Saarinen (la Mère de Kullervo), Marit Sauramo (la Femme du forgeron), Vesa-Matti Loiri (le Chanteur aveugle), Frédéric Vassar (Unto), Chœurs de l'Opéra de Nantes, Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, Koen Kessels (direction), Thierry Leproust (décors), Françoise Terrone (costumes), Philippe Mombellet (lumières), Philippe Godefroid et Françoise Terrone (mise en scène). THÉATRE GRASLIN, le 1er décembre.

NANTES
de notre envoyé spécial

Ni la musique, ni l'histoire, ni la langue, ni le compositeur de *Kullervo* ne sont connus. Le public de l'Opéra de Nantes profite de chaque interruption pour compulser le *livret. C'est, en effet, un sacré* pari qu'a tenté Philippe Godefroid, le directeur de la maison, en programmant – et sans surtitrage – cet opéra inspiré de la légende nationale finlandaise. En Finlande, le *Kullervo* d'Aulis Sallinen est une manière d'emblème : il fut choisi en 1993 pour *l'inauguration du* nouvel Opéra d'Helsinki.

Kullervo est un jeune et vaillant guerrier, dont les parents ont été assassinés par son oncle, Unto. Dans les chants 31 à 36 du *Kalevala* (l'épopée nordique dont l'opéra est tiré), on suit les tribulations du héros, bien *décidé à accomplir* sa vengeance. Epargné et recueilli par Unto, il poignarde d'abord la femme à qui celui-ci l'a confiée. Apprenant que ses parents sont vivants, il les retrouve – mais découvre aussi qu'il a, sans le savoir, commis l'inceste avec sa propre *soeur*, laquelle *s'est jetée dans* les flots. Kullervo tuera toute la famille d'Unto et se donnera la mort. Wagner n'aurait pas désavoué cette histoire.

Si *Kullervo évoque* Wagner, c'est plutôt *Siegfried* : un opéra centré sur un personnage principal, *conquérant*, cruel et souvent inconscient. Les deux metteurs en scène (Philippe Godefroid et Françoise Terrone) ont traité l'ouvrage comme tel. Ils ont convoqué les fumigènes, *les géants, une imagerie* wagnérienne de bon aloi. Il n'y manque même pas le cercle de feu où Kullervo ira s'immoler. C'est de bonne guerre – à cet instant, la musique de Sallinen se met à crépiter comme à la fin du *Ring*. On regrette seulement que les déplacements soient si lourds, la gestuelle si grandiloquente. Comme dans ses *mises* en scène wagnériennes, Philippe Godefroid donne l'impression de *vouloir tutoyer les mythes en* chaussant des semelles de plomb.

La partition d'Aulis Sallinen n'a pas besoin de tels oripeaux. Son élan, sa force naturelle s'imposent. Créé en 1992 à Los Angeles, *Kullervo* est le quatrième ouvrage de ce compositeur de soixante ans, *considéré comme l'un des plus brillants* lyriques du moment, et dont le cinquième opéra, *The Palace*, *vient d'être créé* au Festival de Savonlinna (Arte l'a diffusé le 29 novembre dernier). Au service d'une intrigue dont on a vu la noirceur, Sallinen déploie une invention harmonique étonnante, une rugosité de timbres et un sens orchestral évidents (pas moins de cinq per*cussionnistes*), *mais surtout une* générosité quasi straussienne dans l'écriture vocale. Passé un moment d'expectative, les auditeurs nantais ont paru sincèrement touchés par ces airs flamboyants. Sallinen a l'art, tel Moussorgski, de glisser au plus fort du drame, une scène grotesque ou hallucinée – comme ce stupéfiant « Récit du chanteur aveugle » chanté par Vesa-Matti Loiri.

Si la baguette un peu flegmatique de Koen Kessels a parfois du mal à traduire les aspérités de l'ouvrage, *le plateau est dans l'ensemble exceptionnel.* Jorma Hynninen, baryton vedette en Finlande et créateur du rôle, charge Kullervo d'une humanité touchante. A ses côtés, Gilles Ragon (Kimmo, l'ami du héros) séduit par l'acuité de son style et l'excellence de sa diction – *il a dû être viking dans une autre* vie. Téo Malstre (Kalervo, le Père) est une basse plus conventionnelle, *mais* Eeva-Liisa Saarinen (la Mère) ou Marit Sauramo (la Femme du forgeron) sont des voix scandinaves comme on les rêve, fermes et incandescentes. Les acclamations du public ont montré que le pari était gagné. Philippe Godefroid donnera à Nantes d'autres ouvrages *contemporains, comme Susannah*, de Floyd (1997), et *The Palace*, du même Sallinen (1998).

Jacques-Emmanuel Fousnaquer

Ouverture de la location du Festival de Salzbourg 1996

L'ÉDITION 1996 du Festival de Salzbourg (Autriche) aura lieu du 20 juillet au 31 août. La location *par correspondance est ouverte* jusqu'au 8 janvier, date limite des commandes de places.

Le programme « opéra » propose quatre créations, *Fidelio*, de Beethoven (Georg Solti, direction ; Herbert Wernicke, mise en scène ; Wiener Philharmoniker), *Leonore*, de Beethoven (John Eliot Gardiner ; Orchestre révolutionnaire et romantique), *Oberon*, de Weber (Sylvain Cambreling ; Klaus Metzger ; Philharmonia Orchestra) et *Elektra*, de Richard Strauss (Lorin Maazel ; Keita Asari ; Wiener Philharmoniker). Reprises : *Les Noces de Figaro*, de Mozart (Nikolaus Harnoncourt ; Luc Bondy ; Orchestre de chambre d'Europe), *Don Giovanni*, de Mozart (Donald Runnicles ; Patrice Chéreau ; Wiener Philharmoniker), *The Rake's Progress*, de Stravinsky (Cambreling ; Mussbach ; Camerata Academica), *Moïse et Aaron*, de Schoenberg (Pierre Boulez ; Peter Stein ; *Concertgebouw* d'Amsterdam).

Le programme « théâtre » propose deux créations, *Le Songe d'une nuit d'été*, de Shakespeare, mis en scène par Leander Haussmann, et *Le Roi des Alpes et Le Misanthrope*, de Ferdinand Raimund, mis en scène par Peter Stein. Reprises : *La Cerisaie* (Tchekhov/Peter Stein), *Jedermann* (Hofmannsthal/Gernot Friedel) et *Richard II* (Shakespeare/Deborah Warner).

Le prix des places de théâtre varie *de 50 francs à 800 francs*, celui des places d'opéra de 250 francs à 2 200 francs. Renseignements : Kartenbüro der Salzburger Festspiele, A-5010 Salzburg, Postfach 140. *Tél.* : (19) 43-662-84-45-01. Télécopie : 84-66-82. Internet E-Mail : info@salzb-fest. co. at. World-Wide-Web (WWW) : http : //www. salzb-fest. co. at. /salzb-fest/

■ **NOMINATION : l'homme d'affaires et écrivain Paul-Loup Sulitzer** a été chargé par Philippe *Douste-Blazy, ministre de la culture*, d'une « *mission de réflexion sur les moyens d'améliorer l'exportation des biens culturels français à l'étranger (livres et produits audiovisuels)* ». Agé de quarante-neuf ans, PDG de PLS International, *auteur* de best-sellers aux titres parlants comme *Cash*, *Fortune*, *Money*, *Le Régime Sulitzer* ou *Laissez-nous réussir*, Paul-Loup Sulitzer a soutenu Jacques Chirac lors de la campagne présidentielle.

■ **RÉORGANISATION : le ministère de la culture va rassembler la plupart de ses services** dans un immeuble situé à l'angle des rues Saint-Honoré et des Bons-Enfants (Paris, 1er arrondissement). *Le ministre*, Philippe Douste-Blazy, a présenté, mercredi 6 décembre, le projet de l'architecte Francis Soler chargé d'aménager ce cube de 20 000 m². Le coût, estimé à 220 millions de francs, devrait être couvert par la vente des immeubles *qui logent* les *services du ministère*. Les travaux devraient être achevés fin 1998.

■ **GRÈVES : les mouvements sociaux contraignent des salles de spectacles** à modifier leurs programmes. A l'American Center, le concert de l'Ensemble itinéraire du *8 décembre est reporté au 25 février* 1996 et la *Lecture à deux voix*, de Jean-Luc Bideau et Nicolas Bouvier du 9 décembre est reportée. A la salle Valencia (sous la Cigale), les concerts des Fabulous Trobadors sont reportés en janvier. Africa Fête a concentré sa programmation en *une nuit, le 9 décembre, au lieu des* trois prévues (rens. : 42-00-14-14). Le Royal Philharmonic Orchestra ne viendra pas le 7 décembre au Théâtre des Champs-Elysées (rens. : 49-52-50-50).

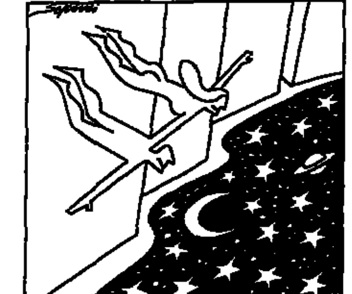
■ **PHOTOGRAPHIE : Christian Caujolle, directeur de l'agence Vu,** *a été désigné, lundi 4 décembre*, directeur artistique des Rencontres de la photographie d'Arles pour 1997. *Le Conseil d'administration* a hésité entre « *deux très bons programmes* », celui de Christian Caujolle (les relations entre photographie et politique) et celui de Patrick Roegiers (vingt-cinq ans d'images de la femme). L'édition de juillet 1996 sera assurée par le Catalan Joan Fontcuberta.

■ **ART : Le conflit entre le comité d'organisation de la FIAC** (Foire internationale d'art contemporain) et neuf galeries dissidentes a officiellement pris fin, *lundi 4 décembre*, avec la création d'un nouveau Comité d'organisation, *nommé pour six ans et élargi à* vingt-quatre galeries. Yvon Lambert devient président et Marwan Hoss, qui faisait partie des dissidents, vice-président.

■ **ÉDITION : trois des quatre ayants droit de Jules Verne** – Jean-Michel, Georges et Jacqueline Verne – ont demandé en référé, mardi 5 décembre, devant le tribunal de grande instance de Paris, le *retrait de la vente de Volcan d'or, un* roman de leur ancêtre publié aux éditions de l'Archipel en novembre et qui était resté inédit dans son intégralité. Ils reprochent à la Société Jules-Verne – dont le quatrième ayant droit, Jean Verne, est président d'honneur – et à l'éditeur de n'avoir pas demandé leur accord avant la publication. Le jugement sera rendu le 12 décembre.

Mélopées de l'au-delà

Quelques récitals des lamas tibétains



DU MONASTÈRE de Gyuto, haut lieu du tantrisme bouddhique, il ne reste rien depuis l'invasion chinoise en 1959 : les bâtiments furent rasés, les livres sacrés détruits, les moines déportés ou exécutés. Une centaine d'entre eux réussirent, cependant, à s'enfuir et s'établirent au nord de l'Inde. Là, ils ont reconstitué Guyto et conservent l'ancienne tradition tantrique, en particulier celle du chant harmonique des prières d'offrandes et de méditation.

Neuf ans d'études sont nécessaires pour maîtriser cette technique, qui permet à la voix d'émettre à la fois la note de base et deux harmoniques. D'une voix très basse et très profonde, les moines psalmodient des hymnes. Parfois, des tambours et des trompes accompagnent ces mélopées, dont l'ampleur ne peut guère se comparer aux chœurs occidentaux, ne serait-ce que parce qu'ils sonnent et vibrent avec une puissance bouleversante.

★ Salle Asiem, 6, rue Albert-de-Lapparent, Paris 7e. Mo Ségur. 20 h 30, du 7 au 16 décembre. Tél. : 42-78-05-04. 100 F. Location FNAC, Virgin Mégastore et Boutique tibétaine du Marais, 15, rue de Turenne, Paris 3e.

UNE SOIRÉE À PARIS

Tri Yann
C'est la fête : le groupe nantais, qui souffle ses vingt-cinq bougies, bat tous ses records de vente avec son album *Portraits*, où se mêlent célébrités de l'histoire bretonne, poètes maudits et travailleurs anonymes. Les concerts se jouent à guichet fermé.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mo Voltaire. *20 heures, les 7, 8 et 9 décembre. Tél. : 47-00-55-22. Location Fnac.*

Paul Motian
Electric Be Bop Band
L'un des batteurs les plus fins, les plus musicaux du jazz moderne entouré d'une formation à deux saxophones et rythmique attentive et admirative.
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mo Passy. 20 heures, le 7 décembre. Tél. : 42-30-15-16. 30 F.

Jan Lauwers Needcompany
Encore un Flamand qui vient des arts plastiques pour créer des œuvres tout à la fois théâtrales et chorégraphiques : Jan Lauwers revendique l'artifice comme esthétique. Dans ce deuxième volet de la trilogie *Snakesong*, il continue sa mise en représentation de la violence et de l'érotisme, « *inspirée d'une fresque de Lascaux décrite par Bataille dans Les larmes d'Eros* ».
Théâtre de la cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris 14e. Mo Cité-Universitaire. 20 h 30, du 7 au 19 décembre ; 10 heures et 17 heures, les 10 et 17 décembre. Tél. : 45-89-38-69.

Jonas Hellborg
Prodige de la basse électrique dans le jazz-rock avant d'évoluer dans un univers de plus en plus personnel passant du rock hardcore aux cycles hypnotiques des musiques de l'Orient, Jonas Hellborg dirige son trio vers les extrêmes du format guitare-basse-batterie.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. 20 h 30, le 7 *décembre. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.*

Maceo Parker
L'ancien saxophoniste de James Brown a attiré à lui toute une nouvelle génération avide de groove sudatoire. Sa fusion de funk et de jazz a gardé la même brûlante énergie qu'à l'époque de Sex Machine.
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 19 h 30, le 7 décembre. Tél. : 42-08-60-00. Location Fnac. 168 F.

ART

Une sélection des expositions à Paris et en Ile-de-France

VERNISSAGES

Sam Francis
Galerie nationale du Jeu-de-Paume, place de la Concorde, Paris 1er. Mo Concorde. Tél. : 42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures a 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Du 12 décembre au 18 février 1996. 35 F.

Gérard Singer
Galerie Jeanne-Bucher, 53, rue de Seine, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 43-26-22-32. De 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 12 décembre au 20 janvier 1996.

EXPOSITIONS PARIS

Dennis Adams
Galerie Gabrielle Maubrie. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-78-03-97. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 janvier 1996.

Pierre Alechinsky
Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8e. Mo Miromesnil. Tél. : 45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 20 janvier 1996.

A l'ombre du Vésuve
Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 25 février 1996. 40 F.

Henri Cartier-Bresson
Centre national de la photographie.hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8e. Mo Etoile, George-V, Ternes. Tél. : 53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996. 30 F.

Centaures, centauresses
Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle, Paris 15e. Mo Montparnasse-Bienvenüe. Tél. : 45-48-67-27. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 4 février 1996. 27 F.

Cézanne
Grand Palais, galeries nationales, avenue du Général-Eisenhower, square Jean-Perrin, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 7 janvier 1996. 55 F, lundi 38 F.

Le Compagnonnage, chemin de l'excellence
Musée des Arts et Traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, Paris 16e. Mo Sablons. Tél. : 44-17-60-00. De 9 h 45 à 17 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 6 mai 1996. 22 F.

Costumes à la cour de Vienne 1815-1918
Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, Paris 16e. Mo Iéna, Alma-Marceau. Tél. : 47-20-85-23. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 3 mars 1996. 35 F.

Henri Cueco
Théâtre du Vieux-Colombier, galerie, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6e. Mo Saint-Sulpice. Tél. : 44-39-87-15. De 11 heures à 22 heures ; dimanche et lundi de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 décembre.

Alexandre Delay
Galerie Stadler, 51, rue de Seine, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 43-26-91-10. De 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 janvier 1996.

De Lebrun à Vuillard
Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly, Paris 16e. Mo La Muette. Tél. : 42-24-07-02. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996.

Robert Doisneau
Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3e. Mo Saint-Paul. Tél. : 42-72-21-13. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 11 février 1996. 35 F.

Marlène Dumas
Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais, Paris 3e. Mo Chemin-Vert, Saint-Paul. Tél. : 42-78-40-44. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 janvier 1996.

Féminin-masculin
Centre Georges-Pompidou, grande galerie (5e étage) et Forum (Rdc), place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 12 février 1996.

Nan Goldin
Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Mo Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Tél. : 42-71-09-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 23 décembre.

Douglas Gordon
Centre Georges-Pompidou, grand foyer, 1er sous-sol, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 février 1996.

Herbin, acteur des révolutions picturales du siècle
Galerie Denise René, 196, boulevard Saint-Germain, Paris 7e. Mo Rue-du-Bac. Tél. : 42-22-77-57. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 janvier 1996.
Galerie Denise René, 22, rue Charlot, Paris 3e. Mo Filles-du-Calvaire. Tél. : 48-87-73-94. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 janvier 1996.

Franck Horvat
Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 42-77-38-24. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 janvier 1996.

Il était une fois la fête foraine, de 1850 à 1950
Grande Halle de la Villette, espace Charlie Parker, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Tél. : 40-03-75-00. De 10 heures à 19 h 30 ; samedi de 10 heures à 22 heures. Visites guidées : le samedi à 13 heures ; tarif : 70 F. Fermé lundi. Jusqu'au 14 janvier 1996. 55 F.

Les Ingénieurs de la Renaissance
Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou, Paris 19e. Mo Porte-de-la-Villette. Tél. : 36-68-29-30. De 10 heures à 18 heures ; dimanche jusqu'à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 13 mai 1996. Cité-pass : 45 F (donnant accès à toutes les expositions).

Jean de La Fontaine
Bibliothèque nationale, galerie Mansart et Mazarine, 58, rue de Richelieu, Paris 2e. Mo Bourse, Palais-Royal, Quatre-Septembre. Tél. : 47-03-81-10. De 9 h 30 à 18 h 30 ; nocturne mardi jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 14 janvier 1996. 35 F.

Maria Lassnig
Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996.

Manet, Gauguin, Rodin
Musée d'Orsay, quai Anatole-France, place Henry-de-Montherlant, Paris 7e. Mo Solferino, RER Musée d'Orsay. Tél. : 40-49-48-14. Mardi, mercredi, vendredi, samedi de 10 heures à 18 heures ; jeudi de 10 heures à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 28 janvier 1996. 36 F.

Joan Mitchell
Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 42-77-32-31. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 janvier 1996.

Làszlo Moholy-Nagy
Centre Georges-Pompidou, galerie 27, 1er sous-sol, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1er janvier 1996.

Mondes : Alighiero e Boetti et Frédéric Bruly Bouabré
American Center, grande galerie, 51, rue de Bercy, Paris 12e. Mo Bercy. Tél. : 44-73-77-77. De 12 heures à 20 heures ; dimanche de 12 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 28 janvier 1996.

Monet en Norvège
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7e. Mo Varenne, RER Invalides. Tél. : 44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996. 32 F.

Pino Pascali
Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Mo Bastille. Tél. : 48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 décembre.

Picasso - Afrique
Centre Georges-Pompidou, galerie du musée, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 janvier 1996.

Picasso et la photographie
Musée Picasso, hôtel Salé-5, rue de Thorigny, Paris 3e. Mo Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-71-25-21. De 9 h 30 à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 31 décembre. 35 F, dimanche : 26 F.

Jean-Pierre Raynaud, Krzysztof Wodiczko
Galerie Gilles Peyroulet, 7, rue Debelleyme, Paris 3e. Mo Saint-Paul. Tél. : 42-74-69-20. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 20 janvier 1996.

Bernard Réquichot 1929-1961
La Galerie, 9, rue Guénégaud, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 43-54-85-85. De 11 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 janvier 1996.

Réserves
Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1er. Mo Palais-Royal, Musée-du-Louvre. Tél. : 40-20-51-51. De 10 heures à 22 heures. Fermé lundi 25 décembre. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996. 28 F.

Rose pour les garçons
Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 24 décembre.

August Sander
Centre national de la photographie. Hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8e. Mo Etoile, George-V, Ternes. Tél. : 53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 janvier 1996. 30 F.

Sérinde, terre de Bouddha. Dix siècles d'art sur la route de la soie
Grand Palais, entrée Clemenceau, av. W.-Churchill, place Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996. 50 F.

Françoise Vergier
Centre Georges-Pompidou, galerie sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, Paris 4e, Mo Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 19 février 1996.

Edward Weston
Mission du patrimoine photographique, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4e. Mo Bastille, Saint-Paul. Tél. : 42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996. 25 F.

Robert Wilson
Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3e. Mo Filles-du-Calvaire. Tél. : 42-72-99-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 janvier 1996.

EXPOSITIONS ÎLE-DE-FRANCE

Jean Edelmann
Manufacture des Œillets, 25, rue Raspail, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 46-71-71-10. De 14 heures à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 14 janvier 1996.

Les Maisons-cerveaux : Absalon, Michel Aubry, Basserode, Pascal Convert
La Ferme du buisson, centre d'art contemporain, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Tél. : 64-62-77-00. De 14 heures à 18 heures ; les soirs de spectacle jusqu'à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 7 janvier 1996.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

LES ANNÉES DU MUR
Film franco-allemand-suisse de Margarethe von Trotta, avec Corinna Harfouch, August Zirner, Meret Becker, Anian Zollner, Jean-Yves Gaultier, Eva Mattes (1 h 45).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

LE BALLON BLANC
Film iranien de Jafar Panahi, avec Aïda Mohammadkhani, Mohsen Kafili, Fereshteh Sadr Orfani, Anna Bourkowska, Mohammad Shahani, Mohammad Bahktiari (1 h 25).
VO : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27).

LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ
Film français d'Etienne Chatiliez, avec Michel Serrault, Eddy Mitchell, Sabine Azéma, Carmen Maura, Eric Cantona, Joël Cantona (1 h 46).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

CONTE DES TROIS DIAMANTS
Film belgo-anglo-palestinien de Michel Khleifi, avec Mohammad Nahhal, Hana'Ne meh, Ghassan Abu Libda, Makram Khouri, Bushra Qaraman, Mohammad Bakri (1 h 46).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

PRÊTE A TOUT
Film américain de Gus Van Sant, avec Nicole Kidman, Matt Dillon, Joaquin Phoenix, Alison Folland, Casey Affleck, Illeana Douglas (1 h 47).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; UGC Rotonde, dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e (36-68-66-54) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (36-68-48-24 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; reservation : 40-30-20-10).

SANS DOUTE LES ANNÉES QUI PASSENT
Film français de Dominique Déhan, avec Françoise Bette, Jean-Claude Frissung, Henri de Lorme, Sylvie Domergue, Christian Delage (45).
Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

SEARCH & DESTROY
Film américain de David Salle, avec Dennis Hopper, John Turturro, Griffin Dunne, Rosanna Arquette, Christopher Walken, Ileana Douglas (1 h 30).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

SUPER NOËL
Film américain de John Pasquin, avec Tim Allen, Judge Reinhold, Wendy Crewson, Eric Lloyd, David Krumholtz, Peter Boyle (1 h 37).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56).

VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

TENDRE GALÈRE
Film britannique de Mike Sarne, avec Charlie Creed Miles, Vanessa Hadaway, David Shawyer, Jess Conrad, Jacqueline Skarvellis, Yolanda Mason (1 h 36).
VO : Action Christine, dolby, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10).

SÉLECTION

A LA VIE, A LA MORT !
de Robert Guédiguian,
avec Ariane Ascaride, Jacques Boudet, Jean-Pierre Darroussin, Jacques Gamblin, Gérard Meylan, Jacques Pieiller.
Français (1 h 40).
Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

L'AMOUR MEURTRI
de Mario Martone,
avec Anna Bonaiuto, Angela Luce, Carmela Pecoraro, Licia Maglietta, Gianni Cajafa, Anna Calato.
Italien (1 h 44).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

AU BEAU MILIEU DE L'HIVER
de Kenneth Branagh,
avec Michael Maloney, Richard Briers, Mark Hadfield, Nicholas Farrell, Gerard Horan, John Sessions.
Britannique, noir et blanc (1 h 39).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

AURÉLIA
de Christophe d'Hallivillée,
avec Emmanuelle Hébraud, Patrick Fontana, Véronique Ruggia, Damien Eupherte, Chloé Decoust-Jarsky.
Français, noir et blanc (1 h 20).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LA CHANTEUSE DE PANSORI
d'Im Kwon-Taek,
avec Kim Myung-Gon, Oh Jung-Hae, Kim Kyu-Chul.
Coréen (1 h 53).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).

CLOCKERS (**)
de Spike Lee,
avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mekhi Phifer.
Américain (2 h 09).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68 ; réservation : 40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

CROOKLYN
de Spike Lee,
avec Alfre Woodard, Delroy Lindo, Spike Lee, Zelda Harris, Carlton Williams, Sharif Rashid.
Américain (1 h 53).
VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1er (36-65-70-67) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

DOUCE FRANCE
de Malik Chibane,
avec Hakim Sahraoui, Frédéric Diefenthal, Fadila Belkebla, Séloua Hamse, Saïda Bekkouche, Fettouma Bouamari.
Français (1 h 40).
Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

LA FILLE SEULE
de Benoît Jacquot,
avec Virginie Ledoyen, Benoît Magimel, Dominique Valadie, Aladin Reibel, Vera Briole, Virginie Emane.
Français (1 h 30).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

LE GARÇU
de Maurice Pialat,
avec Gérard Depardieu, Géraldine Pailhas, Antoine Pialat, Dominique Rocheteau, Fabienne Babe, Elisabeth Depardieu.
Français (1 h 45).
14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02).

L'OPÉRA DE QUAT'SOUS
de Georg-Wilhelm Pabst,
avec Albert Préjean, Margo Lion, Jacques Henry (version française), R. Forster, Lotte Lenya, Reinhold Schünzel (version allemande)..
Français, noir et blanc (3 h 40).
VO : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).

OUI
de Pascal Pérennès,
avec Jean-Paul Roussillon, Isabel Otéro, Cécile Sanz De Alba, Maurice Baquet, Ginette Gardin.
Français (1 h 46).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

RAMPO
de Kazuyoshi Okuyama,
avec Masahiro Motoki, Naoto Takenaka, Michiko Hada, Teruyuki Kagawa.
Japonais (1 h 40).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58).

LE REGARD D'ULYSSE
de Théo Angelopoulos,
avec Harvey Keitel, Maïa Morgenstern, Erland Josephson, Thanassis Vengos, Yorgos Michalakopoulos, Dora Volanaki.
Grec (2 h 56).
VO : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; réservation : 40-30-20-10).

REVIVRE
de Jean-Luc Raynaud,
avec Marion Laine, Valérie Meynadier, Stéphane Rideau, Jean-Marc Savean.
Français (1 h 05).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

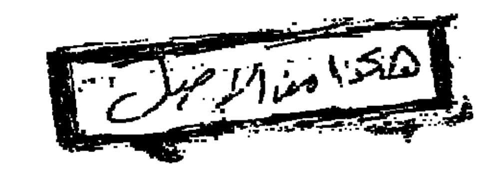
UNDERGROUND
d'Emir Kusturica,
avec Miki Manojlovic, Lazar Ristovski, Mirjana Jokovic, Slavko Stimac, Ernst Stötzner.
Européen (2 h 47).
VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1er (36-65-70-67) ; Saint-André-des-Arts II, dolby, 6e (43-26-80-25) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

REPRISES

LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRES LA PLUIE
de Kenji Mizoguchi,
avec Machiko Kyo, Mito Mitsuko, Kinuyo Tanaka, Masayuki Mori, Sakae Ozawa, Sugisaku Aoyama.
Japonais, 1953, noir et blanc (1 h 37).
VO : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-70-64).

GILDA
de Charles Vidor,
avec Rita Hayworth, Glenn Ford, George MacReady.
Américain, 1946, noir et blanc (1 h 50).
VO : Grand Action, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89 ; 36-65-70-48).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.



Arte doit offrir en 1996 des programmes « plus accessibles »

ALORS que les autres chaînes choisissent septembre pour dévoiler leurs grilles de rentrée, la chaîne culturelle Arte, qui aime à se démarquer, attend janvier pour modifier ses programmes. Dès le 1er janvier 1996, la chaîne franco-allemande doit proposer une grille remaniée. Pas de bouleversement à attendre : elle a été élaborée dans l'esprit qui, déjà, avait présidé à l'élaboration des programmes de 1995. Sans « trahir » sa vocation culturelle, la chaîne entend séduire un public large en s'ouvrant davantage aux problèmes de société, en donnant plus de place à la couverture en direct de l'actualité, et en s'efforçant d'ancrer les programmes dans une dimension européenne.

« *Nous avons jusqu'à présent bien rempli notre mission sur le plan culturel*, explique Jérôme Clément, président d'Arte. *Nous devons maintenant faire porter nos efforts sur l'actualité, notamment européenne, et nous intéresser aux grands problèmes sociaux.* »

Ces choix éditoriaux se traduiront par l'apparition de nouvelles émissions d'actualité. Chaque jour, Arte proposera « 7 1/2 », une émission d'une demi-heure, à mi-chemin entre le journal télévisé et le magazine d'actualité. Ce programme, diffusé en direct et ponctué de débats, devrait poser sur l'actualité un regard réfléchi et moins rapide que celui du traditionnel journal. « *Nous espérons que ce magazine contribuera à une meilleure compréhension des différences qui font la complexité de l'Europe* », commente Victor Rocaries, directeur des programmes.

Outre ce souci de « proximité » avec l'actualité, la nouvelle grille traduit une volonté de rendre accessibles au public les rendez-vous « phares » de la chaîne. Ainsi, dans le domaine musical, le « Musica » du mercredi soir est scindé en deux rendez-vous, les mercredis et dimanches soirs. Cette nouvelle case – « Maestro » – sera conçue pour les non-spécialistes et proposera des portraits d'auteurs ou d'interprètes de forte notoriété. Dans le même mouvement, la programmation des documentaires a été repensée. Entre 20 heures et 20 h 30, Arte proposera des émissions de type encyclopédique, de format court, consacrées à la nature, aux arts et aux sciences.

Bien que Jérôme Clément s'en défende – « *Nous travaillons en toute autonomie* », précise-t-il –, cette dernière initiative pourra être interprétée comme un effort d'Arte pour rapprocher la ligne éditoriale de sa chaîne de celle de La Cinquième (qui partage le même canal herztien), tout au moins au moment de la jonction. Deux rapports parlementaires – celui du député Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne) et celui du sénateur Jean Cluzel (UC, Allier) (*Le Monde* du 7 décembre) – avaient récemment reproché à Arte son « *élitisme* » et regretté l'ignorance mutuelle des deux chaînes.

S. Ke.

Les grèves perturbent la vente des journaux

L'absence de transports en Ile-de-France pénalise les acheteurs et oblige les éditeurs à modifier leurs circuits de vente

LA MARCHE à pied et la conduite dans les embouteillages n'encouragent pas la lecture de la presse. Les grèves des transports et de La Poste perturbent la distribution des journaux et des magazines. D'abord parce que le temps important consacré par les habitants de la région Ile-de-France pour se rendre d'un point à un autre limite celui, pourtant déjà réduit, destiné à la lecture. Ensuite, des points de vente aussi importants que les Relais H, installés dans les métros et les gares, sont fermés. Enfin, les perturbations dues à des mouvements de grève à La Poste et à la SNCF entravent l'acheminement des titres, notamment pour les abonnés.

Les principales victimes des mouvements sont les points de vente : Relais H, qui dépendent d'Hachette Distribution Services. Présents dans les gares, les stations de métro et de RER, les aéroports, tous les points de vente, dont le nombre s'élève à près de 900, ne sont pas fermés. Mais dans la région parisienne la situation est très difficile.

La plus grande partie des 200 points de vente situés dans les stations de métro et de RER sont fermés. Ils représentent 20 % des activités de Relais H, sur un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs, dont la moitié vient des ventes de la presse.

Ces fermetures ont des conséquences immédiates sur les journaux. A Paris et dans la proche banlieue, près de 17 % des ventes de quotidiens se font dans ces points de vente spécialisés. Certains acheteurs n'hésitent pas à se reporter sur d'autres commerces pour effectuer leurs achats, mais néanmoins cette grève pourrait entraîner une baisse de la diffusion des journaux à Paris de près de 10 %.

Tous les titres ne diminuent pas dans les mêmes proportions. Plus les journaux sont achetés sur les lieux de transport, plus ils souffrent du conflit. *Le Parisien* et *Le Figaro* baissent un peu moins que *Le Monde* et *Libération*, dont une part plus importante des ventes parisiennes se fait en Relais H. Seule exception, *L'Humanité*, dont les ventes ont tendance à progresser en même temps que la grogne sociale.

SURCOÛTS IMPORTANTS

La situation est cependant périlleuse pour *InfoMatin*, qui a vu ses ventes plonger dans la dernière semaine de novembre. Journal conçu pour être lu facilement dans les transports en commun, il se trouve très pénalisé par les conséquences de la paralysie parisienne. Vendu à près de 30 % dans les Relais H, le quotidien a subi une baisse significative de sa diffusion parisienne du 29 novembre au 1er décembre. Un accident dont se serait bien passé un journal encore jeune qui connaît déjà d'importantes difficultés économiques.

Ces pertubations obligent les éditeurs et le distributeur – les Nouvelles Messageries de la presse (NMPP) – à une véritable gymnastique pour assurer la vente et être à peu près à l'heure dans les kiosques. Des camions et des avions sont affrétés pour remplacer le transport ferroviaire. Ce qui entraîne des surcoûts importants. *InfoMatin* et *Le Parisien* ont recours à quelques vendeurs à la criée, aux *Echos* on étudie cette possibilité.

Les hebdomadaires et les mensuels connaissent également des problèmes, mais ils ont davantage de temps pour réaliser leurs réglages, ces opérations qui permettent aux services des ventes des éditeurs de s'adapter aux déplacements des acheteurs. Cependant si les grèves se poursuivent, elles risquent de perturber la diffusion des numéros de décembre, riches en publicité.

Globalement, on constate que les ventes effectuées dans les Relais H se reportent en partie vers d'autres points de vente, dans les centres-villes et les rues. Il faut donc modifier les circuits traditionnels d'acheminement en fonction des nouveaux flux de population. Certains points de vente se sont rapidement trouvés à court de journaux.

Après une fin de semaine plutôt morose, les éditeurs affinent leurs réglages, pour aller à la recontre des lecteurs et éviter un manque de journaux. Certains marchands se sont en effet trouvés à court de quotidiens, car si les conditions de lecture sont plus difficiles, les besoins d'informations et d'explications du public sont aussi plus importants dans une période troublée.

Alain Salles

■ **PRESSE :** le *New York Times* a annoncé, mercredi 6 décembre, la suppression en 1996 de 190 emplois sur 4 000, ainsi que le passage à la quadrichromie pour l'édition métropolitaine et le lancement d'une édition « côte Est » sur Washington et Boston, en 1997. Ces suppressions de postes, après 50 en 1995, devraient se faire sans licenciements (départs volontaires et retraites). Une nouvelle imprimerie permettra, en 1997, l'utilisation de la couleur et le recours à davantages de cahiers. Enfin, deux imprimeries vont être construites à Boston et à Washington pour permettre un bouclage plus tardif de ces éditions. Au premier semestre 1995, les ventes du *New York Times* ont décliné : en semaine, sa diffusion moyenne était de 1,17 million d'exemplaires (moins 16 000 exemplaires).

■ **CONCURRENCE : La Commission européenne** va enquêter sur l'accord entre Deutsche Telekom, Bertelsmann et America on Line sur les services multimédias en ligne, afin de vérifier que cette alliance n'entrave pas la concurrence par abus de position dominante. Selon l'administration bruxelloise, cette enquête est surtout due à la présence de Deutsche Telekom, entreprise publique qui a pour l'instant le monopole de l'exploitation du téléphone sur le territoire allemand. Il y a moins d'un an, la Commission européenne avait bloqué pour les mêmes raisons une alliance entre Deutsche Telekom, Bertelsmann et le groupe de Leo Kirch.

■ **TÉLÉVISION : le magazine** de M 6 « Capital » du dimanche 17 décembre qui devait être consacré au « *train de vie de l'Etat* » a été déprogrammé en « *raison de l'actualité* », indique la chaîne. Cette émission devait comprendre notamment un sujet sur les salaires des ministres et un autre sur les « fonds secrets » de l'État.

JEUDI 7 DÉCEMBRE

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Magazine : Femmes.
13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25 Feuilleton : Dallas.
15.25 Série : Cannon.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée. Salut les Musclés, Clip ; Jeux.
17.20 Série : La Philo selon Philippe.
17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.25 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Série : Alerte à Malibu.
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.50 Série : Navarro. L'Encaisseur, de Gérard Marx. *Une célèbre top model slave est découverte morte par son ami. Ce décès suspect amène le commissaire à enquêter dans le milieu particulier et impitoyable des agences de mannequins...*
22.35 Magazine : Tout est possible. Présenté par Jean-Marc Morandini. Invitée : Nicoletta. Le prix de la beauté ; L'amour jusqu'au bout ; Les risques du métier.
23.35 Série : Paire d'as.
0.50 Journal, Météo.
1.00 Programmes de nuit. Histoires naturelles (et 2.45, 3.40, 5.05) ; 1.45, TF 1 nuit (et 2.45, 3.25, 4.00) ; 1.55, Histoire de la vie [7/8] ; 3.15, Côté cœur ; 4.30, Intrigues ; 4.55, Musique.

FRANCE 2

12.55 Loto, Journal, Météo.
13.45 Série : Derrick.
14.45 Série : Placé en garde à vue.
15.40 Tiercé. En direct de Vincennes.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.05).
16.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Quoi de neuf, docteur ?
17.45 Série : Cooper et nous.
18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.
18.40 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.15 Bonne nuit les petits. Sur son petit nuage.
19.20 Studio Gabriel (et 2.00).
19.59 Journal.
20.15 Invité spécial. Lionel Jospin.
20.40 Météo, Point route.

20.55 Magazine : Envoyé spécial. Profession : démineur, de Jean-Pierre Métivet et Philippe Turpaud ; Au nom du Père et des Indiens, de Jean-Michel Destang et Sébastien Sill ; Jours de grève, de Jacques Cardoze, Nathalie Gallet, Pascal Doucet-Bon et Philippe Deslandes.
22.50 Expression directe. UDF.
23.00 Cinéma : La Poison. ■■ Film français de Sacha Guitry (1951). Avec Michel Simon.
0.25 Les Frères Lumière.
0.30 Journal, Météo.
0.45 Le Cercle de minuit. Invités : Claude Allègre, Paul Ricœur, André Comte-Sponville ; Actualité du cinéma ; Musique : Michel Portal.
2.30 Programmes de nuit.

FRANCE 3

12.00 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.40 Si vous parliez.
15.00 Questions au gouvernement. En direct du Sénat.
16.05 Série : Brigade criminelle.
16.35 Les Minikeums.
17.45 Divertissement : Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Une certaine idée de la Résistance*, d'Olivier Wieviorka.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.

20.50 Cinéma : La Jument verte. ■ Film français de Claude Autant-Lara (1959). Avec Bourvil.
22.25 Météo, Journal.
22.55 Magazine : Ah ! Quels titres ! Présenté par Philippe Tesson. L'Etat en question. Invité : Alain Madelin (*Quand les autruches relèveront la tête*) ; Michel Rocard (*Le Cœur à l'ouvrage*) ; Jean-Michel Palmier, germaniste et professeur à la Sorbonne ; Ezra N. Suleiman (*Les Ressorts cachés de la réussite française*) ; Michel Crozier (*La Crise de l'intelligence*).
23.55 Espace francophone. Le Sommet de Cotonou au Bénin.
0.25 Série : Dynastie.
1.10 Musique Graffiti.

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Mannequin le jour. De Christian Duguay, avec Famke Jannsen, Stephen Shelen. *Une jeune femme, mannequin le jour, se transforme en justicière la nuit pour venger une de ses amies agressée dans Central Park.*
15.05 Boulevard des clips (et 1.30, 5.10).
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Dessin animé : Tintin. [2/2] Tintin au Tibet.
18.00 Série : Highlander.
19.00 Série : Loïs et Clark, Les Nouvelles Aventures de Superman.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Jeu : Le Grand Zap.
20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier. 1912 : le naufrage du Titanic.

20.45 Cinéma : Gold. □ Film britannique de Peter Hunt (1974). Avec Roger Moore.
23.00 Téléfilm : Liaison maléfique. De Deryn Warren, avec Mark Hamill, Amanda Wyss.
0.35 Magazine : Fréquenstar. Vanessa Demouy (rediff.).
2.30 Rediffusions. Culture pub ; 2.55, Jazz 6 ; 3.50, Fanzine ; 4.15, Saga de la chanson française (Georges Brassens).

CANAL +

En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille. Présenté par Alexandre Devoise et Philippe Vecchi.
13.40 Le Journal de l'emploi.
13.45 Cinéma : Giorgino. □ Film français de Laurent Boutonnat (1993).
16.45 Surprises.
17.00 Documentaire : Jeunesse 95, échec à la galère. De Jean-Pierre Moscardo.
18.00 Dessin animé : Les Multoches.
18.05 Le Dessin animé. Reboot.
18.30 Cyberflash.
En clair jusqu'à 20.00
18.28 Série : Les Zinzins.
18.35 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi.
19.30 Flash d'informations (et 22.00).
19.40 Zérorama, le contre-journal. Présenté par Karl Zéro.

19.55 Sport : Football. En direct. RC Lens-Slavia Prague. Match de 8e de finale retour de la coupe de l'UEFA ; 20.00, coup d'envoi. Basket : Championnat d'Europe des clubs Pau Orthez-Real Madrid, en direct.
22.05 Court métrage : La Pucelle des zincs. D'Alain Ade et Claude Duty.
22.25 Cinéma : Le Fugitif. ■ Film américain d'Andrew Davis (1992, v.o.).
0.30 Cinéma : Coma. □ Film français de Denys Granier-Deferre (1994).
1.45 Cinéma : Hidden 2. □ Film américain de Seth Pinkser (1994, 90 min).

LA CINQUIÈME

12.30 Atout savoir.
13.00 Documentaire : Bactéries au service de l'environnement.
13.25 Le Journal du temps (et 18.57).
13.30 Les Grands Maîtres du cinéma. Stanley Donen.
14.30 Arrêt sur images.
15.30 Qui vive ! [3/3].
15.45 Allô ! la Terre [3/4].
16.00 La Preuve par cinq [3/4].
16.30 Magazine : Fête des bébés !
17.00 Cellulo.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Ma souris bien-aimée.
18.15 Alphabets de l'image. Benoît Jacquot pour le film *La Fille seule*.
18.30 Le Monde des animaux.

ARTE

20.40 Soirée thématique : Drôle de climat. Proposée par Suzanne Drexl.
20.45 La nature se venge. Documentaire de Bernd Dost.
21.00 De Rio à Berlin. Documentaire de Suzanne Drexl.
21.10 Les Mystères du CO^2. Documentaire de Margit Lenzian.
21.55 Glacière-chaudière. Documentaire de Suzanne Drexl.
22.40 Les Glaciers en danger. Documentaire de Hajo Letzel.
23.00 L'Atome, un espoir pour la planète ? Documentaire de Felix Heidinger.
23.20 Débat.
23.35 Cinéma : Koyaanisqatsi. ■ Film américain de Godfrey Reggio (1982).
1.05 Magazine : Velvet Jungle (rediff.).
2.40 Courts métrages (rediff.).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Bal poussière ■ Film ivoirien d'Henri Duparc (1988). Avec Bakary Bamba. 21.40 30 millions d'amis. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.25 Correspondances. 22.40 Ça se discute. 0.00 Tell quel. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la RTBF. En direct (30 min).

PLANÈTE 19.05 Grands maîtres de la photographie. [1/6] Andreas Feininger. De Peter Adam. 19.40 Gosses de rue à Moscou. De Claude Fléouter et Frédéric Variot. 20.35 100 ans d'histoire d'effets spéciaux. De Stephen Rocha. 21.25 Les Parchemins de la mer Morte. De Theresa Hunt. 22.20 Où chantent les accordéons, la route du vallenato. De Lizette Lemoine. 23.10 Tant que le monde sera. [1/6] Les Maîtres maçons d'Agimas. De Suha Arin. 23.45 Terminus Brest. De Gerd Kroske (90 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Aux arts et caetera. 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Pour moi et ma mie. ■■ Film américain de Busby Berkeley (1942, N., v.o.). Avec Judy Garland. 22.45 Totalement cinéma. 23.10 Broadway à Paris. De François Roussillon. 0.05 Musiques en scènes. 0.35 Concert : Randy Weston Trio. Enregistré au festival jazz de Terrassa (Espagne), en 1989 (65 min).

CANAL J 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, C'est vous qui le faites ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Tip top clip ; 19.00, Atomes crochus ; 19.15, La Revue de presse. 19.20, Codes secrets ; 19.30, Série : Alana ou le futur imparfait ; 19.55, La Mode et au revoir.

CANAL JIMMY 20.00 Pierrot le Fou. ■■■ Film français de Jean-Luc Godard (1965). 21.50 Road Test. 22.10 Chronique du front. 22.15 Who's That Girl. ■ Film américain de James Foley (1987, v.o.). Avec Madonna. 23.50 Souvenir Top à Guy Bedos et Sophie Daumier. Diffusée le 28 octobre 1972. 0.45 Série : M.A.S.H. Surtension (30 min).

SÉRIE CLUB 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.25). Le Village de la mort. 19.55 Série : Cher oncle Bill. Bagarre. 20.20 Série : Mon amie Flicka. L'Adoption. 20.45 Série : Les Evasions célèbres (et 0.15). L'Évasion de Casanova. 21.45 Série : Agence Acapulco. Archangel. 22.30 Série : 200 dollars plus les frais. Triple jeu (55 min).

MCM 19.30 Zoom zoom (et 0.45). 19.55 Mangazone (et 23.25, 0.55). 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 MCM Classic. 21.30 Prince «Unauthorized». 22.30 L'Invité de marque. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Médiamag (15 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Série : Aeon Flux. 0.00 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Tennis. En différé. Coupe du Grand Chelem : quarts de finale, à Munich (Allemagne). 22.00 Football. En différé. Coupe de l'UEFA : huitièmes de finale retour (en différé). 0.00 Golf (60 min).

CINÉ CINÉFIL 18.35 Marie Walewska. ■ Film américain de Clarence Brown (1937, N., v.o.). Avec Greta Garbo. 20.30 Trompe la mort. ■ Film américain de Frank McDonald (1938, N., v.o.). Avec Joe Brown. 21.40 Fabiola. ■■ Film italien d'Alessandro Blasetti [1/2] (1949, N.). 23.10 Le Club. Invité : John Berry. 0.30 Secrets de femmes. ■■ Film américain de Robert Wise (1950, N., 100 min).

CINÉ CINÉMAS 19.00 L'Évasion du cinéma «Liberté». ■ Film polonais de Wojciech Marczewski (1990, v.o.). 20.30 Une vierge sur canapé. ■ Film américain de Richard Quine (1965). Avec Tony Curtis. 22.20 Il y a des jours... et des lunes. ■■ Film français de Claude Lelouch (1989). Avec Gérard Lanvin. 0.15 La Femme flic. ■ Film français d'Yves Boisset (1979, 105 min). Avec Miou-Miou.

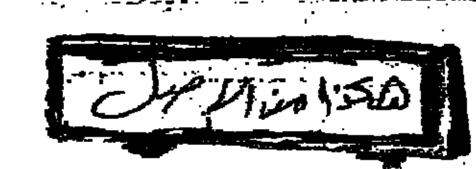
RADIO

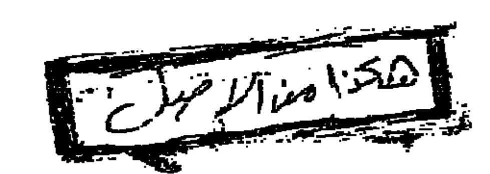
FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Chanter-parler : Musique ancienne et poésie contemporaine. 4. Le chanter-parler dans tous ses états. Œuvres de Schoenberg, Guilbert, Couperin, Lebègue, Walton, de Selina. 20.30 Lieux de mémoire. Le corps des Ponts et Chaussées (2). 21.28 Poésie sur parole. Valery Larbaud (4). 21.32 Les Poétiques. Enregistré au Théâtre du Rond-Point le 16 novembre. Franck Venaille. 22.40 Nuits magnétiques. Une maison, des maisons. 3. Entrez sans frapper. 0.05 Du jour au lendemain. Gérard de Cortanze (L'Ange de mer). 0.50 Musique : Coda. Polognyphonie : Musiques pour la nuit d'une Pologne de mémoire. 4. Ricorda cosa ti hanno fatto in Auschwitz, de Nono ; Latcho Drom, de Marichka. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Saison internationale des opéras de l'UER. Donné en direct de la Scala de Milan, par le Chœur et l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. Riccardo Muti : La Flûte enchantée, opéra en deux actes K 620, livret d'Emmanuel Schikaneder, de Mozart. 22.25 Dépêche-notes. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Tchaïkovski, Debussy. 0.00 Tapage nocturne. Limborg, de Siorapalouk à Hozro... Œuvres de Barid, Limborg, Rassak. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. L'Orchestre Philharmonia a cinquante ans. Symphonie concertante K 297b, de Mozart, dir. Herbert von Karajan ; Les quatre interludes marins de Peter Grimes op. 33a, de Britten, dir. Carlo Maria Giulini ; Concerto pour violon op. 47, de Sibelius, dir. Giuseppe Sinopoli, Gil Shaham, violon ; Le Crépuscule des Dieux : Voyage de Siegfried sur le Rhin, de Wagner, dir. Wolfgang Sawallisch : Concerto nº 2 pour piano et orchestre, de Liszt, dir. Esa-Pekka Salonen, Emanuel Sax, piano. 22.30 Les Soirées... (Suite). Le chef d'orchestre Otto Klemperer et l'Orchestre Philharmonia. Léonore II, ouverture, de Beethoven (enregistré en 1954) ; Symphonie nº 4, de Brahms ; Œuvres de Klemperer : Quatuor nº 7, par le Philharmonia String Quartet ; Merry Waltz. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.





M 6 réduit à néant les « frontières du réel »

La série américaine de Chris Carter a conquis les téléspectateurs français en leur offrant un mélange original de genres différents comme l'enquête policière et le fantastique

« LA VÉRITÉ est ailleurs ». « Ne faites confiance à personne ». Avec ces deux slogans, « Aux frontières du réel » (« The X Files »), la série américaine réalisée par Chris Carter, diffusée tous les vendredis soir sur M 6, convertit chaque semaine 2 300 000 téléspectateurs aux vertiges de l'étrange. Enregistrant un succès considérable aux Etats-Unis depuis sa première diffusion, en septembre 1993, cette série de 50 minutes a été importée en France en juin 1994 et suscite, depuis ses premières diffusion, un engouement qui semble aller croissant.

Dana Scully (Gillian Anderson) et – : Mulder (David Duchovny) sont deux agents du FBI. Deux policiers chargés d'élucider les fameuses « X files », ces affaires non résolues que l'administration est peu disposée à voir ressurgir et dont l'intrusion du surnaturel rend, de toute façon, l'issue improbable. Entre les « psycho-killers » particulièrement inquiétants – l'assassin hermaphrodite de *Masculin Féminin*, qui recrute ses proies dans les boîtes de nuit – et les « vrais » extraterrestres (l'affaire Roswell est illustrée dans l'épisode intitulé *Gorge Profonde*), les deux protagonistes acquièrent toutefois une certitude : les gouvernements du monde entier dissimulent des secrets relatifs à l'existence d'« aliens ».



L'intrusion du fantastique dans la grande tradition de la série policière américaine n'est certes par nouvelle. « Kolchak », diffusé par ABC en 1974 et repris ensuite par Canal Plus sous le titre « Dossiers brûlants », se plaçait déjà au confluent des deux genres. Plus récemment, « Mystères à Twin Peaks », le feuilleton de David Lynch diffusé en 1991 par La Cinq, s'inscrivait lui aussi dans la même veine.

FAUSSES PISTES

Les analogies entre « Kolchak » et « Twin Peaks » ne manquent pas. Dans les deux séries, tout le monde ment, la recherche de la vérité est un jeu de fausses pistes, les silences ont valeur de complot. De même peut-on déceler dans le climat étouffant des « Frontières du réel » un hommage à la célèbre série de Rod Serling, « La Quatrième dimension » (« Twilight zone »), diffusée en 1965 sur la première chaîne française. L'inquiétant univers de cette série allait non seulement bousculer le conformisme de la télévision nationale, mais aussi ouvrir la voie à une pléiade d'imitations et de dérivés. Parmis ceux-ci on trouve « The Outer Limits » de Leslie Stevens diffusé en 1975 par TF 1 sous le titre « Au-delà du réel ». Il faut encore ajouter « V », la série créée en 1983 par Kenneth Johnson, une version mise à jour des « Envahisseurs ».

Pourtant, si les filiations ne manquent pas, « Aux frontières du réel » possède une vraie spécificité : l'absence de sensationnel. Les interminables scènes d'amour de « Twin Peaks » sont totalement bannies et la dimension spectaculaire qui pouvait transparaître dans les autres séries du genre (« Aux frontières du possible », en 1971) est impitoyablement balayée. Il reste deux anti-héros qui évoluent dans un univers miné, le plus souvent carcéral (les innombrables interrogatoires menés dans l'obscurité des cellules rappellent ceux du *Silence des Agneaux*, le film de Jonathan Demme). Deux pions confrontés au silence de leurs supérieurs et à des phénomènes qui fissurent, chaque fois un peu plus, leurs fragiles convictions.

Angoissant à souhait, déstabilisante tout autant – la petite musique de Mark Snow y contribue fortement –, « Aux frontières du réel » réussit à maintenir un judicieux équilibre entre le fantastique et le policier. Son avenir est-il pour autant assuré ? Le thème, fécond, du fantastique n'est pas inépuisable et la série pourrait être asphyxiée par son trop rapide succès.

Avec des fans qui envahissent le réseau Internet pour écouter, par le biais de leur micro-ordinateur, des extraits sonores du feuilleton et consulter les biographies des différents protagonistes, un important commerce s'est développé aux Etats-Unis, et commence à apparaître en France. Au risque que ce soit la série elle-même qui devienne un produit dérivé...

Frédéric Peugeot

★ « Aux frontières du réel »: ***Faux frères siamois*, M 6, vendredi 8 décembre à 22 h 35.**

Ras-la-pub

par Luc Rosenzweig

PUISQUE la période de mise sur le tapis des divers ras-le-bol ne semble pas prête de s'achever, profitons-en. N'écoutons plus les discours des managers et des pseudos-esthètes qui nous serinent depuis des années que la publicité télévisée est une information délivrée gracieusement au public et une forme d'art emblématique de la modernité. Non. neuf fois sur dix, les films de réclame sont d'une navrante nullité, et visent à nous faire consommer comme des robots sans cervelle. Et puis, surtout, il y en a trop. D'où le mensonge persistant des horaires de début de soirée imprimés dans des gazettes qui n'en peuvent mais, les pauvres, car elles ne peuvent vérifier qu'après coup que le film annoncé pour 20 h 45 n'a en fait commencé que vers 21 heures.

Et le zapping, dira-t-on, qui vous donne le droit imprescriptible de slalomer entre les chaînes, les pubs jouant le rôle des piquets ? Entre 20 heures et 21 heures, même les Killy du zapping ont toutes les chances de prendre une gamelle. Reste Arte, la chaîne culturelle européenne libre de publicité, mais c'est trop souvent le choix d'échanger la certitude de ne pas mourir idiot contre celle de mourir d'ennui.

Au milieu de la bouillie publicitaire, il y a quelques morceaux encore plus difficiles à avaler que les autres, dont le retour régulier est propre à vous couper l'appétit télévisuel. Comme celui vantant les mérites d'une officine minitélique de renseignements commerciaux. Un patron déboule en trombe dans le bureau de sa secrétaire, un flacon a la main : « *Sophie, je veux savoir quelle entreprise fabrique ça, son chiffre d'affaires, son niveau d'endettement, bref je veux savoir à quels oiseaux j'ai affaire !* ». Ladite Sophie reste tout sourire devant ce butor et tapote « Euripile » sur son Minitel pour donner, tout sourire, la réponse avant que son boss n'ait fini d'éructer. Ou encore cette bourgeoise au brushing impeccable qui prend une jappée par son mari parce qu'elle a osé prévoir des friandises pour ses beaux-parents qui les détestent, et qui rétablit la situation grâce aux chocolats « Mon pourri ». Point n'est besoin d'être CGT ou MLF pour trouver cela un peu lourd.

Ceci étant peut être la conséquence de cela, « Etats d'urgences » de Jean-Marie Cavada présentait mercredi un dossier sur le surendettement. Sur ces gens de toutes conditions qui, ayant trop cru à la pub et aux vertus vénéneuses du crédit, se trouvent pris a la gorge par des remboursements qu'ils ne peuvent assumer. Il fallait de la délicatesse pour explorer ces drames humains, entrer dans l'intimité de foyers sinistrés. La télévision nous ayant, ces derniers temps, proposé le pire en matière de voyeurisme, on pouvait être inquiet. On fut agréablement surpris par le sérieux, la retenue, l'humanité des reportages qui illustraient ce dicton ancien : « *Revenus annuels 20 francs, dépenses 19 francs : le bonheur. Revenus 20 francs, dépenses 21 francs : le malheur.* »

VENDREDI 8 DÉCEMBRE

TF 1

12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo.
13.38 Magazine : Femmes.
13.40 Les Feux de l'amour.
14.25 Feuilleton : Dallas.
15.25 Série : Cannon.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée.
17.20 Série : La Philo selon Philippe.
17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.25 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Série : Alerte à Malibu.
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.50 Téléfilm : Parents à mi-temps. D'Alain Tasma, avec Robin Renucci, Charlotte de Turckheim. *Une petite fille dont les parents sont séparés supporte mal la garde alternée. Elle va leur imposer de venir vivre à tour de rôle dans l'appartement familial...*
22.30 Magazine : Sans aucun doute. Présenté par Julien Courbet.
0.15 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
1.05 Musique : Minuit, l'heure du clip. Compil : Julien Clerc ; 1.45, Laser ; 2.35, Vinyl.
3.00 Journal, Météo.
3.15 Programmes de nuit. Histoire de la vie [8/8] ; 4.05, Histoires naturelles (et 5.05) ; 4.35, Côté cœur ; 5.00, Musique ; 5.05, Histoires naturelles.

FRANCE 2

12.15 Jeu : Les Z'amours.
12.55 Météo (et 13.35).
12.59 Journal, Point route.
13.45 Série : Derrick.
14.50 Série : Placé en garde à vue.
15.50 Variétés : La Chance aux chansons.
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Quoi de neuf, docteur ?
17.45 Série : Cooper et nous.
18.15 Série : Le Prince de Bel-Air.
18.45 Téléthon, Top départ. 9e édition animée par Claude Sérillon, Gérard Holtz, Michel Drucker et Serge Lama, parrain du Téléthon 1995 en direct de la Maison de Radio-France. L'Anacoluthe, le bateau Radio France vogue sur la Seine de Montereau à Paris.
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.50 Téléthon, l'audace d'y croire. Emission d'information consacrée à la troisième révolution médicale avec Jean-Daniel Flaysakier.
22.25 Le Téléthon, c'est vous ! Présenté depuis la Maison de Radio-France par Claude Sérillon, Gérard Holtz, les animateurs de France Télévision. Avec le Grand Orchestre du Téléthon dirigé par Marc Golfeder.
1.35 Le Crochet du téléthon. Télé-crochet dans chaque centre de promesses. Le gagnant viendra participer samedi à la grande fête du Téléthon.
3.25 Téléthon lignes ouvertes. Présenté par Olivier Minne, Valérie Maurice et Pierre Sled. Chercheurs et spécialistes répondent aux questions.

FRANCE 3

12.00 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.05 Jeu : Tout en musique.
13.40 Magazine : Si vous parliez.
14.40 Sport : Ski. Critérium international de la 1re neige, 1re épreuve de la Coupe du monde de ski alpin : Géant femmes, 2e manche.
15.40 Série : Magnum.
16.25 Dessin animé : Popeye.
16.35 Les Minikeums.
17.45 Divertissement : Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Le Grand Ours*, de Ginevra Bompiani.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.40 Consomag.

20.50 Magazine : Thalassa. Les Chevaliers bleus. *L'action du Conservatoire du littoral qui tente, depuis vingt ans, de soustraire les derniers sites naturels à la convoitise des promoteurs.*
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Sicile : La Route du sel ; France : Les Porteurs de géants ; Birmanie : La Grande Vente.
22.50 Météo, Journal.
23.20 Magazine : Science 3. Kourou, l'aventure spatiale européenne.
0.15 L'Heure du golf.
0.45 Feuilleton : Dynastie.
1.30 Musique Graffiti.

M 6

12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : A cœur perdu. De Richard Lang, avec Jane Seymour, Tim Matheson. *La nouvelle rédactrice en chef d'un grand magazine d'actualité cède aux avances d'un de ses journalistes. Mariée avec un enfant, commence alors pour elle l'existence difficile de l'adultère.*
15.05 Boulevard des clips (et 1.10, 6.00).
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Dessin animé : Tintin. [1/2] Les Bijoux de la Castafiore.
18.00 Série : Highlander.
19.00 Série : Flash.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Jeu : Le Grand Zap.
20.35 Capital 6 (et 23.25).

20.45 Téléfilm : Brigade suspecte. De Jerry Jameson, avec Robert Conrad, George Dzundza. *Un lieutenant de police enquête sur l'assassinat d'une jeune femme. Son investigation l'amène à s'intéresser aux agissements de certains de ses collègues qui seraient impliqués dans des vols et des meurtres...*
22.35 Série : Aux frontières du réel. Faux frères siamois.
23.35 Magazine : Sexy Zap.
0.10 Dance Machine Club. Kim Wilde.
0.40 Hit Dance.
3.00 Rediffusions. E = M 6 ; 3.25, Fanzine ; 3.50, Sea, Sex and Sun ; 4.45, Broadway magazine ; 5.35, Starnews.

CANAL +

— En clair jusqu'à 13.45 —
12.30 La Grande Famille.
13.40 Le Journal de l'emploi.
13.45 Cinéma : Piège en eaux troubles. ■ Film américain de Rowdy Herrington (1994). Avec Bruce Willis
15.25 Pas si vite ! (rediff.).
15.35 Cinéma : Radio Flyer. ■ Film américain de Richard Donner (1992). Avec Lorraine Bracco.
17.30 Le Journal du cinéma.
18.00 Dessin animé : Les Multoches.
18.05 Le Dessin animé. Reboot
— En clair jusqu'à 20.35 —
18.28 Série : Les Zinzins.
18.30 Cyberflash.
18.40 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi ; 19.10, par Philippe Gildas, Bruno Gaccio et Valérie Payet
19.30 Flash d'informations (et 22.50)
19.40 Zérorama, le contre-journal.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Téléfilm : Quelques mois pour aimer. De Tom McLoughlin, avec Brian Dennehy, Jacqueline Bisset.
22.05 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Yellowstone.
23.00 Cinéma : Madame Doubtfire. □ Film américain de Chris Columbus (1993). Avec Robin Williams.
1.00 Cinéma : L'Impasse. ■ ■ Film américain de Brian De Palma (1993). Avec Al Pacino, Sean Penn
3.20 Cinéma : Giorgino. □ Film français de Laurent Boutonnat (1993, v.o.). Avec Jeff Dahlgren
6.20 Documentaire : Les Allumés...

LA CINQUIÈME

12.30 Atout savoir. Les paradis fiscaux.
13.00 Les Yeux de la découverte. Les Requins
13.25 Le Journal du temps (et 18.50)
13.30 Teva : Les Kayapos.
14.30 Business Humanum Est.
15.30 Qui vive ! Le Musicien
15.45 Allô ! La Terre [4/4].
16.00 La Preuve par cinq [4/4]
16.30 Les Merveilles de l'univers. Le Mystère du big-bang
17.00 Cellulo.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 L'Amour en questions. Les autres MST.
18.15 Magazine : Cinq sur cinq.
18.30 Le Monde des animaux.

ARTE

19.00 Série : L'Homme invisible [20/25] L'Arroseur arrosé, de Quentin Lawrence, avec Tim Turner.
19.30 Documentaire : Air-Vâyu. De Velu Viswanadhan *Les flux et les reflux de l'air par un peintre et cinéaste indien*
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : En plein cœur. De Doris Dorrie, avec Beate Jensen, Josef Bierbichler. *Une caissière de supermarché qui vient de perdre son emploi décide d'accepter l'offre d'un dentiste qui lui propose un salaire en échange de sa seule présence*
22.15 Documentaire : Cent ans de cinéma, la Corée. La Route du cinéma, de Jang Sun-Woo (v.o.)
23.10 Cinéma : Hullabaloo over Georgie and Bonnie's Pictures. ■ Film britannique de James Ivory (1978, v.o.) Avec Peggy Ashcroft, Larry Pine, Victor Banerjee
0.30 Magazine : Eurotrash. Présenté par Antoine de Caunes et Jean-Paul Gaultier
1.00 Magazine : Transit. La France sur le pavé ; La Sécurité sociale en Alsace ; La misère des universités françaises ; Un syndicaliste des chemins de fer allemands voyage avec la SNCF en grève (rediff.).
2.05 Documentaire : Un demi-siècle déjà. D'Annie Tresgot (rediff., 52 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. 20.00 Fort Boyard. 21.30 Le Carnet du bourlingueur. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Taratata. Invitée vedette : Véronique Sanson. 23.50 Sortie libre. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la TSR. En direct (30 min).

PLANÈTE 19.10 Le Roman de France. [5/6] Le Pointu Mystère. De Bernard Monsigny. 19.40 Amour, femmes et fleurs. De Jorge Silva et Marta Rodriguez. 20.35 Bombe atomique : Champignon mortel. De Tim Curran. 21.50 J'ai 15 ans et ça zappe dans ma tête. De Christian Liardet et Viviane Mermod-Gasser. 22.35 ▶ Vérité assiégée. De Nathalie Borgers et Leslie Asako Gladsjo. 23.45 Grands maîtres de la photographie. [1/6] Andreas Feininger. De Peter Adam. 0.20 Gosses de rue à Moscou. De Claude Fléouter et Frédéric Variot (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Totalement cinéma. 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 ▶ Edith Piaf, ma vie en rose. De Jacques Rouhaud et Philippe Fortin. 21.55 Musiques en scènes. 22.25 Opéra : Madame Butterfly. De Giacomo Puccini. Enregistré à la Scala de Milan, en 1986 0.55 Aux arts et caetera (25 min).

CANAL J 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. 18.05, Rébus ; 18.10, Dodo, le retour ; 18.15, Le Journal des bons plans du week-end ; 18.20, Série : Les Aventures de Black Beauty ; 18.50, Oit et Oim ; 19.00, Extra large ; 19.15, Tip top clip ; 19.25, Série : Alana ou le futur imparfait ; 19.50, Tip top clip.

CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : John Denver. 20.30 Série : Les Envahisseurs. Cauchemar. 21.25 Série : M.A.S.H. 21.50 Le Meilleur du pire. 22.25 Chronique moscovite. 22.30 Série : Dream On. Ce que femme veut. 23.00 Série : Seinfeld. La Chinoise. 23.25 Top bab. 0.05 La Semaine sur Jimmy. 0.15 Série : New York Police Blues. Episode nº 25 (50 min).

SÉRIE CLUB 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.25). Mission très improbable. 19.55 Série : Cher oncle Bill. Faisons le clown. 20.20 Série : Mon amie Flicka. Le Carrosse royal. 20.45 Série : Spécial Branch (et 0.15) Enlèvement. 21.40 Série : Agence Acapulco. Intuition féminine. 22.30 Série : 200 dollars plus les frais. Vie de famille (55 min).

MCM 19.00 Rebel TV. 19.30 Zoom zoom. 19.55 Mangazone. 20.00 Zoom zoom Guest. 21.00 MCM Classic. 21.30 Eurotrash. 22.00 L'invité de marque. 22.30 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min).

MTV 19.00 Hanging Out. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Oddities Featuring the Head. 0.00 Partyzone (120 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 19.55 Football. en direct. Championnat de France D2. 22e journée : Châteauroux-Toulouse. 22.00 Tennis. En différé. Coupe du Grand Chelem : quarts de finale, à Munich (Allemagne). 0.00 Golf (60 min).

CINÉ CINÉFIL 18.45 Secrets de femmes. ■ ■ Film américain de Robert Wise (1950, N.). Avec Eleanor Parker. 20.30 Police montée. ■ Film américain de David Howard (1938, N., v.o.). 21.30 Marche ou crève. ■ Film franco-belge de Georges Lautner (1959, N.). 23.15 Angelica. ■ Film français de Jean Choux (1939, N.). Avec Viviane Romance. 0.50 Gendarmes et voleurs. ■ Film italien de Steno (1951, N., v.o., 95 min). Avec Aldo Fabrizi

CINÉ CINÉMAS 18.20 Martin Scorcese : Les films que j'aime. 18.50 Téléfilm : Beate Klarsfeld. De Michael Lindsay-Hogg avec Farrah Fawcett. 20.30 Hollywood 26. 21.00 Sang pour sang. ■ ■ Film américain de Joël Cohen (1983). Avec John Getz. 22.35 Tora ! Tora ! Tora ! □ Film américain de Richard Fleischer (1970, v.o.). Avec Martin Balsam. 0.55 La Chasse. ■ Film américain de William Friedkin (1980, 100 min). Avec Al Pacino.

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Chanter-parler : Musique ancienne et poésie contemporaine. 5. Traduire la musique-interpréter la poésie. 20.30 Radio Archives. Auguste Rodin sans ménagement. 21.28 Poésie sur parole. Valery Larbaud (5). 21.32 Black And Blue. Easy Rider : Voyage avec Jimi Hendrix. Un livre d'Alain Dister. 22.40 Nuits magnétiques. Une maison, des maisons. 4. D'une maison faire un poème. 0.05 Du jour au lendemain. Geneviève Redis-Lewis (Descartes). 0.50 Musique : Coda. Polognyphonie : Musiques pour la nuit d'une Pologne de mémoire. 5. Mélodie folklorique pour guitare, de Lutoslawski ; Simple Solution, d'Urbaniak. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert franco-allemand. Donné le 3 décembre à la salle des Congrès, à Sarrebruck, et émis simultanément sur la Radio de Leipzig, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarrebruck, dir. Petr Altrichter : Sinfonia, de Vorisek ; Concerto pour alto et orchestre, de Penderecki ; Symphonie nº 8, de Dvorak. 22.00 Soliste. Elisabeth Schwarzkopf, soprano : 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique plurielSonate pour clarinette seule, de Denisov, par le Groupe de musique expérimentale (enregistré au Festival des musiques d'aujourd'hui de Marseille le 4 mai 1994) ; Noctal 1, 2, 3 pour piano, flûte, clarinette, violon et violoncelle, de Campana, par le Grupo Encuentros, dir. Alicia Terzian. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Rachmaninov, Haydn. 0.00 Jazz club. Le Memphis Piano Summit (concert donné le 10 novembre au Hot Brass, à Paris). 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programmes Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 6 novembre au Théâtre des Champs-Elysées, par l'Orchestre du Festival de Budapest, dir. Ivan Fischer, Zoltan Kocsis, piano, Ildiko Komlosi, mezzo-soprano, Kolos Kovats, basse ; Œuvres de Bartok : Concerto pour piano nº 1 ; Le Château de Barbe-Bleue. 22.25 Les Soirées... (Suite) Divertimento Der Geburtstag Hob II/11, de Haydn, par le Divertimento de Salzbourg ; Quintette à vent nº 2, de Danzi, par le Quintette à vent Aulos ; Trio pour piano, violon et violoncelle op. 65 nº 1, de Kiel, par le Trio Pallas ; Nachtgesang, de Reichardt, Dietrich Fischer-Dieskau, baryton, Maria Graf, harpe ; Concerto nº 1 pour piano et orchestre, de von Sauer, par l'Orchestre symphonique de Birmingham, dir. Lawrence Foster, Stephen Hough, piano. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Le Monde

VENDREDI 8 DÉCEMBRE 1995

Pasqua-moi d'amour

par Pierre Georges

IL EST SORTI du bois. Ou du cimetière des éléphants qu'on lui promettait. Charles Pasqua est vivant. C'est une première nouvelle. Et il barrit encore. C'est la seconde.

Le bon M. Charles vieillit plutôt bien. Un peu comme ces acteurs dont le physique, avec le temps, finit par rattraper les rôles. Jeune, il inquiétait. Mûr, il effrayait. Expérimenté, il rassure. Trente ans en fût de chêne et de politique, des batailles perdues, gagnées, des cicatrices partout, des amitiés par-dessus les aléas, ont bonifié le personnage.

Révérence parler, Charles Pasqua est devenu buvable avec l'âge. A condition de ne pas dépasser la dose prescrite. Dans sa tribu, le RPR, il fait ainsi fonction de vieux sage. A l'écart peut-être. Respecté toujours. Peut-être lui même se rêve-t-il recours quand d'autres ne le voient plus que stratège perdant, oracle sans troupe, maréchal en congé d'avenir politique. Il n'empêche. C'est sa force. Quand il parle, on l'entend, si on ne l'écoute.

Et Charles Pasqua a parlé dans *L'Express*. Chaud devant ! Un long entretien et quelques petites phrases qui font mal là où précisément cela fait mal. « *On ne peut pas mener ce pays comme on dirige un conseil d'administration. Les Français ont besoin de rêve, d'espérance et de passion. Ils ont besoin* " qu'on leur parle d'amour ". »

Pasqua-moi d'amour ! La proposition eût pu être hilarante. Elle est intéressante, dans la mesure où elle résume tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. La politique en effet est aussi affaire de passion, de chair, d'espoir. On ne sait s'il existe comme l'affirme Charles Pasqua une « *autre politique* ». Mais on discerne aisément l'objectif visé quand il dit sa conviction qu'il est possible et même urgent de faire autrement de la politique qu'en termes comptables.

Charles Pasqua parle d'amour. Sauf à Alain Juppé. Il est ainsi dans les partis, comme dans les meilleures familles, des brouilles durables, des détestations féroces. Mais on ferait une erreur à limiter l'affaire à une simple et réciproque allergie.

Dans l'épreuve politique qui est la sienne la majorité, et notamment le RPR, fait front, d'apparence unanime. Il se peut même, pour les besoins de la cause et dans l'urgence du moment, qu'elle se rassure par acclamations à l'Assemblée nationale. Elle n'est pour autant pas si rassurée que cela.

Et si les propos de Charles Pasqua ne font pas un programme, du moins illustrent-ils un climat. Il est le premier, en son camp, à manifester bruyamment son désaccord sur le chemin suivi. Abandon de poste sous le feu, on en a qualifié de Saxon pour moins que cela. Mais l'expérience aidant, ce procès en trahison ne devrait pas le gêner outre mesure. Il n'est pas seul. Il le sait. Il le sent. Il le voit, vieille bête d'instinct. D'autres, de manière plus discrète, plus feutrée, d'un geste en gare d'Epinal, d'un mot depuis Colombey, ont pris aussi leurs distances.

C'est une évidence. Et Charles Pasqua l'a soulignée avec ses mots, à féroces traits. Il ne sera pas décoré pour cela, comme Raymond Devos. Le premier ministre, mercredi, lui remettant le cordon de commandeur de la Légion d'honneur, l'a baptisé « *prince des mots* ». Ce à quoi l'humoriste a répondu qu'il avait fait jadis de la politique. Pour le simple plaisir « *de n'avoir rien à dire, mais qu'au moins on le sache !* ».

La coordination nationale étudiante sombre dans la confusion

Après des heures d'affrontements, mercredi 6 décembre, l'UNEF-ID a décidé de faire bande à part

LES RUPTURES sont rarement gaies : celle-ci fut violente, amère, toute empreinte du passé. L'UNEF-ID (syndicat étudiant proche des socialistes) s'est séparée de la coordination nationale étudiante, le 6 décembre à Paris-III Censier, en claquant la porte. Et même en faisant le coup de poing. Elle ne trouvait sans doute plus d'intérêt à rester dans cette coordination qui l'avait à moitié évincée et largement débordée sur sa gauche (*Le Monde* daté 3-4 décembre).

Pour consommer le divorce, l'UNEF-ID avait sorti les oncles et les grands-oncles. Ils étaient tous là, ou presque, ex-présidents du syndicat, vieux maoïstes, soixante-huitards – comme Jean-Marc Salmon, Marc Rozenblat, Pascal Cherki ou d'autres. Dès 14 heures, horaire prévu pour débuter une assemblée générale de bilan après l'annonce des mesures Bayrou, un groupe compact, poussé par les anciens, tentait de progresser vers l'amphi où devaient se réunir les délégués, en scandant « *dé-mo-cra-tie, dé-mo-cra-tie* ».

« *C'est l'UNEF-ID. Ils ont amené les gros bras de SOS-Racisme !* », s'exclamait un étudiant de Nanterre. « *Il y en a marre de ces gugusses* (les anarchistes et l'extrême gauche) *qui ne représentent rien en France et qui veulent tout casser* », rétorquait un militant de l'UNEF-ID. D'échauffourées en bousculades, la situation a tourné progressivement à l'affrontement entre services d'ordre. A l'autre extrémité du couloir, des anarchistes de la CNT (Confédération nationale du travail), désormais si familiers dans le paysage, formaient un second barrage. Marteau en main. L'UNEF (proche des communistes), jouant sur du velours, proposait ses bons offices « *pour que tout se passe bien* ».

Pour un délégué qui comptait les points, il était clair que l'UNEF-ID voulait « *régler ses comptes avec la CNT, faire exploser une coordination qui les a jetés et jouer son rôle de modérateur pour calmer la radicalisation du conflit dans les facs* ». « *Dehors ! Dehors !* » : réfugié dans la cage de verre du concierge, conspué, Marc Rozenblat, ancien président de l'UNEF-ID, dut abandonner la place vers 17 h 30. Des réunions secrètes se tenaient dans les couloirs et jusque dans les toilettes du premier étage. « *Il faut appeler les cheminots de la CGT à la rescousse* », plaidaient quelques-uns. Il était difficile d'imaginer plus grand désordre.

On eut même droit à une guerre des communiqués. L'UNEF-ID, finalement retranchée au Panthéon, constatait « *l'impossibilité de se réunir dans des conditions démocratiques* » et demandait que soient satisfaites les revendications des étudiants comme « *la réquisition des facs privées et une loi de programmation chiffrée* ». Désormais isolée, l'UNEF-ID faisait, elle aussi, le choix de la radicalisation en exigeant « *le retrait du plan Juppé* ». « *Il appartient aux AG de province de poursuivre la mobilisation et de se doter d'une structure démocratique* », concluait-elle.

UN NOUVEAU BUREAU

La coordination engageait, quant à elle, un interminable débat pour savoir s'il fallait, ou non, citer Julien Dray, député PS de l'Essonne, pour dénoncer le « *coup de force de l'UNEF-ID* ». « *Je suis un petit provincial, je ne comprends peut-être pas tout ce qui se passe, mais est-ce que l'on est sûr de ça ?* », demandait timidement un délégué de province. A 20 heures, l'ordre du jour n'était toujours pas abordé et il fallut attendre 2 heures du matin pour que quelqu'un lance enfin : « *Le réel problème, ce sont les perspectives que l'on va donner au mouvement.* »

Avant d'aborder cette question, qui trottait dans toutes les têtes, on trouva le temps de « *prouver que le mouvement étudiant est partie intégrante du mouvement social* », qu'il fallait « *dénoncer le diktat de Maastricht* » et demander, aussi, le retrait du plan Juppé. Il y eut encore « *des débats de fous* », de l'aveu même des militants au bord de l'épuisement. Au final, dans une assemblée composée pour moitié de délégués de province, un texte fut voté pour « *réaffirmer les revendications du 1er décembre, appeler à l'élargissement du mouvement étudiant aux lycéens* » et à une nouvelle coordination, le 13 décembre, en province, très probablement à Tours. Enfin, à 6 heures du matin, un nouveau bureau de dix-neuf membres, faisant la part belle à l'UNEF – huit membres, plus deux de Lutte ouvrière, un de la CNT, un de la Ligue communiste révolutionnaire, trois indépendants et trois proches de l'ancien président de l'UNEF-ID, Philippe Campinchi –, voyait le jour.

Masqué par les conflits sociaux qui occupent, désormais, le devant de la scène, le mouvement étudiant tente de se raccrocher à ceux-ci pour continuer à exister. Trouver une porte de sortie dans la surenchère et l'extrémisme paraît une solution peu viable, tant les divisions qui ont éclaté au grand jour à Censier entachent le mouvement. Néanmoins, une bonne partie des étudiants de province semblent peu disposés à abandonner la partie sans être sûrs de ce qu'ils y ont gagné.

Béatrice Gurrey

Les « archis » campent square Saint-Jacques

Les enseignants des vingt-deux écoles d'architecture sont à leur tour entrés dans la grève jeudi 7 décembre, alors que les étudiants manifestent depuis la mi-novembre contre le transfert de l'architecture du ministère de l'équipement à celui de la culture, au sein de la direction du patrimoine. Mercredi, une centaine d'étudiants ont installé un campement square Saint-Jacques, non loin de l'hôtel de ville de Paris. Leur coordination nationale dénonce, entre autres, la réduction du budget des écoles pour 1996 et les freins au rapprochement amorcé avec l'enseignement supérieur. Les discussions engagées avec le ministère depuis une dizaine de jours n'ont pas abouti.

La débrouille des parents d'élèves

LES BANLIEUSARDS comptent un souci de plus lorsqu'ils sont parents : la grève des enseignants leur impose une nouvelle épreuve de débrouillardise. Au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), les instituteurs des écoles primaires Jean-Jaurès et Pierre-Brossolette ont largement suivi le mot d'ordre de grève des syndicats. Onze classes sur douze à Jean-Jaurès, sept sur douze à Pierre-Brossolette sont restées closes, jeudi matin 7 novembre. Prévenus par affichage dès le début de la semaine, les parents ont dû s'organiser une nouvelle fois pour faire garder leurs enfants. Mais, ce jeudi matin, une quinzaine d'élèves arrivent tout de même à Brossolette. Et le directeur décide de les transférer dans des classes en activité, mais « *solidaires du mouvement* », précise-t-il.

Dans l'école voisine, un instituteur de cours moyen renvoie chez eux quelques enfants égarés. L'un explique qu'il était absent mardi et qu'il n'était pas au courant de la grève. Deux frères montrent leur cahier de correspondance vide de toute information. L'ami venu les déposer repart tranquillement avec eux. Il les gardera sans problème : lui aussi est en grève. Mais, globalement, l'information est bien passée : les efforts de la gardienne pour renseigner les parents affolés au téléphone n'ont pas été vains. Aujourd'hui, des affiches indiqueront si la grève continue.

Mercredi 6 novembre dans l'après-midi, Abou, responsable du secteur périscolaire à la mairie, avait rappelé aux parents venus chercher leurs enfants au centre aéré la fermeture de l'école. « *Les gens sont compréhensifs* », dit-il. « *Treize jours que les ennuis ont commencé, il se sont adaptés* », appuie Fatima, animatrice du centre. Le père de Sarah a fait ce jeudi un détour chez la grand-mère, mise d'office à contribution et qui habite à proximité.

Pour le père de Florine, ce fut plus difficile, les grands-parents résidant à Verneuil (Yvelines), à 45 kilomètres de là. « *On ne connaît personne qui puisse la garder* », dit-il. Pour la mère de Marie-Claire et de Nicolas, l'organisation fut tout aussi acrobatique. Une amie ne pouvait se charger que de la petite. « *Elle garde déjà deux tout-petits dans un deux-pièces* ».

« MON PATRON TIRE UNE TÊTE COMME ÇA »

Désemparés devant les portes fermées du groupe scolaire, certains parents se sont résolus à prendre des journées de congé. En espérant ne pas devoir recommencer. « *Mon patron tire déjà une tête comme ça* », tempête une dame. « *Il dit qu'une petite fille de dix ans peut rester seule à la maison... Résultat : je suis obligée d'appeler une baby-sitter et de débourser plus que ce que je gagne dans ma journée.* » A ses côtés, la petite Fabienne baisse la tête comme si c'était sa faute.

Antoine affiche, lui, une mine réjouie : ça l'arrange cette journée de vacances. Autant que sa copine Léa, tout émoustillée à l'idée de pouvoir regarder la télévision et se coucher tard. Elle passera certainement la journée avec son père, « *s'il fait grève. Il répare les bus et les métros. Alors il ne va pas travailler en ce moment* ».

Ces paroles trouvent un écho chez le père de Julien (huit ans), électricien à la RATP. Lui attendait le ralliement du milieu enseignant : « *Il faut que tout le monde s'y mette. C'est comme cela que nous y arriverons.* »

Aude Dassonville

L'état de santé du premier ministre grec « reste stationnaire »

LE PREMIER MINISTRE grec Andréas Papandréou, soixante-seize ans, hospitalisé depuis dix-sept jours, a subi mercredi 6 décembre « *une trachéotomie qui a réussi* », selon un bulletin de santé publié dans la soirée, et son état est « *stationnaire* ». Outre l'insuffisance respiratoire dont souffre M. Papandréou, un précédent communiqué indiquait que « *le fonctionnement rénal continue d'être soutenu par un rein artificiel* », et que son « *fonctionnement cardiaque reste stationnaire* ». – (AFP.)

DÉPÊCHES

■ **GRÈVES : une centaine de mineurs en colère** ont conduit, jeudi 7 décembre dans la matinée, au fond d'un puits de la mine de Freyming-Merlebach (Moselle) le député-maire (PR) Pierre Lang après l'avoir interpellé devant la mairie. Ils réclament des négociations sur leurs salaires.

■ **ESPACE : une fusée Ariane** a lancé de Kourou (Guyane), jeudi 7 décembre à 0 h 23, deux satellites de télécommunications. L'un, Télécom-2 C, pour le compte de France Télécom, doit assurer des liaisons entre la métropole et les départements d'outre-mer. L'autre, Insat-2C, assurera, pour l'Inde, des communications téléphoniques.

Dans « Le Monde de l'éducation »

DANS SON NUMÉRO DE DÉCEMBRE, *Le Monde de l'éducation* publie, à propos de la crise de l'enseignement supérieur, une enquête sur la fin du « *modèle français* » des grandes écoles, obligées de se remettre en cause sous la pression de la concurrence internationale et des effets de la crise économique et sociale. Vu de Berlin, Washington et Tokyo, le système français de formation des élites souffre surtout de ses rigidités.

Au sommaire de ce numéro figurent également : une analyse des premiers travaux de la commission Fauroux sur l'avenir de l'éducation nationale ; une analyse du désarroi des inspecteurs du primaire ; un entretien avec le ministre grec de l'éducation, George Papandréou ; un guide informatique pour bien choisir son ordinateur ; un « mode d'emploi » du professeur principal, personnage-clé de l'orientation ; des conseils pour les adolescents amateurs de voitures qui pratiquent la conduite accompagnée, un ensemble de suggestions pour les cadeaux de Noël (*livres, bandes dessinées*, jeux éducatifs, disques, cassettes...). La vente de ce numéro est jumelée avec celle du Palmarès 95 des écoles de commerce et de gestion.

★ **En vente chez tous les marchands de journaux : 35 francs.**

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 7 décembre, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	19067,90	+ 1	− 1,57
Honk Kong index	9898,89	− 0,42	+ 20,85

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 06/12	Var. en % 05/12	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1834,75	+ 1,10	− 2,47
Londres FT 100	3649,60	− 0,40	+ 19,05
Zurich	1506,08	—	+ 21,42
Milan MIB 30	940	+ 8,67	− 8,29
Francfort Dax 30	2265,13	+ 0,18	+ 7,52
Bruxelles	1502,49	− 0,47	+ 8,12
Suisse SBS	1477,31	—	+ 42,30
Madrid Ibex 35	314,05	—	+ 10,18
Amsterdam CBS	317,40	+ 0,47	+ 14,17

Tirage du *Monde* daté jeudi 7 décembre : 498 442 exemplaires. 1 - 3

M. Giscard d'Estaing appelle à ne pas choisir entre les candidats du FN et de la gauche aux législatives partielles de Seine-et-Marne

UN PETIT VENT glacial disperse les premiers flocons qui tombent sur le marché du Mail Gaillardon, ce mercredi 6 décembre au matin, à Melun (Seine-et-Marne). Un temps à rester chez soi ; sauf pour les ménagères ou les couples de retraités, pour qui ce rendez-vous hebdomadaire rompt le train-train quotidien ; sauf pour Pierre Carassus, *maire de Vaux-le-Pénil. Candidat du* Mouvement des citoyens (MDC) de Jean-Pierre Chevènement, il affrontera dimanche, au second tour de l'élection législative partielle de la 3e circonscription de Seine-et-Marne, un représentant du Front national, Gregory Prost.

M. Carassus mène une campagne marathon : au premier tour il a réuni sur son nom 27,24 % des suffrages exprimés, le candidat communiste José Ruiz, 13,05 % et celui de Lutte ouvrière 2,69 %. Grégory Prost, lui, en a rassemblé 22,19 % et il bénéficie du soutien de deux candidats divers droite très proches de ses options politiques, Michel Martinez (2,06 % au premier tour) et Williams Mallol (1,44 %).

Aucun des deux candidats encore en lice ne peut gagner sans la mobilisation d'abstentionnistes, très nombreux (63,27 %), du premier tour ou le soutien d'électeurs des candidats de droite. Après s'être entredéchirés, Richard Brun, conseiller général, candidat officiel de l'UDF et du RPR et Patrick Septiers, divers droite, maire de Moret-sur-Loing, ont recueilli 15,82 % et 15,51 % des voix.

« UN DÉSAVEU »

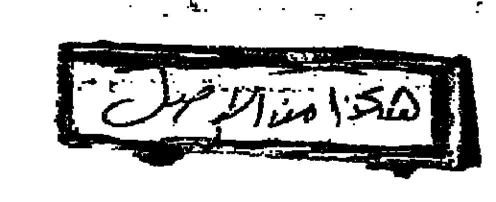
Le RPR, par la voix de son secrétaire général Jean-François Mancel (*le Monde* du 6 décembre), a fait savoir, dès dimanche, qu'il refusait de choisir entre « *le candidat du parti qui a mis la France à genoux et celui d'une formation dont le leader et les valeurs sont opposés aux idéaux du gaullisme* ». Position aussitôt tempérée par Yves Jego, maire RPR de Monterau qui « *souhaite que le député (...) élu (...) soit un réel défenseur des valeurs républicaines* ».

Côté UDF, abondant dans le sens de M. Mancel, Pascal Clément, le secrétaire général du PR, a affirmé qu'« *appeler à voter PS* » aurait pour « *conséquence de donner dix points de plus* [au] *FN* ». Mais le président de l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing, a demandé jeudi sur France-Inter aux électeurs de l'UDF de « *ne voter que pour des candidats qui partagent leur système de valeurs* ». Philippe Douste-Blazy, secrétaire général de Force démocrate (ex-CDS) avait, lui, déclaré mardi qu'il fallait « *tout faire pour arrêter le candidat du Front national* », opinion déjà exprimée par Jean-Jacques Hyest (UDF-FD) représentant départemental de l'UDF, député sortant de la circonscription, et Richard Brun. Patrick Septiers, candidat malchanceux à l'investiture UDF-RPR, a, quant à lui, expliqué qu'il faisait confiance aux électeurs « *pour choisir un député qui saura les représenter dignement à l'Assemblée* » en précisant qu'il « *ne votera pas pour le Front national* ».

La position de M. Mancel a provoqué un certain nombre de réactions. Serge Klarsfeld, président de l'association des fils et filles des déportés juifs de France, lui a écrit pour lui signaler qu'il s'agissait « *d'un désaveu* » de l'action de M. Chirac, quand il était président du RPR. Dans une lettre ouverte à Alain Juppé, Michel Suchod, secrétaire général du MDC, qualifie de « *scandaleuse* », « *l'attitude du secrétaire général du RPR* », alors que M. Chevènement et M. Jospin ont clairement demandé, mardi soir, lors d'un meeting commun à Melun (auquel assistait le candidat du PCF) de « *ne pas s'abstenir* » et de « *voter contre le candidat du Front national* » dans la 4e circonscription de Seine-et-Marne, où c'est un RPR, Christian Jacob, affrontera dimanche le candidat du FN, Jacques Gérard.

Tant de confusion réjouit le M. Prost qui, du coup, dans ses tracts appelle tout simplement « *les électeurs FN, RPR, UDF, divers droite* » à s'unir « *contre le socialisme corrompu* ». Mercredi matin, il a assisté en compagnie de Jacques Gérard à une conférence de presse organisée par Jean-Marie Le Pen au siège du FN à Saint-Cloud. Le président du FN s'est félicité de la position de M. Mancel, tout en demandant aux électeurs du Front de s'abstenir lors des législatives partielles de dimanche, dans les circonscriptions où le FN n'est pas présent. Exception : Lannemezan (Hautes pyrénée) où M. Le Pen, rancunier, a décidé de faire payer à Philippe Douste-Blazy ses déclarations de mardi et appelle à « *faire battre le candidat de la majorité* ».

Christiane Chombeau



Le Monde DES LIVRES

VENDREDI 8 DÉCEMBRE 1995

SPÉCIAL LIVRES D'ART

Les inconnus de l'Himalaya

Aucun ouvrage ne s'était intéressé jusqu'ici aux masques des tribus himalayennes. L'écrivain Marc Petit, qui les collectionne, a tenté l'expérience. Et composé un livre exemplaire.

A MASQUE DÉCOUVERT
Regards sur l'art primitif de l'Himalaya
de Marc Petit.
Stock/Aldines, 288 p., 750 F.

Marc Petit n'est pas ethnologue. Il n'est pas davantage conservateur de musée, ni directeur de laboratoire, ni anthropologue. Il est traducteur et romancier – romancier français –, quoiqu'il n'aime guère à se l'entendre dire. Un malaise le prend, écrit-il, à l'idée *« de voir* [son] *nom s'aligner à côté de tant de solennelles futilités »*, ses confrères. N'étant donc rien qu'un écrivain – autrement dit, fort peu de chose dans la société contemporaine –, il a été pris par une nécessité inattendue, et même passablement bizarre, celle de faire œuvre d'ethnologue.

Ladite nécessité est née il y a quinze ans, le jour où il a vu pour la première fois un masque venu de l'Himalaya et s'est pris de passion pour lui. Il a commencé alors à collectionner ces masques. Il s'est rendu plusieurs fois au Népal, dans les régions où ils étaient fabriqués et employés. Dès ce moment, il s'était aperçu qu'ils n'intéressaient aucun spécialiste, qu'aucun ouvrage savant ne leur avait été encore consacré, que, donc, ils n'existaient pas dans les classifications et les histoires des arts d'Asie (1). De provenance mal connue, de styles variés, de matériaux disparates, ils échappaient à toute typologie et nul ne s'était demandé à quoi ils pouvaient servir et de quel registre ils relevaient, sacré ou profane.

De cette absence, Marc Petit a vu quel parti tirer. L'occasion était miraculeuse. A la fin du XX[e] siècle, il lui était donné d'entreprendre ce que des générations d'explorateurs et d'ethnologues ont lentement accompli en Afrique et en Océanie : inventorier et interpréter un art jusqu'alors ignoré. Son livre est d'abord cela, un inventaire, une tentative d'analyse. Mais l'inventaire ne peut être que partiel dans la mesure où la récolte dépend de cent facteurs circonstanciels, de la circulation des objets dans une région très vaste et très morcelée, de la curiosité et de l'adresse des antiquaires – tibétains le plus souvent – de Katmandou et des hasards du commerce en Occident. Aspirer à l'exhaustivité serait chimérique.

Dresser des typologies, construire des tableaux, dessiner des filiations ne serait pas moins aventureux. Pour s'y risquer avec quelque espoir de succès, il faudrait au moins que la provenance du masque soit connue avec précision. D'ordinaire, il n'en est rien et Marc Petit en est réduit à esquisser des règles parfaitement empiriques, du genre de celle-ci : *« Pour s'assurer que la patine est bien montagnarde, sentir le masque. S'il sent le feu de bois, c'est qu'il n'est pas de la plaine. Si la patine est trop polie pour être honnête, colle aux doigts ou s'écaille, le masque pourrait bien être un faux »* (parce qu'en plus, il y a des faux). La dureté et la densité du bois peuvent tenir lieu d'indices, les bois légers provenant plutôt de la plaine, les bois lourds de la montagne. Mais *« un masque lourd ou mi-lourd à patine naturelle peut, quant à lui, venir de l'une ou l'autre zone. »* Voilà qui ne simplifie pas la question. Néanmoins, il se dégage de tant d'incertitudes un théorème : *« Du sud au nord, le bois tend à devenir plus dense et la patine plus noire. »*

Deuxième axiome : *« Du nord au sud, il y a de moins en moins de bouddhistes et de plus en plus d'hindous. »* Cela autorise des tentatives d'interprétation religieuse, étant entendu que bouddhisme et hindouisme se présentent en d'infinies variations et que, par ailleurs, ces nuances se mêlent aux innombrables formes de chamanisme et de cultes locaux des forces naturelles qui demeurent dans cette partie de l'Asie. Autant dire que l'analyste le plus méthodique doit faire preuve de prudence, s'interdire absolument tout esprit de système et avouer les limites de son savoir chaque fois qu'il est tenté de s'engager dans le jeu entêtant des hypothèses, des parallèles et des généalogies. Pour achever de désespérer le lecteur, Petit ajoute du reste un dernier point fondamental : *« Plus on s'éloigne du centre, moins on dispose d'informations. »*

Or non seulement le lecteur ne se désespère pas, mais il s'obstine à suivre ce guide sceptique dans ses pérégrinations chez les Tamangs et les Gurungs, chez les Magars des collines népalaises et les Mompas qui vivent à la frontière de la Chine et de l'Etat indien d'Arunachal Pradesh. Mieux même : il le suit avec d'autant plus de plaisir que le guide est plus sceptique, la contrée plus mystérieuse, les repères plus évanescents. Par plaisir d'exotisme ? Sans doute. Par goût de la découverte ? Evidemment. Le nouveau, quand il vient du fond de l'inconnu, a des charmes irrésistibles lorsqu'il surgit dans une société qui se croit d'autant plus moderne qu'elle récapitule, résume et code plus vite des quantités vertigineuses de connaissances. Quand, sur les autoroutes de l'information, glissent à grande vitesse des navettes fantômes, se heurter à quelque chose de radicalement autre, à des objets non encore changés en images immédiatement identifiables, fait du bien. La surprise lave l'œil et bloque la mémoire.

Or cette nouveauté Marc Petit la respecte. Par principe, il se défie des coutumes de la pensée ethnographique. Tout classement lui est odieux, particulièrement ceux qui procèdent par regroupements forcés et dit *« les »* Tamangs ou *« les »* Gurungs. Pourquoi, dans ce cas, ne pas définir un Giacometti comme *« œuvre de Suisses italiens du XX[e] siècle (région de Stampa) »*, se demande l'auteur, dénonçant la propension qui incite la science occidentale à dénier au sculpteur « primitif », cet être mythique, la dignité de sujet créateur. Il ne serait que l'émanation d'un groupe, d'une ethnie, d'une région. Il n'existerait qu'en qualité de type. Quiconque a regardé un peu longtemps des statues et des masques, qu'ils proviennent des contrées himalayennes ou africaines, sait la pauvreté de ce schématisme et combien chaque œuvre, pour peu qu'elle soit de qualité, a sa singularité irréductible. C'est pourquoi Petit a raison d'user de qualificatifs non scientifiques tels que « comique », « satirique », « bourru » et « bouffon ». Son livre développe ainsi, par allusions, une critique de la raison ethnologique.

Il faut, en effet, regarder et prendre en main chaque masque, l'un après l'autre. Il faut le décrire, exercice de style décisif. Il faut savoir observer par exemple, que *« la construction synthétique du visage par plans recoupés ne tolère pas la moindre hésitation : ici, chaque geste est fatal. »* Fatal est le mot juste. Précision de l'œil et précision de la langue vont de pair.

Au lecteur de tenter l'expérience : les images sont assez grandes et nettes pour qu'il puisse répéter l'exercice masque après masque, jusqu'à ressentir la jubilation de celui qui a taillé telle figure mi-homme *mi-grenouille*, vaguement apparentée aux diableries bouddhiques. Une autre a été confectionnée avec une carapace de tortue découpée et ornée d'un nez en corne. Archimboldo ? Une autre encore a été découpée dans une vieille tôle, sur laquelle sont collés bouts de tissus et mèches de crin. Picasso ? Un troisième, badigeonné de blanc et de rose, ouvre des yeux triangulaires au-dessus d'une bouche terriblement dentée. Celui-ci ne ressemble qu'à lui-même, extravagant, parfait.

Philippe Dagen

(1) Notons cependant qu'une exposition de masques himalayens - dont ceux appartenant à Marc Petit - avait été présentée en 1989 à Paris, par François Pannier et Stéphane Mangin, à la galerie Le Toit du Monde. Un catalogue préfacé par Marc Petit avait accompagné cette manifestation.

Violences par-delà, violences en deçà

Comment l'œuvre de Las Casas, défenseur des Indiens d'Amérique, devint un enjeu dans la guerre des images opposant, au XVI[e] siècle, catholiques et protestants d'Europe

LA DESTRUCTION DES INDES
de Bartolomé de Las Casas.
Traduction de Jacques de Miggrode,
gravures de Théodore de Bry,
introduction historique d'Alain Milhou,
établissement du texte et analyse iconographique de Jean-Paul Duviols,
éd. Chandeigne (10, rue Tournefort, 75005 Paris)
222 p., 140 F.

THÉÂTRE DES CRUAUTÉS DES HÉRÉTIQUES DE NOTRE TEMPS
de Richard Verstegan.
Texte établi, présenté et annoté par Frank Lestringant,
éd. Chandeigne, 208 p., 140 F.

Dans leur très originale et très soignée collection « Magellane », les éditions Chandeigne publient deux livres qu'il faut lire ensemble. Ce qui les unit est l'exhibition d'une violence effroyable, que n'arrêtent ni la loi de Dieu ni la pitié des hommes. En 1579, à Anvers, le protestant flamand Jacques de Miggrode donne, sous le titre *Tyrannies et cruautés des Espagnols perpétrées ès Indes occidentales, qu'on dit le Nouveau Monde*, une traduction en français de la *Brevisima relacion de la destruicion de las Indias* publiée à Séville vingt-sept ans plus tôt par le dominicain Las Casas. Comme le montre Alain Milhou dans une pénétrante analyse, l'oeuvre de Las Casas, rédigée dès 1542, doit se comprendre à la lumière d'une triple crise de la colonisation espagnole. La première est la *« crise de la conquête armée »*.

Après la soumission du Mexique (1521) et du Pérou (1537), les Espagnols ne rencontrent plus sur leur chemin des empires constitués, où leur autorité pouvait se substituer à celle des souverains antérieurs, mais ont affaire désormais à des sociétés nomades sans Etat qui exigent une autre forme de colonisation : celle des fronts pionniers. Vient ensuite l'amplification d'une véritable *« crise de la conscience espagnole »* devant les atrocités des conquistadores qui éloignent les victimes du salut promis par la vraie foi et vouent leurs auteurs à un châtiment éternel. Dès 1511, à Santo Domingo, le dernier dimanche de l'Avent, le dominicain Antonio de Montesinos les avait mis en garde dans un sermon magnifique et terrible : *« Je suis la voix du Christ qui crie dans le désert de cette île* (...). *Cette voix dit que vous êtes tous en état de péché mortel à cause de la cruauté et de la tyrannie dont vous usez à l'égard de ce peuple innocent* (...). *Ces Indiens, ne sont-ce pas des hommes ? N'ont-ils point une raison et une âme ? N'êtes-vous pas tenus de les aimer comme vous mêmes ?* (...) *Tenez-vous pour certain que dans l'état où vous vous trouvez vous ne pourrez pas plus vous sauver que les Maures et les Turcs qui refusent la foi de Jésus-Christ. »* Après Montesinos, nombreux sont ceux qui font écho en Espagne à cette dénonciation qui lie la malédiction des vaincus, privés de Dieu, et la damnation des vainqueurs, infidèles à ses commandements.

Une troisième crise est celle qui fissure les légitimations classiques de la souveraineté espagnole sur le Nouveau Monde. A la doctrine qui la fondait sur la transmission aux rois du Portugal et d'Espagne de la *potestas* universelle que le pape avait reçue du Christ, les théologiens de l'université de Salamanque ont opposé la philosophie thomiste du droit naturel. Celle-ci reconnaissait la légitime souveraineté des princes indigènes et exigeait, en conséquence, que celle des conquérants soit fondée sur de *« justes titres »* – par exemple, pour Francisco de Vitoria, la violation par les princes indiens de la liberté de leurs sujets ou les empêchements mis à l'oeuvre d'évangélisation.

Chez Las Casas, ces thèmes prennent un sens prophétique et apocalyptique. En détruisant les Indiens par le travail forcé, les tributs excessifs et les massacres – Las Casas avance le chiffre de quinze millions de morts dans les quarante années de la conquête, ce qui n'est pas éloigné des estimations actuelles qui, il est vrai, imputent surtout aux épidémies un si considérable dépeuplement –, en leur infligeant les plus terribles supplices, les Espagnols ont gravement offensé Dieu. Sa colère fait que meurent, par l'eau et le feu, dans des naufrages et des incendies dont Las Casas tient une minutieuse chronique, ceux qui en ont usé contre leurs victimes, brûlées ou noyées vives. Mais la vengeance du Tout-Puissant sera plus terrible encore : la destruction des Indes annonce celle, prochaine, de l'Espagne elle-même.

Roger Chartier

Lire la suite pages X et XI

Portrait de civilisation

Du culte funéraire au culte impériale, Robert Turcan analyse d'œuvre en œuvre l'art romain. Un cheminement où chaque détail compte

L'ART ROMAIN DANS L'HISTOIRE
de Robert Turcan.
Flammarion,
416 p., 500 ill.,
495 F jusqu'au 31 janvier,
595 F ensuite.

Que nous soyons encore profondément marqués par la civilisation gréco-romaine, il suffit d'ouvrir le beau livre de Robert Turcan pour en être persuadé. Là, défilent les œuvres les plus achevées du monde romain, et chacune d'entre elles nous relie à une période différente de notre art d'Occident, comme si l'art antique portait en lui des affinités électives que seule la postérité pouvait goûter. Dédier un livre à l'art romain a quelque chose de provoquant. Les Romains eux-mêmes ne se sont-ils pas ingéniés à dénigrer leurs propres capacités artistiques et les modernes n'ont-ils jamais vu autre chose dans les œuvres romaines que l'imitation des modèles grecs ? Turcan s'inscrit en faux contre cet héritage, mais à sa manière, sans pétition de principe.

C'est par des visages surpris dans le marbre que l'art romain s'impose au Ier siècle avant notre ère. Son histoire commence par le culte rendu aux ancêtres sous la forme d'*imagines* : empreintes de cires modelées sur la figure des défunts conservées pieusement. Ainsi les Romains entrent-ils dans l'art par le culte funéraire, mais de façon singulière, en se distinguant complètement du modèle grec. Avec le travail du marbre, ils privilégient le rendu des personnalités : le patricien de la statue Barberini qui tient dans ses mains deux portraits de ses ancêtres paraît presque moins expressif que ceux-ci et le visage marqué, couturé, raviné d'un buste en dit plus sur son propriétaire que le plus fidèle des moulages ou la plus anthropométrique des photographies.

La peinture, quant à elle, surgit de la volonté des généraux vainqueurs de garder trace de leurs exploits et de permettre au peuple d'admirer leurs triomphes. Ces créations de la propagande militaire ne nous sont pas parvenues, mais Turcan en retrouve la trace dans une peinture de l'Esquilin au IIIe siècle av. JC. Peinture et reliefs sont ainsi les instruments d'un art militaire et civique. Mais bien vite les sévères coutumes romaines sont battues en brèche par l'influence grecque.

Alors, dans les somptueuses maisons des sénateurs de la fin de la République s'impose un art pictural qui fait appel aux raffinements des couleurs, aux subtilités des points de fuite, aux mille formes d'un décor illusionniste qui peint les aventures des immortels, les perspectives infinies des rivages marins et l'enchantement des fêtes champêtres.

La peinture des maisons est un art de vivre mais aussi, à partir d'Auguste, un art de cour. A la fin des guerres civiles s'impose le pouvoir de l'*imperator*, à la fois élu des dieux, chef de guerre et administrateur du politique. Cette prise en main du pouvoir par un seul homme destiné à devenir un dieu est appuyée par une propagande d'un nouveau type, une prodigieuse utilisation du « pouvoir des images ». Les images, ce sont d'abord celles de l'empereur ; ses portraits doivent exprimer la vertu, la supériorité, le génie, et dans le même temps être identifiables : Auguste s'impose par l'acuité de son regard sur le bronze du British Museum en provenance de Méroé, par la majesté de son port sur la statue en marbre de Prima Porta au Vatican. L'image de l'empereur présente dans les temples et sur les monuments publics s'inscrit sur les monnaies, elle est complétée par les monuments érigés par le souverain ou qui lui sont dédiés. César avait déjà entrepris d'embellir et de reconstruire Rome ; Auguste reprend à son compte cette politique de grands travaux. Le pouvoir s'exprime autant par le respect du passé que par la révérence aux dieux, dans les compositions multiples et ambitieuses *de l'autel de la paix (ara pacis)* qui est à lui seul comme un condensé artistique du nouveau pouvoir.

De Tibère à Nerva et bientôt à Trajan, Turcan nous guide à travers les multiples créations de l'art impérial, à travers l'édification de Rome devenue bien plus qu'une capitale impériale, une capitale du monde. On peut regretter à ce propos le parti de l'auteur de n'avoir eu recours à aucun document cartographique ou plan. Les descriptions subtiles des grands monuments sont difficiles à suivre à qui n'aurait pas en main guide et plans. Il faut l'accepter. Turcan est plus un iconographe qu'un topographe. Son cheminement est un parcours intérieur, une analyse d'œuvre en œuvre dont la somme aboutit à un portrait de civilisation où chaque détail compte. Ainsi de son analyse de la colonne Trajane, immense hymne hélicoïdal à la grandeur de Rome. L'éclairage des photos de Dagli Orti contribue à faire pénétrer dans l'intimité d'œuvres que le spectateur de l'antiquité ne pouvait qu'effleurer du regard.

Les pages dédiées à la Villa d'Hadrien sont un autre morceau de bravoure du livre. Ici tout concourt à la réalisation esthétique. Ce qui frappe, c'est la diversité. L'auteur rappelle cette définition du Prince donnée par *L'Epitomé* : *varius, multiplex, multiformis*, et l'applique à son chef-d'œuvre architectural : la Villa, avec ses théâtres grec et romain, ses imitations des plus célèbres monuments de la Grèce, ses influences égyptiennes est bien le reflet d'une conception de l'art aux dimensions de la terre habitée.

Alain Schnapp

Visages de l'au-delà

PORTRAITS DU FAYOUM
d'Euphrosyne Doxiadis.
Traduit de l'anglais
par D. Collins,
Gallimard, 248 p., 274 ill.,
480 F jusqu'au 31 décembre,
550 F ensuite.

Dans la profusion des beaux livres archéologiques, il en est de plus inattendus que d'autres. Celui d'Euphrosyne Doxiadis, *Portraits du Fayoum*, est à cet égard l'un des plus originaux et, sans doute, l'un des plus spectaculaires de l'année. Il rassemble la grande majorité des portraits retrouvés en Egypte sur les momies d'époque romaine. Sur bois ou sur linceuls de lin, protégés des outrages du temps par l'exceptionnelle sécheresse du climat, ils furent pour la plupart découverts à partir de la fin du siècle dernier, par les premiers archéologues aussi bien que par les pilleurs de tombes. Mais dispersés dans le monde entier, parfois tenus pour des faux en raison de leur remarquable fraîcheur, il était impossible de s'en faire une idée d'ensemble avant le catalogue réalisé par Klaus Parlasca en 1969. S'ajoute à ces difficultés le cloisonnement des sciences de l'antiquité, qui a eu du mal à prendre en compte l'hétérogénéité temporelle et culturelle de l'ensemble : où classer une peinture grecque, dans la manière du peintre Apelle, mais d'époque impériale romaine – les premiers portraits sont réalisés sous le règne de Tibère au Ier siècle de notre ère – et destinée à embellir des momies de tradition égyptienne ?

Et pourtant, que de merveilles ! L'auteur, peintre elle-même, n'hésite pas, à juste titre, à comparer certains de ces portraits aux œuvres majeures de la peinture occidentale. Telle jeune femme à la carnation exquise, sensuelle et mélancolique, rappelle irrésistiblement la facture des maîtres vénitiens ; cette autre, dite « la Juive », datée du règne d'Hadrien, pourrait presque passer pour un Cézanne. D'autres analogies s'imposent encore, tant avec le siècle de Rembrandt qu'avec les impressionnistes ou les postimpressionnistes, mais l'essentiel est moins dans ces rapprochements que dans l'extraordinaire qualité de ce corpus où se mêlent le meilleur de la peinture grecque et cette motivation unique, propre à l'Egypte romaine, qui impose de donner à voir le visage du (ou de la) défunt(e).

Ces images sont aussi pour nous l'occasion d'une familiarité exceptionnelle avec toute une population surgie du néant. Comment rester insensible devant cette galerie de jeunes morts, saisie dans l'éternité du vivant ? Bien peu de vieillards sont figurés dans cette galerie de personnages pris sur le vif, mais ce n'est plus en fonction d'un idéal abstrait et intemporel de jeunesse comme dans l'art classique, mais sous l'effet d'une terrible mortalité. Souvent, d'ailleurs, des étiquettes accompagnent les momies, qui nous permettent de savoir à qui nous avons affaire, filiation, âge, occupations. Chaque portrait restitue une identité irréductible, une individualité rebelle à l'anonymat des corps, qui au-delà des siècles frappe de plein fouet comme la rencontre d'amis oubliés.

A. Sch.

★ **Signalons sur le même *sujet Al Fayum*, textes de Klaus Parlasca, J.-E. Léger et Rosario Pintandi, FMR, 172 p., 65 ill., 1 500 F.**

Cet art juif si longtemps nié

Gabrielle Sed-Rajna offre un vaste panorama d'une production dont on a contesté jusqu'au début du siècle qu'elle pût être spécifique

L'ART JUIF
de Gabrielle Sed-Rajna,
Ziva Amishai-Maisels,
Dominique Jarassé,
Rudolpf Klein, Ronny Reich.
Citadelles et Mazenod,
635 p., 1 180 F.

Ce livre n'est assurément pas le premier du genre, malgré l'exceptionnelle richesse de ses illustrations et la qualité des textes qui y renvoient. Et pourtant, l'expression « art juif », aujourd'hui encore, semble privée de l'évidence dont bénéficient celles d'« art byzantin », d'« art grec » ou d'« art chinois ». Admettre en effet l'existence d'un art juif spécifique, traversant les millénaires, rompt avec le discours longtemps dominant qui dénie à la civilisation juive toute capacité de produire un art authentique. Religion de la transcendance d'un peuple dispersé, le judaïsme n'aurait tout au plus à présenter que quelques enluminures ou des objets rituels dont le style emprunte, purement et simplement, à celui des sociétés au sein desquelles vécurent les diverses diasporas. En outre, les juifs s'étant souvent vu interdire la pratique de métiers considérés comme nobles, la plupart des ornements synagogaux ou des objets de culte furent fabriqués par des artisans chrétiens. De même, ce fut à des maçons phéniciens de Tyr que Salomon s'adressa pour bâtir le premier Temple.

Il est aisé de déceler, derrière le déni d'un art juif, la trace d'une tradition antisémite diffuse : celle qui assimile le juif à un « parasite » qui se nourrit de la substance des peuples-hôtes. Intellectualisé par Otto Weininger, au début de ce siècle, dans son tristement célèbre *Sexe et caractère*, le préjugé qui veut qu'aucun juif ne soit capable de faire une œuvre *sui generis*, a perduré jusqu'à notre temps. Ignobles ou simplement réductrices, ces conceptions ne résistent plus aux découvertes archéologiques du dernier siècle ni au développement de la muséographie. De ce point de vue, le livre édité par Citadelles et Mazenod est à replacer dans un mouvement de réhabilitation du corps et de la sensibilité dans la tradition juive. Pour Gabrielle Sed-Rajna, qui a dirigé la publication de *L'Art juif*, s'il y a disparité de styles aux différents moment de l'histoire juive, la continuité réside dans l'unité de la vision.

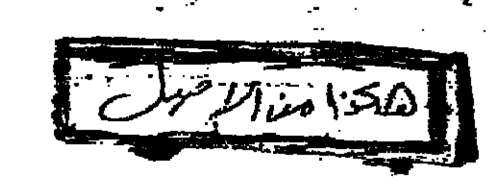
A l'appui de cette thèse, elle évoque les découvertes archéologiques au Moyen Orient en général et en Israël en particulier. Si les témoignages de l'époque du désert et du premier Temple (970-586 avant notre ère) demeurent essentiellement d'ordre littéraire, le foyer symbolique de la production artistique juive est d'ores et déjà présent : le tabernacle puis le sanctuaire. Etrangement, l'art juif connaît la monumentalité au début de son histoire, puis à la période hérodienne. C'est le confinement ultérieur dans les ghettos et les obstacles mis à l'épanouissement de la civilisation (en 545, l'empereur Justinien interdit la construction de synagogues) qui le transforme en art intime, intérieur, apparemment limité, au Moyen Age, à la calligraphie et à l'enluminure.

Gabrielle Sed-Rajna laisse aussi entrevoir qu'une crise iconoclaste, contemporaine de la conquête arabe, a pu à sa manière contribuer à tarir la source d'une création foisonnante. Les fresques de la synagogue de Doura-Europos, redécouverte en 1920 (sur l'actuel territoire syrien), datant du IIIe siècle et à laquelle un long passage du livre est judicieusement consacré, témoignent en tout cas de l'originalité d'un art pictural qui constitue également la première tentative d'illustration de scènes bibliques. Dans le même temps, l'exhumation des synagogues galiléennes de Beth Alpha et de Beth Shean, parsemées de mosaïques, montre que les artistes juifs n'ont pas hésité, en pleine période rabbinique, à aller au-delà du principe de non-représentation.

Ni les persécutions médiévales ni l'ère du ghetto n'ont favorisé *l'éclosion de l'art juif*, mais la continuité des thèmes et des expressions n'en est pas pour autant interrompue. Ce n'est néanmoins que dans l'Allemagne du XIXe siècle, avec le peintre Moritz Oppenheim, qu'apparaît, selon Ziva Amishai-Maisels, le premier artiste juif moderne au sens propre du terme. L'émancipation et l'ouverture provisoire de la société créent un appel d'air qui pousse les artistes à la conversion d'abord, puis à l'assimilation aux avant-gardes. L'expressionnisme *paraît ainsi avoir été au XXe siècle* un style particulièrement adapté à la traduction de la souffrance juive. Les grands centres est-européens qui ont poussé à l'autonomie culturelle juive ont disparu dans la Shoah, et la plupart des artistes israéliens s'expriment dans les langages artistiques internationaux. En cela sans doute la continuité d'un « art juif » est devenue incertaine. Mais n'y a-t-il pas aussi dans cette précarité une contrainte supplémentaire, propre à le faire exister ?

Nicolas Weill

★ **Signalons également de H. A. Meek, *La Synagogue*, éditions Phaidon, 240 p., 395 F.**



Le syndrome italien

Comme d'habitude, l'art de la péninsule a la faveur des éditeurs, qui privilégient les grands noms. Mais il peut être dangereux de s'attaquer à des œuvres considérables.

GIAMBATTISTA TIEPOLO
de Massimo Gemin
et Filippo Pedrocco.
Traduit de l'italien
par J.-Ph. Follet,
Mengès, 248 p., 142 ill., 290 F.

LA CHAPELLE SIXTINE
vol. III : le Jugement dernier
Textes de Pierluigi de Vecchi
et Gianluigi Colalucci.
Traduit de l'italien
par P. Alexandre,
Citadelles & Mazenod, 262 p.,
2900 F jusqu'au 31 décembre,
3400 F ensuite.

TINTORET
LA SCUOLA DE SAN ROCCO
Sous la direction
de Giandomenico Romanelli.
Traduit de l'italien
par F. Liffran,
Gallimard/Electa, 400 p., 238 ill.,
550 F jusqu'au 31 décembre,
650 F ensuite.

MASACCIO
de John Spike.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par C. Bonnafont,
éd. Liana Levi, 250 p., 490 F.

CARAVAGE
de Mina Gregori.
Traduit de l'italien
par O. Ménégaux,
Gallimard/Electa, 164 p., 215 ill.,
240 F jusqu'au 31 décembre,
280 F ensuite.

Comment ne pas se répéter ? Avec un entêtement qui décourage les protestations et défie l'analyse, l'édition française s'obstine à ignorer qu'il existe une peinture au nord des Alpes. Pour quelque mystérieuse raison – à moins que ce ne soit paresse intellectuelle –, elle publie chaque hiver, avec une régularité que rien ne trouble, un contingent de monographies consacrées à des peintres italiens. Pendant ce temps, Lucas de Leyde, Baldung Grien et les Cranach dorment paisiblement dans l'ignorance de nos concitoyens, ce peuple éclairé si casanier qu'il ne lui vient pas à l'idée de tourner les yeux dans une autre direction. Selon la saison, la domination italienne est absolue ou tempérée. Cette fois, elle est absolue, écrasante – et donc odieuse.

Encore enragerait-on moins si cette loi sans exception favorisait l'apparition d'ouvrages singuliers qui traiteraient d'artistes méconnus. Que l'on en juge : cette année, il faut honorer Caravage, Masaccio, Michel-Ange, Tiepolo et Tintoret, autant dire les réputations les mieux assises, les plus rayonnantes. Mais on chercherait en vain un livre consacré à Palma le Vieux, à Salvatore Rosa ou à Beccafumi. Pas assez publics, ils n'ont pas droit à un regard. Tout cela revient à dire que, non seulement, l'attention se borne à une nation mais encore que, de cette nation, elle ne retient que les noms les plus illustres, au mépris de la plus élémentaire curiosité. Décidément, notre temps est celui de l'anthologie express, du *best of*, du résumé qui appauvrit et schématise.


NTV/CITADELLE MAZENOD

Détail du « Jugement dernier », de Michel-Ange

TIEPOLO PÈRE

De cette production conventionnelle, deux ouvrages se détachent néanmoins, l'un par son sujet, l'autre par sa démesure et sa splendeur. Le premier a pour héros Giambattista Tiepolo, le premier des Tiepolo, le père de Giandomenico et de Lorenzo. Ce n'est pas que la monographie de Gemin et Pedrocco brille par l'éclat des idées ni par l'originalité de sa conception. Elle se présente sous la forme d'une biographie, qui découpe en chapitres la vie du peintre et son œuvre, de la formation aux ultimes années madrilènes, en passant par les ensembles décoratifs à Venise et à Wurtzbourg.

Ce n'est pas non plus que l'artiste soit beaucoup plus qu'un adroit scénographe. Quand il s'essaie au portrait, il manque d'acuité. Quand il figure des saints, il les fait tantôt méditatifs, les paupières baissées, tantôt extatiques, levant les yeux au ciel, et ne sait échapper à ces conventions. Ses allégories ont l'apparence, point désagréable au demeurant, de belles personnes d'une trentaine d'années, plutôt plantureuses. Elles ont le profil grec, le sein conique et des lèvres purpurines qui appellent le baiser. Comme des draperies soyeuses et luisantes les environnent, comme des anges aux ailes de libellule et des pages admirablement beaux les escortent, comme elles s'agenouillent et s'envolent avec élégance, leurs apparitions laissent charmé. Il n'y a guère de sens dans ces images, mais infiniment d'habileté. Les fresques pour la résidence des princes-évêques de Wurtzbourg marquent l'apogée de cet art de costumier et de maître de ballet. Qu'un livre sérieusement savant et bien illustré rappelle ce moment de grâce alors que, jusqu'ici, il n'existait rien de comparable sur le premier des Tiepolo en français, on ne saurait s'en plaindre.

Les mêmes qualités – précision des données, beauté des clichés – triomphent dans le somptueux et ruineux album qu'a suscité la restauration du *Jugement Dernier* de Michel-Ange. Les reproductions, de grand format, invitent à reprendre l'analyse de la fresque, que ce soit pour étudier le rythme et la manière de peindre de celui qui, en une journée, exécute un nu monumental ou une tête admirable, ou pour découvrir, nettoyée, enfin lisible, la partie basse du mur. Parmi les ressuscités aux muscles encore gourds, à la peau comme décolorée, se dressent des squelettes et des spectres que l'on croirait des Füssli et des Goya plutôt que des Michel-Ange. Dans l'enfer, se désespèrent des damnés que l'on croirait dessinés par Blake. Les démons qui les tourmentent et se moquent d'eux, en dépit de leurs attributs animaux, sont évidemment des hommes – et les allégories de la haine, de l'envie et de la bassesse les plus convaincantes qui aient jamais été peintes.

Le commentaire qui se glisse entre les planches a le bon goût d'éviter la grandiloquence et l'esprit de rappeler les passages de la Bible et les événements contemporains que Michel-Ange a fondus dans une inspiration unique et irrésistible. Ainsi, composé dans l'ordre simple d'une descente le long de la paroi, l'ouvrage remplit son projet : il donne magnifiquement à voir, c'est-à-dire à penser.

Par comparaison, *La Scuola Grande di San Rocco* ne peut susciter une satisfaction sans réticence. Non point en raison du peintre, car les toiles que Tintoret a déployées là, entre 1564 et 1588, pourraient passer pour la réplique du Vénitien au Florentin. Si différents soient les styles – multiplication des œuvres contre composition monumentale, clair-obscur tragique contre clarté froide –, la hauteur de conception est égale, également poétique et philosophique. L'un et l'autre ont aspiré à un but d'une inhumaine ambition, tout dire de l'homme, de ses passions, de ses folies et de son histoire par le moyen de la peinture. L'un et l'autre, pour y parvenir, ont transgressé conventions et habitudes. Les cavaliers phosphorescents du Tintoret ne sont pas moins extravagants et nécessaires que les fantômes transparents de Michel-Ange.

DÉCOUPAGES

Par malheur, le format du livre et les découpages en carré rendent mal justice au génie du Tintoret, qui ne gagne rien à se trouver de la sorte tronçonné, désarticulé et réduit à une suite de détails, lesquels ne sont pas du reste nécessairement ceux dont la reproduction paraît la plus utile. Ce traitement est particulièrement cruel quand il s'applique à la prodigieuse *Crucifixion*. Il convient cependant d'observer que l'introduction historique est plus fournie qu'elle ne l'était dans les premiers volumes de la collection.

Deux monographies encore pour finir. L'adjectif « honnête » suffit pour le *Masaccio* de John Spike. L'auteur a compilé les travaux de ses prédécesseurs avec application et il résume les incertitudes qui naissent de tant de lectures contradictoires. De l'originalité, des points de vue singuliers et novateurs, il ne faut pas en attendre de lui, mais une vertigineuse quantité de citations, telle qu'il n'avance rien qui n'ait été imprimé avant lui. Le livre s'achève sur un essai de catalogue de l'œuvre complet.

Il en va de même du *Caravage* de Mina Gregori, mais – mauvais signe – il n'est pas commenté et ne retrace même pas l'histoire des toiles. Tout le livre trahit la même hâte. Il s'ouvre sur un court essai, prétentieusement intitulé « Préliminaires à une lecture nouvelle du Caravage », lequel essai n'apporte rien de nouveau, se bornant à la énième biographie du maître de Saint-Louis des Français. Quant au « *point sur les recherches actuelles* » annoncé, il ignore les travaux de Christiansen, ce qui s'est écrit de plus incisif sur le peintre depuis une dizaine d'années. Autant dire la chose nettement : ce *Caravage* est l'archétype de l'album mal fait et inutile.

Ph. D.

Parfaite Renaissance

LA RENAISSANCE ITALIENNE
Sous la direction
de Rolf Toman.
Ed. de la Martinière, 464 p.,
350 F jusqu'au 31 décembre,
395 F ensuite.

La Renaissance italienne, sous presque toutes les coutures : architecture, peinture, sculpture et dessin, et dans un cadre chronologique original, puisque le livre débute avec l'architecture du bas Moyen Age. L'ensemble est une réussite. Les étudiants malheureux qui tentaient de comprendre quelque chose au cycle de fresques de la chapelle Brancacci, à Florence, vont avoir des motifs d'espérer. L'éditeur, compréhensif, leur a fait un petit dessin, qui vaut mieux qu'un long discours, schématisant la répartition des œuvres dues à Masaccio, Masolino ou Lippi. De ces schémas, le livre abonde, toujours fort à propos.

L'illustration est soignée : on voit trop souvent la *Trinité* de Masaccio mutilée par des maquettistes incultes pour ne pas être agréablement surpris de la trouver reproduite dans son intégralité.

Toute l'iconographie favorise la compréhension du sujet. Ainsi de la Sixtine : une photographie en montre l'ensemble, *Jugement dernier* compris, avant sa restauration. Deux autres comparent la *Sibylle de Libye*, avant et après. Une triple page reproduit le plafond après nettoyage. Un plan en décrit, scène par scène, l'iconographie.

Le texte est didactique, sérieux, réfléchi. Les annexes, généalogie des Médicis, ou des Sforza, ordre de succession des papes ou des doges, seront bien utiles. Il y a même un glossaire des termes techniques. Un seul reproche : sept des huit auteurs sont allemands, et leur bibliographie aussi ; il n'est peut-être pas nécessaire, par exemple, de se référer à l'édition munichoise de l'*Art italien* d'André Chastel... Panofsky aussi a été traduit. Comme Cennino Cennini. Et il est dommage de négliger complètement les travaux de Daniel Arasse.

Ha. B.

Venise impitoyable

L'ATELIER BELLINI
de Jean Paris.
Editions de La Lagune, 396 p.,
258 ill.,
680 F jusqu'au 31 décembre,
780 F, ensuite.

La scène se passe à Venise. Mais ce n'est pas la Sérénissime, c'est « Dallas » revu par Freud, sur fond d'intrigues et de capitalisme sauvage.

Puisqu'on est en Italie, il y a le « *parrain* », Gentile da Fabriano, et la famille : Jacopo (1400 ?-1471), le papa, et ses fils, Gentile (1429 ?-1507), le préféré, et Giovanni (1430 ?-1516), le « *mal aimé* ». Il y a aussi le gendre : papa Jacopo a marié sa fille au très brillant Andrea Mantegna (1430 ?-1506), pour embêter un concurrent, Squarcione, l'ancien maître de Mantegna. Le tout est filmé par Gentile Bellini, que l'on nous décrit circulant avec sa caméra sur l'épaule dans les rues de Venise.

L'épisode suivant montre la rivalité constante entre le fils « *mal aimé* », Giovanni, et le gendre trop doué, Andrea. Passent des personnages plus ou moins secondaires : le révolutionnaire Antonello de Messine (1430 ?-1479) et son usage de la peinture à l'huile qu'adoptèrent les Vénitiens ; et, en *guest stars*, Lorenzo Lotto, Carpaccio, Giorgione, Titien.

Comme dans tous les bons feuilletons américains (l'auteur enseigne à Baltimore), il y a également un gros complexe, bien freudien : Mme Bellini mère n'aimait pas son petit dernier. Celui-ci en souffre qui se peint dans de nombreuses versions de *La Vierge à l'enfant* sous les traits du Christ. Les Christ de Giovanni sucent leur pouce, boudent, font des colères, implorant en vain l'attention de leur maman. Ainsi s'explique, selon Jean Paris, la surprenante connaissance qu'a l'artiste des comportements enfantins. Un naïf pourrait suggérer que, peut-être, à Venise, il arrivait aux peintres de côtoyer des bambins.

Un économiste, lui, écrirait un tel livre en négligeant totalement les aspects psychologiques de son sujet pour ne retenir, dans les rapports de Giovanni Bellini et d'Andrea Mantegna, qu'une féroce compétition commerciale.

Il ne verrait pas non plus, comme Jean Paris, un « *schéma névrotique* » dans les incessants voyages de Lorenzo Lotto, mais la triviale recherche de nouveaux marchés.

Un historien d'art, lui... Mais ces gens ont-ils un quelconque intérêt aujourd'hui ?

Ha. B.

Et aussi

▶ **GEORGES PAPAZOFF**, de Gaston Diehl, Cercle d'art, 210 p., 390 F.

Papazoff, qui naquit en Bulgarie en 1894 et mourut en 1972, eut une vie follement pleine, du spartakisme à Munich en 1918 à l'amitié de Kokoschka à Berlin, de l'arrivée à Paris en 1924 à l'amitié de Derain et aux premières expositions. Son œuvre a de quoi déconcerter, issue de l'expressionnisme, frôlant le surréalisme, côtoyant Ernst et Miro, allant dans toutes les directions possibles avec des réussites inégales. La monographie de Gaston Diehl rend justice à ce vagabond infatigable.

▶ **GUSTAVE MOREAU**, de Pierre-Louis Mathieu, Flammarion, 310 pages, 300 ill., 595 francs.

Il manquait une biographie de Gustave Moreau. Pierre-Louis Mathieu, qui a consacré l'essentiel de ses travaux au symboliste, l'a écrite. Elle est admirablement détaillée, riche d'une profusion d'informations et de remarques pertinentes. Quand bien même le lecteur n'aurait que peu de goût pour les afféteries allégoriques et les allusions cryptées au troisième degré, il y a grand profit à consulter ce livre, dont ne sont pas absents les contemporains de Moreau, peintres, écrivains et critiques. Très instructives sont aussi les pages consacrées à la méthode de Moreau, qui associe modèles vivants, photographies, dessins et études aquarellées.

▶ **L'ART RELIGIEUX DE LA FIN DU MOYEN AGE EN FRANCE**, d'Emile Mâle, Armand Colin, 584 p., 265 ill., 290 F.

L'édition originale date de 1908. Pour autant, cette histoire essentiellement iconographique demeure fort utile. Sans doute le style est-il par endroits passablement désuet, mais classements et filiations apparaissent avec toute la clarté nécessaire. Avoir réédité ce vénérable traité est donc une bonne action. Avoir fait en sorte que ce reprint ne soit pas d'un prix trop élevé en est une meilleure encore.

Dans le tourbillon des siècles

Pari difficile que d'écrire l'histoire synthétique de périodes follement riches et contradictoires André Chastel et Werner Hofmann s'y sont pourtant essayés. Avec un inégal succès

L'ART FRANCAIS
Tome 3 : Ancien Régime
1620-1775
d'André Chastel.
Flammarion, 400 p., 450 ill.,
495 F jusqu'au 31 janvier,
595 F ensuite.

UNE ÉPOQUE EN RUPTURE
1750-1830
de Werner Hofmann.
Traduit de l'allemand
par M. Couffon,
Gallimard, coll. « L'univers des formes », 720 p., 563 ill.,
690 F jusqu'au 31 décembre,
790 F ensuite.

Longtemps, le grand tableau narratif ou allégorique a passé pour le genre pictural le plus digne, celui auquel devaient tendre les efforts de tout artiste ambitieux. Qu'il y eût de nombreuses figures dans une composition complexe et cependant fortement expressive, que l'espace et l'action fussent mis en scène, ces exigences ont été tenues pour capitales trois siècles durant et jusqu'au premiers tiers du XIX[e] siècle. Cette tradition s'est maintenue de Titien et Michel-Ange jusqu'à David et Delacroix.

Toujours, le grand essai encyclopédique et synthétique passe pour l'exercice suprême en histoire de l'art, celui auquel doivent tendre les travaux de tout savant d'importance. Que voisinent de nombreux artistes et des œuvres nombreuses dans une construction subtile et cependant fortement ordonnée, que l'espace et le temps soient mis en scène, ces devoirs sont tenus pour capitaux depuis les premiers traités d'il y a un siècle jusqu'à aujourd'hui. Cette tradition s'est développée de Wölfflin et Mâle jusqu'à Chastel et Hofmann.

Ce parallèle ne veut suggérer aucune ressemblance, encore moins des égalités. Il n'est là qu'afin d'avancer, à titre d'hypothèse, que la peinture d'histoire a exercé une influence sensible sur l'histoire de la peinture. Qu'elles ont hiérachies et idéaux communs et que l'histoire de la peinture continue à penser possible la synthèse monumentale alors que la peinture d'histoire n'a plus cours – ou sous des formes autres, fragmentaires, détournées. « *Poussin, qui voulait être "lu" avec attention (c'est le terme dont il usa dans une lettre de 1639), réussit à entrainer le spectateur dans un itinéraire visuel et mental qui se referme doucement sur lui-même* », écrivait André Chastel. La phrase pourrait passer pour indirectement autobiographique.

« RÉVOLUTION »

Soit donc le troisième tome de son *Art français*, celui de Louis XIV et de Louis XV, celui de Vaux, de Versailles et de Trianon, celui de Champaigne et de Le Sueur, de Watteau et de Boucher. Soit encore un volume de Werner Hofmann consacré au néoclassicisme et aux romantismes, au temps de Robespierre et de Charles X, au temps des fêtes de la Raison et des grandes batailles, au temps de Géricault et de Füssli, de Friedrich et de Turner. Ces énumérations suffisent à indiquer l'abondance de la matière et quelle foule de monuments et d'œuvres ces ouvrages s'imposent de rassembler. Leurs auteurs font preuve d'un savoir immense, d'une curiosité incessante, d'un appétit insatiable de faits. Mais Chastel a la sagesse de respecter la règle classique de l'unité de lieu, quand Hofmann ne craint pas d'embrasser plusieurs nations et huit décennies parmi les plus tourmentées de l'histoire.

Autre différence de méthode : Chastel, conscient de la difficulté, procède empiriquement, sans céder à l'ivresse des systèmes généraux, sans immoler nuances et étrangetés sur l'autel du concept unificateur. Hofmann n'a pas cette prudence. S'étant taillé un territoire très vaste, il a cherché quelque principe unificateur. Ayant donné pour titre à sa somme *Une époque en rupture*, il a pensé que le singulier suffisait et qu'il était possible d'identifier « la » rupture et de décrire ses signes. Vers le milieu du XVIII[e] siècle, le point de vue monofocal qui aurait jusque-là régné dans les arts visuels serait remis en cause. S'inaugurerait l'âge de la polyfocalité. Autrement dit, à une vision organisée selon un axe, se substituerait un regard glissant dans plusieurs directions, vue divergente et non plus convergente.

De cette révolution, qui conduit à la désintégration des modes habituels de représentation, Hofmann découvre la trace dans *Le Serment des Horaces*, « *triptyque inavoué* » paraît-il. Jusqu'à la fin du livre, il vérifie donc avec ardeur les progrès de la polyfocalité, qu'il découvre chez Turner et chez Rünge, dans le *Radeau de la Méduse* et dans *La Mer de glace* de Friedrich, « *totalité scindée, c'est-à-dire bifocale* ». Elle est partout en somme, et cette omniprésence finit par rendre le lecteur soupçonneux – d'autant plus que le sens du mot n'est pas fixé et dérive vers la polysémie. Le flou des notions sauve l'unité, mais une unité factice.

Au reste, qu'est-ce qu'expliquerait la polyfocalité ? Il n'aurait pas été inutile d'étudier plus profondément les idées religieuses et philosophiques des artistes considérés. Peut-être le poids de la Réforme n'est-il pas négligeable, ni non plus celui des littératures. En la matière, c'est une sorte d'exploit de ne mentionner qu'une fois le nom de Sade, comme si aucun rapport ne se décelait jamais entre Sade et Blake ou Sade et Géricault. Si érudit soit-il, et quoiqu'il compte de bons chapitres sur l'architecture, sur Füssli et Ossian, le volume d'Hofmann laisse insatisfait. Il n'est pas la synthèse annoncée. Mais la dite synthèse est-elle seulement possible ? On en doute.



VERSAILLES/MUSÉE NATIONAL

Buste de Louis XIV par Gian Lorenzo Bernin (1665)

Est-il mieux possible d'écrire une histoire d'entre 1620 et 1775 ? Les règnes de Louis XIII et de Louis XIV peuvent se penser de manière cohérente. Mais au-delà ? Ce que Chastel a écrit du volontarisme monarchique du XVII[e], de la croissance d'un style nouveau, croissance fondée sur l'expansion économique, la force militaire et le sentiment de l'omnipotence, cela ne souffre pas contestation. Comme dans les précédents volumes, l'histoire – toute l'histoire, politique, religieuse, littéraire et jusqu'à celle de la perruque – nourrit les analyses et cette méthode est si efficace que les œuvres apparaissent comme les émanations logiques d'une société comprise en profondeur.

La démonstration opère à merveille dans le champ de l'architecture et dans celui des arts décoratifs, que Chastel refuse justement de tenir pour secondaires. Elle se développe avec moins de fluidité dans le domaine de la peinture, où des singularités de plus en plus accusées – Poussin, Champaigne, La Tour – demeurent rétives à toute explication générale. Dans ce cas, refusant de forcer le trait, s'interdisant les simplifications qui aplanissent, l'auteur suspend le cours de l'analyse et étudie ces cas particuliers auxquels le lie une prédilection intense.

Le goût est moins marqué, la familiarité moins étroite quand vient le « *temps des grâces et des techniques* », Régence et règne de Louis XV. Si justice est rendue aux bâtisseurs de Bordeaux et aux ornemanistes du Faubourg, est-il sûr que « *Watteau était le peintre de la grâce* » et que « *Fragonard fut celui du charme* » ? Leur temps, le temps de Chardin et de Houdon, de Diderot et de Dubos, aurait mérité une étude séparée, selon un schéma spécifique. Il se trouve que ce siècle, précisément, ne pratiqua guère la peinture d'histoire. Ne pourrait-on en conclure qu'à proportion de ce qu'elles furent les époques historiques se prêtent inégalement au tableau d'ensemble et qu'à leur façon les peintres le savent et le disent ?

Ph. D.

Collections et catalogues

L'ERMITAGE, CHEFS-D'ŒUVRE DES COLLECTIONS DU MUSÉE
collectif, traduit du russe
par D. A. Canal.
La Martinière
2 vol., 692 et 880 pages,
660 et 780 ill., 1595 F jusqu'au
31 décembre, 1 950 F ensuite.

LES PEINTURES AU MUSÉE D'ORSAY
de Robert Rosenblum.
La Martinière,
686 pages, 827 ill., 395 F.

LE MUSÉE DU PRADO
collectif, traduit de l'espagnol
par A. Dupin de Beyssat.
Mengès, 654 pages,
500 ill., 680 F jusqu'au
31 décembre, 780 F ensuite.

CHEFS-D'ŒUVRE DE LA RENAISSANCE LA COLLECTION DE FRANÇOIS I[er]
de Janet Cox-Rearick.
Albin-Michel, 492 pages,
491 ill., 980 F.

Comment faire un beau livre, avec de belles planches en quadrichromie, sans avoir à réfléchir à un projet éditorial, sans avoir à discuter d'idées et de faits, sans même avoir à concevoir une maquette ? Comment faire un livre au moindre effort intellectuel ? C'est simple : en publiant le catalogue d'un musée déjà rédigé par les conservateurs dudit musée. Un traducteur suffit. Si les notices avaient été convenablement rédigées à l'origine, tant mieux. Sinon, tant pis. On ne va tout de même pas les réviser et les vérifier.

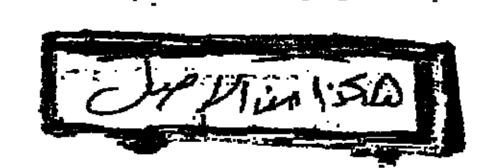
Ainsi obtient-on cette chose ahurissante qui se prétend l'anthologie de l'Ermitage. Les notices auraient été rédigées par les conservateurs du musée et « *corroborées* » (sic) par les « *meilleurs spécialistes* » de quelques institutions britanniques, dont Sotheby's. On veut croire qu'ils n'ont pas corroboré la présentation, qui est chaotique. Ni ordre chronologique, ni ordre alphabétique, ni ordre thématique : rien. Il y a des Rembrandt un peu partout, Ingres voisine avec Gauguin, lequel précède Corot. Falconet, qui mourut en 1791, fait face à Dalou, qui naquit en 1838. Piero di Cosimo, qui mourut en 1521, se retouve avec Carrache, qui naquit en 1560. Ce fatras amuse un moment. Il exaspère vite, par ce qu'il trahit de mépris des œuvres et du lecteur. On lui jette à la tête un paquet d'images. Qu'il n'aille pas se plaindre.

Or il se plaint. Il n'est pas plus heureux que les mêmes éditions lui resservent le catalogue des peintures d'Orsay par Robert Rosenblum, paru chez Nathan en 1989. La médiocrité des reproductions s'y accorde trop bien à la banalité des commentaires. Il est vraiment intéressant de remarquer à propos d'un Monet qu'« *on imagine difficilement jardin mieux entretenu que celui-ci, avec ses plants de géranium et ses arbres bien alignés* »... Voilà qui fait progresser la pensée.

Infiniment supérieur à ces productions à la grosse, le catalogue du Prado accomplit proprement son projet. Classées par écoles nationales et, à l'intérieur de ses catégories, selon la chronologie, les toiles se succèdent. Des commentaires expliquent l'iconographie, situent l'auteur et retracent l'histoire du tableau avec une estimable méticulosité. Résultat de ces soins : un instrument de travail à la fois commode et fiable, de ceux qui se consultent sans la crainte d'être induit en erreur par une notice hâtive ou fausse.

La Collection de François I[er], en dépit de son titre, est quant à elle bien plus qu'un catalogue. L'ouvrage, monument de recherche et d'érudition, ne se borne pas à reconstituer et décrire les collections du roi, qui ont été dispersées au fil du temps. Il étudie sa formation et analyse le goût français tel qu'il se constitue au temps de Fontainebleau, histoire complexe d'un amour pour l'Italie qui s'affine. En s'appuyant sur des inventaires, sur des copies, sur des correspondances et des rapports, sur tous les indices qu'elle est parvenue à rassembler, Janet Cox-Rearick a réussi un travail de premier ordre.

Ph. D.



William Klein retrouve New York

L'ouvrage du photographe sur « Big Apple » était un livre-culte des années 50. Le voici qui renaît, enrichi de nouvelles images. Et le miracle opère à nouveau...

NEW YORK
de William Klein.
Marval, 256 p., 370 F.

C'est une première dans l'histoire de la photographie : rééditer un livre-culte des années 50 mais en ajoutant des images de l'époque, que l'auteur est allé chercher dans ses planches de contact fatiguées. Le livre ? *New York.* Son auteur ? William Klein. L'ouvrage était un pavé empli d'images trop noires, floues, granuleuses, violentes, parfois salies par des slogans qui les barraient. Son auteur y voyait le *« degré zéro de la photographie »* tant sa façon de cadrer (dans la rue) et de tirer (dans son laboratoire) bousculait les tabous de la belle image.

William Klein avait proposé son *New York* aux éditeurs américains. Ils l'avaient *« jeté au panier »*, agacés par ce grand gaillard arrogant installé en France, qu'ils surnommaient *« le communiste de Paris »*. Klein osait qualifier *Big Apple* de *« repaire miteux, corrompu et inconfortable »*. Son livre justifiait ce jugement sévère : typographie vulgaire empruntée aux journaux à grand tirage, gamins armés et abandonnés à la rue, nouveaux riches bedonnants, fillettes éclatantes de santé, laissés-pour-compte du rêve américain, bourgeoises asséchées, marlous sympathiques... Toutes sortes de New-Yorkais s'entrechoquent dans le cadre de William Klein, mais ils s'ignorent et se diluent dans les rues balafrées par les enseignes lumineuses et les publicités agressives.

New York, le livre, était également porté par un propos photographique révolutionnaire : *« J'ai emmerdé à la fois la façon dont on faisait des livres photo, la photographie tout court et le lecteur qui ne savait pas lire des images »*, confie William Klein, satisfait de son coup. L'auteur a alors frappé à la porte des éditions du Seuil. *« Je me suis retrouvé face à un héros de* Star Wars, *avec robots et pistolet laser. C'était Chris Marker, qui dirigeait la collection "Petite Planète". Il a menacé de quitter la maison s'ils ne publiaient pas mon livre. »* Le Seuil s'est résigné et ne l'a pas regretté. Le livre, publié en 1956, a obtenu le prix Nadar, et la presse de l'époque a multiplié les articles sur cet ouvrage *« barbare et classique »*.



WILLIAM KLEIN

« La photographie, pour moi, se fait au tirage »

New York est aujourd'hui une référence dans la photographie. D'occasion, il se négocie, quand on peut le trouver, autour de 3 500 francs. Le rééditer ? Exercice périlleux. On ne recommence pas un scandale, surtout quand la spontanéité en est l'ingrédient principal. L'édition originale oscillait entre photographie et guide touristique : des images sans compromis y cohabitaient avec des clichés d'illustration et des renseignements sur les variétés d'oiseaux ou de populations, les festivités, les hôtels *« pour toutes les bourses et pour tous les goûts »*...

Pour son *New York* version 1995, William Klein a concocté un autre livre : format agrandi, pagination épaissie, couverture modifiée, nouveau découpage des chapitres, textes de l'auteur uniquement, quelques photos mièvres en moins, d'autres agrandies, et, surtout, un tiers d'images nouvelles, mais toujours prises dans les six mois à cheval sur les années 1954-1955. *« J'ai eu la tentation de confronter mon New York des années 50 et la ville d'aujourd'hui. Mais on ne revient pas sur un premier amour. Un premier amour-haine. »*

Ce nouveau livre porte la marque Klein : précision maniaque dans la réalisation, couverture à la typographie envahissante et tourbillonnante, préface tonique dans un style qui tutoie l'argot, longues légendes savoureuses et mise en page des photos dans le style qu'il a inventé, dès 1962, pour son livre sur Tokyo – essentiellement des doubles pages et rien d'autre. Pas de marge blanche – un système archicopié depuis. *« C'est une lecture cinéma de la photographie,* dit-il. *Je veux que les gens plongent dedans, qu'ils n'aient pas d'air. »*

Le propos de l'auteur s'en trouve clarifié. Une sorte de journal de bord en images sur Manhattan, ville où Klein a grandi et qu'il retrouvait pour cet essai, se déroule dans un chaos de signes, de gestes et de mouvements. *« Les images sont comme tombées de mes yeux »*, dit-il aujourd'hui en rappelant l'aspect social du projet : *« Je me souviens, à l'école, du sermon au drapeau qui prônait une nation indivisible avec liberté et justice pour tous. J'ai voulu montrer le décalage grotesque entre le sermon et la réalité de l'Amérique. »*

Le style Klein est également mieux servi par cette nouvelle version : l'usage du grand angle *« pour entasser le maximum de choses dans le cadre »* ; sa façon d'agresser les gens avec son objectif et son flash, de les interpeller (*« Ne bougez plus ! »*, *« Levez la tête ! »*)...

Reste « la » question : les images ajoutées de William Klein sont-elles plus faibles ? Eh bien non. Ce sont de petits chefs-d'œuvre, preuve que l'auteur avait trouvé quelque chose qui sonnait juste, qui lui a permis de multiplier, avec une aisance insolente, des images remarquables qui s'inscrivent dans l'époque et dans l'histoire de la photographie. Klein est descendu dans la rue avec, dans la tête, quelques leçons bien assimilées des dadas et des surréalistes, et puis il a réalisé une sorte de performance. *« Je me rappelle mon état de surexcitation et la facilité incroyable de faire des photos »*, écrit-il dans sa préface. Celui qui se dit à juste titre *« cousin »* de Man Ray a ensuite canalisé sa spontanéité. *« La photographie, pour moi, se fait au tirage. »* Il en est sorti un cocktail détonant, une œuvre déterminante, qui renaît dans le livre photographique le plus « chaud » de l'année.

Michel Guerrin

Déclics

○ Un volume parfaitement imprimé et poignant regroupe les photographies prises par Diane Arbus, entre 1969 et 1971, dans les centres pour handicapés mentaux, où elle se rendait les deux dernières années de sa vie, à l'occasion de pique-niques et de bals. La plupart des images sont inédites et montrent une autre facette de cette figure de la photographie américaine (*Sans titre*, texte de Doon Arbus, éd. de la Martinière, 112 p., 295 F).

○ Les passionnés de Witkin, les amateurs de monstres et de cadavres magnifiés par la composition et le tirage se plongeront dans le meilleur livre disponible sur l'artiste américain. Toutes les grandes images y sont, des anciennes aux plus récentes. La longue et instructive étude signée Germano Celant est en anglais uniquement (*Witkin*, éd. Scalo – diffusion Interart –, 274 p., 450 F).

○ Xavier Lambours au Japon, c'est un peu Tintin au Congo. Le portraitiste a séjourné un an à Kyoto. Il en ramène un livre savoureux et drôle, à la fois respectueux et corrosif (*Japon*, éd. Marval, 158 p., 390 F).

○ Sans doute le livre le plus surprenant, le plus troublant de cette fin d'année : en paparazzi d'un genre nouveau, Merry Alpern a surpris, à travers une fenêtre de salle de bain, des hommes, des femmes, des couples, en train d'« *uriner*, [de] *prendre de la drogue*, [de] *faire l'amour et* [de] *négocier de l'argent* ». Pas de visage apparent, gros grain, détails flous. Un livre envoûtant (*Dirty Windows*, éd. Scalo (diffusion Interart), 112 p., 270 F).

Panoramas d'aujourd'hui

Il est difficile d'écrire l'histoire de l'art contemporain. Trois ouvrages en témoignent clairement

L'ART EN FRANCE, 1945-1960
d'Alain Bonfand.
Nouvelles Editions françaises,
232 p., 650 F.

L'ART EN FRANCE, 1960-1995
de Claude Minière.
Nouvelles Editions françaises,
232 p., 650 F.

L'ART AUJOURD'HUI
d'Edward Lucie-Smith.
Phaidon, 512 p., 850 ill., 450 F.

De 1945 à 1960, l'art en France, c'est Gaétan Picon. C'est du moins l'avis d'Alain Bonfand, qui lui rend un hommage chaleureux et mérité. Pour le reste, son livre n'est ni fait ni à faire. Une suite de monographies ne donnera jamais une analyse. Surtout avec des longueurs si étrangement variables : quatre lignes et demie pour Estève, autant pour Jacques Villon, neuf lignes sur Simon Hantaï – n'importe quel dictionnaire serait plus performant –, mais sept pages sur Antonin Artaud ! Deux illustrations d' *Une Tragédie dans le Nord*, une sculpture réalisée par Mason en 1977, en plein milieu du chapitre sur le réalisme socialiste, mais rien sur Picasso, ni *Massacres en Corée* ni *Portrait de Staline.* D'ailleurs, il n'y a rien du tout : Matisse, Braque, Léger ont droit à leur chapitre – plus ou moins copieux –, Picasso, non. Il n'existe pas, il n'existe plus. Voilà pour la forme. Quant au fond, il dénote une méconnaissance somptueuse de l'époque et du sujet. Les imprécisions et les erreurs abondent autant que les citations. Avec un parti pris réjouissant, de la part d'un auteur supposé traiter de l'art en France : l'école de Paris ne serait qu'une invention de Pierre Francastel et de Bernard Dorival ; les peintres qui s'en réclament sont des ratés. *« La véritable révolution se passait outre-Atlantique... »*.

L'exercice auquel s'est livré Claude Minière dans le volume qui fait suite à celui d'Alain Bonfand, *L'Art en France, 1960-1995*, souffre du même défaut – une suite d'articles monographiques – auquel l'auteur tente désespérément de remédier par de méritoires efforts de synthèse. Quels allaient être les élus, et les exclus ? Ceux-là sont nombreux, et non des moindres : Honegger, et une bonne partie de la nouvelle abstraction géométrique, par exemple. D'autres sont cités à la sauvette, comme Verjux, ou Rebeyrolle (qui a quand même droit à une petite reproduction, et à une phrase plutôt sympathique). Mais c'est la loi du genre, et certaines apparitions, comme Jaccard, Kermarrec, ou Henri Larrière, si peu à la mode, sont de bonnes surprises. On se demande bien, pourtant, ce que l'amateur non averti pourra comprendre à l'œuvre de Jean-Pierre Raynaud, entre autres, en lisant : *« Sa démarche l'a conduit des "psycho-objets" qu'il réalise entre 1963 et 1967, ensemble dramatique d'objets et de photographies, à un déploiement d'éléments très formalisés, ataraxiques, dont l'unité la plus fréquente est le pot de fleurs rouges. »*

CRUELLE RÉALITÉ

Vus de Paris, ces deux livres ont au moins une qualité : il y est question d'art produit en France. Parce qu'il ne faut guère compter sur le monumental ouvrage de l'Anglais Edward Lucie-Smith – d'un tout autre niveau que les précédents – pour être informé sur cette question. C'est que *L'Art d'aujourd'hui* reflète simplement, hélas, une cruelle réalité. A l'échelle internationale, les artistes de l'Hexagone ont bien peu d'importance. Si on excepte les grands anciens, de Nicolas Poussin à Marcel Duchamp, bien peu trouvent grâce aux yeux de Lucie-Smith : il y a Arman, mais pas César, Boltanski, Buren, Bustamante, Dubuffet, Garouste, Messager, Mosset, Gina Pane, Vilmouth. Avec, moins attendu, Nicolas Schöffer, et, réellement surprenants, Boris Taslitzky et Tibor Csernus. C'est à peu près tout. La présence des deux derniers s'explique simplement : Lucie-Smith aime l'art figuratif. L'autre serait moribond, comme l'indique le chapitre qui lui est consacré, « Survivance de l'abstraction ». Les amateurs du genre se consoleront en pensant à la peinture dans son entier, dont on annonce le trépas depuis si longtemps qu'on finira bien par la croire immortelle.

L'ouvrage adopte pourtant des points de vue passionnants sur des secteurs très largement ignorés du grand public jusqu'à présent : il ne néglige ni l'Amérique latine, ni la Russie post-perestroïka, ni l'Extrême-Orient, ni l'Afrique. Le panorama est très large : rares sont les ouvrages généraux consacrés à l'art contemporain qui citent le Turc Bedri Baykam. Même s'il est curieux de le trouver dans le chapitre consacré à l'*arte povera*, sa présence témoigne de l'ouverture du livre. Et pas seulement de son ouverture géographique : à l'image du monde occidental, l'art s'est engouffré, non sans arrière-pensées, dans le *politically correct.* Observateur scrupuleux, Lucie-Smith ne nous épargne aucune minorité, raciale ou pas. Il y a un art féministe, ou homosexuel. Pour autant, l'auteur ne cède pas à la démagogie et rappelle que porter aux nues Marie Laurencin parce qu'elle est femme, c'est oublier qu'elle est un bien mauvais peintre. L'ouvrage, comme il se doit, s'achève sur une question : *« Les années 1990 s'inscriront-elles dans notre mémoire comme la décennie durant laquelle les arts plastiques ont cessé, pendant quelque temps au moins, d'être principalement plastiques ? »* Elle méritait d'être posée.

Harry Bellet

Mode, modernité, peinture

La styliste Marie Simon le montre : au siècle dernier, l'histoire de la mode est inscrite dans la production des peintres, fussent-ils impressionnistes

MODE ET PEINTURE
Le Second Empire et l'impressionnisme
de Marie Simon.
Epilogue par Vivienne Westwood,
Hazan, 264 p., 390 F.

Aujourd'hui, M. Pearl, le très convoité corsetier de la haute couture, porte son corset par-dessus ses vêtements, comme pour mieux afficher les transformations qu'il opère en profondeur sur son corps. M. Pearl est physiquement dépendant de cet instrument constricteur, tout comme l'était la femme bourgeoise du XIX[e] siècle. Le corset était alors caché et Manet faisait exception en peignant *Nana*, une Parisienne, une courtisane, mais pas une bourgeoise. Avec l'*Olympia* ou *Le Déjeuner sur l'herbe*, il dérogeait, provoquant le scandale en imposant le nu, la bestialité, la trivialité de corps qui semblent rendus à l'état de nature, mais qui portent encore l'empreinte du corset. Ce fut pire avec Courbet et son *Origine du Monde*.

Philippe Perrot (1), en étudiant le costume bourgeois au XIX[e] siècle, a révélé, au travers de l'histoire des apparences, les fondements de cette société qui haïssait le corps et l'enfermait dans un carcan vestimentaire. Le corset, instrument d'un maintien hygiénique, avait aussi pour vocation de remodeler l'esthétique des attributs féminins. Cependant, en contraignant ainsi la femme, il la rendait totalement improductive. Elle devenait le faire-valoir de l'homme. En cette seconde moitié du XIX[e] siècle, où jamais le dimorphisme sexuel ne fut autant accusé, le pouvoir masculin s'incarnait dans un costume sobre et sombre, tandis que la femme, en représentation permanente, était vouée à toutes les exubérances de la mode…

Styliste et historienne d'art, Marie Simon restitue à la mode sa réelle dimension artistique, et dévoile, en même temps, les ressorts de la création picturale de la fin du XIX[e] siècle. C'est au travers de l'art du portrait – art éminemment bourgeois, *« à la recherche désespérée d'une résurrection aristocratique »* – que s'effectue cette double démarche. D'une part, l'étude de la silhouette aux volumes relativement stables (corsage ajusté sur une jupe ample) mais perdus sous un flot d'ornements sans cesse renouvelés ; de l'autre, celle de la production des peintres aussi bien académiques et mondains que réalistes ou impressionnistes. La synthèse est évidente dans le choix particulièrement réussi de l'iconographie : l'histoire de la mode, vérifiée par une judicieuse sélection de gravures et quinze clichés inédits de Disdéri, y est naturellement inscrite, immédiatement lisible. L'auteur qui décrit à loisir les rites vestimentaires de la bourgeoisie, la bienséance des sept à huit toilettes par jour, le raffinement des robes aux couleurs *« crevette évanouie »*, ne s'y perd pas. Si elle brosse avec exactitude l'histoire de la silhouette, elle démontre aussi que la mode s'impose aux intellectuels comme une nouvelle donnée sociale, l'une des plus importantes.


COLLECTION PARTICULIÈRE
« Le Bon Marché », de Felix Vallotton, partie gauche du triptyque (1898)

Le XIX[e] siècle se passionne pour l'histoire du costume. Les recueils abondent, de la réédition en 1859, par Firmin-Didot, des *Costumes anciens et modernes* à la publication du *Costume historique* de Racinet en 1888. En ces temps d'éclectisme, l'histoire est à la mode. Tandis que le nu se cache encore sous des allégories mythologiques, l'art du portrait reflète les modes vestimentaires du temps. Charles Frederick Worth, couturier officiel, fondateur de la très onéreuse haute couture, est aussi le fournisseur attitré des peintres les plus renommés, Winterhalter, Carolus-Duran, Bonnat, mais plus étonnant encore, de Renoir et de Manet (qui rêvait de posséder les vêtements de ses modèles). La mode est donc au centre des préoccupations artistiques, et le débat porte sur l'intérêt du costume moderne. Le vêtement, signe de reconnaissance d'une position sociale, a pris autant d'importance, voire plus, que l'expression même du visage. On risque alors de se retrouver avec un portrait démodé, ridicule, quelques années après sa réalisation. Le subterfuge adopté, notamment par la clientèle des peintres académiques, est de se faire portraiturer en robe de bal, vêtement flatteur et supposé hors du temps, ou dans une *robe-portrait de Bonnat*, de chez Worth.

Face à la création de ce nouveau poncif, la position de Baudelaire en faveur du costume moderne reste claire. La mode est au cœur de la modernité. Elle est la modernité. Actrice de la révolution industrielle, elle a défini de nouveaux systèmes de production et de diffusion, parmi lesquels les grands magasins et les magazines de mode. Plus de quatre-vingts journaux de mode coexistaient, avec de riches illustrations, où, nouveauté, les silhouettes se retrouvaient en situation, dans des décors. Si l'influence de la photographie et des estampes japonaises sur la peinture de la fin du XIX[e] siècle est désormais reconnue, le mérite revient à Marie Simon d'avoir su déceler l'influence des gravures de mode sur la production artistique. On aurait pu croire Cézanne à l'abri de ce genre de futilité ; pourtant, lorsqu'il était *« exaspéré par la malice des choses »*, il cherchait son inspiration dans les illustrations de mode. Cette leçon de savoir-voir n'est pas la moindre des qualités de l'ouvrage.

Catherine Ormen

(1) Philippe Perrot, *Les Dessus et les Dessous de la bourgeoisie. Une histoire du vêtement au XIX[e] siècle*, Fayard, 1981.

Velours célestes et soies de lumière

L'histoire se fait caresse tout au long de ces deux ballades textile et tactile

VELOURS
d'Anne Kraatz.
Adam Biro, 160 p., 135 ill., 620 F.

LA SOIE EN OCCIDENT
de Jacques Anquetil,
photos Marc Walter.
Flammarion, 200 p., 200 ill., 340 F.

A l'heure de la conception assistée par ordinateur, la connaissance et l'amour des matières séculaires s'imposent comme un aller-retour dans l'histoire : parce qu'ils portent dans leurs plis la mémoire des civilisations, le velours et la soie suscitent des envies de luxe. Gloire est faite au velours, ce tissu aux poils bouclés ou coupés droit, venu de Lyon, de Gênes, de Florence ou de Côme, et dont les Chinois ont inventé la technique il y a deux mille ans : ce « duvet de cygne », Annie Kraatz en caresse l'histoire, au fil d'un beau récit magnifiquement illustré, du portrait d'Eléonore de Tolède par Bronzino à celui de la comtesse Greffulhe de Nadar, en passant par des détails agrandis pleine page – là des étoffes ottomanes aux larges tresses d'or, ici des modèles de damas signés Pisanello, et dont la reproduction suggère la plus tactile des matières, celle qui, *« comme la peau d'un félin, change de nuance au moindre mouvement, selon que la lumière effleure la surface ou bien pénètre jusqu'à la racine du poil »*.

Annie Kraatz montre comment ce symbole de puissance et même d'appartenance céleste dont étaient revêtus les anges, les saints et la Vierge Marie – sans oublier les évêques et les princes – s'étend aux gentilshommes au XVIII[e] siècle, avant de s'imposer au XIX[e] à travers d'autres codes. Brodé, façonné, broché « à la grenade », tout à la fois solennel et sensuel, le velours retrouve ici la volupté de ses mille et une métamorphoses. Même si l'on regrette, malgré l'évocation des robes de Fortuny, un traitement un peu bref du XX[e] siècle.

Jacques Anquetil, historien et créateur de textiles, s'abandonne volontiers aux souvenirs personnels avant de découper l'histoire de la soie en tranches fines, où l'on retrouve bien sûr, Marco, Vasco, et les autres… Il y a là bien des points communs avec l'ouvrage précédent – notamment les liens qui unissent textiles et art pictural magnifiés par Van Eyck, Memling, Véronèse et toujours Bronzino –, mais le ton résolument plus scolaire, façon encyclopédie des métiers d'art, atténue quelque peu l'éclat de ce tissu de lumière. Ainsi passent les riches heures de la soie, de la visite des ambassadeurs siamois à Versailles, à la chambre de Napoléon I[er] en damas cramoisi de Compiègne. Les tissus simultanés de Sonia Delaunay, les drapés néo-antiques de M[me] Grès, ou même les chemises en mousseline de soie froissée d'Issey Miyaké, concluent cette ballade tactile.

Laurence Benaïm

L'ordre des rayures

Le diabolique essai de Michel Pastoureau *L'Etoffe du diable* (Seuil, 1991) s'est transformé en un beau livre. Spécialiste de l'héraldique et de l'histoire des couleurs, l'auteur parcourt un millénaire d'histoire sociale avec célérité. Ce texte, qui interroge l'histoire des codes visuels, est désormais présenté dans une version amplifiée et augmentée d'une riche iconographie, particulièrement intéressante pour l'histoire médiévale.

Contrairement à l'uni et au tacheté, la rayure transgresse l'ordre chromatique. Structure qui se répète à l'infini, elle devient un insigne, un emblème ou un attribut, la marque de l'exclusion et celle d'une possible réintégration. La rayure est en effet foncièrement polysémique. Chaque époque crée ses propres codes, mais ne renie pas les usages précédents. Infâme et diabolique au Moyen-Age, la rayure a perdu son aspect péjoratif avec l'introduction de *« bonnes »* rayures, verticales et aristocratiques, sous la Renaissance. Phénomène de mode à l'époque romantique, *« sans rayures pas d'atmosphère révolutionnaire »*, la rayure, qui dépasse largement le cadre du textile, est aujourd'hui omniprésente.

Du code de la route, où barré est synonyme d'interdit, aux rayures de Buren, l'écart est grand ; mais paradoxalement, la rayure du pyjama et celle du store du crémier ont une histoire commune : celle de l'affranchissement de la dictature du blanc. La rayure du banquier n'est pas celle du malfrat, et celle du Racing Club de France est un emblème immédiatement identifiable, même si, comme le souligne Pastoureau, *« le vêtement de sport attend encore ses historiens »*. En somme, la rayure est valorisante, dévalorisante, ou les deux à la fois. Elle n'est jamais neutre.

C. O.

► **RAYURES**, une histoire des rayures et des tissus rayés de Michel Pastoureau, Seuil, 145 p., 245 F.

Histoire de cheveux

Les têtes normalement constituées comptent autant de cheveux qu'il a existé de coiffures de la préhistoire jusqu'à nos jours sur les cinq continents réunis.

C'est à cette vertigineuse énumération (barbes, moustaches et postiches compris) que se livre Paul Gerbod, sans nous éclairer pour autant sur les fondements réels de tous ces changements de mode.

Rien n'est dit par exemple sur la grande mutation hygiéniste survenue à la fin du XVIII[e] siècle, sur l'eau qui allait enfin servir à *laver* les cheveux (ils étaient auparavant simplement brossés).

Peu d'allusions à la vermine qui foisonnait sous les perruques, mais une avalanche de noms de coiffures qui ne s'encombrent pas d'explications techniques, avec des illustrations méthodiquement détourées et des commentaires dont on aurait volontiers fait l'économie : *« Les Africains, eux, ne se font pas permanenter, mais défriser. »*

L'histoire de la profession est intriquée dans ce catalogue chronologique de modes, de produits et d'outils. Dommage.

C. O.

► **HISTOIRE DE LA COIFFURE ET DES COIFFEURS** de Paul Gerbod, Larousse, 384 p., 495 F jusqu'au 1[er] janvier, 550 F ensuite.

Résurrection soviétique

Qui connaît Iakov Tchernikhov ? Cet architecte a accompli une œuvre singulière passée inaperçue jusqu'ici. Sa réapparition est une révélation

IAKOV TCHERNIKHOV
sous la direction
de Carlo Olmo.
Ed. Somogy,
336 p., 300 ill., 490 F.

Le volume est spectaculaire, par l'abondance et la qualité de ses reproductions, par la fantaisie et l'imagination qui l'inspirent. Et puis, aussi, par l'impression d'inconnu qu'il provoque, comme si l'on entrait dans une autre et lointaine culture. Les éditions du Regard avaient inspiré le même étonnement lorsqu'elles avaient publié leur imposant ouvrage sur les Vhutemas, le Bauhaus du pays des soviets. Avec ce portrait de Iakov Tchernikhov (1889-1951), préfacé par le fils de l'architecte, Alexeï, qui a exhumé l'essentiel des archives, ce n'est plus à une école que nous sommes confrontés, mais à l'œuvre d'un seul homme, et même d'un homme seul qui échappa *à la Sibérie de justesse*.

Il meurt en pleine période stalinienne. Mais, dès 1937, il avait rédigé une sorte de testament intellectuel et artistique : *Mon cheminement créateur*, dont la traduction est publiée *in extenso* en fin de volume. Avant cela, Tchernikhov peint, dessine, explore des univers formels aux frontières de toutes les disciplines, qu'il s'agisse de géométrie, de décoration, de calligraphie ou d'architecture. Iakov Tchernikhov est, en effet, d'abord architecte. Dans le maelstrôm d'après la Révolution de 1917, il se trouve confronté à des obligations quotidiennes et professionnelles sévèrement pragmatiques, alors que son imagination l'emmène vers des mondes peuplés de gratte-ciel à l'américaine. Il fait donc son métier, ancré dans la réalité, mais en rêvant d'utopies flamboyantes, de « fantaisies » pour reprendre ses propres termes, proches de l'art brut parfois, assez typiques, somme toute, des professionnels réduits au silence.



Construction agricole. Issu de « Arkhitekturnye Fantuzii »

Les années 20 et le début des années 30 auront été d'une grande fertilité : plusieurs dizaines de projets, dont une bonne vingtaine aboutissent – installations chimiques, métallurgiques, ferroviaires, immeubles d'habitation, écoles, établissements de bain... –, à quoi il faut ajouter un grand nombre de réalisations pour lesquelles il joue le rôle de directeur des travaux. Il est à la fois l'un des représentants d'une architecture et d'une pensée d'avant-garde, mieux connue du public par les dessins de Lissitzky, Fomine, Tatline ou Malevitch, et l'architecte docile d'un régime pour qui la symétrie est la règle en toutes circonstances. Certains projets – comme celui d'un ciné-théâtre pour le quartier Vyborg de Leningrad (1934) – parviennent à associer ces dynamiques opposées. D'autres se plient davantage aux pesanteurs du temps, ainsi un projet pour la rue Cherbarkovskaia. Il est difficile d'imaginer ce que fut la réalité de l'œuvre construite, disparue pour une bonne part. L'ouvrage ne livre qu'un nombre très restreint d'images, pathétiques, de ses réalisations, dont une fabrique de câbles construite en 1941 à Leningrad, et qui se trouve dans un triste état.

Il y a une étonnante distance entre les deux versants perceptibles de l'œuvre de Tchernikhov, entre « le symbolisme constructiviste » et le « réalisme fantastique ». Les deux faces de l'*« artiste-architecte »*, comme l'appelle Alessandro de Magistris, l'un des auteurs de cet ouvrage auquel ont également collaboré Nicoletta, Jean-Louis Cohen et Misler. Ce dernier emprunte à Tchernikhov le titre, explicite, de sa contribution : *« Toujours, où que ce soit et partout, remplacer la parole par le dessin. »* Cohen, pour sa part, ancre son étude sur l'un des nombreux néologismes qui marque la pensée de l'artiste, l'*Amerikanizm fantastique*. Un américanisme qui s'exprime avec puissance dans l'ouvrage que Tchernikhov publie en 1933, *Arkhitekturnye Fantazii*, d'où sont tirées les planches les plus percutantes, les plus électrisantes du volume. De 1932 à 1936, il dessine une série de documents sur l'architecture industrielle dans lesquels le souci de pesanteur, qui donnait leur réalisme – ou, plus exactement, leur constructibilité – aux utopies projetées, cède soudain le pas à une rêverie sans ancrage, à un monde flottant dans l'espace. Avec ses contes architecturaux (1927-1935), ou avec les dessins du cycle *Architecture romantique* (1934-1944), on part carrément dans un univers de rêves, souvent de cauchemars, où se dispersent, dans des paysages aux arbres décharnés, des édifices sortis pour partie de l'histoire russe, pour partie de références vernaculaires, voire d'une rêverie morbide.

Difficile de cerner Tchernikhov : ses derniers dessins, restés à l'abri dans les archives de son fils, ses documents à usage pédagogique, la mégalomanie de ses cités du futur, n'auraient pas justifié une telle édition. Mais il y a une maîtrise formelle exceptionnelle, dans ses propositions d'avant-garde et même dans ses constructions staliniennes. A ce titre, l'ouvrage vient légitimer, près d'un quart de siècle après leur parution, les travaux obstinés d'Anatole Kopp ou de Jean-Louis Cohen pour tenter de repérer ce qui pouvait subsister de riche, sinon d'humain, dans la production de ces années de plomb.

Frédéric Edelmann

Une fortune de pierre

LES ROTHSCHILD
BÂTISSEURS ET MÉCÈNES
de Pauline Prévost-Marcilhacy.
Flammarion, 384 p., 495 F.

Au cours du XIXe siècle, les membres de la prolifique dynastie Rothschild ont, dans toute l'Europe, beaucoup construit, beaucoup collectionné. Y a-t-il pour autant un *« style Rothschild »* ? C'est la question posée par le livre, soigneusement documenté et bien illustré, de Pauline Prévost-Marcilhacy.

La dynastie banquière sort de l'anonymat à la fin du XVIIIe siècle. Dans une Allemagne où l'antisémitisme est vivace, le fondateur de la lignée, Mayer Amschel, devient l'un des financiers ou landgrave de Cassel, Guillaume de Hesse. Quelques decennies plus tard, ses cinq fils sont installés dans cinq grandes places européennes : Francfort, Londres, Paris, Vienne et Naples. Ils tissent un puissant réseau bancaire. Fortune faite, ils rivalisent de magnificence. Les générations suivantes suivent l'exemple de leurs aînés. Les collections d'art qu'ils réunissent sont fabuleuses. Un grand nombre d'entre elles enrichiront d'ailleurs quantité de musées. Leur goût pour le bâtiment est moins connu. Il est pourtant extrêmement vif.

James de Rothschild, chef de file de la branche française, se fait construire un hôtel particulier rue Laffitte à Paris, un château à Boulogne, un autre à Ferrières ; sa femme Betty, une vaste villa à Cannes. Ses quatre fils et sa fille ne sont pas en reste, ils font bâtir ou réaménager des hôtels (à Paris, rue Laffitte, rue Berryer, rue du Faubourg-Saint-Honoré, avenue de Marigny, rue Saint-Florentin) et des châteaux (à Suresnes, à Lersine, dans l'Oise, à Armanvilliers, en Seine-et-Marne, et aux Vaux-de-Cernay, près de Rambouillet). Les autres branches, surtout en Angleterre, ne manquèrent pas de faire élever, elles aussi, d'énormes résidences.

Qui étaient les architectes, les décorateurs, les artistes qui travaillaient pour les Rothschild ? On retrouve souvent les mêmes, de chaque côté de la Manche, voire du Rhin.

Le plus célèbre est Paxton, l'auteur du légendaire Crystal Palace de Londres. Pour James (France), il imagine Ferrières ; pour Mayer (Grande-Bretagne), il construit Mentmore ; pour Carl-Mayer (Allemagne), il établit les plans de Günthersburg et, pour le fils de ce dernier, Adolph, le château de Prégny, en Suisse. Si les commanditaires interviennent sans cesse pour faire modifier les plans, changer la décoration, jamais assez colorée, fastueuse, confortable, ils n'innovent guère. Leurs canons sont ceux de la mode : l'architecture triomphale, c'est-à-dire éclectique. Ils réclament des résidences Tudor, Renaissance, Gothique ou Louis XV. A la fin du XIXe siècle, ils introduisent le style « néo-normand » en France.

Les artistes favoris de ces rois de la finance ont un profil « officiel ». Ingres, mais pas Delacroix, Ary Scheffer plutôt que Courbet. Ils collectionnent les grands maîtres d'autrefois mais pas ceux de demain. S'il y a un goût Rothschild, c'est aussi celui de Napoléon III ou de la reine Victoria, des Fould ou des Pereire.

Le grand intérêt du travail de Pauline Prévost-Marcilhacy est de suivre pas à pas, à travers une famille fortunée, volontiers mécène, l'évolution esthétique des classes dirigeantes de la société européenne sur un siècle entier.

Emmanuel de Roux

L'Asie azur

De Turquie jusqu'en Chine l'envoûtante lumière des dômes turquoise

FAIENCES D'AZUR
Photographies
de Roland et Sabrina Michaud,
textes de Michael Barry.
Imprimerie nationale,
314 p., 550 F.

De Turquie jusqu'en Chine, de Tabriz à Mazâr-é Sharif, d'Ispahan à Samarcande, d'Istanbul à Lahore, de Balk à Gwâlior, le ciel s'est inventé des miroirs par milliers. Ce sont les coupoles des mosquées, des mausolées, des écoles coraniques, parfois des forteresses et des palais, qui mettent au bord de l'azur, l'azur de leurs faïences. Pour cela, on les dit *« célestes »*. Toute l'Asie islamique connaît ces repères de lumière qui aimantent les quatre horizons. Car, au sortir du désert, l'approche du voyageur se fait toujours avec, au bout des yeux, un miroitement d'émail qui apaise la vue et annonce la halte.

C'est cet univers balisé de dômes turquoise que restitue ce livre unique qui allie l'iconographie la plus somptueuse aux textes les plus évocateurs, les plus précis, les plus vigoureusement érudits. Les photographies de Roland et Sabrina Michaud n'ont plus à être célébrées : elles sont la mémoire de l'Asie centrale. Reste que la qualité, la diversité, la minutie de leurs prises de vue sont stupéfiantes. On dirait qu'au cours des trente dernières années rien ne leur a échappé, qu'ils sont passés partout à *l'heure dite*, quand l'aube était cristalline, le crépuscule bienveillant ou la neige juste tombée sur la Mosquée royale d'Ispahan. Dans le détail des décors, c'est la même chose : du minaret de Djâm au cœur de l'Afghanistan au mausolée de Shâd-é Molk Aghâ, de Samarcande, ils ont tout capté, de l'ensemble à l'infime, jusqu'au grain de la terre, jusqu'aux reflets écaillés, jusqu'aux calligraphies inaccessibles. Cette richesse visuelle, éclatante, forme la trame de l'ouvrage. Elle en est l'envoûtement premier.

Les interventions écrites de Michael Barry vont, quant à elles, multiplier cette sensation et l'engager sur des voies imprévues. Le récit d'ouverture dit à la fois l'expérience personnelle de l'auteur, sa connaissance des lieux, sa maîtrise des langues, sa familiarité des textes, son savoir technique, et la prodigieuse virtuosité intellectuelle qui est la sienne. Qu'il y décrypte les *« Arbres de vie »*, les *« cieux d'étoiles géométriques » ou les « calligrammes coraniques »*, Michael Barry sait être d'une exactitude virevoltante, loin de tout jargon. Il y a là, rassemblés, *les données historiques, les injonctions religieuses*, les errances mystiques, les secrets des faïenciers et les signes d'une symbolique rigoureusement codifiée. L'extrême complexité de la décoration architecturale musulmane médiévale se trouve peu à peu percée à jour, même si *« ces entrelacs et ces rinceaux égarent à dessein le regard par leur foisonnement »*, même si *« cet effarement est provoqué de manière presque délibérée par les artisans »*, au point que le mot persan qui désigne le *« revêtement »* a fini par prendre, par extension, le sens d'*« ambiguïté »*.

Parcours fascinant en Asie centrale, *Faïences d'azur* est aussi, par la bêtise meurtrière des hommes *plus que par la force des choses*, un mémorial, un témoignage de ce qui fut. Certains édifices, ravagés par les guerres récentes, n'existent plus que dans ce livre. En dépit de la nostalgie, ce n'est pas le moindre mérite de l'ouvrage : raviver les temps, pas si lointains, où en Iran, en Afghanistan et ailleurs, les ténèbres n'étaient pas encore montées dans les têtes.

André Velter

N. GUILBERT

ÉCONOMIE
PAR PHILIPPE SIMONNOT

Une vitre brisée

CLASSICAL ECONOMICS
An Austrian Perspective
on the History of Economic Thought
Volume II
de Murray N. Rothbard.
Edward Elgar Publishing Limited,
England, 528 p., £ 78,50

Il était une fois un certain Jacques Bonhomme dont la vitre avait été cassée par son chenapan de fils. « *A quelque chose malheur est bon, lui dirent ses proches pour calmer sa fureur. De tels accidents font aller l'industrie. Que deviendraient les vitriers, si l'on ne cassait jamais de vitres ?* » Le conteur de cette fable, Frédéric Bastiat, commente : « *Si, par voie de déduction, on arrive à conclure, comme on le fait trop souvent, qu'il est bon qu'on casse les vitres, que cela fait circuler l'argent, qu'il en résulte un encouragement pour l'industrie en général, je suis obligé de m'écrier : halte-là ! Votre théorie s'arrête à* ce qu'on voit, *elle ne tient pas compte de ce* qu'on ne voit pas. »

On ne voit pas que notre Bonhomme aurait pu utiliser cet argent à tout autre chose, par exemple à faire réparer ses chaussures par le cordonnier. Et que, si la vitre n'avait pas été cassée, il aurait eu la jouissance à la fois de chaussures réparées et d'une vitre intacte. « *Or, comme Jacques Bonhomme fait partie de la société, il faut conclure de là que, considérée dans son ensemble, et toute balance faite de ses travaux et de ses jouissances, elle a perdu la valeur de la vitre cassée.* »

Pourquoi cette fable est-elle si importante ? L'Américain Murray Rothbard, qui la cite dans le deuxième tome de son histoire de la pensée économique consacré au XIXe siècle, le montre bien. Casser des vitres pour faire circuler l'argent est un raisonnement sophistique que l'on dirait aujourd'hui typiquement keynésien. Keynes lui-même préconisait de faire creuser des trous dans la terre pour créer de l'emploi. Cette médecine avait été réfutée par Bastiat un siècle avant qu'elle ne soit formulée et promise à un succès foudroyant. Aujourd'hui encore, les accidents de la route augmentent le PNB...

Dans un premier tome, on s'en souvient (*le Monde* du 25 mai 1995), Rothbard avait entrepris de démolir Adam Smith, le prétendu père fondateur de l'économie politique. Le deuxième tome, tout aussi passionné, devrait plaire particulièrement aux lecteurs français. Il s'ouvre avec Jean-Baptiste Say et se termine avec Bastiat. Nul n'est prophète en son pays. Les deux économistes français, tant décriés en France, et si peu étudiés dans les facultés, sont superbement réhabilités par notre Américain, particulièrement sensible à la clarté pédagogique et à l'élégance de leur style, qui font contraste selon *lui* avec le charabia ordinaire de la littérature anglo-saxonne sur les mêmes sujets.

D'autres auteurs français, carrément oubliés, réapparaissent dans ce deuxième tome : le trio Charles (Comte, Dunoyer, Coquelin) et surtout Gustave de Molinari. Ce dernier intéresse particulièrement Rothbard parce qu'il a été le premier à pousser la logique libérale jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la privatisation des fonctions dites au cœur de l'Etat, la défense, la police, la justice – ce qui reviendrait en fait à abolir l'Etat purement et simplement. *Cette idée, qui un siècle plus tard* aux Etats-Unis germerait sous la forme de l'« anarcho-capitalisme », a d'abord été exposée par Molinari dans un article du *Journal des économistes* en février 1849. Puis elle a été reprise dans *Les Soirées de la rue Saint-Lazare*, plaisante série de dialogues fictifs entre un conservateur, un socialiste et un économiste. Comme le note Rothbard, Molinari a bien vite été traité comme un paria par ses pairs à cause de ses vues politiquement incorrectes. Même les plus libéraux d'entre eux ne concevaient pas que l'on puisse penser une économie sans Etat, ce que notre auteur, qui ne cache pas ses préférences libertariennes, regrette évidemment.

Entre Say et Bastiat prennent place les auteurs d'outre-Manche. Les trois chapitres consacrés à la controverse monétaire qui a fait fureur en Angleterre pendant la première moitié du XIXe siècle sont prodigieux de détails et subjugueront les spécialistes. Stuart Mill, ce géant de la pensée dix-neuviémiste, fait figure pitoyable sous le regard cruel de Rothbard ! Il lui reproche d'avoir ressuscité Ricardo qui était déjà oublié, et d'avoir ainsi prolongé le désastre causé par Adam Smith. Le même Ricardo, dans ce réjouissant jeu de massacres, apparaît comme un auteur à la fois « obscur » et « obscurantiste ».

Les cinq chapitres consacrés à Karl Marx sont succulents. Les marxistes eux-mêmes devraient apprécier tant de rigueur et de richesse documentaire. Quant aux amateurs d'économie réelle, ils apprendront beaucoup des relations d'argent entre Marx et son riche mécène Friedrich Engels. Le prophète du communisme, le contempteur de la « monnaie-fétiche », prétendait en 1868 qu'il ne pouvait vivre à moins d'un revenu annuel de 400 à 500 livres, alors qu'à cette époque le revenu moyen des 10 % les plus riches en Angleterre était de 72 livres par an...

Le troisième tome annoncé dans les deux premiers ne verra jamais le jour. Rothbard est mort le 7 janvier de cette année, brisant l'étrange, le fascinant miroir qu'il tendait aux économistes de tous bords.

■ ERRATUM. – L'auteur de *La Banque du XXIe siècle* est Hervé de Carmoy, et non de Carmoi comme cela a été écrit par erreur dans la chronique de Philippe Simonnot du 1er décembre. Quant à la loi bancaire américaine de 1927, il s'agit du *One State Banking Act*, et non du *One Step Banking Act*.

INTERNATIONAL
PAR DANIEL VERNET

L'homme de la paix manquée

BALKAN ODYSSEY
(Odyssée balkanique)
de David Owen.
Editions Victor Gollancz,
394 p., 20 £ (environ 180 F).

Ancien secrétaire (travailliste) au Foreign Office, fondateur du Parti social-démocrate britannique, le docteur David Owen a ajourné, en 1992, une entrée lucrative dans les affaires pour devenir coprésident de la conférence sur l'ex-Yougoslavie. Pendant deux ans et demi, avec son ami Cyrus Vance, lui-même ancien chef de la diplomatie américaine, il s'est efforcé d'amener les belligérants balkaniques à accepter un règlement. C'est cette quête vaine qu'il raconte dans un livre publié récemment à Londres.

David Owen n'apporte aucune révélation, plutôt des confirmations, sur le comportement des parties en présence ; l'opportunisme de Tudjman, qui réussit finalement à créer une Croatie ethniquement « *pure* » ; l'indécision d'Izetbegovic, qui hésite à signer des compromis dans l'espoir d'un soutien massif des Etats-Unis ; le pragmatisme de Milosevic, qui apparaît comme un vrai homme d'Etat. Le livre ne dément pas l'impression, largement répandue, que David Owen ait été fasciné par le président serbe. Il est, en tout cas, convaincu qu'en en faisant un interlocuteur privilégié, on pouvait diviser les Serbes et isoler Karadzic, le chef des Serbes bosniaques. En « *démonisant* » Milosevic, les Américains se sont longtemps interdit cette possibilité.

François Mitterrand, lui, l'avait compris. David Owen raconte dans le détail la réception de Milosevic, le 11 mars 1993, à l'Elysée. Le président serbe paraît insensible aux envolées historiques du chef de l'Etat qui s'attarde sur la fraternité d'armes passée entre la France et la Serbie ; il est beaucoup plus intéressé par la levée des sanctions frappant son pays, que François Mitterrand lie à l'acceptation du plan Vance-Owen. Dans cette guerre de Bosnie qui dure alors depuis un an, les chances de paix n'ont jamais été aussi grandes. MM. Vance et Owen ont proposé un plan soutenu par les Douze, qui prévoit la création de dix provinces taillées selon des majorités ethniques et dotées d'une large autonomie, le maintien d'un gouvernement central pour les affaires d'intérêt commun, l'envoi d'une force internationale chargée de surveiller l'application des accords. Ils n'obtiendront jamais l'assentiment des trois parties, même s'ils ont été très près de réussir. « *Pourquoi Izetbegovic n'a pas signé ?*, se demande David Owen. *Avant tout parce qu'il avait le sentiment que Karadzic pourrait signer s'il le faisait et il se sentait encouragé par les Etats-Unis à attendre un meilleur accord.* »

A Washington, une nouvelle administration vient de s'installer, qui a trois caractéristiques : elle refuse de s'engager en Bosnie, malgré les fortes paroles de la campagne électorale ; elle fait montre d'une ignorance crasse des réalités – le nouveau secrétaire d'Etat Warren Christopher ne sait pas que des Serbes vivent en Bosnie depuis des siècles – et elle juge selon des critères moraux. David Owen ne les récuse pas, mais il pense que « *les émotions ne font pas une politique* » et que la meilleure façon d'arrêter le nettoyage ethnique est de mettre fin à la guerre, même au prix d'un compromis.

David Owen est convaincu que des pressions massives des Etats-Unis auraient donné de bonnes chances à son plan ; au contraire, l'administration Clinton n'a de cesse de le torpiller, parce qu'elle pense avoir une politique de rechange qui n'aboutira pas à un meilleur résultat. Un seul exemple : le premier projet Vance-Owen donnait 43 % de la Bosnie aux Serbes ; l'accord de Dayton, patronné par Washington, leur en laisse... 49 %. Les principes du règlement sont les mêmes. Qu'est-ce qui a donc changé entre 1993 et 1995 pour que l'immoral soit devenu acceptable ? Essentiellement l'engagement des Etats-Unis. Bill Clinton a compris qu'il ne pouvait conserver le *leadership* du monde occidental sans prendre ses responsabilités. A partir de ce moment-là, les compromis indignes devenaient des bases de discussion ; de *persona non grata*, Milosevic se transformait en interlocuteur privilégié ; la partition en trois entités devenait plus « *juste* » que la division en dix provinces...

S'il ne cache pas son amertume, David Owen sait bien que les principaux responsables de cette nouvelle tragédie balkanique ne se trouvent ni à Washington, ni dans les capitales européennes ; ce sont d'abord les Serbes, avec leurs rêves de Grande Serbie, et tous les profiteurs de la guerre qui ont prospéré pendant trois ans. Il sait aussi qu'il se lançait dans une mission impossible. Au moment de sa nomination, le journal satirique *Private Eye* imagina un dialogue, rapporté dans le livre. John Major : « *Je crains que ce ne soit une cause perdue* » ; David Owen : « *Alors je suis votre homme !* ».

POLITIQUE
PAR ANDRÉ LAURENS

Contre le Front national

COMBATTRE
LE FRONT NATIONAL
sous la direction
de David Martin-Castelnau.
Vinci, 244 p., 120 F.

La publication en 1995 d'un ouvrage collectif sur les meilleurs moyens de *Combattre le Front national* serait bien le signe, si les résultats électoraux n'étaient pas déjà assez convaincants, que le combat était jusque-là fort mal engagé. Devant ce qu'il faut bien appeler un constat d'échec, David Martin-Castelnau a questionné plusieurs interlocuteurs – ministres ou anciens ministres, philosophes, sociologues, politologues, journalistes – sur le contenu d'une contre-offensive plus efficace.

Si les auteurs ne sont pas toujours d'accord entre eux, aucun n'avance de formule magique, le dénominateur commun étant plutôt de rejeter les facilités et l'inanité du prêt-à-penser, du discours idéologiquement correct, de la posture morale entre confort et convention. Dans cette perspective, le faisceau des analyses ainsi rassemblées participe bien, comme l'énonce David Martin-Castelnau, de « *la connaissance offensive* » d'une cible, le Front national, trop longtemps visée sous des angles réducteurs. L'entreprise n'était pas destinée à déboucher sur une conclusion unique et définitive : elle ouvre des pistes, dont certaines se recoupent et se rejoignent. Plusieurs auteurs constatent que le succès du FN profite d'un certain affadissement des courants politiques structurant traditionnellement l'opinion. Aussi, Jean-François Kahn invite-t-il la gauche à retrouver ses racines et la droite ses valeurs, tandis qu'Eric Raoult, membre du gouvernement, met naturellement ses espoirs dans « *la droite républicaine et nationale* ». Voici deux références – la République, la Nation – qui, avec des tonalités différentes, reviennent souvent sous la plume. Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, souhaite un retour à un verbe plus humain et politique, en rupture avec le discours technocratique, et appelle à une relance d'un « *projet d'Etat* ». De son point de vue d'urbaniste, Roland Castro fustige pareillement « *la pensée technique* », qui a produit du morcellement, et réclame « *un projet républicain* ». Jean Daniel recommande de promouvoir les valeurs républicaines et l'identité française. Sur ce dernier point, Kofi Yamgnane, ancien secrétaire d'Etat socialiste, suggère de solenniser la naturalisation des étrangers. Alain Finkielkraut souhaite « *un surcroît d'ambition historique* » et pense qu'il vaudrait mieux entretenir les Français un peu moins d'eux-mêmes et un peu plus de la France. « *Le véritable adversaire du lepénisme, c'est le civisme* », estime Pascal Bruckner, qui est pour une banalisation du courant frontiste, tandis que Raoul Girardet explique qu'on ne saurait se satisfaire de prêcher son exclusion.

Fort de sa connaissance de l'implantation électorale et sociopolitique du Front national, Pascal Perrineau en rappelle les caractéristiques et observe qu'il vaudrait mieux combattre le programme de ce mouvement que son leader, car ses véritables faiblesses sont sûrement là. Pierre-André Taguieff est du même avis et prône « *une stratégie de harcèlement argumentif* » contre un parti dont les propositions incohérentes pourraient conduire « *jusqu'au chaos, à l'injustice dans le désordre, à la guerre civile* ». Il ouvre la voie à des approches plus novatrices s'il s'agit bien de repenser la contre-offensive. C'est ainsi que Bruno Etienne invite la République à revoir ses liens avec les communautés religieuses et culturelles pour, précisément, échapper à la mécanique communautariste que la construction européenne met en place. Michel Wieviorka fait un pari semblable en mettant en cause un discours républicain dominant qui diabolise la menace, au risque de s'aveugler, alors qu'il faudrait l'aborder de manière raisonnée. Il part de l'idée que notre société accueille et produit des différences culturelles qui, « *non seulement se donneront de plus en plus à voir dans l'espace public* », mais oscilleront entre le repli exacerbé et sectaire et l'engagement dans des pressions et conflits. La démocratie aura plus à gagner, estime-t-il, en acceptant de gérer ces dernières tensions, « *sur un mode plus ou moins négociateur* », plutôt que de se fermer en rejetant les demandes culturelles dans la sphère du privé.

Dominique Schnapper propose une analyse lumineuse de la fausse évidence qu'exprime la notion de « *préférence nationale* », dont l'application consisterait, conclut-elle, « *à remettre fondamentalement en question aussi bien le droit positif actuel que les engagements internationaux de la France. C'est un projet de rupture avec une tradition politique vieille de plusieurs siècles, que la France elle-même a puissamment contribué à élaborer intellectuellement et institutionnellement. C'est au sens propre un projet révolutionnaire* ». Voilà un jugement qui mérite d'être repris à l'encontre d'un parti qui se réclame tant de la France, de l'ordre et de la tradition et qui veut rassurer.

SOCIÉTÉ
PAR ROBERT SOLÉ

Le juge, l'arbitre et le passeur

DYNAMIQUE
DE LA MÉDIATION
de Jean-François Six.
Desclée de Brouwer, 280 p., 135 F.

La médiation est à la mode. Et, comme beaucoup de concepts à la mode, à force d'être employée à toutes les sauces, elle finit par perdre sa signification. Nul n'est mieux placé que Jean-François Six pour en parler. Ce philosophe, qui est aussi prêtre et écrivain, a été l'un des premiers en France à se passionner pour le sujet. Au point de promouvoir une charte et un code de la médiation, un haut-conseil dont il est membre et un Centre national qu'il préside (127, rue Notre-Dame des Champs, 75006 Paris).

Certains livres sont désespérément creux. Celui-ci serait presque trop riche. Décortiquant le sujet, l'analysant dans tous les sens, *le reliant à tous les* aspects de la vie locale, nationale et internationale, Jean-François Six propose une véritable encyclopédie de la médiation, qui est aussi une lecture sociologique et philosophique du monde étrange dans lequel nous vivons.

Le temps, pas si lointain, où le Médiateur de la République poursuivait une association pour avoir mis le mot médiation dans son nom, est bel et bien passé. Aujourd'hui, toute institution qui se respecte cherche à se donner un médiateur pour « fidéliser » son public ou améliorer ses relations avec lui. Ce faisant, elle est conduite à s'interroger sur elle-même, comme *Le Monde* en fait l'heureuse expérience depuis un an et demi.

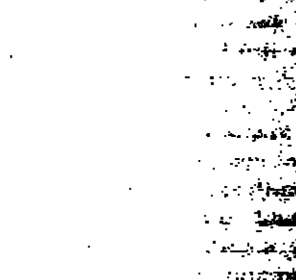
Si Jean-François Six ne nie pas l'utilité de la médiation institutionnelle, l'essentiel de son intérêt va vers une autre forme de médiation, qu'il appelle « *citoyenne* ». Là, il ne s'agit plus d'une personne nommée (par un organisme public, une ville, une entreprise, un tribunal, une école ou un hôpital) : c'est un citoyen sans titre qui est appelé à remplir le rôle des « médiateurs naturels » de jadis dans les villages, comme le secrétaire de mairie, le médecin, l'instituteur ou le curé. Pour cela, un certain nombre de qualités sont indispensables, affirme l'auteur, qui cite l'indépendance, la discrétion, le courage et la prudence, mais il faut y ajouter une véritable formation, et même une formation continue. Le Centre qu'il préside en dispense une. C'est aussi le cas de l'université de Bourgogne, par exemple, qui délivre un « *diplôme d'aptitude aux fonctions de médiation* ».

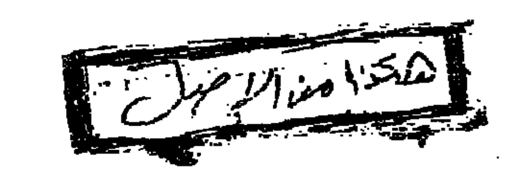
Le médiateur passe généralement pour un arbitre auquel on fait appel pour résoudre des conflits. Ce n'est pas exactement la perspective des auteurs de la charte de la médiation qui définissent d'abord celle-ci comme « *une volonté d'ouvrir des routes, de construire des ponts* ». Dans leur esprit, il s'agit moins de régler des conflits que de favoriser des liens. En les réparant, s'ils ont subi des dommages ; en les rétablissant, s'ils ont été distendus ; voire en les créant, s'ils n'existent pas. Cette médiation dynamique suppose donc de l'inventivité et *de la création. Elle peut venir en* aide à ceux qui se sont mis ensemble dans un mauvais pas, mais aussi jouer un rôle de prévention pour éviter à une personne ou à un groupe de s'engager dans une voie sans issue.

Ce « *médiateur citoyen* » a pour mission essentielle de renvoyer chacun à soi-même. N'étant ni juge, ni même arbitre, il est une sorte de passeur. Les deux partenaires-adversaires qui ont recours à lui doivent renoncer à la facilité d'une assistance passive et accepter d'inaugurer une nouvelle relation. La véritable décision leur appartient. C'est donc une œuvre à trois.

Jean-François Six oppose cette vision ternaire à la logique binaire et manichéiste dont les Français sont les champions. Il l'oppose, avec autant de fermeté, à une tentation fusionnelle qui prétend effacer les conflits. Bref, il nous engage à adopter le chiffre 3 pour entrer dans le... troisième millénaire. Emporté par son enthousiasme, il n'est pas loin de prédire que les mille ans qui viennent seront ceux de la médiation.

Des médiateurs sans diplôme ne se reconnaîtront pas forcément dans cette belle construction intellectuelle, d'une symétrie de cathédrale. Et certains s'étonneront qu'après avoir opposé la « *médiation de fonctionnaire* » à la « *médiation ouverte* » on en arrive à codifier cette dernière dans les moindres détails. Le code de la médiation ne comprend pas moins de trente-quatre articles, précisant les modalités de saisine du médiateur, sa rémunération, sa récusation éventuelle, et même les sanctions qu'il peut encourir de la part d'un Conseil national qui ressemble à un ordre professionnel. Beaucoup de médiateurs « *institutionnels* » n'ont pas de telles contraintes... Mais la réponse à cette objection se trouve sans doute aussi dans ce livre foisonnant où chacun, médiateur ou pas, pourra trouver ample matière à réflexion.





LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE



LES BELLES CONTRÉES
Naissance du paysage italien
(Le Belle Contrade
Nascita del paesaggio italiano),
de Piero Camporesi.
Traduit de l'italien
par Brigitte Pérol,
Le Promeneur, 200 p., 145 F.

LES EFFLUVES DU TEMPS JADIS
(La Miniera del mondo.
Artieri, inventori, impostori)
de Piero Camporesi.
Traduit de l'italien
par Monique Aymard,
avec la collaboration
de Françoise Liffran,
Plon, 334 p., 159 F.

Le clavier des cinq sens

L'érudition n'a pas bonne presse. Elle évoque quelque chose de pesant et de grisâtre qui viendrait écraser l'intelligence, laquelle, comme chacun sait, est aérienne et lumineuse. Ambrose Bierce disait de l'érudition qu'elle est *« de la poussière tombée d'un livre dans un crâne vide »* ; et toutes nos littératures résonnent du stéréotype du créateur-cigale aux œuvres vives et généreuses auquel s'oppose l'érudit-fourmi qui accumule par incapacité à inventer. Souvenez-vous des *Assis*, des rats de bibliothèque, des cuistres que Rimbaud transforme en hommes-chaises : *« Ils ont greffé dans des amours épileptiques/ Leur fantasque ossature aux grands squelettes noirs/ De leurs chaises ; leurs pieds aux barreaux rachitiques/ S'entrelacent pour les matins et pour les soirs. »*

Les œuvres qui comptent, celles qui nous enchantent et nous bouleversent, ne s'écrivent pas dans les bibliothèques, mais plutôt dans « le grand livre du monde » ? C'est encore un préjugé culturel, dominant il est vrai, mais auquel il est facile d'opposer des exemples, de Rabelais à Borges et de Montaigne à Queneau. Les choses savantes et rares peuvent être aussi matières à écrire ; mais avouons que les érudits, accaparés par leur propre bonheur de savoir, ne se soucient guère, la plupart du temps, de le faire partager aux autres, aux étrangers à la tribu. Ils ont du plaisir de lire, de découvrir et de penser une conception autarcique, sinon onaniste.

Peut-être parce qu'ils sont voués, quoi qu'ils veuillent, à raconter des histoires, les historiens – du moins ceux dont la plume était la plus déliée – sont sortis de leur petite cité pour rendre compte de leurs savants travaux devant « l'opinion cultivée ». Avec le succès que l'on sait. Mais cette « publicité » demeure limitée et les études les plus érudites continuent à alimenter exclusivement le réseau souterrain et semi-clandestin des revues de spécialistes et des impénétrables recueils universitaires. Sauf en Italie, semble-t-il, où la tradition est autre. Là, l'étalage orné de ce que l'on sait ne paraît pas nuire à la qualité de ce que l'on dit. Lorsqu'elle parvient à atteindre une ampleur spectaculaire, la cuistrerie cesse d'y être un défaut pour devenir un art des plus raffinés. C'était le cas, hier – en fait, pendant un demi-siècle –, de Mario Praz, champion légendaire de la jonglerie savante, collectionneur vertigineux des connaissances les plus hétéroclites. C'est le cas, aujourd'hui, de Piero Camporesi.

Le sentiment dominant à la lecture des deux livres qui viennent d'être traduits en français, c'est celui du partage d'une extraordinaire jouissance. Camporesi n'est pas, comme Praz, un esthète de la bibliothèque, un accumulateur de prodiges et d'objets sophistiqués. C'est un dévoreur – pour un peu, on dirait un glouton. Grimoires médiévaux, traités de la Renaissance, mémoires baroques, encyclopédies des Lumières, visions romantiques, énumérations positivistes ou archives proliférantes de notre modernité, il absorbe tout avec la même gourmandise. Poèmes, romans, récits de voyages, décrets municipaux, bulles du pape, arrêts judiciaires, ouvrages de médecine, de pharmacie, de jardinage, de sorcellerie, de cuisine, d'architecture militaire, de géométrie, de philosophie, d'œnologie, rien de tout cela ne lui échappe, pas plus que les oraisons funèbres, les inscriptions monumentales, les tableaux, la musique, l'orfèvrerie, les costumes, les chansons, les métiers, l'art de naviguer ou celui de construire des fontaines.

Il y a chez lui une véritable ivresse du savoir, si débordante, si enthousiaste qu'elle ne peut pas manquer de se déverser sur le lecteur et de l'envelopper de ses vapeurs jubilatoires. Cette énergie dionysiaque a un revers : qu'on n'attende pas de Camporesi un discours composé comme un devoir d'algèbre ou selon les strictes lois de la dialectique. Rien chez lui qui s'achèverait par un CQFD catégorique. Les problèmes – historiques, anthropologiques, esthétiques – qu'il pose, il ne les résout pas par la démonstration, ni par les solutions élégantes de la théorie et de la synthèse. Il préfère arpenter, digresser, folâtrer et, plutôt que réduire le réel à quelques intellections, en reproduire le désordre, la complexité, la saveur, les rythmes de surface et les pulsations profondes. Et le risque de l'erreur lui semble moins dommageable que celui de l'incuriosité ou de l'aplatissement.

C'est pourquoi, aussi, les titres que Camporesi donne à ses livres sont trompeurs, par réduction. *Les Belles Contrées* porte en sous-titre *Naissance du paysage italien*. Et, de fait, le premier chapitre du livre et le dernier illustrent la manière dont, au XVI[e] siècle, le paysage est inséparable du pays, c'est-à-dire du milieu où les hommes travaillent, transforment, découvrent, produisent, aménagent. La beauté est dans l'art, celui des artisans et celui des artistes, et guère dans la nature. On admire les jardins, les fontaines, les canaux, les villes saines et aérées, mais l'idée ne viendrait à personne d'aimer la montagne, cette demeure inhospitalière de populations sauvages et goitreuses, ou de trouver une thérapie consolatrice dans la fréquentation des forêts, ces lieux sombres que hantent des présences dangereuses ou diaboliques. Il faudra Rousseau et les calvinistes suisses pour que la nature apparaisse comme un refuge spirituel et pour que les peintres italiens lui fassent quitter le fond de la toile et l'installent comme un sujet à part entière.

Dans les autres chapitres des *Belles Contrées*, la naissance du paysage n'intervient plus qu'au titre de thème léger, de musique d'accompagnement. Camporesi digresse et le lecteur ne se rendra compte que plus tard, le livre achevé, du rôle que jouent dans la scénographie de l'historien ces ornements baroques, ces promenades buissonnières. Pour l'heure, il est requis par d'autres plaisirs : une excursion sur l'île d'Elbe et dans ses mines de fer, une autre dans le système capillaire qui préside au gouvernement des eaux à Bologne, une troisième dans ces belles et nobles villes italiennes du XVI[e] siècle que leurs princes et leurs architectes rêvent fonctionnelles, planifiées, saines, aérées : tout le contraire des villes médiévales *« organiques et viscérales »*. Au passage, Camporesi ramène dans ses filets une pêche abondante et souvent rare tirée de ses lectures papillonnantes et qu'il cuisine à sa manière, plus sensuelle et roborative qu'attentive aux rigueurs de la diététique.

L'ambition des *Effluves du temps jadis* est beaucoup plus vaste que ne l'annonce le titre français. Il ne s'agit pas d'une nouvelle version, à l'italienne, de Corbin (1), moins encore de Süskind (2). S'il faut comparer l'entreprise de Camporesi à une autre, c'est du côté de Foucault, celui de *Les Mots et les choses* et de *L'Archéologie du savoir* qu'il faut se tourner. Camporesi peint l'envers de Foucault. Il dessine le tracé d'une sorte d'horizon épistémologique sensible et matériel, sans lequel l'évolution des savoirs et des rapports aux savoirs lui paraît pure abstraction intellectuelle.

En d'autres termes, Camporesi analyse moins les discours que tiennent les hommes du Moyen Age, de la Renaissance ou de l'âge baroque que la manière dont ils ordonnent les sensations violentes qui les assaillent et les informent : les odeurs, les saveurs, les bruits, l'omniprésence de la saleté, de l'excrémentiel, du cadavérique dans la vie quotidienne des campagnes et des villes, dans la nourriture, dans les médications, dans les rites sociaux (Camporesi rappelle qu'en guise de grains de riz on lançait aux jeunes mariés, à la sortie de l'église, des projectiles autrement odorants et fumants).

Lui sert de guide dans ce voyage un personnage étonnant : Leonardo Fioravanti, qui naquit à Bologne en 1518. Médecin sans diplôme, chirurgien à la main habile, concocteur de potions miraculeuses, Fioravanti a parcouru toute l'Europe, celle des champs de bataille où il rafistolait les blessés, mais aussi celle des cours les plus illustres. Sa réputation est grande, ses talents de bonimenteur plus grands encore. Il a écrit quelques ouvrages à sa propre gloire, dans lesquels il livre la somme de son expérience et des recettes qu'il en a tirées. Une vision du monde à travers les maladies et les traitements, que la nature, travaillée par le savoir, offre pour les guérir. Un mélange étonnant pour nous – mais ordonné, montre Camporesi – de savoir-faire, d'observation, d'invention, mais aussi d'imposture, de pensée magique, de charlatanerie.

Fioravanti, c'est certain, plaît à Camporesi. C'est un homme qui sent et dont tous les sens dialoguent avec le milieu qui l'entoure, avec les herbes, avec les corps, avec les aliments, avec les bêtes, avec les morts. C'est un homme de chair et nous sommes des machines qui ne pouvons plus rien comprendre au réel : *« L'homme se redéfinit au miroir des machines. Accoutumé à se servir d'objets subalternes, d'instruments auxiliaires de plus en plus dociles, sensibles, serviables, « intelligents » et empressés, il perd les instruments naturels de son ancienne chair imparfaite et immonde, les antennes destinées à capter le secret des choses, le clavier des cinq sens. »*

(1) *Le Miasme et la jonquille. L'odorat et l'imaginaire social, XVIII[e]-XIX[e] siècles*, Aubier, 1982 ; réédition en « Champs » Flammarion, 1986.
(2) *Le Parfum*, Fayard, 1986 ; réédition en Livre de poche.

Les délinquants de la pensée

Roberto Calasso recense les lecteurs du chef-d'œuvre de Max Stirner, « L'Unique et sa propriété »

LES QUARANTE-NEUF DEGRÉS
(I Quaranta-nove gradini)
et l'impressionnisme
de Roberto Calasso.
Traduit de l'italien
par Jean-Paul Manganaro
Gallimard. 320 p., 150 F.

Oskar Panizza vouait un culte à l'auteur de *L'Unique et sa propriété*, Max Stirner. Tous deux étaient des hors-la-loi, des saccageurs de la métaphysique, des saboteurs du réel, des dynamiteurs d'illusions ayant érigé la subversion en art de vivre. *L'eussent-ils connue* qu'ils auraient aussitôt adopté cette jeune paranoïaque, décrite par le psychiatre Ernst Schultze, qui volait, se dénudait et s'abandonnait à toutes les formes d'indécence parce qu'elle était convaincue que chaque manifestation de sa volonté coïncidait avec le droit. *« Si nous ne détruisons pas nos pensées, nos pensées nous détruiront »*, écrivait Panizza. Le seul sens que peut avoir notre vie, c'est de dissoudre le fantôme du monde. Si une pensée te ronge, débarrasse-t-en en la pensant jusqu'au bout, conseillait Stirner. Consume-la, en la faisant intensément travailler : elle aura bientôt disparu et tu seras libre. Et l'illusion détruite. Certes, elle renaîtra : c'est le rocher que, à l'instar de Sisyphe, tu roules devant toi. L'acte le plus rationnel, insistait de son côté Panizza, c'est le suicide. Il doit devenir aussi naturel qu'éternuer ou cracher (1).

On ne sera guère surpris qu'avec des convictions aussi extrêmes Oskar Panizza, psychiatre de son état, ait été interné dans l'asile où il exerçait. On le sera encore moins d'apprendre que, dès sa publication en 1845, *L'Unique et sa propriété* fut considéré comme un livre *« mal famé »* exerçant un attrait morbide sur les autodidactes et les délirants ; les professeurs de philosophie auraient cru déchoir en s'intéressant à lui.

Roberto Calasso, avec l'insatiable curiosité qu'on lui connaît, s'est plu à recenser les lecteurs de Stirner, depuis les censeurs prussiens jusqu'à Engels et Marx, sans oublier Feuerbach. On sent de la part de Calasso une affection toute particulière pour ce délinquant de la pensée auquel Lukacs dans *La Destruction de la pensée* n'accorda même pas la dignité de philosophe corrupteur. Heidegger aussi se taira sur Stirner, qui est pourtant un concentré très pur de nihilisme. *« Le silence de Heidegger,* note Calasso, *rappelle un autre silence sur Stirner : celui de Nietzsche. »* Peut-être, suggère encore Calasso, ne lui a-t-on pas pardonné de s'être livré à une grandiose parodie de la philosophie. On eût préféré qu'il fût un fou ou Satan en personne. Mais il n'était ni l'un ni l'autre. Il n'était tout simplement pas lié aux hommes, même pas par une langue commune.

Roberto Calasso met la même passion à raconter le feuilleton érotico-philosophique que fut *Sexe et Caractère* du jeune et arrogant Weininger ou le destin du président Schreber, qui pensait être le seul homme encore vivant dans le monde, tous les autres n'étant que des ombres ou des fantômes. Dans sa galerie de portraits, on croisera également Wedekind, Nietzsche, Karl Kraus, Gottfried Benn, Walter Benjamin et Robert Walser. Roberto Calasso pousse le vice du commentaire jusqu'à la plus extrême perversité : c'est dire le plaisir qu'il nous procure.

Roland Jaccard

(1) Rappelons d'Oskar Panizza la parution récente de *l'Illusionnisme et le salut de la personnalité*, traduit de l'allemand par Pierre Gallissaires, Ludd (4 *bis*, rue de Palestine, 75019 Paris), 134 p., 90 F.

Boulevard des assassins

La Belle Epoque marque l'apogée d'un genre extrêmement populaire dans la presse et l'édition : « le récit de crime » Dominique Kalifa mène une passionnante enquête sur cette violence de papier, qui proliféra à l'ombre du grand carnage

L'ENCRE ET LE SANG
Récits de crimes
et société à la Belle Epoque
de Dominique Kalifa.
Fayard, 352 p., 150 F.

Le crime est-il un objet d'histoire ? A cette question insolite, Dominique Kalifa répond par l'affirmative et considère le récit de crime à la Belle Epoque comme un observatoire privilégié des années 1900. S'il confère un tel enjeu à cette culture du crime, c'est qu'il a su rendre à ce genre foisonnant toute sa dynamique narrative, une dynamique qui permet à l'historien de tracer des pistes d'interprétation multiples. L'inventivité et l'érudition se mêlent ici pour faire de ce livre un modèle d'étude culturelle.

Tout d'abord, Kalifa sort le récit de crime des grilles d'une analyse purement sémantique qui cherche essentiellement à repérer les invariants du genre. Pour lui, le récit de crime n'est pas la marque, éternellement reprise, d'une histoire immobile, mais révèle, au contraire, les transformations historiques d'une société. Car l'auteur s'intéresse moins aux crimes eux-mêmes qu'à leurs représentations multiformes à la Belle Epoque. Dans cet écart, précisément, se tient le jeu de miroir qui permet à l'historien de repérer et d'analyser le discours sur elle-même de la « société 1900 ». Le récit de crime, à travers un discours sur l'autre absolu – le criminel et son acte barbare – et sur soi-même idéalisé – le héros qui élucide le crime –, est donc l'un des dispositifs rhétoriques privilégiés de la vision du monde. Privilégié car partagé : le récit de crime, roman policier ou chronique de fait divers, affaire criminelle ou rubrique de presse à gros tirages, est susceptible d'appropriations multiples et complexes. Cela procure son dynamisme au genre à ce moment précis : il est, tout à la fois, premier vecteur de la pratique quotidienne de la lecture, et une réserve de faits où intellectuels et artistes peuvent puiser une poésie de la pègre, une inspiration noire et mélancolique. Le récit de crime appartient alors à tous les publics, chacun le considère avec sa distance, ses présupposés, sa culture, ses intérêts propres : il est un des « échangeurs » favoris de l'imaginaire du temps.

Cette dimension imaginaire est primordiale, car c'est à partir d'elle que s'articule au mieux la pensée du crime à la Belle Epoque. La richesse de l'univers criminel tient dans sa contradiction : l'horizon 1900 est le moment où l'enquête triomphe sur la description du crime mais aussi le temps d'un renouvellement flamboyant des figures du monstre criminel. Kalifa, en travaillant notamment sur l'âge d'or du roman policier lancé par *L'Affaire Lerouge* d'Emile Gaboriau en 1866, souligne la résorption progressive du récit de crime dans celui de l'enquête, la *« dilution de la description des meurtres et des corps sanglants dans la rétrospection déductive de l'enquête »*.

L'INVESTIGATEUR

Les cadavres et les attaques aux corps, omniprésents dans le récit classique de crimes et d'attentats, par exemple dans les « canards » traditionnels ou les dessins de *L'Illustration*, laissent peu à peu place au dévoilement ingénieux des mécanismes de la résolution des énigmes criminelles. La figure médiatisée, dès lors, n'est plus la victime, ni même le criminel, mais l'investigateur, temps héroïques des Rouletabille, Philippe Guérande, Sherlock Holmes, journalistes, reporters, détectives amateurs, qui font les beaux jours du roman policier Belle Epoque. L'univers du crime, qui pourrait être réduit à néant par la perspicacité de ces fins limiers, s'étend au contraire : comme si, pour mieux justifier la virtuosité du récit des enquêtes, il fallait que l'imaginaire criminel s'accroisse toujours davantage, jusqu'à faire proliférer l'armée du crime dans tous les domaines de la société.

En cette matière, la Belle Epoque est féconde : les « apaches » tiennent les rues de Paris la nuit venue et constituent le gang le plus redouté, les anarchistes posent des bombes et mitraillent la foule, les monstres égorgeurs ou décapiteurs prolifèrent dans les rubriques de faits divers, et, enfin, quelques figures attirent à elles, le temps d'une saison, les gros titres des journaux, captivant les imaginations des lecteurs, des romanciers et des premiers cinéastes. Casque d'or, muse des apaches, Marguerite Steinhel, égérie politique qui assassine son mari, Henriette Caillaux, la vengeresse qui tue le directeur du *Figaro*, Soleillant, assassin d'enfant, Jules Bonnot, démon anarchiste, tous ces portraits composent – entre 1900 et la première guerre mondiale – une galerie haute en couleur où se mêlent bientôt les êtres d'imagination fécondés par les romans ou les films, Fantômas et autre Irma Vep. L'ensemble forme un monde mythique qui abreuve l'air du temps d'idées noires et de craintes de complots, de fascination pour le mal et de cadavres délectables.

Cette *« fabrique du crime »* se déverse sur le public alléché en une production et foisonnante.



Une de « l'œil de la police » nº 1, 1908

D'autres moments, au XIXe siècle, avaient connu semblable attrait pour le morbide et ses représentations criminelles : les années 1830 et les célèbres « boulevards du crime », les années 1860 et la fascination pour l'affaire Troppmann qui avait ouvert la presse populaire aux faits divers. Mais les années 1900 constituent sans doute l'apogée du genre.

Le Petit Parisien, principal quotidien de la Belle Epoque, consacre plus de 10 % de ses colonnes aux récits de crime et, parfois, des éditions spéciales au moment des grandes affaires. Deux hebdomadaires spécialisés, *Le Passe-Partout* et *L'Œil de la police*, premiers ancêtres du *Détective* de Gaston Gallimard et de Joseph Kessel, sont lancés sur la piste des faits divers sanglants. Journaux et éditeurs accueillent à foison les romans criminels à succès, de Maurice Leblanc (*Arsène Lupin*, 1905) à Gaston Leroux (*Rouletabille*, 1907 ; *Chéri-Bibi*, 1913) en passant par Léon Sazie (*Zigomar*, 1909). Enfin, très vite, le cinéma élève le récit de crime au statut d'épopée des temps modernes. Banale reconstitution à leurs débuts (*Histoire d'un crime*, 1901), les scénarios s'offrent bientôt aux serials et à leurs rebondissements, aux épisodes haletants et à leur surréalisme noir et visionnaire : en 1907, débute la série des *Nick Carter*, fulgurant succès, bientôt suivi par *Tom Dickson* ou *Nick Winter*, puis Louis Feuillade, pour la Gaumont, s'empare des esprits et des rêves noirs des spectateurs pour plusieurs années durant lesquelles se succèdent les *Fantomas*, les *Judex* et les *Vampires*. Pour décrire la captation de l'imaginaire de la Belle Epoque par ces récits et ces images du crime, pour évoquer ce moment hanté par des fantômes qu'il a lui-même inventés, Dominique Kalifa trouve souvent les mots justes.

La dernière partie de son ouvrage – où il étudie les répercussions sociales de cette effervescence du récit de crime – est tout aussi séduisante. Les gouvernants ont fini par croire sinon en l'existence réelle de ces crimes omniprésents dans les romans, dans les rubriques de presse, dans les films à épisodes, du moins en l'efficacité de leur pouvoir sur les esprits. Ils dénoncent dès lors, au nom de la morale sociale, ces récits « criminogènes », mais usent cependant de leurs effets dérivés : puisque la criminalité augmente – ce que prouveraient ces innombrables récits –, il est légitime que la société se défende. Ainsi, en pleine hantise des attentats anarchistes, en 1894 puis en 1912, sont justifiées les « lois scélérates » et confortée la rhétorique sécuritaire désignant au soupçon pêle-mêle étrangers, socialistes, vagabonds et marginaux. Le récit de crime, par son pouvoir sur les imaginations, devient un moyen pour le politique d'imposer son emprise sur la société : « Je te protège contre le crime, donc j'ai un pouvoir légitime », formule qui semble le support d'un nouveau contrat social.

PIRE QUE L'APACHE

Pourtant, ultime constat établi par Dominique Kalifa, la vogue du récit de crime souligne, en fait, une tout autre évolution. Si la violence investit le papier, la pellicule et l'imaginaire, c'est surtout qu'elle se fait moins présente dans la vie vécue. Les représentations sont ici, comme le disait Norbert Elias, un réceptacle régulateur : elles accueillent le crime imaginé et préservent le « procès de civilisation » qui polit les rapports sociaux et filtre peu à peu les mœurs de leur brutalité. La véritable violence qui menace la société n'est pas criminelle : la Belle Epoque n'est pas morte poignardée au coin d'une rue, égorgée dans un sous-bois, « révolvérisée » – comme la presse aimait à l'écrire – par des apaches au sang trop chaud. Elle a pris une balle au fond d'une tranchée – *« en plein bidon »*, écrivait Céline – et s'est éteinte à cause d'une guerre qu'aucun discours sécuritaire n'a pu empêcher.

Antoine de Baecque

Le théâtre du rire et du sang

LE GRAND GUIGNOL
Le théâtre des peurs
de la Belle Epoque
Edition établie
par Agnès Pierron.
Robert Laffont,
coll. « Bouquins »,
1 530 p., 179 F.

Une véritable aubaine que ce gros « bouquin » réunissant cinquante-cinq pièces jouées au Théâtre du Grand Guignol, avec des titres aussi alléchants que *La Dernière Torture, Le Chirurgien de service, Une leçon à la Salpêtrière, Le Château de la mort lente, Un réveillon au Père-Lachaise* ou *L'Atroce Volupté* ! Fondé en 1897 par Oscar Méténier, le Théâtre du Grand Guignol, la plus petite scène de Paris à l'époque, impasse Chaptal, près de Pigalle, est une sorte de succédané du naturalisme, un des effets pervers, macabres et réjouissants, du théâtre réaliste prôné alors par André Antoine. On y montre, en effet, des personnages bien réels du Paris truand et sordide – c'est, par exemple, la première fois que les spectateurs peuvent voir des prostituées sur scène – dont les pulsions les conduisent tous, par un déterminisme quasi pathologique, à s'entre-tuer. Ces tableaux vivants reconstituent les faits divers sanglants des « une » du *Petit Journal* ou de *L'Illustration*. Même lorsque certains des personnages – grands bourgeois, aristocrates, savants et médecins – échappent au déterminisme violent des classes populaires, ils finissent par tuer par soif de plaisir ou de connaissance : les monstres sont tapis au cœur même de la société.

La fièvre du spectacle sanglant est telle, à la Belle Epoque, que ce genre connaît rapidement le succès : le public va s'encanailler à Pigalle, au théâtre de la peur et du rire. Car, bien évidemment, l'un ne va pas sans l'autre. Le programme du Grand Guignol fait alterner quatre courtes pièces par soirée, pour moitié des vaudevilles échevelés, pour moitié des tableaux sanglants. Et les pièces d'horreur elles-mêmes sont, condition première de leur visibilité, tendues entre terreur et ridicule, entre épanchement macabre et flots de sang grotesques. Les pièces sont truquées, mais sont données comme truquées et les spectateurs viennent surtout rire de leurs propres peurs.

L'expression « grand guignol » entre très vite dans les mœurs pour désigner l'excès macabre, l'écart entre la peur et le rire, alors qu'à sa fondation le théâtre Méténier n'avait pour seule ambition que de donner à voir *« un Guignol qui aurait grandi »*, un Guignol pour adulte. Et le genre attire nombre de « dramaturges », vite spécialisés dans ces émotions très particulières. Quelques-uns sont certes de passage, tel Gaston Leroux, pionnier du roman policier, auteur, en 1911, d'un titre à succès du Grand Guignol, *L'Homme qui a vu le diable*. Mais le gros du répertoire est l'œuvre de spécialistes, qui viennent souvent du journalisme, parfois des milieux de la police et des mouchards – Méténier lui-même... –, les mieux informés des anecdotes sanglantes et des faits divers spectaculaires, parfois encore des milieux médicaux ou de la psychiatrie naissante.

Max Mauley, Alfred Binet, André de Lorde sont les fondateurs et les grands maîtres du genre, ce dernier définissant son écriture avec une précision toute scientifique : *« Les pharmaciens sont arrivés à condenser de fortes doses de médicaments violents dans certains comprimés d'un tout petit volume, faciles à absorber ; de même, je m'efforce de fabriquer des comprimés de terreur. »* La tradition du Grand Guignol se perpétuera jusqu'en 1962, année de la fermeture du théâtre. Il faut rendre grâce à Agnès Pierron d'avoir exhumé des archives ténébreuses ces traces d'une culture longtemps vivante de l'horreur et du sang.

A. de B.

Violences par-delà, violences en deçà

Suite de la page I

Le thème prophétique du châtiment du royaume cruel et tyrannique, souvent manié par les milieux millénaristes et morisques, se trouve ainsi étroitement associé à la stigmatisation des horreurs de la conquête. Dans un texte, rédigé lui aussi en 1542, qui est une condamnation sans appel du système de l'*encomienda* par lequel chaque conquérant reçoit un territoire et des tributaires qui lui doivent impôt et travail,

Las Casas avertit l'Espagne du péril mortel qui la menace : *« Le royaume d'Espagne est en grand danger de se perdre et détruire, d'être dérobé, oppressé et désolé par autres nations étrangères, et nommément par les Turcs et les Maures, parce que Dieu, qui est très juste, véritable et souverain roi de tout l'univers, est fort courroucé par les grandes offenses et péchés que ceux d'Espagne ont commis par toutes les Indes, en affligeant, opprimant, tyrannisant, dérobant et tuant tant et de telles gens, sans raison ni justice, et en dépeuplant en si peu de temps un tel et si grand pays ; toutes les gens duquel avaient des âmes raisonnables, et étaient créées et formées à l'image et semblance de la très haute Trinité, et étant vassaux de Dieu rachetés de son sang précieux et qui tient compte et ne s'oublie point d'un seul d'eux. »*

Les violences exercées aux dépens des *« pauvres agneaux et moutons »* par ceux qui ne se conduisent ni comme des chrétiens, ni comme des humains, mais comme des *« diables »* et des *« bêtes sauvages »*, justifie la résistance indienne, qualifiée de *« guerre très juste et très sainte »*. *« Retirer l'enfer des Indes »* serait chasser du Nouveau Monde les tyrans qui, tout ensemble, martyrisent les créatures de Dieu par des supplices inouïs et spolient leur roi en le privant des richesses promises par une conquête pacifique et évangélique. Sa vie durant, Las Casas rêvera de cette colonisation parfaite par laquelle missionnaires et paysans, respectueux des droits et des vies des Indiens, institueraient en Amérique une chrétienté idéale. Après avoir été nommé évêque du Chiapas en 1543, il en tentera l'expérience, avec ses frères dominicains, dans le territoire de la Vera Paz, premier exemple de réduction (1) en Amérique. Il meurt en 1566, après avoir rédigé un testament où il déclare : *« Je crois qu'en punition de ces œuvres impies, scélérates et ignominieuses, si tyranniquement et sauvagement perpétrées, Dieu foudroiera l'Espagne de sa fureur et de son ire. »*

Lorsque la traduction en français de *La Destruction des Indes*, paraît à Anvers en 1579, un an après une traduction néerlandaise, le sens du livre a changé. En Espagne, la réaction contre les thèses de Las Casas a commencé depuis plus de dix ans et, si les instructions et ordonnances royales semblent se rallier à la voie pacifique de la conquête, elles justifient, en fait, la légitimité du recours à la force en cas de résistance ainsi que le régime de l'*encomienda*.

La pertinence maintenue du texte vient d'ailleurs. Cette même année, en janvier, les sept provinces calvinistes du nord des Pays-Bas ont formé l'Union d'Utrecht pour défendre leur identité religieuse contre la tyrannie du souverain étranger – en l'occurrence le roi d'Espagne. Dès la page de titre, l'intention de la traduction est clairement annoncée : *« Pour servir d'exemple et avertissement aux dix-sept provinces du Pays-Bas. »* En rappelant les crimes commis par les Espagnols en Amérique, il s'agit de mettre en garde tous ceux qui seraient tentés de s'accorder avec eux. La destruction des Indes, qui préfigurait pour Las Casas celle de l'Espagne, dessine sous la plume de Jacques de Miggrode celle, possible, des Pays-Bas : *« Voici une histoire vraie, et composée par l'un d'entre eux de cette nation même, qui leur apprendra, non pas ce qu'ils ont encore du tout exécuté aux Pays-Bas, mais si Dieu ne les avait empêchés, ce qu'ils eussent déjà mis à fin. »*

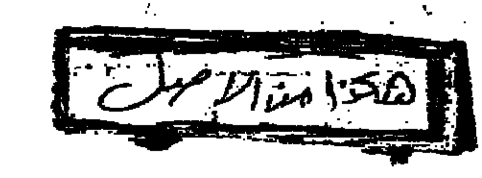
En 1598, la première traduction latine du texte de Las Casas est publiée à Francfort. Elle est illustrée par une série de dix-sept gravures, dues à Théodore de Bry, qui donnent à voir les plus épouvantables des cruautés décrites par Las Casas. Tourmentés, mutilés, tués, les Indiens de de Bry sont les figures modernes du martyre. Leur massacre rappellent celui des Innocents ; leurs supplices, ceux des saints et des saintes ; leurs souffrances, celles du Christ, flagellé, humilié, crucifié. Loin de tout exotisme ethnographique, cette série d'images a joué un rôle essentiel dans la constitution de l'image négative de l'Espagne.

Comme l'écrit Ricardo Garcia Carcel, *« les dix-sept gravures de de Bry firent, sans doute, plus pour la légende noire que tous les textes de Las Casas* (2) ».

Leur publication doit être comprise dans le contexte de la guerre des images que se livrent protestants et catholiques au temps des déchirements religieux. Elles répondent, en effet, à une autre série, forte de vingt-neuf gravures, publiée en 1587 à Anvers – devenu un bastion catholique – par Richard Verstegan, avec le titre de *Théâtre des cruautés des hérétiques de notre temps*. Accompagnées d'un texte en latin dans la première édition, elles le sont d'une traduction française l'année suivante que rééditent aujourd'hui les éditions Chandeigne.







Crime de guerre

Stéphane Audoin-Rouzeau raconte l'édifiante histoire de Joséphine B., violée par « un boche » et infanticide par patriotisme

L'ENFANT DE L'ENNEMI
de Stéphane Audoin-Rouzeau
Aubier, « Coll. historique »,
222 p., 125 F.

Dans la nuit du 14 au 15 août 1916, seule dans sa soupente, debout sur son seau de toilette, Joséphine B., vingt ans, fille de salle d'un bistrot de Gennevilliers, accoucha d'un garçon bien vivant dont elle se débarrassa aussitôt dans les latrines voisines. L'enfant, selon elle, n'avait pas crié. Voilà en apparence un crime banal, un de ces infanticides comme en commirent tant de gamines solitaires dans la France bien-comme-il-*faut du dé*but de ce siècle, un de ces gestes désespérés qui rendaient depuis longtemps la justice perplexe et souvent indulgente.

DÉNI DES VALEURS

Mais si les jurés des assises de la Seine ont acquitté Joséphine le 23 janvier 1917 sous les applaudissements du public, c'est parce que l'accusée, pauvrette hébétée et quasi muette, avait su les convaincre qu'elle devait bénéficier d'une circonstance autrement plus atténuante : violée par l'Allemand en Meurthe-et-Moselle envahie, elle a tenu à dire qu'elle n'avait *« jamais voulu d'un enfant né d'un père boche »*. Son avocat n'eut pas à forcer son talent pour sanctifier de ce fait la nouvelle *« petite servante lorraine »* des alentours de Domrémy. N'avait-elle pas senti d'instinct que, s'il avait vécu, cet enfant du viol aurait laissé impuni *« un crime contre la race, par adultération du sang français par le sang ennemi »* ? Comment, dès lors, ne pas considérer que le crime de Gennevilliers était un véritable acte de guerre ? Aux jurés dont les familles ont déjà perdu tant de jeunes, morts au front, Mᵉ Loewel sut à la péroraison asséner l'argument décisif : *« Joséphine est-elle coupable de n'avoir pas laissé vivre l'enfant de ceux qui ont tué vos fils ? »* Que non, bien sûr, à l'heure de Verdun !

Ce fait divers drapé de sainte haine a justement éveillé la curiosité de Stéphane Audoin-Rouzeau. Il en tire un petit livre fascinant qui trace hardiment la piste d'une histoire du viol inscrite dans celle de la « brutalisation » tout à fait inédite des comportements que 1914 a fichée au cœur de notre siècle. Tous les belligérants ayant bientôt dépêché des commissions d'enquête pour signaler les délits et les crimes commis par l'ennemi sur les populations civiles, la presse s'étant largement fait l'écho des indignations croisées, les propagandes s'étant nourries de ces atrocités, il a pu disposer d'un matériau documentaire fiable. Il en tire des témoignages irrécusables sur le renversement des représentations et le déni des valeurs qu'a entraînés la violence brute du premier conflit mondial. En brodant au mieux sur le minuscule cas de Joséphine B., il nous aide à mieux comprendre la permanence du crime de guerre, qui a déchaîné tant de civilisés revêtus d'uniformes, de Charleroi-1914 à Srebrenica-1995, en passant par Oradour-1944.

Les viols sous la Grande Guerre, multiples dans le déferlement des invasions de territoires au début du conflit, fréquents ensuite à proximité du front entre deux combats meurtriers, à tout le moins nombreux dans tous les camps, mais dont on n'aura jamais sans doute une comptabilité précise et différenciée, ont été vraiment portés à la connaissance de l'opinion française aux premiers mois de 1915, quand arrivèrent à terme les premiers enfants embarrassants. Avec force superlatifs et circonlocutions vengeresses, des moralistes de l'arrière, Maurice Barrès en tête, dirent d'abord leur sentiment tricolore outragé, mais ils surent faire comprendre aussi que la tragédie était « moderne » et dépassait en signification celle de l'antique viol du conquérant. Quant aux bébés, eux, ils furent très rarement supposés innocents de l'abomination nouvelle qui les avait conçus, et ce constat ne laisse pas d'être accablant, quatre-vingts ans plus tard. Les femmes de tout âge et les fillettes violées furent, certes, érigées le plus souvent en martyres de la France envahie et souillée de l'été 1914. Mais comment aurait-on pu penser à les absoudre, eux, « *petits vipéreaux* » nés « *d'immondes bandits* », comme disait alors certaine presse nationale, qui vont désormais faire courir le risque d'une dégénérescence de la race gauloise ?

Tous les fantasmes fin de siècle, entretenus par un darwinisme social diffus et une « télégonie » érigée en théorie scientifique de *« l'hérédité par influence »*, poussèrent donc à renier ces nouveau-*nés en les confiant à l'Assistance* publique et même, dans quelques cas, à justifier l'infanticide. De nombreuses femmes violées ayant de surcroît délibérément avorté et contrevenu ainsi aux espoirs natalistes et au code pénal, « l'enfant de l'ennemi » incarna pendant quelques mois l'hésitation ou l'effroi engendrés par tant de transgressions guerrières de la norme morale et du vieux droit des gens. En l'état de l'opinion, dans la cacophonie de toutes les familles politiques et spirituelles, la solution légale et républicaine promptement élaborée avec le renfort d'hommes de cœur comme l'abbé Lemire, maire d'Hazebrouck, fut un digne mélange de charité bien ordonnée et de respect du droit ; le livre aurait dû signifier davantage cette dignité. Elle suffit apparemment à apaiser la brève tempête de 1915. Restèrent la honte et le soupçon, l'inquiétude aussi, face à cette violence métamorphosée en atrocité massive et moderne.

Audoin-Rouzeau résume tout ce que l'on peut savoir aujourd'hui sur ce drame. Il le fait avec la vigilance et la pudeur requises. On le lira avec confiance, en mémoire de toutes les Joséphine B. et de leurs innocents perdus. Avec, aussi, l'espoir qu'à force d'être connue et apprise la désespérance qui jalonne ce siècle de fer pourrait même reculer.

Jean-Pierre Rioux

Dues à un catholique anglais en exil, mises sur le marché entre la décapitation de Marie Stuart et les préparatifs de l'Invincible Armada qui devait envahir l'Angleterre, elles exhibent les violences commises par les protestants en Angleterre, aux Pays-Bas et en France. La formule est toujours la même, associant une gravure – où sont rassemblées, dans un espace de convention, des atrocités sans rapport nécessaire les unes avec les autres –, un poème de six vers et un commentaire qui identifie et explique les scènes représentées. Comparant les gravures imprimées du *Théâtre des cruautés* avec les fresques jésuites qui représentent dans les églises romaines de *Santo Stefano Rotondo* et San Tommaso di Canterbury les mêmes scènes de martyre, Frank Lestringant insiste sur les différences dans l'usage de l'image. Alors que les fresques de Niccolo Circignani sollicitent l'identification du spectateur avec les corps déchirés et sanglants qui lui sont montrés, les gravures de Verstegan le maintiennent à distance d'une violence détestable. Les premières sont une *invitations à partager* le sort bienheureux des martyrs de la foi ; les secondes, un appel à la vengeance contre un ennemi cruel et barbare.

Dans le contexte des guerres religieuses, qui sont aussi des conflits politiques, l'ostentation de la violence de l'autre tient une place essentielle. Si une telle figuration ne fait guère problème pour les catholiques, elle embarrasse davantage les protestants, souvent plus réticents à manier les images. De là, le déplacement opéré par Miggrode et de Bry, qui substituent l'Indien au réformé, qui convoquent les violences de « par-delà » pour montrer à l'Europe entière les cruautés abominables perpétrées par les catholiques espagnols.

Roger Chartier

(1) Nom donné aux villages indiens établis par les missionnaires en Amérique indienne à partir du XVIᵉ siècle afin de fixer les populations nomades et de les évangéliser.

(2) In *La Leyenda negra. Historia y opinion*, Alianza Editorial, 1992.

Dans cette même collection « Magellane » qui compte neuf titres, ont paru cette année : *Le Voyage de Gonneville (1503-1505) et la Découverte de la Normandie par les Indiens du Brésil* (édition de Leyla Perrone Moise, 224 p., 140 F) et *Les Voyages de Vasco de Gama* (édition de Jean Aubin, Paul Teyssier et Paul Valentin,

PRÉCISION

Les actes du colloque international Paul Celan, dont « Le Monde des livres » a rendu compte dans son édition du 1ᵉʳ décembre, seront édités, sous la direction de Georges Ferenczi, *qui a été à l'initiative de cette réunion*, aux éditions Est-Ouest internationales (140, rue de Belleville, 75020 Paris, fax : 40-09-03-79).

Elia Kazan rêve toujours de l'Amérique

Depuis longtemps, il ne fait plus de cinéma. Mais, à quatre-vingt-six ans, le vieil artiste reste un « homme en colère ». Dont le vœu le plus cher est désormais d'être reconnu comme un écrivain


JÉRÔME CHATIN/L'EXPRESS

L'autre jour, dans les rues de Paris, les passants étaient perplexes. Un petit homme rond et trapu trottinait vers eux, le buste penché en avant comme un enfant trop pressé, l'air hilare. Et il se plantait là : *« Comment ça va ? »* On lui répondait que ça allait. Certains prenaient le temps de sourire plus longtemps parce que celui qui les interpellait, un vieux monsieur articulant avec jubilation les trois seuls mots de français qu'il connaissait, avait ce genre de visage auquel on ne refuse rien. Une « bonne bouille », comme on dit. Et il repartait de son pas nerveux et mal assuré, ayant soudain ressenti l'urgence de s'acheter une casquette.

Ni les passants, ni le garçon de café, ni le marchand de casquettes ne sauront jamais que ce type un peu fou, avec son allure de titi parisien venu d'ailleurs, décidément trop joyeux pour être vraiment normal, est un monument du cinéma, une légende d'Hollywood, le fondateur de l'Actor's Studio, le découvreur de James Dean et de Marlon Brando, l'auteur de plus de chefs-d'œuvre qu'il n'en faut pour faire un génie, d'*Un tramway nommé Désir* au *Dernier Nabab* en passant par *Viva Zapata*, *Un homme dans la foule, Sur les quais, A l'est d'Eden, Baby Doll, Le Fleuve sauvage, La Fièvre dans le sang* ou *America America*. Et pourtant c'est bien lui, Elia Kazan. *« A New York, ça arrive qu'on me reconnaisse. Ici, c'est formidable, personne ne sait qui je suis »*, dit-il, enchanté par son nouveau chapeau et trouvant vraiment désopilant d'être un passant ordinaire.

Du temps de ses études à Williams College, puis de ses débuts au Group Theatre, où il entre en 1932, on l'avait surnommé « Gadget ». Parce qu'il était toujours, par nécessité, par exclusion ou par sentiment d'infériorité, l'homme à tout faire – plongeur à la cantine, serveur à table, fabricant de décors, assistant régisseur. Pendant des dizaines d'années, il est resté « Gadge » pour ses amis, et « gadget » dans sa vie, sous une autre forme : tour à tour acteur, metteur en scène de théâtre, de cinéma, professeur à l'Actor's Studio, écrivain. Il a un air gourmand de la vie, des petits yeux espiègles qui pétillent, une sorte de joie inamovible, un sourire qui a l'air de traverser une fois pour toutes son visage de quatre-vingt-six ans. L'affaire étant réglée pour la casquette, il commande un esquimau.

Plusieurs fois étranger dans son propre pays, Elia Kazan a l'habitude d'être différent. Cela commence là où il est né, dans un faubourg de Constantinople, où le petit Elia Kazanjioglou, de la minorité grecque d'Anatolie, parle le grec et le turc, *« la langue des opprimés et celle des oppresseurs »*. Dans la communauté, la crainte des Turcs est permanente, on oppose la ruse et le savoir-faire à la menace et à la force, on rêve d'une grande Grèce légendaire ou bien d'aller ailleurs, vers ce pays mythique où tous les immigrés, paraît-il, sont accueillis comme chez eux, où tout le monde est frère, même les Grecs et les Turcs : America, America ! L'oncle d'Elia est déjà là-bas, marchand de tapis comme son père, un vrai oncle d'Amérique, avec des rêves, des légendes, de l'espoir. Tout sera forcément beau de l'autre côté des mers. C'est en 1913, Elia Kazan a quatre ans et, à New York, quelque part entre Broadway et Amsterdam avenue, alors que son père fonde l'entreprise George Kazan et Cie, tapis et couvertures d'Orient, il devient, non plus Grec de Turquie, mais Anatolien d'Amérique. Comment, de nouveau, se sentir « à sa place » ? *« Nous portions en nous, en arrivant là-bas, le sentiment d'être toujours à l'étranger. J'avais peur, mais cela m'a rendu rebelle. J'ai toujours été rebelle. Un de mes amis m'a dit : "En fait, toi aussi, tu es un Noir." J'étais content que quelqu'un l'ait remarqué. »*

Il croque joyeusement dans son esquimau. De l'Amérique rêvée et de ses contradictions, il aura presque tout dit dans ses films : l'immigration (*America America*), le problème noir (*L'Héritage de la chair*), le krach de 1929 (*La Fièvre dans le sang*), les ravages du puritanisme et du libéralisme (*A l'est d'Eden, L'Arrangement*), le New Deal (*Le Fleuve sauvage*), la corruption (*Sur les quais*), la fabrication d'un homme politique par la télévision (*Un homme dans la foule*), les effets de la guerre du Vietnam (*Les Visiteurs*), le pouvoir et sa perte par abus de pouvoir (*Le Dernier Nabab*)... Elia Kazan n'en finit plus de rêver de l'Amérique, d'être déçu par l'Amérique, de souffrir de l'Amérique, de vouloir être américain.

Comme s'il n'avait jamais cessé de l'attendre, d'attendre ce qu'elle n'était pas. *« Quel pays ! »*, conclut-il seulement aujourd'hui, sautillant d'un sujet à l'autre par fatigue de se concentrer, ou parce que les souvenirs se bousculent.

De ses colères légendaires, il lui reste trois grandes rides en étoile, comme des lignes de la main qui traversent son front maintenant gagné par le sourire. *« Le fait est que je suis en colère, presque chaque matin. Je me réveille en colère »*, écrit-il au tout début de sa passionnante autobiographie (1). Dans le même livre, il date cette expression de son visage de la période la plus noire de sa vie, celle qu'il porte comme un fardeau et que chacun lui renvoie comme un contrepoint à son génie, cette « sale époque » du maccarthysme où Elia Kazan, en 1952, accepta de témoigner devant la commission des activités anti-américaines.

Derrière ces deux attitudes apparemment contradictoires, son entrée au Parti communiste comme sa dénonciation du Parti communiste, il y a chaque fois, chez Kazan, l'immigré grec progressiste, fermement attaché aux valeurs de gauche et tellement fier de l'Amérique, une même volonté de défendre, coûte que coûte, une idée de l'Amérique et, plus encore, la volonté d'y appartenir. Lorsqu'il entre au Parti communiste au début des années 30, c'est d'abord par rancune accumulée contre les Turcs, les jeunes Américains et les élèves de Williams College, pour avoir été tenu à l'écart et en infériorité dans ce pays dont il espérait tout et qui ne l'accueillait qu'à moitié. C'est la même amertume qui le fait démissionner du parti, au bout d'un an et demi, après être passé en jugement devant ses camarades, obligé de se confesser et de s'humilier pour avoir défendu, au nom de l'art, les non-communistes du Group Theatre. Mais s'il est dégoûté par le parti, Kazan n'en reste pas moins fidèle au communisme et à l'idéal bolchevique, avant d'y renoncer tout à fait lors du pacte germano-soviétique.

> *« Nous portions en nous, en arrivant là-bas, le sentiment d'être toujours à l'étranger. J'avais peur, mais cela m'a rendu rebelle. J'ai toujours été rebelle. Un de mes amis m'a dit : "En fait, toi aussi, tu es un Noir." J'étais content que quelqu'un l'ait remarqué. »*

Sur son attitude pendant « la chasse aux sorcières », Kazan a beaucoup parlé et écrit, sans s'épargner. Sans regret aussi. En toute conscience, en sachant que son témoignage risquait au moins de briser leur carrière, il a donné les noms de ses amis communistes. Avec l'exigence de vérité qui caractérise son autobiographie et son livre d'entretiens avec Michel Ciment (2), il explique les étapes de son hésitation, le dilemme auquel il se sentait confronté, entre la haine réelle que lui inspirait la droite maccarthyste, l'ignominie de la dénonciation, et la conviction que le silence était aussi une manière de collaborer avec un Parti qui jouait précisément du mensonge et des manipulations occultes, qui l'avait lui-même humilié et qui, en pleine guerre froide et par la conduite impérialiste des Soviétiques dans le monde, n'était plus un parti comme les autres, mais une menace pour cette Amérique dont il continuait à rêver. Décidé à combattre le « péril rouge » international, il s'est rendu à celui d'un « ordre chauvin » délirant. Explication suffisante ? Certains lui ont pardonné. D'autres, comme Arthur Miller, non.

« Je lui dois tout, à l'Amérique, raconte aujourd'hui Kazan. *C'est le pays de tous les possibles. J'ai commencé tout en bas de l'échelle et voilà... Tout ce que j'ai voulu, j'ai eu la chance de le faire. Qu'est-ce qu'on peut demander de plus ? Rien. »* La seule chose que souhaite encore Kazan, bizarrement, c'est d'être reconnu d'abord comme un écrivain, *« car cela compte beaucoup plus, pour moi, que le cinéma »*. Et dans son sixième livre, *Au-delà de la mer Egée*, qui vient de paraître, Kazan n'a pas changé d'obsession. D'ailleurs, le héros s'appelle Stavros, comme celui d'*America America*, embarqué ici dans un voyage à la fois inverse et identique : le jeune Grec qui avait émigré aux Etats-Unis tout pénétré du rêve de l'Amérique revient, vingt ans après, dans son pays natal, muni d'un « rêve américain » bien pensant et dominateur, pour rêver à une grande Grèce impossible qui ressemblerait à l'Amérique.

« Il n'y a pas de conclusion à ce livre, explique Kazan. *Je pense, d'une manière générale, que les artistes ne doivent jamais vraiment conclure. Que ce soit pour un film ou pour un roman, l'écriture vous renvoie toujours à vos questions. Quand j'écris une scène, je me demande le lendemain : est-ce que c'est vrai, ce que tu t'es dit à toi-même ? Je pense toujours qu'il y a mieux à faire, autre chose à comprendre. C'est un doute permanent qui me perturbe. »* Ce n'est pas un hasard si Elia Kazan, pour les scénarios de ses films, a préféré travailler avec des écrivains (Tennessee Williams, John Steinbeck, Budd Schulberg...) plutôt qu'avec des scénaristes : *« Parce que les grands écrivains ont le sens de ce qui est caché. Ils savent que la vérité n'est pas dans la conclusion. Tennessee me disait : un bon personnage est celui qui garde une part mystérieuse, quelque chose qu'on ne peut pas expliquer. »*

En évoquant Tennessee Williams, qui fut peut-être son plus cher ami, Kazan se montre soudain plus loquace. *« Je ne sais pas pourquoi tout le monde se l'imagine comme une personne grave. Tennessee était incroyablement drôle. J'ai une photo de lui où il rit tellement qu'il ne peut plus se tenir debout. Lui aussi, il était rebelle, mais dans la joie. Homosexuel, négligé et rejeté par la société, il avait une gaieté magnifique. Il m'a appris beaucoup – à ne pas avoir de préjugés sur les gens, à profiter de la vie avec ce qu'on avait : quelque chose comme l'humanité. Maintenant que j'ai quatre-vingt-six ans et que je commence tout juste à ne plus être désespéré, je pense qu'une fois de plus, ce satané Tennessee avait raison. »*

Dans la scène finale du *Dernier Nabab*, on voit Robert De Niro hésiter devant la porte d'un studio, puis disparaître dans le noir. Kazan avait-il l'intuition, alors, qu'il tournait là, en 1976, son ultime scène de cinéma ? *« Oui, bizarrement, je le sentais. Et puis je n'y ai plus pensé. C'est arrivé tout le temps dans ma vie. Je me sens découragé, désespéré, je ne veux plus me battre, je me dis : arrête-toi, tu es vieux. Et puis il y a toujours quelque chose qui arrive dans le monde, quelque chose qui me revigore. Et, de nouveau, je me mets en colère. »*

Marion Van Renterghem

(1) *Une vie*, Grasset, 1989.
(2) *Kazan par Kazan*, Stock, 1973, Ramsay, 1985.

AU-DELÀ DE LA MER ÉGÉE
traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Richard Crevier, Grasset, 538 p., 148 F.

SOMMAIRE

